

ou 100,

1957

JANVIER-FÉVRIER

N° 1

NOUVELLE SÉRIE / QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE

MUSÉE NEUCHÂTELOIS

ORGANE
DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU CANTON
DE NEUCHÂTEL

FONDÉ EN 1864



1957

SOMMAIRE

	Pages
1. <i>La lutte contre les incendies du XVII^e au XIX^e siècle</i> , avec planche, par Jean Courvoisier	3
2. <i>Philippe de Hochberg et sa fille Jeanne, seigneur et dame d'Usier et Ouhans, en Franche-Comté</i> , par Robert Genevoy	12
3. <i>Pierre Favarger</i> , par Louis Thévenaz	27
4. <i>Bibliographie</i> , par Louis Thévenaz.	30

ON S'ABONNE A L'IMPRIMERIE CENTRALE, NEUCHÂTEL

Prix de l'abonnement: Suisse, Fr. 12.50; étranger, Fr. 15.—. Pour les membres de la Société d'histoire: Suisse, Fr. 10.—; étranger, Fr. 12.50. Compte de chèques « Musée neuchâtelois » IV 1622.

Paraît six fois par an.





VOTRE BANQUE

SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE

CAPITAL-ACTIONS ET RÉSERVES: Fr. 268,000,000.—

8, FBG HOPITAL

NEUCHÂTEL

PLACE PIAGET



Vous trouvez

La chemiserie soignée

L'assortiment le plus complet

La qualité

toujours chez

Savoie-Petitpierre s.a.

Rue du Seyon

NEUCHÂTEL

TÉLÉPHONE 51196

NOUVELLE SÉRIE / QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE

MUSÉE NEUCHATELOIS

ORGANE
DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU CANTON
DE NEUCHÂTEL

FONDÉ EN 1864



1957

NEUCHÂTEL
IMPRIMERIE CENTRALE

1, rue du Temple-Neuf, 1

Tous droits réservés



POMPE A INCENDIE AUX ARMES DE FLEURIER
1764

LA LUTTE CONTRE LES INCENDIES DU XVII^E AU XIX^E SIÈCLE

Le moindre incendie met aujourd'hui en action des moyens de lutte extrêmement puissants avec une efficacité satisfaisante. Il n'en était rien autrefois : accidents et foudre brûlaient des villages entiers aussi aisément que la plus démunie ou isolée de nos fermes jurassiennes. Une fois que tout était consumé, s'organisaient, à défaut d'assurance pour couvrir les dégâts, de trop maigres collectes. Ces conditions répandaient une crainte du feu dont nous avons de la peine à réaliser l'intensité poignante, mais elles éveillaient une solidarité vigilante. Ainsi, Georges Quinche consigne dans les registres de Valangin que, le 18 octobre 1836, une aurore boréale « qui parut comme le reflet d'un vaste incendie fit sonner le tocsin à Valangin à neuf heures du soir et mit en mouvement toutes les pompes du pays et la nôtre en particulier qui se rendit jusques sur la hauteur de la Côtette » afin de porter secours à autrui. L'année suivante, à minuit, pareil phénomène jette l'alarme, sans toutefois faire sonner les cloches ¹. Les Neuchâtelois du passé étaient-ils négligents dans leurs préparatifs de lutte contre le feu ? Certainement pas, mais ils manquèrent longtemps de règlements éprouvés et d'une police des constructions efficace. C'est ce que nous aimerions évoquer en nous limitant à quelques aspects du problème.

* * *

Il faudrait un jour dresser le tableau complet de l'introduction des pompes à incendie dans le canton. En voici un bref aperçu. La première qui soit mentionnée est, jusqu'à plus ample informé, cette « pompe à jeter l'eau » vendue 37 1/2 livres aux Quatre Ministraux de Neuchâtel en 1638 ². Afin de préserver du feu leur village et en particulier leur temple nouvellement agrandi, les habitants de la Chaux-de-Fonds souhaitent, en 1686, des ordres du Conseil d'Etat et décident « que l'on pourra faire des eschelles, avoir des seaux de cuir bouilly et des grandes

¹ Archives de Valangin, *Délibérations*, vol. 15, p. 531, 7 nov. 1836 ; vol. 16, p. 76, 14 nov. 1837.

² W. WAVRE, *Extraits des comptes de la Bourserie*, publiés dans le *Musée neuchâtelois*, 1907, p. 277.

seringues »¹. Retenons ce terme imagé qui paraît souvent dans les textes. Si la bourgeoisie de Boudry se propose d'acheter deux pompes, dès 1710, c'est, semble-t-il, en 1746 seulement qu'elle acquiert une bonne *seringue* et la met à l'épreuve. Cinquante ans plus tard, le fondeur Jean-Daniel Dreffet, de Genève, livrera un nouvel engin plus perfectionné². Le milieu et la seconde moitié du XVIII^e siècle voient se répandre l'usage des pompes dans tout le pays. A Colombier, on commande un couvert pour la *zeringue*, en 1744³. Les comuniers de Couvet, qui ont vu fonctionner au passage une pompe livrée par Lièvremon, de Pontarlier, aux habitants d'Estavayer, décident de s'en procurer une en 1756. Ils font marché pour 1027 livres faibles avec un certain Stuby, bourgeois de Lucerne, qui vient sur place pour la construction, car les pièces de fonte sont exécutées par Pierre Berthoud et David Petitpierre, horloger. La pompe est acceptée par 38 voix, mais 12 opposants estiment que l'eau n'est pas projetée assez loin. Le char, mal ferré, doit être amélioré, circonstance qui manque d'entraîner un procès avec un maréchal ferrant du lieu. La commune finit par solliciter du châtelain le départ de Stuby⁴. Les habitants de Fleurier, eux, ont d'autres difficultés. Désireux d'acquérir une pompe, ils s'en voient offrir une par Pierre-Isaac Meuron [notaire, maître fondeur de cloches], secrétaire de commune à Saint-Sulpice, et par le fondeur [Pierre-Antoine] Lièvremon, en 1761. Ces propositions sont poliment écartées. Après des démarches à Berne et à Zurich, la commune traite avec Jean-Jacques Wirtz, de Zurich, et lui commande une pompe « suivant le pland du N° 6 ». En dépit d'un gros retard de livraison, les Fleurisans confirment, de justesse, la commande à Wirtz et prient le professeur Gessner, de Zurich, peut-être le fameux naturaliste Jean Gessner (1709-1790), d'expertiser la *seringue*, car cet homme très en état de le faire a déjà procédé à de pareils examens. Le capitaine Jonas Dupasquier est chargé des démarches nécessaires. Comme le constructeur demande les armes de Fleurier pour les peindre sur la caisse, « on prie le sieur lieutenant de milice Jeanjaques Henry Vaucher, horloger, de vouloir copier les armes peintes sur le drapeau de cette abbaye qui sont trois montagnes et trois rivières, le nom de cette communauté et la datte de cette année courante, ce qui sera envoyé à Monsieur Wirtz ».

¹ Archives de la Chaux-de-Fonds, *Registre*, N° 1, p. 540, 7 mars 1686.

² Archives de Boudry, *Manuels*, A 6, p. 197, 7 déc. 1710 ; A 12, p. 25, 4 juin 1746 ; A 14, p. 285, 304, 9 nov. 1795, juin 1796.

³ Archives d'Auvernier, BB 3, N° 11, p. 31, 9 août 1744.

⁴ Archives de Couvet, *Arrêts*, vol. 8, fol. 177 v°, 178, 180, 184, 189, 195 v°, 18, 19 juil., 5 sept., 9 déc. 1756 ; 31 janv., 3 juil. 1757.

Cette *seringue*, attendue avec impatience pendant trois ans, se trouve actuellement déposée au musée de Fleurier¹. La planche qui accompagne ces lignes en donne une image.

Dès 1741, Auvernier et les communes de la Côte se proposent de faire construire trois *zeriungues* par le fondeur [Jean-Henri] Guillebert, réputé très expert. Une au moins dut être exécutée, car en 1777 Pierre Leroux, de Beauvais, produisant un certificat favorable de la commune d'Hauterive, propose de faire une seconde pompe, puis c'est François Humbert, maître fondeur à Morteau, qui fait des offres. Toutefois, rien n'est conclu avec eux, car en 1793 les gens d'Auvernier s'adressent à Bienne et à Genève pour une pompe et finissent par en acheter une, coûtant 60 louis, à Jean-Daniel Dreffet. Les habitants de Peseux suivent leur exemple en 1796². Le même fondeur, qualifié de « maître pompier à Genève », livre à Couvet une pompe à caisse doublée de cuivre, contenant 600 livres, soit 300 litres d'eau, à débiter en 90 ou 120 secondes, atteignant une hauteur de 100 pieds (30 mètres), dont 80 en colonne. A l'avant, un cuvier contient les tuyaux et l'on peut atteler trois chevaux de front au châssis³. Ces perfectionnements montrent bien que nous sommes arrivés à la fin du XVIII^e siècle. De son côté, en 1784, le maître fondeur Pierre Leroux, établi alors à Neuchâtel, construit une pompe valant 26 louis (27 avec l'étrénne) pour la commune de Cornaux⁴. A Valangin, les habitants de ce bourg, économiquement faible, agissent au mieux de leurs intérêts en sollicitant des subventions de la bourgeoisie et de la Seigneurie, propriétaires d'immeubles dans la localité. En 1775, ils obtiennent environ 13 louis d'or sur un prix total de 40 louis et en 1841, 20 et 6 louis sur 120. La dernière *seringue*, faite par les fils d'Ulrich Schenk, de Worblaufen près de Berne, sur le modèle N° 5 de leur catalogue, est aspirante vu l'abondance de l'eau et le manque de bras dans le bourg. On préfère le cuir à la toile pour les tuyaux. La pompe de 1775 était l'œuvre du fondeur Jean-Pierre Humbert, de Savagnier, fixé à Neuchâtel, préféré à ses concurrents Claude-Joseph Cupillard, de Morteau, et Rodolphe Thomet⁵.

¹ Archives de Fleurier, *Délibérations*, 1761-1776, fol. 7 v°, 10, 11, 15, 23 v°, 26, 27, 16 nov. 1761 ; 28 janv., 8 mars, 24 oct. 1762 ; 23 juin, 23 sept., 29 oct., 1 nov. 1764. — O. CLOTTU, dans les *Archives héraldiques suisses*, 1945, p. 39, reproduit les armes peintes sur la caisse.

² Archives d'Auvernier, BB 3, N° 10, p. 117, 138, 21 janv., 16 avril 1741 ; N° 13, p. 203, 7 sept. 1777 ; N° 14, p. 73, 19 juil. 1789 ; p. 209, 211, 217, 4, 25 août, 29 déc. 1793. — *Ibid.*, p. 302, 10 juil. 1796, et Archives de Peseux, BB 3, N° 19, 1 juil. 1796 ; N° 18, 15 avril 1796.

³ Archives de Couvet, *Arrêts*, vol. 12, p. 283, 3 juil. 1796 ; vol. 13, p. 24, 18 déc. 1797.

⁴ Archives de Cornaux, *Arrêts*, 1702-1796, fol. 156 v°, 19 août 1794.

⁵ Archives de Valangin, *Délibérations*, vol. 16, p. 485, 504, 2 juin, 16 juil. 1840 ; vol. 17, p. 37, 47, 86, 99, 13, 30 nov. 1840, 2, 19 févr. 1841 ; vol. 10, p. 193, 10, 13 mai 1775.

Sans vouloir exhumer une vieille querelle heureusement éteinte, signalons qu'en 1812 les villages de Coffrane et de Montmollin se plaignent que celui des Geneveys-sur-Coffrane se soit « emparé d'une pompe à incendie que la générale commune venait de faire établir ». Le Conseil d'Etat saisi de l'affaire convoque les parties. Coffrane et Montmollin déclarent que la commune générale a fait construire une seconde pompe à incendie, livrée le 6 juillet, puis essayée et remise dans la grange des dîmes. Or le sieur Darbre et plusieurs particuliers des Geneveys s'étant procuré la clef ont emmené la pompe en cachette à travers des prés à ban, dans leur village. Les plaignants réclament le retour de l'engin à Coffrane, localité plus grande et centrale où se trouvent le temple, les archives et la maison de commune. Pour leur défense, les habitants des Geneveys nient qu'une décision ait fixé le dépôt de la pompe à Coffrane. La mesure était provisoire. Darbre emmenait ouvertement l'engin pour des réparations. Le village des Geneveys, aussi grand que Coffrane, abrite parfois les archives ; son altitude supérieure facilitera le transport de la pompe dans les deux autres localités. Fort judicieusement, le Conseil annule les délibérations consignées dans les registres des plaideurs, ordonne de ramener la pompe à Coffrane, laissant au maire de Valangin le soin de fixer le jour où, une troisième pompe étant construite, les villages pourront se les répartir¹. Dans une nouvelle intervention, le Conseil arrête que les villages ne rembourseront pas les pompes payées par la commune générale. Après partage, chacun deviendra propriétaire d'une *seringue* et l'entretiendra. Si Montmollin, dernier à choisir, reçoit la vieille pompe (à réparer), il obtiendra cinq louis des deux autres communes, en compensation². D'un ordre donné par le gouvernement en 1822, il ressort que presque tous les villages étaient alors bien pourvus d'engins. Seuls les très petites communes et les hameaux comme Combes, Voëns, Epagnier, Vaumarcus, Gorgier et d'autres, se voient enjoindre l'ordre d'acheter une petite pompe ou une pompe portative, quatre à six échelles et huit ou dix crochets. L'utilité de ceux-ci ressort bien d'une décision de la commune de Valangin : « Passé de faire six crochets de fer, trois gros pour servir à éteindre le feu, et trois petits pour ramasser les seaux de cuir, crainte d'accident quant on les jette en bas³. »

Certes, quelques précautions essentielles valent mieux que les instruments de défense les plus perfectionnés. Les mesures prises et consi-

¹ Archives de l'Etat, *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 160, p. 660, 689, 27 juil., 3 août 1812.

² *Ibidem*, vol. 161, p. 212, 22 mars 1813.

³ *Ibidem*, vol. 171, p. 468, 20 mai 1822. Archives de Valangin, *Délibérations*, vol. 7, p. 5, 10 fév. 1748.

gnées avec un soin particulier dans les registres de deux communes du Val-de-Travers donnent une excellente idée de ce qui se faisait un peu partout avec autant de sérieux. A Couvet, dès 1674, tous les habitants sont « avertis de se munir de lanternes pour la prochaine visite des cheminées ». Comme la veuve de Jean Jeanjaquet se permet de faire du feu dans une cheminée inachevée, on lui interdit de continuer cette pratique. La même défense est faite à d'autres comuniers sous peine de dénonciation au châtelain du Val-de-Travers. On sollicitera même de ce dernier l'autorisation de crever le four du cordonnier Balthazar Petitpierre « en danger de laisser incendier sa maison et causer beaucoup de maux dans le vilage »¹. La forge de Daniel Roy, au Perron, « mal assurée pour le feu qui y a déjà pris quelques fois » est fermée jusqu'à sa remise en état. Un avant-toit fort combustible qui empiète sur le terrain communal est démoli². L'incendie survenu à Môtiers les 11 et 12 avril 1723 au détriment de douze familles de commerçants, aisés pour la plupart, provoque des mesures décisives. Le Conseil d'Etat réalisant que le Prieuré, partiellement couvert de bardeaux, a couru de grands risques, ordonne de mettre partout des tuiles sur le toit³. La commune de Couvet arrête de faire exécuter trois visites annuelles des cheminées par un maçon et un charpentier, plus capables que des justiciers et les gouverneurs. Elles auront lieu en mars, vers la Saint-Jean (24 juin) et avant la Saint-Martin (11 novembre). Le serment intimé aux visiteurs de cheminées prouve que le nombre des inspections fut réduit par la suite :

Vous promettés et jurés de faire exactement la visite de toutes les cheminées de Couvet et des hameaux voisins deux fois par année en mars et en octobre.

Vous visiterés au printems lesdites cheminées en dehors et an dedans et surtout à l'endroit des toits et aurés soin de visiter dans les maisons à ce que chaqu'un soit muni d'échelles et de lanternes. Enfin raporterés en commune tous ceux qui auront des cheminées qui ne seront pas en etat ou qui auront des deffauts de maniere que ceux qui n'auront ni lanternes ni echelles de même que ceux qui n'auront pas des couvercles ou portes de fer pour les fournaux, le tout sans egard pour qui que ce soit⁴.

Il semble que les Covassons furent assez disciplinés et qu'après un premier rappel, personne ne devait être dénoncé au châtelain pour

¹ Archives de Couvet, *Arrêts*, vol. 2, fol. 44 v^o, 85, 4 v^o et 30, 15 janv. 1669, 1 janv. 1674, 22 nov. 1680, 16 mars 1685.

² *Ibidem*, *Arrêts*, vol. 5, fol. 113, 13 avril 1723.

³ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 67, p. 245, 19 avril 1723.

⁴ Archives de Couvet, *Arrêts*, vol. 5, fol. 113, 16 avril 1723 ; vol. 6, p. 14, 1728.

désobéissance. Bientôt un guet de nuit entre en activité pour crier les heures, veiller au feu et prévenir les vols. En septembre 1726, la grande chaleur et la sécheresse font placer des gardes de 20 heures à 4 heures du matin tant au village qu'à Plancemont. Ces hommes contrôlent si les ménages ont de l'eau en réserve. A la sortie du sermon se publie l'interdiction de fumer du tabac en rue, dans les granges ou les écuries¹. Les imprudents sont rappelés à l'ordre sans ménagement ; voici un exemple caractéristique :

Sur les plaintes du soussigné contre la servante de Monsieur Grelet indien-neur sur ce qu'elle n'a point de règles et qu'elle expose sa maison à un incendie en portant des chandelles à la grange ou sur le galeta sans lanterne et qu'elle fait au four à heure induë et enfin qu'elle chauffe son lit à une chambre haute par le moyen de ce qu'on appelle moine, il a été dit qu'on en avertira le sieur Grelet son maître. Que s'il n'y apporte remède on en portera plainte à Monsieur le Châtelain pour luy demander qu'elle soit chassée du lieu².

Toutes ces mesures judicieuses sont toutefois contrebalancées par des inconséquences pour le moins surprenantes. La commune de Couvet dépose sa réserve de poudre dans une chambre placée sous le clocher, puis elle la répartit chez plusieurs de ses membres³. En 1808, au Locle, on s'avise pareillement « qu'il est prudent de ne plus laisser aux archives la poudre à canon qui y est déposée » ; il faut la vendre et, si possible, en garder une partie dans un local écarté et sûr. « A la suite du coup de tonnerre qui a fait éclater la poudrière de la Ville près le Vauseyon », la commune de Peseux, prise de crainte, retire aussi de ses archives une réserve d'explosif pour la placer dans la poudrière de la Seigneurie⁴.

A Fleurier, où charité bien ordonnée commence par soi-même, le cordonnier Jacques Vaucher reçoit 18 batz pour raccommoder sa cheminée. Les communiers, venus de l'extérieur faire reconnaître leurs droits, donneront un seau de cuir, s'ils en ont les moyens⁵. Prudemment, la commune décide d'obliger les ménages à munir leurs poêles de couvercles en fer, avant le 1^{er} novembre 1715, puis elle reporte le délai jusqu'à la foire de Neuchâtel et prévoit d'en acheter à ceux qui n'en ont pas les moyens, contre paiement de l'intérêt ou de la jouissance. Huit personnes, des veuves pour la moitié, bénéficient de cette mesure dont le

¹ Archives de Couvet, *Arrêts*, vol. 5, fol. 144, 199, 15 juin 1724, 14 sept. 1726.

² *Ibidem*, *Arrêts*, vol. 8, fol. 240, 2 déc. 1759.

³ *Ibidem*, vol. 6, p. 130 et 134, 15 et 18 juil. 1731.

⁴ Archives du Locle, *Plumitif*, 1807-1808, p. 117, 17 avril 1808. — Archives de Peseux, BB 3, N° 25, 5 juil. 1817.

⁵ Archives de Fleurier, *Brouillard*, 1732-1742, p. 15, 1 janv. 1733 ; *Délibérations*, 1743-1760, fol. 191, 20 mai 1760.

règlement de comptes n'intervint qu'en 1746. Après l'incendie de Noiraigue, une seconde visite des cheminées est ordonnée, le transport du feu interdit d'une maison à l'autre de même que « les pipes allumées sur rue et partout autre part que sous les cheminées, et les chandelles hors des lanternes partout hors des cuisines et des chambres ». Chaque ménage aura une échelle et un puits propre à jeter de l'eau. La commune achètera des seaux de cuir valant 60 livres et fera exécuter trois grandes échelles plus trois petits crochets¹. Après un préambule caractéristique d'un état d'esprit, « à l'occasion de l'alarme qui arriva hier et pour prévenir par la benediction de Dieu les accidens et incendies », la commune confirme et précise bientôt ces dispositions, puis elle autorise les gouverneurs et les justiciers réunis en cas d'orage ou « de vent extraordinaire » à faire éteindre les feux dans toutes les maisons, sauf excuse valable². Une dizaine d'années après, les Fleurisans prévoient de faire exécuter dans le village et à la Raisse trois visites de cheminées par an : au printemps, avant la fenaison, et en automne, mais bientôt, il ne s'opère plus que deux contrôles annuels³. Comme certains habitants commettent des imprudences, la commune arrête que personne ne pourra « aller sur rue hors des maisons n'on plus qu'aux ecuries, aux granges et aux remises ou crues avec des chandelles ou lampes qu'elles ne soyent mises dans des bonnes lanternes, n'on plus que d'aller chercher du feu chez des voisins sans que l'on ne soyent munis de pot ou terrine où le feu soit en très bonne et deue seureté dedans... Les pipes qui ne se ferme pas sont aussy deffendeuës à tout les endroits cy devant dit ». Les communiers, assermentés, doivent faire rapport⁴. Un règlement imprimé du Landeron, datant de 1745, prévoit des mesures analogues et des amendes progressives contre ceux qui négligent le ramonage obligatoire des cheminées⁵.

Bientôt on décide que les cheminées neuves ne devront plus être en maçonnerie, mais en pierre franche de Boveresse ou en briques, au-dessous du toit. Les vieilles cheminées en bon état seront maintenues, mais les autres devront être refaites⁶. Ces précautions au point le plus sensible du bâtiment étaient d'une importance vitale. En 1783, le Conseil d'Etat ne peut que donner raison à la commune de Fontaines contre

¹ Archives de Fleurier, *Registre*, 1675-1731, fol. 35 A, 37 A v°, 44 A, 49 A, 7 janv. 1715, 6 janv. 1716, 6 janv. 1718, 10 juin 1719.

² *Ibidem*, *Registre*, 1675-1731, fol. 56 A v°, 58 A v°, 27 nov. 1721, 6 janv. 1723.

³ *Ibidem*, *Brouillard*, 1732-1742, p. 54, 131, 29 mai 1734, 15 fév. 1740.

⁴ *Ibidem*, *Brouillard*, 1732-1742, p. 129, 1 fév. 1740.

⁵ *Règlement fait par le Conseil du Landeron pour prévenir les incendies et pour y pourvoir en cas qu'il en arrive*, 14 déc. 1745. Archives de Cressier, série HH 4.

⁶ Archives de Fleurier, *Brouillard*, 1732-1742, p. 176, 26 oct. 1741.

Jacob Challendes désireux de faire la base d'une cheminée en maçonnerie « et le restant en bois et charpente jusqu'à sa dernière hauteur » pour soulager des murs trop peu résistants. Ce mauvais exemple, contraire aux règlements du feu, ne peut être admis¹. Le Conseil soutient pareillement la commission des incendies de Colombier et le président de la Chambre d'assurance contre M^{me} Rose Bovet-Bonhôte, d'Areuse, qui devra faire rebâtir des cheminées point conformes au règlement et dangereuses pour le feu². Il ordonne enfin d'interdire l'usage d'une cheminée de bois suspecte, en dépit du fait qu'elle est indispensable à deux ménages de locataires dans une saison rigoureuse³. Les initiatives de la Chambre d'assurance, dès 1810, rendront plus systématique la prévention des incendies par la surveillance des maîtres d'état assermentés et par diverses prescriptions sans cesse perfectionnées ou étendues.

Pour en revenir à Fleurier, l'assemblée communale précise et renforce ses mesures contre les fumeurs, en 1744.

Pour prévenir les malheurs qui pourront survenir par incendie, il a été arrêté que les fumeurs ne pourront aucunement fumer hors de leur poil[e] et cuisine et non dans tout les autres âpartemens où il faut porter les chandelles avec des lanternes, et lesdits fumeurs ne pourront fumer dans le village, mais bien dans la campagne dehors du village, et ceux qui contreviendront au present reglement seront amendable de sept batz, la moitié âplicable au profit des pauvres et l'autre moitié au délateur qui fera son rapport en commune. Tous communiens sera tenu par son serment de tenir la main à l'execution du present reglement et de faire son rapport en commune lors qu'il trouvera des fumeurs en contr'avention.

On interdit de mettre du linge contre les *platines* de fer des poêles ou du bois et des objets combustibles sur la *chape* des fours⁴. En 1752, les mesures sont confirmées et les fumeurs de pipe se voient même interdire la rue en temps de sécheresse. La moitié de l'amende de 4 batz ira au dénonciateur, le reste aux pauvres. Les particuliers sont rendus responsables des infractions commises par leurs domestiques ou leurs ouvriers⁵. Pareilles mesures provoquent bien des contraventions, leur répétition prouvant qu'on ne les respecte guère. Parfois les coupables sont libérés, mais les fautifs opiniâtres encourent des rigueurs. Ainsi, la veuve de Jean-Jacques Bertrand qui a plusieurs fois « porté du feu dans

¹ *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 127, p. 637, 648, 6, 7 oct. 1783.

² *Ibidem*, vol. 164, p. 533, 570, 14, 22 mai 1816.

³ *Ibidem*, vol. 166, p. 1034, 3 déc. 1817.

⁴ Archives de Fleurier, *Délibérations*, 1743-1760, fol. 30 v°, 5 juil. 1744.

⁵ *Ibidem*, *Délibérations*, 1743-1760, fol. 90, 6 janv. 1752.

un pot de fer à l'écurie », en hiver, est mise à l'amende. Surprise une nouvelle fois en faute, elle est dénoncée au châtelain qui permet « d'enlever la vache et les poules de Suzanne Bertran par le grand sautier et de les mettre dans une autre écurie à ses fraix ». La veuve, qui doit en outre payer 20 batz, demande bientôt de reprendre ses animaux, car le temps s'est radouci. A cause de son manque de parole et par crainte du feu, la demande est renvoyée de huit jours ¹. La prudence fait interdire de cuire au four pendant la nuit ; les fours ne peuvent ronfler que du matin à 4 heures, au soir à 16 heures en hiver, et au coucher du soleil en été, sauf en cas de nécessité ou d'enterrement ². A partir de 1744, la commune arrête que le guet de nuit se fera par temps de sécheresse et de vent. Deux hommes accompliront leur tournée ensemble en criant les heures de 22 heures à 3 heures du matin. Quelques années plus tard, il faut stimuler leur zèle. Le guet paraît être intermittent, car, en août 1754, on le rétablit pour quelques nuits. Sept ans plus tard, les Fleurisans décident de salarier un guet à l'année. Pierre-François Bovet se charge de la besogne pour 26 écus petits par an, mais des surnuméraires apparaissent en cas d'accident ³.

Toutes ces précautions et cette prudence portent leurs fruits car le village est relativement peu « visité » par les incendies. C'est toutefois un sinistre, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1761, qui fait rétablir le guet à l'année et qui provoque l'achat d'une pompe, puis l'établissement de 10 crochets maniables, de 4 crocs fixés à des perches utilisables par un seul homme et de 14 seaux de cuir. En 1768, le feu prit au bâtiment du clos Chambrier. « Le public y est accouru et avec l'aide de Dieu et des seringues, la maison a été préservée, laquelle n'a été endommagée qu'au toit du côté de bize ⁴. » C'est sur cette note, je crois, qu'il convient de terminer. Moins imbus que nous de technique et plus préoccupés de leur âme, les Neuchâtelois du passé se défendaient du « feu du ciel » ou de l'imprudence de quelques-uns dans l'esprit d'Ambroise Paré disant : « Je le pensai, Dieu l'a guéri. »

Jean COURVOISIER.

¹ Archives de Fleurier, *Délibérations*, 1761-1776, fol. 40 v° et 43, 6 janv., 25 et 30 mars 1766.

² *Ibidem*, *Délibérations*, 1743-1760, fol. 58 v°, 110, 10 mars 1747, 16 sept. 1753.

³ *Ibidem*, *Délibérations*, 1743-1760, fol. 31 v°, 110, 122, 30 août 1744, 16 sept. 1753, 4 août 1754 ; 1761-1776, fol. 77 v°, 11 oct., 16 nov. 1761.

⁴ *Ibidem*, *Délibérations*, 1761-1776, fol. 7 v°, 69 v°, 12, 16 nov. 1761, 16 mai 1768.

**PHILIPPE DE HOCHBERG ET SA FILLE JEANNE,
SEIGNEUR ET DAME D'USIER ET OUHANS
EN FRANCHE-COMTÉ**

(1481-1518)

Le voyageur qui se rend de Pontarlier à Mouthier-Hautepierre et dans la vallée de la Loue a intérêt, s'il est épris de pittoresque et peu économe de son temps, à délaissier la voie directe que constitue la route nationale N° 67, ancienne voie romaine qui reliait Milan à Langres, pour emprunter la route nationale N° 72 et les chemins départementaux N°s 6 et 48 par Houtaud et Goux-les-Usiers ; il ne regrettera pas ce léger détour.

Après avoir traversé la Chaux-d'Arlier, gravi la côte boisée d'Houtaud et longé le plateau qui domine au sud-ouest la vaste plaine de la Vrigne, au débouché d'un grandiose défilé rocheux, un riant panorama lui apparaît qui contraste avec la sévérité des paysages qu'il vient de parcourir : c'est le val d'Usier ou des Usiers qui s'étend sur une longueur d'environ 10 kilomètres, de Sombacour au sud-ouest à Ouhans au nord-est, et sur une largeur d'environ 6 kilomètres entre deux chaînons du Jura : les hauteurs boisées de Maillot qui le séparent des pays de Reugney et Amathay-Vésigneux, et celles de la Vrigne déjà citée. L'altitude moyenne du val d'Usier est de 720 mètres, celle de la chaîne de Maillot de 899 mètres et celle de la Vrigne de 890 mètres.

Six villages sont groupés dans le vallon : Sombacour, Bians-les-Usiers, Goux-les-Usiers, Ouhans, Septfontaine et Evillers, représentant une population de plus de 2000 âmes adonnée à la culture et à l'élevage ou à la petite industrie (scierie, maréchalerie, ferblanterie, etc.). Toutes ces localités sont rattachées administrativement à l'arrondissement de Pontarlier, canton de Levier, sauf Ouhans qui dépend du canton de Montbenoît.

Sous l'ancien régime, la seigneurie d'Usier, démembrement de celle de Joux, comprenait essentiellement les villages de Sombacour, Bians et Goux (appelés de nos jours les trois Usiers), mais les droits des seigneurs d'Usier s'étendaient également sur les villages de Septfontaine et Evillers, sur la localité du Bourg aujourd'hui disparue, et accessoirement sur les

enclaves ecclésiastiques des Granges de Vons et de Pissenavache, l'ensemble représentant quelque 1000 sujets de condition libre ou main-mortable.

Le gros village d'Ouhans, situé près de la source de la Loue dont la chute intarissable faisait mouvoir toutes les usines nécessaires à l'économie du val d'Usier (moulins, martinets, scieries, etc.), dépendait, à l'origine, du domaine d'Usier mais il en avait été détaché au milieu du XV^e siècle, pour être vendu au profit de riches roturiers bisontins. Il était peuplé de près de 400 habitants vivant, comme ceux du val d'Usier, sur une terre réputée la plus fertile de toute la montagne pontissalienne.

Le cœur de ces deux terroirs était le vieux château d'Usier, déjà cité en 1069, dominant le village de Sombacour et dont il ne subsiste aucun vestige. Le possesseur de ce manoir percevait sur toute la contrée des revenus variés et importants que lui disputaient les abbayes voisines de Montbenoît et de Mont-Sainte-Marie ainsi que le prieuré de Mouthier-Hautepierre ; ces établissements religieux s'étaient, très tôt, assuré des droits étendus dans les villages du val, provenant de la libéralité des anciens seigneurs de Joux et d'Usier.

Les deux terres franc-comtoises d'Usier et d'Ouhans présentent cette particularité d'avoir été possédées pendant près de deux cent cinquante ans et presque sans interruption par des seigneurs d'origine étrangère : les d'Asuel, issus d'une antique lignée de l'évêché de Bâle, en ont joui durant la quasi-totalité du XV^e siècle ; Philippe de Hochberg, comte de Neuchâtel, puis sa fille Jeanne, épouse de Louis d'Orléans-Longueville, leur ont succédé en 1481. Enfin, à partir de 1557 et jusqu'en 1668, ces seigneuries ont été tenues par des représentants de la célèbre maison bernoise des Watteville.

Nous nous proposons, dans cette étude, de rechercher l'origine des droits de Philippe de Hochberg sur ces deux domaines.

Les nombreux auteurs qui, jusqu'à présent, se sont penchés sur la biographie du maréchal de Bourgogne ou bien sont muets à ce sujet ou bien ont émis des opinions erronées.

Pour Charles Duvernoy¹, la terre d'Usier aurait, comme Joux, Epoisses, le comté de Charolais, etc., été donnée au marquis Philippe par le roi de France Louis XI, vers 1480, en considération de sa défection

¹ Ch. DUVERNOY, *Généalogie des sires d'Usie*, dans *Mémoires et Documents inédits pour servir à l'histoire de la Franche-Comté publiés par l'Académie de Besançon*, t. III. Besançon, 1844, p. 243.

à la cause bourguignonne et de son ralliement à la couronne royale ; la même opinion a été soutenue par l'historien de Pontarlier et du château de Joux, Jules Mathez¹. L'annaliste Jonas Boyve² assure que c'est Marie de Bourgogne qui, en 1477, après la mort du duc Charles le Téméraire, aurait remis Usier au futur comte de Neuchâtel pour le récompenser des bons services rendus à son défunt père. Il est vrai que le savant pasteur ajoute que cette seigneurie lui aurait été reprise par l'empereur Maximilien au cours de la même année et rendue en 1481 par le roi Louis XI, puis encore reprise en 1483 par le roi des Romains auquel la Franche-Comté avait été remise par le souverain français.

Quant à André Bovet, il ne fait aucune allusion à la terre d'Usier dans sa thèse inédite consacrée à Philippe de Hochberg et déposée aux Archives de l'Etat à Neuchâtel.

Quelques rares documents dispersés dans les Archives du Nord à Lille, dans celles du Doubs à Besançon, en particulier un compte de la seigneurie d'Usier pour 1484-1485, des dépêches et des mentions dans les manuels des conseils de Berne, Soleure, Bienne, etc., pouvaient faire penser que les choses n'avaient pas été aussi simples que le prétendaient Duvernoy, Boyve et Mathez, mais enfin, faute de textes plus explicites, on en était réduit aux conjectures pour expliquer comment Usier et Ouhans se trouvaient, à la fin du XV^e siècle, réunis au patrimoine des comtes de Neuchâtel.

C'est Charles Lardy, dans ses *Promenades neuchâteloises en France*, publiées sans nom d'auteur dans le *Musée neuchâtelois*, qui, le premier, a fait connaître la source primordiale de toutes les possessions françaises des ducs d'Orléans-Longueville. Il s'agit d'un inventaire analytique de titres de propriété, coté E 69 *quater* aux Archives de la Côte-d'Or à Dijon et intitulé : *Inventoire des tiltres et pièces servans aux terres et seignories de treshaut et puissant princesse ma dame Jehanne, duchesse douairière de Longueville, commancé à faire par moy, Pierre Sayne, tresourier de la maison de Longueville.*

L'importance, au point de vue historique, de ce répertoire résulte du fait que les pièces qui y sont cataloguées, tout au moins celles qui nous intéressent, ont disparu, vraisemblablement pendant la Révolution. C'est là que nous avons trouvé l'essentiel de notre documentation.

¹ Jules MATHEZ, *Annales du château de Joux et de la seigneurie de ce nom*. Pontarlier, 1932, p. 104.

² Jonas BOYVE, *Annales historiques de Neuchâtel et Valangin*, t. II, p. 124, 140, 144.

I. LA SEIGNEURIE D'USIER

Durant les dernières années de la splendeur bourguignonne, deux ardents partisans du Téméraire se partageaient la seigneurie d'Usier : Thiébaud et Jean d'Asuel, frères, fils de Jean-Bernard d'Asuel et de Jeanne de Rougemont, alliée aux premiers seigneurs du lieu. Tous deux contractèrent alliance, le premier, qui possédait les trois quarts du domaine d'Usier, avec Jeanne de Chastelneuf ; le second, détenteur du quart d'Usier, avec Françoise de Saulx. Thiébaud d'Asuel et Jeanne de Chastelneuf eurent une fille, Isabelle ou Isabeau d'Asuel, dame d'Usier, qui épousa Claude de Bruillart, seigneur de Coursan, un chevalier de la Champagne méridionale. Du mariage de Jean d'Asuel avec Françoise de Saulx naquit Gauthière d'Asuel, dame d'Usier, qui épousa Pierre du Vergier.

C'est le 26 septembre 1481 que l'écuyer Gauthier de Bruillart, fils et héritier universel d'Isabelle d'Asuel, fit donation au marquis Philippe et à Marie de Savoie, son épouse, des trois quarts de la seigneurie d'Usier. Les motifs de cette libéralité n'apparaissent pas clairement, mais il semble ressortir d'actes postérieurs que la bonne foi du jeune écuyer ait été trompée en l'occurrence ¹. Le 22 octobre 1482, le marquis de Rothelin compléta cette acquisition en achetant pour 2500 francs le quart du même domaine qui appartenait à Pierre du Vergier et à sa femme Gauthière d'Asuel. Le prix convenu n'était pas encore payé en 1484 et, en attendant le règlement complet, les revenus de la seigneurie d'Usier furent partagés par moitié entre Philippe de Hochberg et Pierre du Vergier. Le compte de la dite seigneurie pour 1484-1485 rendu par le receveur Jacques de Remerupt à Philippe de Hochberg indique que « d'icelle seignorie d'Usiez par lui [Philippe] nouvellement acquise... il ne joyst ne doit joyr que de la moitié présentement et de l'autre moitié doivent joyr et joyssent Pierre du Vergier, escuier, et damoiselle Gauthière d'Asuel, sa femme, jusques ad ce que mondit seigneur leur ayt entièrement païé la somme de deux mille cinq cens frans à eulx dehue pour l'achat de partie dudit Usiez, par traicté fait par mondit seigneur le xxij^e jour d'octobre 1482 ². »

Ce même compte s'élève, en recettes en argent, à 81 francs 3 gros, et en dépenses à 96 francs 11 gros 11 engrognes. Dans les recettes en nature on relève 12 agneaux, 2 livres de cire, 8 gélines, 6 salignons de sel,

¹ Archives du Nord à Lille, B 19062.

² Archives du Doubs à Besançon, B 1683. Jacques de Remerupt avait été institué, par lettres du 8 juin 1484 de *Philippe de Hochberg*, receveur en ses terres, justices et seigneuries d'Usier et d'Ouhans.

100 livres de chanvre sur les moulins d'Ouhans, 16 quartes, 11 émines, $\frac{1}{2}$ penal de froment et 10 quartes $\frac{1}{2}$ d'avoine. Dans les dépenses en argent figurent 8 francs 4 gros à Georges d'Usier, écuyer-châtelain, 2 francs 11 gros à Jeannet Lamy, procureur, pour leurs gages, et dans les recettes en argent : 6 francs 8 gros sur les ventes et foires d'Usier et 4 francs 4 engrognes sur les exploits de justice.

Les foires d'Usier sont amodiées à Jehannet Barthe et Henry Colin pour trois ans, moyennant 17 livres estevenantes par an, sur lesquelles l'écuyer Georges d'Usier prélève 100 sols estevenants comme seigneur bas justicier.

Au cours de l'année 1487, Philippe de Hochberg reçut, en qualité de seigneur d'Usier, le dénombrement des héritages que possédait dans cette terre Guillaume de Scey, seigneur de Larray, fils d'Henry de Scey, seigneur de Fertans, et de Cécile de Groson. Ses frères, Jacques de Scey, écuyer, et Jehan de Scey, seigneurs de Fertans, firent, à des dates indéterminées, reprise de fief au comte de Neuchâtel, et lui donnèrent le dénombrement de tout ce qu'ils tenaient au val d'Usier, mouvant du château de ce nom. Jehan Gondan confessa également tenir du marquis de Rothelin divers héritages à cause de sa seigneurie d'Usier.

Le 6 novembre 1488, Philippe de Genève, écuyer, seigneur de Vuillain, Lods et Torpes, reconnut que les biens que lui et sa femme Claude de Thoraise, dame des dits lieux, tenaient à Chaffois, mouvaient du château d'Usier appartenant au maréchal de Bourgogne. Le procès-verbal qui fut dressé à cette occasion mentionne que la forteresse est inhabitée et que la reprise de fief eut lieu devant la porte close, en présence de plusieurs témoins venus de Sombacour¹.

Enfin, le 18 mars 1494, Philippe de Hochberg ratifia, au lieu de Morteau, l'accensement perpétuel consenti, le 14 janvier précédent, par Jean de Montfort, chevalier, et Girard de Montfort, chanoine de Bayeux, curé de Ronchaux, frères, à Jean, Pierre, Claude, Huguenin et Regnauld Quartier-de-Vez, d'Usier, « personnes conjointes et communes en biens », d'un meix comprenant un chasal, 59 journaux de terres arables et 65 soitures de prés et clos. Le cens fut fixé à 6 quartiers, moitié froment et avoine, mesure d'Usier, payables à Scey à chaque fête de la Purification Notre-Dame (2 février), et 2 francs payables à Usier à chaque fête Saint-André. L'entrage fut de 100 francs².

¹ Louis BORNE, *Les sires de Montferrand, Thoraise, Torpes, Corcondray aux XIII^e, XIV^e, XV^e siècles*. Besançon, 1924, p. 174, 811.

² Archives de Sombacour. Jean de Montfort avait épousé Etiennette d'Usier, fille de Jehan d'Usier, ce qui expliquerait ses possessions dans cette terre (Bibl. Nat., *Coll. de Bourgogne*, 100, fol. 366).

En 1498, le comte de Neuchâtel avait été mis au ban de l'Empire pour avoir pris part à la guerre de Bourgogne du côté français, et le roi des Romains, son suzerain, s'était fait adjuger ses seigneuries franc-comtoises. C'est en considération de cette privation de revenus que, par lettres datées d'Angers, le 5 février de la même année, Louis XII donna à son « cher et amé cousin, conseiller et chambellan le marquis de Rothelin », en sus de ses gages et pension, une somme de 1500 livres tournois, en compensation « des grandes pertes et dommaiges qu'il a supportés comme encore supporte pour le fait de la guerre de Bourgogne à cause de plusieurs de ses terres et seigneuries qu'il a par delà dont, à l'occasion de ladite guerre, il ne peut jouir ¹ ».

Après la mort du marquis Philippe survenue à Montpellier en 1503, sa veuve, Marie de Savoie eut, jusqu'à sa mort en 1507, la jouissance de la terre d'Usier qui était comprise dans son douaire. En 1503, Guillaume Barrillet est receveur d'Usier, d'Ouhans et de Joux pour « haute et puissante dame Marye de Savoye, tutrice et administresse des corps et biens de damoiselle Jehanne sa fille, marquise de Ruptelin, comtesse de Neufchastel, de Hochberg, de Susambourg, de Seurre, de Saint-George, de Sainte-Croix, de Versel, de Vennes, de Chastillon, d'Usiez, d'Ouhans et de Joux ² », ce qui tend à prouver que la confiscation prononcée par Maximilien était demeurée platonique ou bien qu'elle avait été rapportée.

Toutefois le ressentiment de l'empereur se manifesta à l'encontre de la fille du marquis Philippe, Jeanne de Hochberg, comtesse de Neuchâtel, qui avait épousé, le 6 octobre 1504, Louis I^{er} d'Orléans, fils de François I^{er}, comte de Dunois et de Longueville, et d'Agnès de Savoie, et frère de François II d'Orléans, duc de Longueville. Ce dernier mourut en 1513 (n. st.) et sa fille hérita de ses biens qui, lorsqu'elle mourut en 1515, passèrent à son oncle Louis I^{er} d'Orléans, lequel était déjà duc de Longueville depuis la mort de François II.

C'est alors que profitant des difficultés dans lesquelles se débattait l'héritière de Philippe de Hochberg pour appréhender la succession de son père, notamment ses seigneuries du Brisgau dont s'était emparé Christophe de Bade, cousin de Philippe, en vertu d'un accord passé avec ce dernier, l'écuyer Pierre du Vergier intenta vers 1506 devant le parlement de Dole un procès contre Jeanne de Hochberg dont il est malaisé

¹ Bibl. Nat., fonds français, 20383, fol. 13. — Gisèle REUTTER, *Le rôle joué par le comté de Neuchâtel dans la politique suisse et dans la politique française à la fin du XVe siècle et au début du XVIe siècle*. Genève, 1942, p. 56.

² Archives du Doubs, B 1520 et B 1521.

de découvrir les motifs : défaut de paiement du quart de la seigneurie d'Usier ? Contestation de la validité de la vente ? Quoi qu'il en soit, le seigneur et la dame de Ruffey-sur-l'Ognon recouvrèrent dès 1506, à titre provisionnel tout au moins, leurs droits sur la terre d'Usier. Ils sont qualifiés de seigneur et dame de ce lieu au registre des journées de la justice d'Usier tenues à Sombacour, en novembre de cette même année ¹.

Louis d'Orléans sollicita, contre la décision du parlement de Dole, l'appui des villes de Berne, Fribourg, Lucerne et Soleure, avec lesquelles il s'était lié en 1504 par des traités de combourgeoisie. Dans une dépêche adressée le 10 mars 1507 à la haute juridiction doloise, les avoyer et conseil de la ville de Soleure rappellent que le marquis de Rothelin et ses héritiers sont légitimes possesseurs de toute la terre d'Usier et que la sentence du parlement allouant cette seigneurie à Pierre du Vergier leur apparaît comme « une chouse exorbitante et contraire à la raison ». Ils demandent à la cour de bien vouloir maintenir leur combourgeois « en sa bonne possession... pour éviter aulcuns erreur et maulz que pourroit advenir... se ledit Pierre de Vergier ou aulcuns... voudroient occuper » la dite terre ². Le 11 mars, le Petit Conseil de Berne décidait, à son tour, d'adresser *an das parlament zu Dol ein früntliche schrift von mins herrn marggraffenn wäggen, inn in siner possesz zu lassen, diewil er appellie(r)t* ³.

De son côté, Gauthière d'Asuel obtint le secours de la ville de Bienne, dont elle était l'alliée. Une réunion des diverses parties intéressées se tint dans cette dernière ville, mais elle n'aboutit à aucun résultat. Une nouvelle réunion, tenue à Berne le 23 avril 1507, fut aussi infructueuse malgré le désir de Berne, Fribourg et Soleure d'obtenir un arrangement à l'amiable. Les discussions s'éternisaient lorsque, brusquant les choses, le capitaine de Joux, officier de Louis d'Orléans, s'empara de la forteresse d'Usier au mépris de la trêve imposée par les arbitres. Il fallut tous les conseils de modération des Bernois pour éviter des hostilités armées, d'autant plus que la dame d'Asuel maintenait toutes ses prétentions sur la propriété d'Usier. Une Diète prévue pour le milieu d'août 1507 et où les parties devaient paraître en personne pour s'expliquer, ne put aboutir, la dame d'Asuel ayant négligé de s'y faire représenter. Le 17 août, la Diète, prenant acte de cette défaillance, convoqua à nouveau les parties

¹ Archives du Doubs, B 2616.

² Archives de Soleure, *Missivenbuch*, IX, p. 332. — G. REUTTER, *op. cit.*, p. 78.

³ Archives de Berne, *Rathsmanual*, 134, p. 26.

pour le 8 septembre en prescrivant le statu quo¹. Dans une requête sans date, mais contemporaine, adressée à la gouvernante du comté de Bourgogne, l'archiduchesse Marguerite, l'écuyer Pierre du Vergier et Gauthière d'Asuel, sa femme, seigneurs et dame de Ruffey-sur-l'Ognon, exposent qu'à l'issue d'un procès qu'ils ont précédemment intenté comme demandeurs auprès du parlement de Dole à l'encontre « de feuz messieurs les marquis et marquise de Rupthelin, au fait des terres et seigneuries d'Usiez et autres », un arrêt rendu sous les auspices du président Thiard leur a adjugé la seigneurie d'Usier. Mais après la mort de ce magistrat et son remplacement par le vice-président Jacques Bussot, ancien bailli et pensionnaire du marquis de Rothelin, l'exécution de l'arrêt précité fut révoquée par provision et les trois quarts de la seigneurie d'Usier furent adjugés aux héritiers du dit marquis, « excepté le chasteau et maison forte dudit Usiez que fut adjugé ausdits supplians ». Malgré la maladie qui a éprouvé Pierre du Vergier pendant quatre ou cinq mois, il a tenu à venir défendre son droit en attaquant en suspicion légitime le « vyprésident et chief » Bussot. Tout en rappelant à l'archiduchesse qu'il a « tousiours servi en armes sa très-noble maison, tant monseigneur le duc Charles, madame la duchesse Marie, l'empereur et le roy cui Dieu absoilve, où il a consumé ses biens et de sadite femme qui ont esté par les François, lors ses ennemis, pour tenir son party, consignez », le seigneur de Ruffey lui demande d'évoquer la cause en son Conseil « afin que la raison soit gardée sans faveur et suspicion »².

Mais dans la nuit du 8 au 9 septembre 1507, Louis de Vaudrey, capitaine des gardes du roi de Castille et bailli d'Aval, faisait occuper le château de Joux par Denis de Montrichard, son lieutenant. La nouvelle causa une vive émotion dans les quatre villes et en France ; le 14 septembre, Guillaume de Vergy, maréchal et gouverneur de Bourgogne pour Maximilien prétendait, contre toute vraisemblance, être complètement étranger à cette affaire³.

Le 19 septembre, Louis d'Orléans demanda avec insistance l'aide des quatre villes, en application des traités de combourgeoisie qu'il avait conclus avec elles. Fort embarrassés, les Bernois réclamèrent des explications à Maximilien qui, le 21, répondit que son bailli d'Aval avait voulu mettre fin aux exactions des gens du comte de Neuchâtel dans la seigneurie de Joux et que d'ailleurs lui, Maximilien, possédait des droits

¹ Anton Philipp SEGESSER, *Amtliche Sammlung der ältere Eidgenössischen Abschiede*, III, 2, 1500-1520. Lucerne, 1869, p. 394.

² Archives du Nord, B 19071.

³ *Amtliche Sammlung*, III, 2, p. 395.

incontestables sur cette place forte. Dans une étude sur le château de Joux sous les comtes de Neuchâtel, Ch. Châtelain¹ signale la confusion faite par l'empereur entre Usier et Joux et entre Pierre du Vergier et Louis de Vaudrey, et il insinue que Maximilien pouvait bien avoir donné l'ordre à son bailli d'Aval de s'assurer de la place d'Usier que Louis d'Orléans refusait de remettre à Pierre du Vergier. Louis de Vaudrey, par excès de zèle, aurait pris Joux. Devant le fait accompli, Maximilien n'aurait pas voulu désavouer son mandataire.

Finalement il fut stipulé dans le traité de Cambrai (10 décembre 1508) qu'en attendant la décision des juges compétents sur la propriété du château de Joux, ce dernier resterait entre les mains des officiers de l'empereur, mais que, durant ce même temps, le marquis de Rothelin jouirait du « chastel de Noyers, situé ou duché de Bourgogne, avec ses rentes, droiz et appartenances, excepté le grenier à sel ». Cet échange devait demeurer définitif.

Quel fut le sort d'Usier durant ces importantes négociations? D'actives tractations se poursuivaient entre le comte de Neuchâtel et Pierre du Vergier au sujet de la possession de ce domaine, tractations qui inquiétaient Maximilien ainsi qu'il ressort d'une lettre du 21 janvier 1510, datée de Fribourg-en-Brisgau, et où il recommande à sa fille (l'archiduchesse Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas en 1507 à la mort de son frère Philippe le Beau, et du comté de Bourgogne en 1509) de s'opposer à l'acquisition, alors en cours, du château et de la seigneurie d'Usier par Louis d'Orléans, lequel, de cette « très bonne et forte place », pourrait, en temps de guerre, « porter obsécrables maux et dommaiges » au pays environnant et peut-être réoccuper Joux².

Sans attendre l'aboutissement du procès qui opposait Pierre du Vergier aux héritiers du marquis de Rothelin au sujet de la possession de la seigneurie d'Usier, Gauthier de Bruillart, revenant sur sa donation de 1481, revendiquait les trois quarts de cette seigneurie. Dans une requête non datée, mais probablement de l'an 1507, l'écuyer expose à l'archiduchesse Marguerite qu'aux termes d'un acte dressé à Montbard, le 26 septembre 1481, lui, dûment autorisé par son père Claude de Bruillart, seigneur de Coursan, fit donation irrévocable à feu messire Philippe de Hochberg, seigneur de Bauldeville, et à dame Marie de Savoie, sa femme :

¹ *Musée neuchâtelois*, 1888, p. 189.

² LE GLAY, *Correspondance de l'Empereur Maximilien I^{er} et de Marguerite d'Autriche, sa fille, gouvernante des Pays-Bas de 1507 à 1519*. Paris, 1839, I, p. 375, lettre N° 286.

pour certains agreables bénéfices... et aussi pour ce que ains luy pleust, des trois pars par indivis de la terre et seigneurie d'Usié... tant en meix, maison, terre, hommes, justice, censes, rentes et revenues quelzconques que luy appartennoient et estoient escheuz à cause et comme héritier seul et pour le tout de damoiselle Ysabeaul d'Asuel sa mère... ensemble tous droictz et actions que luy compectoient et pouvoient compecter en la terre et seigneurie d'Ouhans, de Villers et Sept fontaines... tant en molins, fours, maignies d'hommes, justice et autres droictz et redevances, et generalmente tout ce qui lui pouvait compecter au conté de Bourgogne et aussi es pays d'Auxois et de Ferette, comme plus amplement appert par lectres que de ladite donnacion en sont esté faictes, actestées de deux tesmoins seulement..., nommés François de Ferrière, seigneur de Sauffre et Guichart de Vaurion (?)..., lors serviteurs domestiques..., gouverneur et maistre d'hostel desdits seigneur et dame de Bauldeville.

En conclusion, Gauthier de Bruillart supplie l'archiduchesse d'annuler ces lettres de donation qu'il n'a pas faites en pleine connaissance de cause, n'étant alors âgé que de 25 ans¹.

Le seigneur de Coursan était secondé dans cette entreprise par son gendre, Guillaume du Vergier, qui avait épousé sa fille Marie et qui était lui-même frère de Pierre du Vergier, mari de Gauthière d'Asuel. En raison de l'importance des parties en présence et craignant les réactions auxquelles risquait de donner lieu sa décision, le parlement de Dole, devant lequel ces litiges étaient en instance, n'apportait aucune hâte à leur règlement. L'éloignement des seigneur et dame de Ruffey, retenus au loin par la maladie, n'était d'ailleurs pas fait pour faciliter les choses. Enfin, le 29 novembre 1510, fut signée à Dole une transaction entre Louis d'Orléans (représenté par ses procureurs spéciaux, Jean de Rouffert, Pierre Sayne et Aubert du Puys), d'une part, Pierre du Vergier, Gauthière d'Asuel et Gauthier de Bruillart (représentés par Guillaume du Vergier et Guillaume Corme), d'autre part, transaction aux termes de laquelle ces derniers se départirent, au profit du comte de Neuchâtel, de la « maison forte, terre et seigneurie d'Usier et de la quarte partie d'icelle et tant dudit Usier que d'Evillers, Septfontaine et leurs appartenances et de tous droits, raisons et réclamations quelconques, ensemble de tous profits et émoluments, moyennant la somme de 6500 francs ». Les 4 et 8 décembre, ce traité fut ratifié par les parties en cause, mettant ainsi un terme à un différend de quatre ans, et les procureurs du comte de Neuchâtel et de sa femme, Jeanne de Hochberg, parent, au nom de ces derniers, prendre possession de la totalité de la seigneurie d'Usier.

¹ Archives du Nord, B 19062.

En 1512, Louis d'Orléans séjournait au château de ce nom d'où il data une missive adressée, le 26 avril, aux avoyer et conseil de Berne¹.

Le duc et la duchesse de Longueville avaient engagé de grandes dépenses au cours de cette instance si l'on en juge par une requête présentée en 1517 à l'archiduchesse Marguerite par Jeanne de Hochberg (dont le mari était mort le 1^{er} août 1516), à l'effet d'obtenir mainlevée d'une somme de 2800 livres consignée depuis sept ans au greffe du parlement de Dole à l'occasion du procès d'Usier².

Mais l'empereur ne pouvait accepter un tel dénouement : Louis d'Orléans à Neuchâtel et à Usier, c'était le château de Joux vulnérable de deux côtés. Les desseins du comte de Neuchâtel n'apparurent que trop clairement lorsque, au cours de l'été 1512, un ancien receveur de sa seigneurie de Joux, Guillaume Barrillet, essaya, avec l'aide de quelques compagnons des villages d'alentour, de s'emparer par surprise de cette dernière place ; mais les fauteurs du complot furent démasqués et suppliciés³. En septembre de la même année, on fit avorter une seconde tentative sur Joux conduite par Pierre Mignot, d'Usier, procureur de Louis d'Orléans⁴. La réplique de Maximilien ne tarda pas. Le 15 juillet 1513, il ordonna à Guillaume de Fürstemberg de se saisir sans délai des « chasteaul, ville, terres et seigneuries de Vercey, Ussie, Vennes et Chastelneuf », possessions du duc de Longueville et enclaves françaises dans les terres d'empire⁵. Devant la tournure prise par les événements, le duc se résolut à composer pour sauver ce qui était encore possible de l'être. Reprenant une précédente proposition faite à Pierre du Vergier par l'archiduchesse Marguerite, il offrit en 1514 à cette princesse d'échanger ses terres comtoises contre celles de Noyers, de Château-Chinon, de Chaussin et de la Perrière ; mais cette avance n'eut pas de suite en raison des exigences de la régente de Franche-Comté, à laquelle Mercurin de Gattinara conseillait de réclamer d'autres terres pour parfaire l'échange « jusques à l'entier fournissement de la valeur et assiète desdites quatre pièces »⁶.

La turbulence du comte de Fürstemberg, le détenteur des seigneuries confisquées sur le duc de Longueville, fut la cause de difficultés qui

¹ Ch. KOHLER, *Les Suisses dans les guerres d'Italie*. Genève, 1896, p. 627.

² Archives du Nord, B 729.

³ Archives du Doubs, B 1819-1820. — E. LONGIN, *Notes historiques sur le château de Joux (1508-1668)*, ms. 1965 du Fonds Longin, p. 4, à la Bibliothèque de Besançon.

⁴ J. MATHEZ, *op. cit.*, p. 125.

⁵ *Rapport de l'archiviste Jules Gauthier au préfet du Doubs pour les années 1895-1896*. Besançon, 1896, p. 3.

⁶ *Négociations diplomatiques entre la France et l'Autriche*, II. Paris, 1845, p. 50.

l'opposèrent à la gouvernante de la Comté. Aussi, sur les instances de sa fille, l'empereur, par un mandement du 25 mai 1515, révoqua le don qu'il avait fait, deux années auparavant, au comte de Fürstemberg en lui enjoignant de remettre les dites terres, à l'exception de Vennes, à l'archiduchesse Marguerite :

Congnoissant assez, dit le mandement, le grand dommaige et interestz que nostredite fille a heu et supporté à la cause d'icelluy don, et la voullant entretenir en ses droiz, pour ces causes et aultres à ce nous meuvans..., nous revocquons et mettons à neant par cesdites présentes le don par nous faict à nostredit cousin de Fürstemberg, le déclarant et tous aultres semblables nul et de nulle valeur et effet... Mandant et ordonnant par ces mesmes présentes à noz cousins le duc de Wurtemberg, audit Guillaume, conte de Fürstemberg et à tous aultres... de icelles rendre et restituer ès mains de nostredite fille ou de ses gens et officiers sans aulcung contredict ¹.

L'année suivante, l'archiduchesse était elle-même directement informée de cette révocation par son père :

Nous avons par cy-devant mandé et escript à nostre cousin le comte Guillaume de Fürstemberg rendre, restituer et bailler en voz mains les places, terres et seigneuries par luy prinses et détenues au duc de Longueville dont luy avons par cy-devant fait don pourveu par droit de confiscacion... [étant entendu] que le souffrirés joyr de la terre et seigneurie de Vennes qu'il a achetée du seigneur de Belmont à mesme et semblable tiltre et action que le tenoit ledit seigneur de Belmont avant la prinse d'icelle, réservant toutefois audit duc de Longueville le droit qu'il y a ².

Pourtant la remise des dites terres n'alla pas sans difficultés, le comte de Fürstemberg exigeant le remboursement des frais qu'il avait avancés pour leur « conservation, garde et sureté », et le duc de Wurtemberg élevant des prétentions sur certaines d'entre elles. En 1521, l'affaire n'était pas encore réglée ³.

Cependant Louis d'Orléans était mort en 1516 et sa veuve, très occupée d'obtenir la restitution de son comté de Neuchâtel, saisi en 1512 par les Confédérés, était disposée à accepter tous les compromis au sujet de ses terres franc-comtoises. Le traité de paix de Noyon conclu entre le roi François I^{er} et Charles-Quint, roi de Castille (13 août 1516), donna

¹ Archives du Doubs, E (Familles) 3676.

² LE GLAY, *op. cit.*, II, p. 325, 331.

³ A. CHAGNY, *Correspondance politique et administrative de Laurent de Gorrevod, conseiller de Marguerite d'Autriche et gouverneur de Bresse*. Mâcon, 1913, p. 332.

mainlevée des terres et seigneuries de Château-Chinon, Chaussin et la Perrière en faveur de l'archiduchesse Marguerite sous condition du don par cette dernière à la duchesse de Longueville de terres et seigneuries d'un revenu équivalent à celui de Châtillon-sous-Mâche, de Vennes, de Morteau, de Vercel, de Vuillafans, d'Usier et d'Ouhans. Finalement un règlement en date du 20 mai 1517 prévint l'échange des terres ducales et comtales à due valeur. Les commissaires nommés pour procéder à l'évaluation des terres en présence estimèrent, toutes charges déduites, Usier au revenu de 234 francs, 10 gros, 8 engrognes, et Ouhans à celui de 165 francs, 1 gros, 10 engrognes ¹. Ces deux terres furent spécialement échangées contre celle de Château-Chinon ².

Une fois l'échange devenu définitif et sans attendre le dénouement des démêlés qui l'opposaient au comte de Fürstemberg et au duc de Wurtemberg, Marguerite d'Autriche, par lettres datées de Malines, le 25 septembre 1518, réunit au domaine les « maisons, terres, seignories et biens... de Vercey, Usye, Vennes, Chastelneuf, Ouhans, Morteaul », et commit Philibert de Chalon, prince d'Orange, lieutenant-général et gouverneur de Bourgogne, pour en prendre possession et y exercer en son nom tous les droits utiles. Cette prise de possession eut lieu peu de temps après, en conformité d'un traité conclu le 29 octobre 1518 à Salins entre l'archiduchesse et le comte de Fürstemberg, et aux termes duquel ce dernier se « désista et depparty... perpétuellement desdits chastel, terres et seignories de Versel, Vennes, Usiers, Hoans et Chastelneuf-de-Vuillauffans pour et au prouffit de madicte dame l'archiducesse et comtesse ³ ».

Malgré ces actes qui consacraient sa dépossession, Jeanne de Hochberg n'abandonnait pas l'espoir de recouvrer un jour ses biens héréditaires. Le 1^{er} janvier 1519, elle en fit donation à ses enfants Claude d'Orléans, duc de Longueville, grand chambellan de France, Louis, François et Charlotte d'Orléans, avec le marquisat de Rothelin, le comté de Neuchâtel et les terres et seigneuries de Château-Chinon, de Chaussin et de la Perrière qui, déclara-t-elle, « lui ont été données pour d'icelles jouir par elle, ses hoirs et ayants-cause jusques à ce que les terres et seigneuries de Vercey, Vennes, Vuillauffans, Chastillon-sur-Maysche, Houans, Usyé et Mortaul, sur elle prinses par le feu empereur ou ses gens [lui] soient rendues et restituées ». Le roi de France François I^{er} ratifia cette donation le 6 mai 1520 ⁴.

¹ Archives du Doubs, B 2398.

² Bibl. Nat., *Fonds français*, 6013, fol. 22, r^o. — Archives nationales, Q¹ 179.

³ Archives du Doubs, E (Familles) 1316. — Archives nationales, K 1162, N^o 75.

⁴ Bibl. Nat., *Fonds français*, 4605, fol. 12.

Une dernière tentative des Neuchâtelois sur Joux fut effectuée en 1539. Un certain Jean Malpertuis, maître maçon originaire de Sombacour au val d'Usier, mais établi depuis vingt-huit ans à Berne, fut arrêté pour manœuvres en vue de rendre par force cette forteresse en la possession de la duchesse de Longueville. L'enquête révéla la complicité de Claude Tissot, bourgeois et maire de Pontarlier, et de Claude Franchet, également bourgeois de cette ville¹.

II. LA SEIGNEURIE D'OUHANS

Vers 1470, Jean et Thiébaud d'Asuel, coseigneurs d'Usier, sans doute pressés par un besoin d'argent, vendirent d'un commun accord leur domaine d'Ouhans à Pierre Despotots, citoyen de Besançon et membre d'une famille patricienne de cette ville, pour le prix de 1000 florins dont Jean, vendeur du quart de la terre d'Ouhans, reçut 250 et Thiébaud, vendeur des trois quarts, reçut 750. Une seigneurie particulière était dès lors créée au profit du cogouverneur de Besançon qui prit, ainsi que ses descendants, le titre de seigneur d'Ouhans.

Lorsqu'ils cédèrent, en 1481-1482, à Philippe de Hochberg, leurs droits sur la seigneurie d'Usier, les héritiers des frères d'Asuel, Gauthier de Bruillart pour les trois quarts et Gauthière d'Asuel pour le quart, ne purent donc comprendre Ouhans dans les biens cédés.

Mais le comte de Neuchâtel, nouveau seigneur d'Usier, prétendit exercer également ses droits de propriété sur le village d'Ouhans, considéré comme une dépendance de cette seigneurie. Il entra ainsi en contestation avec les héritiers de Pierre Despotots, détenteurs du dit village, et la solution du litige fut confiée, avec l'accord des parties, à trois arbitres : maîtres Pierre Bouscat, Guy Mergueron et Jehan d'Asuel, tous licenciés. Sans attendre leur décision, des lettres patentes du roi Louis XI confièrent la garde provisoire d'Ouhans au marquis Philippe. Le compte de la seigneurie d'Usier — déjà cité — rendu le 8 juin 1484 par Jacques de Remerupt, receveur pour Philippe de Hochberg, mentionne qu'il existe un « procès et différend mehuz » entre le dit seigneur Philippe et les « enfants et héritiers de feu Pierre Despoutaz de Besançon », lequel avait acquis de « feurent messires d'Usiez » la seigneurie d'Ouhans pour la somme de 1000 florins, seigneurie « en laquelle mondit seigneur prétend droict ». Le document ajoute qu'un compromis est d'ailleurs en

¹ Jules JEANJAQUET, *Une équipée neuchâteloise contre le château de Joux, 1539, Musée neuchâtelois*, 1900, p. 291.

voie d'élaboration par des arbitres au sujet de la possession de ce domaine dont le compte énumère les noms de divers habitants : Estevenin Tyrode, Parrenet Sirehugues, Vuillemenet Jacquier, Huguenin Paris, Henry Colin, etc.¹. Finalement, Pierre Despotots, fils du précédent, accepta d'abandonner au marquis de Rothelin, Ouhans et ses moulins de la Loue moyennant 1000 livres qui lui furent versés à Besançon par Jehannet du Fay, capitaine de Joux, et Jehan Cretenet, châtelain de Vuillafans, procureurs du marquis.

Philippe de Hochberg fit bâtir dans sa seigneurie d'Ouhans, pour remplacer l'ancienne chapelle dédiée à saint Maurice et qui était détruite, une église de pur style gothique flamboyant dont le souvenir est rappelé par l'inscription suivante qui figure sous le porche de l'église actuelle :

CE PORCHE,
DERNIER VESTIGE
DE L'ANCIENNE ÉGLISE D'OUHANS,
A ÉTÉ ÉDIFIÉ
A LA FIN DU XV^e SIÈCLE
PAR LES SOINS
DES COMTES DE NEUCHÂTEL
DE LA FAMILLE DE BADE-HOCHBERG,
POSSESSEURS DU CHATEAU DE JOUX,
SEIGNEURS D'OUHANS ET AUTRES LIEUX.

Le blason de Philippe de Hochberg surmonte cette inscription.

De 1503 à 1506, Marie de Savoie, veuve du comte de Neuchâtel, jouit du domaine d'Ouhans à titre de douaire et comme tutrice de Jeanne de Hochberg sa fille. Cette dernière en hérita avec son mari Louis d'Orléans-Longueville et le village suivit dès lors les destinées de la seigneurie d'Usier que nous avons rappelées plus haut.

Robert GENEVOY.

¹ Archives du Doubs, B 1683. En 1484, le revenu d'Ouhans est de 17 francs 4 gros 1 engrogne.

PIERRE FAVARGER

(21 JUIN 1875 - 11 SEPTEMBRE 1956)

Le comité du *Musée neuchâtelois* et la Société d'histoire et d'archéologie de notre canton ne peuvent laisser disparaître leur ancien collègue et ami Pierre Favarger sans rappeler la part qu'il a prise à l'activité de ces deux institutions et sans conserver la liste des trop rares travaux que son véritable tempérament d'historien, hérité sans doute de son grand-père Alexandre Daguet, lui a permis d'arracher à d'absorbantes occupations professionnelles.

Rentré dans sa ville natale en 1906, après quelques années à l'étranger et à Berne, il est aussitôt appelé, le 5 mars 1907, à faire partie du comité du *Musée neuchâtelois* et à reprendre spécialement la rédaction du *Messenger boiteux de Neuchâtel*. C'est ainsi que, sous sa direction, parurent les almanachs de 1907 à 1914. Dès janvier 1908, il devint rédacteur des procès-verbaux du comité de rédaction, et cela jusqu'au 4 juin 1918, moment où, pour excuser son abandon, il écrivit à son successeur : « J'éprouve quelque scrupule à ne plus travailler du tout pour notre *Musée* et à vous imposer cette charge. Je ne suis vraiment plus assez régulier aux séances, absorbé par les soucis professionnels et domestiques qui vont en augmentant les uns et les autres. »

André Bovet reprit les procès-verbaux dès le 25 juin 1918 et Pierre Favarger, pendant quelques années encore, n'assista plus qu'irrégulièrement à nos séances.

Il resta plus longtemps fidèle à la Société d'histoire dans laquelle il avait été reçu le 19 septembre 1901, à la fête de Buttes. Elu membre du comité le 29 mai 1913, il en devint un des deux secrétaires et y termina son passage comme secrétaire-adjoint de l'exercice 1923-1926. En sa qualité de député, il fit, en 1920 déjà, des démarches au Grand Conseil pour le rétablissement des armoiries aux chevrons.

En raison des services rendus par Pierre Favarger à la cause de l'histoire neuchâteloise, la Société d'histoire le nomma membre honoraire en 1939, à l'occasion du LXXV^e anniversaire.

Le plus grand plaisir et délassément qu'éprouvait cet homme actif, après une journée passée dans les affaires d'une étude d'avocat et d'un consulat, consistait à se plonger, le soir, parfois fort tard, dans des ouvrages

historiques ou dans les papiers de famille laissés par des ancêtres dont plusieurs jouèrent un rôle en vue sur la scène neuchâteloise ou suisse.

Passionné d'histoire, il acquit ainsi une connaissance étendue, non seulement du passé de notre pays, mais aussi de l'Europe. Tous ceux qui avaient le bonheur de l'approcher bénéficiaient de sa grande culture ; notamment les membres du *Groupe neuchâtelois d'études généalogiques*, dont il fut un des fondateurs le 19 mai 1938 et qu'il présida jusqu'au 21 octobre 1953, tout en y présentant des notices relatives aux familles Favarger, Wavre, Girardier et à la descendance de Bernardin Münch. A l'occasion de la centième séance mensuelle, le 30 janvier 1953, Pierre Favarger fit un remarquable exposé sur la fondation du groupement et sur l'esprit dans lequel ses initiateurs se sont mis à l'œuvre.

Il est regrettable que ces travaux n'aient pas été publiés, de même que deux communications faites à la section de Neuchâtel de la Société d'histoire, les 22 avril 1920 et 12 janvier 1922 :

1° *Bibliographie* (Histoire de la Révolution neuchâteloise, par Arthur Piaget).

2° *Réhabilitation du procureur général David Favarger*, d'après des documents d'archives privées.

Enfin, couronnant toutes ces activités diverses dans le domaine du passé, il faut souligner le rôle de Pierre Favarger, après Philippe Godet, comme chroniqueur neuchâtelois à la *Gazette de Lausanne* pendant vingt-cinq ans, soit du 27 décembre 1922 au 26 octobre 1947.

Le comité de rédaction du *Musée neuchâtelois* et les membres de la Société d'histoire conservent un souvenir ému et reconnaissant de ce collègue distingué que les circonstances de la vie ont empêché de donner toute sa mesure en histoire et d'être davantage un de nos maîtres.

Bibliographie des travaux de Pierre Favarger

Fête de la Société d'histoire, réunie à la Neuveville le 8 septembre 1906. (Musée neuchâtelois, 1906, p. 268.)

La fête d'histoire à Couvet, le 15 juillet 1907. (Musée neuchâtelois, 1907, p. 231.)

Attestation d'apprentissage de Ferdinand Berthoud. (Musée neuchâtelois, 1908, p. 100.)

Lettres inédites de Seigneux-de Correvon à François-Pierre de Diesbach. (Revue historique vaudoise, 1908, p. 365-380.)

Une émigration de piétistes zurichois dans le pays de Neuchâtel au XVIII^e siècle, avec portraits. (Musée neuchâtelois, 1909, p. 193, et 1910, p. 25.)

La XLIV^e réunion annuelle de la Société d'histoire à Coffrane. (Musée neuchâtelois, 1909, p. 252.)

Exploits d'un Neuchâtelois dans la marine sarde au XVIII^e siècle. (Musée neuchâtelois, 1912, p. 243.)

Documents inédits des archives de Berlin sur les troubles de Neuchâtel de 1766 à 1768 (avec planches et illustrations). En collaboration avec Jean Borel. (Musée neuchâtelois, 1913, p. 21, 97, 178, 193, 261.)

Echos du Premier Empire d'après la correspondance diplomatique du marquis de Maillardoz. (Nouvelles Etrennes neuchâteloises, 1914, p. 73-91.)

Procès-verbaux des séances de printemps de la Société d'histoire, de 1914 à 1918. (Musée neuchâtelois, 1914, p. 138 ; 1915, p. 187 ; 1916, p. 186 ; 1917, p. 280, et 1918, p. 171.)

Les origines de la famille Daquet de Fribourg. (Annales fribourgeoises, 1920, p. 241-250.)

Discours prononcé le 20 septembre 1922 au Temple du Bas aux funérailles de Philippe Godet. (Hommages à Philippe Godet, 1850-1922, p. 22-24. Neuchâtel, James Guinchard, imprimeur, 1922.)

Philippe Godet, 1850-1922. (Nouvelles Etrennes neuchâteloises, 1922, p. 7-14.)

Trois lettres inédites de L.-F. Copin, curé du Noirmont. (Actes de la Société jurassienne d'émulation, 1924, p. 51-58.)

Discours prononcé le 30 juin 1928 à l'occasion de l'inauguration du buste de Philippe Godet. (Derniers hommages à Philippe Godet. Neuchâtel, James Guinchard, imprimeur, 1928.)

La duchesse de Nemours à Valangin. (Musée neuchâtelois, 1929, p. 107.)

Nécrologie de Maurice Boy de la Tour (1862-1930). (Annales de la Société J.-J. Rousseau, LXIX, 1929-1930.)

Les industries du canton de Neuchâtel, par M. Favarger, ancien consul de Belgique et conseiller national. (Dans le *Lloyd national belge*, 1931.)

La Caisse cantonale d'assurance populaire, 1898-1948. Publié à l'occasion du 50^e anniversaire de cette institution, avec préface et illustrations. Neuchâtel, 1948, Paul Attinger S. A., imprimeur.

Lettres inédites de Gustave Courbet. (Dans *Les amis de Gustave Courbet*, bulletin N^o 4. Paris-Ornans, 1948.)

Collaboration à la *Suisse Libérale*, Neuchâtel.

Correspondances neuchâteloises régulières à la *Gazette de Lausanne*, du 27 décembre 1922 au 26 octobre 1947.

Traductions de l'allemand

Pourquoi séparer les Eglises de l'Etat... d'Eduard Lauterburg, 1906.

La ligne du Simplon, du lac Léman au lac Majeur ; notes historiques, techniques et descriptives. Berne, 1906, ill. carte.

Réagissons. Appel au peuple suisse. Edition française [de *Gegen den Strom*]. Lausanne, 1930.

Louis THÉVENAZ.

BIBLIOGRAPHIE

Jacques PETITPIERRE, *Patrie neuchâteloise*, recueil illustré de chroniques d'histoire régionale, 4^e volume. Neuchâtel, éditions H. Messeiller, 1955, grand 8^o, 351 pages.

En lisant le dernier livre de M. Jacques Petitpierre, j'ai été envahi par deux sensations contraires : un très vif et réel plaisir à cette lecture, en même temps qu'un léger malaise. Par bonheur, et par malheur aussi, ces deux sentiments persistent côte à côte jusqu'à la dernière page.

Je dirai d'abord, brièvement, tout ce que cet ouvrage, abondamment illustré, apporte de nouveau, d'intéressant, de captivant même ; puis, en terminant, je tenterai d'analyser ce qui a troublé mon contentement et mon désir de sécurité.

In cauda venenum! s'empressera-t-on de me servir. Non ! mais quelques constatations et critiques à utiliser — peut-être ? — lors de l'élaboration du cinquième et dernier volume en préparation.

Un premier bon point pour l'auteur, c'est qu'avec un nombre de pages bien supérieur à celui de chacun de ses volumes précédents qui contenaient respectivement 31, 36 et 17 notices, il n'en présente que 11 aujourd'hui. C'est dire que ces monographies sont d'une ampleur inaccoutumée, plus exhaustives et d'un intérêt plus large. Dans leur variété, elles peuvent se classer comme suit : trois concernent des sujets historiques (*Cotendart sur Colombier* ; *Projet d'une ville dans la plaine d'Areuse* ; *Relations entre Neuchâtel et la Hollande*), quatre sont basées sur des généalogies (*Rougemont, Montmollin, Guillaume et Grellet*), deux sont consacrées à des entreprises industrielles (*Suchard, à Serrières, et Nardin, au Locle*) et deux sont relatives à des œuvres charitables (*Les Neuchâtelois et la Diaconie de Strasbourg* ; *L'Hôpital Pourtalès*).

Des Neuchâtelois et des Neuchâteloises, héros principaux de ces onze notices, en tissent une brillante trame et justifient à nouveau le titre donné à la collection. M. Petitpierre aurait pu compléter le titre de ce quatrième volume des mots *élargie* ou *internationale*, car le lecteur est entraîné fort loin des limites de notre canton : en Hollande, en Ecosse, en Australie, notamment, et presque un peu partout dans le monde. Car le grand mérite de l'auteur est de n'avoir négligé ni des déplacements à l'étranger, ni une copieuse correspondance, ni encore le dépouillement de fonds d'archives publiques et privées pour suivre à la piste des concitoyens qui se sont distingués ailleurs ou pour remonter aux pays d'origine de familles ou de personnages installés chez nous depuis fort longtemps.

Il résulte de ce labeur l'accumulation d'une masse considérable de renseignements nouveaux, ou peu connus des amateurs d'histoire, et d'une quantité de vues, de portraits et de dessins répartis avec justesse dans ces chroniques. Les diverses matières traitées par M. Petitpierre ne laissent personne indifférent ;

de plus, le lecteur neuchâtelois ressentira de la fierté et de la gratitude à l'égard d'un grand nombre de nos compatriotes des deux sexes dont la notoriété et le rayonnement ont dépassé nos frontières.

Mais... il y a plusieurs mais ! Je ne reviendrai sur la manière d'écrire de M. Petitpierre, soulevée dès l'apparition de cette collection, que pour signaler l'abus de tirets introduit surtout dès le troisième volume. Ceux-ci fourmillent dans le texte pour encadrer digressions, incidentes ou qualificatifs et sont souvent inutiles. Un exemple entre mille : l'auteur écrit (p. 67) à la suite d'une phrase elle-même déjà entre tirets : « — le pasteur François Hærter — Alsacien — fonde... » N'eût-il pas été plus simple de dire : « le pasteur alsacien François Hærter fonde... » Tous ces tirets, usurpant aussi la place de discrètes virgules, provoquent à la longue un véritable agacement.

Il y a plus grave constatation. La riche et abondante matière amassée par M. Petitpierre aurait gagné, d'abord à être tamisée, puis à être classée et ordonnée avec plus de logique ou de chronologie.

Dans la crainte d'avoir un texte trop compact, l'auteur, pour l'aérer, le « coupache » en morceaux d'une page ou d'une demi-page avec des sous-titres dont le choix n'est pas toujours heureux ; puis, pour éviter peut-être la monotonie, il mélange ces divers morceaux et entrave, de ce fait, le déroulement normal des événements, de l'existence d'un personnage ou du sujet principal d'une notice. (Voyez p. ex., celle consacrée à l'*Hôpital Pourtalès*).

La chronique démontrant comment cent trente-cinq Neuchâtelois d'aujourd'hui descendent du roi de France Hugues Capet contient une longue énumération de familles françaises avec force détails sur leurs titres, charges, possessions, etc. Résultat : un chapitre trop touffu, que l'auteur aurait dû alléger par une sommaire esquisse généalogique permettant au lecteur d'embrasser d'un coup d'œil une descendance de trente générations s'étendant sur mille ans. Quitte à la faire suivre du récit des faits et gestes principaux des personnages les plus marquants.

Pour élaborer la notice sur la famille Guillaume, M. Petitpierre a disposé « d'un captivant ensemble de missives inconnues..., la plupart confidentielles », adressées au conseiller d'Etat Georges Guillaume durant les années difficiles de la jeune République (1848-1870). Il s'est contenté d'écrémer ce dossier en résumant brièvement quelques lettres ou en publiant de courts extraits. Ce fonds, qui apparaît très précieux, mérite mieux que cela : une étude spéciale sur les premiers pas de la République dans laquelle s'inséreraient in extenso ou en larges fragments ces missives des acteurs de l'émancipation neuchâteloise. L'auteur a manqué là une belle occasion de mettre mieux au jour cette période cruciale du nouveau régime. La publication de cinq pages seulement sur un sujet de cette importance est regrettable, d'autant plus que personne ne songera à les aller chercher dans une chronique de famille.

Toujours à propos de cette chronique, et du peintre Louis Guillaume, je crois utile de rectifier une phrase ne contenant pas moins de six erreurs. On lit (p. 215) : « Sa sœur, Laure Guillaume, alliée Arthur Froissard, et leur propre fille Edmée, alliée Jules Strubé, vivent encore à Saint-Blaise. » Il aurait fallu dire : « Sa sœur, Laure Guillaume, alliée Arthur Fraissard, est morte en 1943,

et la fille de Louis, peintre, Edmée, alliée Jules Strubé, vit à Epagnier. » M. Petitpierre devrait consulter avec plus d'attention les tableaux généalogiques qui lui sont confiés.

Autres confusions concernant Jean-Léonard Nardin — dit Maître Jean — (p. 220) et Raymond Nardin, fils d'Ernest (p. 228), et mélange et divergence de prénoms au sujet de Samuel et Jean-Hilaire Grellet (p. 236 et 237).

Relevons encore (p. 305) que l'auteur anoblit M^{lle} Emilie Meuron, bienfaitrice de l'hôpital Pourtalès, à moins que l'erreur ne provienne du secrétariat de l'établissement.

Il est oiseux d'allonger ici la liste des petites inexactitudes ou imprécisions rencontrées ; mais il est bon de retenir deux ou trois cas assez plaisants :

Cherbuliez mal arrangé, tel est un sous-titre (p. 196). Non seulement James Guillaume, étudiant, critique ce conférencier en 1862, mais encore M. Petitpierre le mal arrange aussi en faisant de lui, avant la lettre, un « anti-dreyfusard » ! Dreyfus n'avait que trois ans à cette date !

On lit (p. 286), à la fin d'un paragraphe qui n'est pas très clair, qu'un pasteur accomplit sa tâche de chapelain de l'hôpital « jusqu'à son propre décès » ! L'économie du mot « propre » aurait pu être faite.

Enfin (p. 312), encore dans le chapitre de l'hôpital Pourtalès, on peut lire ce bon mot : « Sur votre lit volant — roulant dans le vestibule — vous rencontrez un employé jovial répondant à l'authentique nom de Christophe Colomb. Excellent présage. Vous doublez le cap de *Bonne Espérance* ! » M. Petitpierre nous apprend donc que Christophe Colomb, avec ses bateaux, a passé par le Cap pour découvrir l'Amérique !

Les menues incorrections mentionnées ci-dessus n'entament en rien la valeur du travail de M. Jacques Petitpierre ; elles soulignent seulement quelques écueils à éviter pour mettre complètement au point un ouvrage qui constitue une mine de renseignements de nature historique et généalogique. Cette profusion de matière sera mieux utilisable par d'autres historiens lorsque l'auteur donnera, dans son cinquième volume, la table des noms propres embrassant l'ensemble de la collection. Mais attention aux identifications !

Nous lui serons alors encore plus reconnaissants d'être l'émule de son grand-père Alphonse Petitpierre, « historien de l'Economie et de l'Académie de Neuchâtel », et de s'être adonné, notamment, à faire connaître le rôle de nos anciennes familles neuchâteloises. Avec lui, nous avons pu pénétrer dans l'intimité de leurs résidences si riches de souvenirs du passé de notre pays.

LOUIS THÉVENAZ.



CASPAR-LEONTIUS WYSS :
NEUCHATEL EN 1791, VU DE LA ROUTE DES SAARS



CASPAR-LEONTIUS WYSS :
NEUCHATEL EN 1791, VU DE LA ROUTE DES SAARS

NEUCHÂTEL, VU DES SAARS, EN 1791

La « Vue de Neuchâtel du côté du couchant » que le *Musée neuchâtelois* présente aujourd'hui à ses lecteurs est une gravure en couleurs exécutée par Caspar-Leontius Wyss, en 1791, pour l'éditeur Bürgi, à Berne. Plus exactement, la reproduction donne la partie centrale de cette intéressante estampe à laquelle les nécessités de la mise en pages ont fait retrancher deux bandes verticales, en modifiant ainsi le format oblong de l'original¹. Les couleurs sont rafraîchies.

Bien qu'assez actif dans notre région, Caspar-Leontius Wyss, né à Emmen, canton de Lucerne, en 1762, n'est guère connu. Dès l'âge de sept ans, ce futur dessinateur, peintre et graveur se forme à Berne. Il passe au protestantisme, épouse Elisabeth Suter, fille du pasteur de Bümpliz, puis s'installe à la Neuveville où il professe le dessin. Nous trouvons sa trace à Wavre, où il peint un puits et une grange, en 1793, puis à Valangin où il est reçu habitant, le 20 novembre 1794. L'année suivante, il figure sur le rôle des *giets* (taxe communale) et celui des hommes astreints au service militaire. Sa négligence à présenter un certificat de mariage, en dépit de plusieurs rappels, lui vaut la menace d'une expulsion, s'il ne s'exécute pas dans les quinze jours. Il obtempère, mais le 1^{er} octobre 1795, déjà, il quitte le petit bourg avec sa femme et reçoit un certificat de séjour favorable. En 1796, Wyss se rend en Allemagne où il meurt deux ans plus tard. Dessinateur consciencieux, mais pas toujours habile, il grave une série de ses œuvres, notamment les vues de Neuchâtel de l'est et de l'ouest et sans doute aussi la porte de la rue du Château². Peut-être découvrira-t-on, du même auteur, d'autres vues d'intérêt neuchâtelois.

Venant de Saint-Blaise, l'artiste a été séduit par le panorama qui s'étalait devant lui et ne s'est point écarté de la route des Saars. Alors

¹ Le cliché a été gracieusement prêté par l'Office central suisse de tourisme, à Zurich, et le tirage offert par M. Marc Wolfrath, directeur de l'Imprimerie Centrale, à Neuchâtel. Ed. QUARTIER-LA-TENTE, dans son ouvrage sur *Le canton de Neuchâtel*, 1^{re} série, vol. 1, p. 473, a reproduit la vue en entier. Il l'attribue par erreur à Wirtz. P. 476, il reproduit la vue symétrique de l'ouest avec la même erreur de nom.

² *Dictionnaire des artistes suisses*, t. III, p. 537. Archives de Valangin, *Délibérations*, vol. 9, p. 274, 20 nov. 1794 : « Onts a reçus habitant le nommé Vuisse pintre de profession cy devant à Vuavra » ; vol. 10, p. 412, 1 janv. 1795 ; vol. 11, p. 2, 18, 22, 18 janv., 17 juil., 1 oct. 1795. Tableau en mains privées signé « Caspar Leontius Wyss fecit/Vavre 1793 ». *Catalogue de l'exposition rétrospective neuchâteloise*, p. 65.



que plusieurs dessinateurs comme David-Alphonse de Sandoz-Rollin, Jean-Frédéric de Bosset, Gabriel Lory fils ou Henri Baumann préférèrent s'installer sur les hauteurs du Mail, voire au Crêt-Taconnet comme le Dr Neuhaus, d'autres se placent plus en avant, sur le Crêt disparu : Henri Courvoisier-Voisin, Pérignon et un anonyme dont le tableau a été lithographié par Nicolet pour le volume consacré par Samuel de Chambrier à *La mairie de Neuchâtel*. Wyss et Nicolas Sprünglin voient le paysage de plus bas et, en dépit de ce fait, sous un angle légèrement plus ouvert. Anton Winterle, gravé par R. Iselin, vers 1830, se placera exactement au même point que le dessinateur étudié ici. Son aquatinte, intéressante en ceci qu'elle montre le développement de la végétation (arbres au bas du cimetière du Mail, Grande Promenade et peupliers du port) ou des constructions (pavillon sur le promontoire du Nid-du-Crô, chapelle catholique de la Maladière, hôpital Pourtalès), offre les déformations communes à beaucoup de paysagistes, un arrière-plan de montagnes nettement fantaisiste et, dans la banlieue, des maisons sans aucun caractère d'authenticité. Sprünglin, excellent architecte, ne manque toutefois pas de schématisme et d'une certaine gaucherie dans son rendu des lieux. Wyss doit présenter le premier plan avec plus de fidélité : à gauche, hors de notre reproduction, les promontoires de la rive nord du lac et l'extrémité d'une rustique barrière de bois bordant la falaise ; à l'opposé, les rochers des Saars couronnés de végétation, souvent entaillés par la ville pour améliorer le chemin sinueux et légèrement en pente. Entretien non sans peine depuis le XVI^e siècle, au moins, cette route est victime d'éboulements (1711, 1760) à prévenir par des murs de soutènement (1650, 1711, 1721, 1729) ; il faut l'élargir, la niveler, « lever le roc », régulariser la pente jusqu'à une importante correction, en 1837, et renouveler souvent les *peincemaux*¹ ou garde-fous. Toujours dans la bande de droite non reproduite, une maison ayant un étage et pignon représente la Haute Folie, disparue avant 1880, lors de l'arasement du Crêt-Taconnet sacrifié à l'extension de la gare et au remblayage du quartier des Beaux-Arts. Plus au fond du paysage, quelques bâtiments peu distincts correspondent à ceux du Plan, notamment au fief Saint-Claude, aujourd'hui, N° 35, chemin des Pavés.

En analysant l'impression d'ensemble créée par le centre de la gravure, on s'aperçoit vite que Wyss a exagéré les hauteurs au détriment des largeurs vraies. Peu frappante pour les montagnes du fond, assez

¹ Sur ce mot, voir le *Musée neuchâtelois* 1937, p. 119.

fidèlement rendues, la déformation devient gênante pour le château, trop élancé, ou pour les tours de Diesse et des Prisons, trop détachées dans leur gracilité. Le crêt du Gibet dominant le château de Beauregard, ou le pan abrupt du plateau face au Suchiez deviennent de petites montagnes alors que les pentes du Chanet sont, à l'inverse, trop adoucies. La même exagération des hauteurs afflige par exemple les maisons à droite et à gauche du Crêt. Nous sommes là pour constater le fait, mais point du tout pour en faire grief à l'artiste qui a su créer une atmosphère vivante et aérée, aux nuages vaporeux déterminant des taches claires et sombres dans le paysage, ou des zones irisées contrastant très justement avec telles parties du lac calmes et réfléchissantes comme un miroir. Wyss, moins exact que certains de ses contemporains, ne cherchait pas, comme tant d'hommes du XX^e siècle, une vision documentaire irréprochable et « photographique », mais se permettait aussi d'interpréter le paysage selon ses goûts et ses capacités. Les limites de la fidélité de pareilles œuvres étant ainsi reconnues, voyons d'un œil averti quels renseignements on peut tirer de notre image.

Au-dessus de la presqu'île de la Salle, trop réduite, couverte seulement de quatre arbres et deux maisonnettes, sans trace apparente de la Place d'armes bien fournie d'arbres selon le plan Colin de 1776, on distingue, schématiquement indiquée, une allée de Colombier parallèle au lac. Boudry apparaît à l'arrière-plan avec la caractéristique ligne ascendante de ses toits alors que, de la silhouette de Colombier, se détachent deux tours, celle du temple et la plus haute du château. Le Crêt, aux flancs gazonnés surmontant la frange de roc battue par le lac, porte une abondante végétation. Il masque la promenade du Faubourg en plein développement. Plus près, et comme les arbres du Crêt, un *sommerhouse* ou pavillon de la famille Chambrier d'Oleyres se reflète dans les eaux calmes¹. En bonne place dans le lac, quelques petites taches brunes figurent la Pierre-à-Mazel. A le voir bien détaché de la rive, on s'explique pourquoi ce groupe de rochers a pu servir de limite lors de l'accensement des grèves de Neuchâtel par Jeanne de Hochberg, en 1537. Saluons au passage l'initiative de cet ouvrier des travaux publics qui sut « mettre la puce à l'oreille » des autorités, et sauver de la destruction à coups d'explosifs le sommet de la Pierre émergeant aujourd'hui à l'ouest des nouvelles salles de gymnastique. Une plaque posée le 30 avril 1943 masque une boîte bourrée de documents, et rappelle l'importance passée

¹ Pour les détails concernant ce quartier, voir l'article de A. SCHNEGG, dans le *Musée neuchâtelois*, 1950, p. 161-172.

d'un point de repère ravalé au niveau d'un sol artificiel, à l'entrée d'une place de sport.

Immédiatement au-dessous de la Pierre-à-Mazel, en avant d'une baie très creusée, s'avance une petite presque île rocheuse couronnée de gazon et d'arbustes, portant le nom pittoresque de Nid-du-Crô, c'est-à-dire du corbeau, attesté dès le XVI^e siècle et sauvé de justesse au moment où le quartier s'est couvert de vastes maisons locatives. C'est une des rares représentations de cet endroit, précieuse, puisque aux rives découpées et pittoresques ont succédé des quais rectilignes, sans fantaisie, nés de l'inexorable développement de la ville en direction du lac. De ce promontoire, deux personnages observent une scène de pêche bien faite pour nous retenir un instant, car les représentations anciennes en sont fort rares. Un petit bateau de forme peu caractéristique, monté par trois hommes, paraît relever un filet dessinant un 3 couché et soutenu par des bouées dont le dessinateur a sans doute exagéré le volume. Cet engin de pêche est-il un *Gros-Pierre*, un *revin* ou au contraire une *étôle*¹? Une vigne et des *closels* ou enclos plantés de quelques arbres fruitiers et même bâtis d'une maisonnette occupent le coteau entre la route et le lac. « La possession du Nid-du-Crô », située dans ce secteur, mise à disposition du jardin de la Société d'horticulture créée en 1845, a pratiquement été vidée de sa terre par des creusements successifs.

En gros, la silhouette du château est précise, encore que la galerie orientale soit mal comprise et les tours qui l'enserrent trop fluettes. Immédiatement au-dessous, un long bâtiment à trois étages et petits avant-toits au midi figure le grenier du haut construit par David Greset et Samuel Verron en 1719-1720, limité à droite par la puissante tour des Chavannes, et à l'opposé par la tour au Chien démolie en 1790. En dépit de la date portée sur la gravure, le dessin ne peut être postérieur à cette année-là. Comme l'estampe d'Henri Courvoisier-Voisin (Neuchâtel vu du Crêt) représente la tour au Chien dans le même état, force est donc de corriger la date 1799, traditionnellement admise, en 1790 au plus tard. Bien qu'inauguré la même année, l'hôtel de ville ne paraît point ici, pas même par son grand toit achevé en 1787². Devant le grenier, une large zone de verdure correspond au cimetière des Terreaux, aux

¹ P. DE MEURON, *La pêche et les pêcheurs du lac de Neuchâtel*, dans le *Musée neuchâtelois*, 1892, p. 85.

² Ajoutons aux règlements de compte déjà étudiés dans le *Musée neuchâtelois* de 1949, p. 129, les 367 livres 10 sols réclamés à Jean-Baptiste Pertois par Joseph Görner, ouvrier doreur, de Strasbourg, qui avait travaillé « aux ornemens des fourneaux de l'hôtel de ville ». Archives de l'Etat, *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 138, p. 237, 25 fév. 1794.

jardins et aux vergers dits à l'Isérable qui bordaient le côté nord du faubourg de l'Hôpital. Frappant par sa masse exagérée, l'hôtel DuPeyrou encore habité par son constructeur n'est guère à son avantage. On devine la division tripartite de la façade et remarque le fronton circulaire figuré à l'est. De l'examen un peu serré de l'agglomération, et de la comparaison avec le dessin de Winterle, découle le sentiment désagréable que le Crêt se trouve placé un peu trop à gauche et le pavillon Chambrier moins en place encore, ce qui rejette les maisons de l'extrémité du Faubourg très à droite et allonge artificiellement la ville. Le dessinateur aurait-il changé de point de vue en cours d'exécution ? Il est instructif de voir comment Courvoisier-Voisin, placé plus près, a su développer dans des proportions plus normales et détendues la partie gauche de la ville, face au lac, que notre Lucernois a un peu télescopée en insistant sur d'autres détails qui ne manquent pas de relief à cause de la couleur et de la lumière.

Bien silhouettée à droite du château, une des deux maisons anciennes du Petit-Pontarlier, sans doute celle qui porte aujourd'hui le N° 2, était sise autrefois au Pré Guyenet, « vulgairement appelé le Petit Pontarlier » depuis le dernier quart du XVIII^e siècle, alors qu'on disait simplement *Ponterlit* en 1752. Le fait que la route de France empruntait ce chemin avant 1788 est pour sûr à l'origine de cette dénomination plaisante. Au sommet du Tertre, un peu plus à droite, s'alignent trois maisons. L'une d'elles, à moins qu'elle se soit trouvée en contrebas, au nord, appartenait à Samuel Fauche, père. Ce libraire du roi eut des démêlés avec son locataire, « le conseiller Venceslas Maurer, chef de la loterie royale de Neuchâtel », preneur pour trois ans de « la maison et sommerous du Tertre avec les jardins y attenans ». De témoignages en justice, il ressort que François Turberger, de Vienne, et Nicolaï, imprimeurs, ainsi que le caissier Gontier logèrent dans la maison abritant aussi les presses de l'imprimerie, entre juin et octobre 1778. D'autres procès fleurirent lors du changement de direction de la loterie. Le fameux conspirateur Abraham-Louis Fauche-Borel, fils de Samuel, céda la maison, par échange, en 1812¹.

Au pied du Tertre apparaît la fraîche saignée oblique du coteau pour la route du Val-de-Ruz, soit l'actuelle avenue de la Gare, refaite et améliorée en 1783. La Petite Rochette et sa terrasse paraissent à tort

¹ S. MONVERT, not., vol. II, p. 26, 30 juin 1777. *Manuel de Justice de Neuchâtel*, 1769-1781, 21 août 1778, 15, 22 janv. 1779. Pièces produites, 1778, N°s 145, 146. J.-F. Steiner, not., vol. III, p. 61, 30 mai 1812.

toucher le chemin, mais l'apparence du bâtiment est bien celle que lui donnent les autres dessins de l'époque : un pavillon ayant un rez-de-chaussée surmonté d'un fronton dans la partie centrale. A l'époque, il était propriété de Jacques-Louis de Pourtalès qui le tenait de son beau-père, le banneret Jean-Jacques Deluze. Le sol devait un cens à la recette de Fontaine-André, circonstance bien faite pour révéler l'imbrication compliquée des redevances sous l'ancien régime. Légèrement plus à l'est et, comme il se doit, séparée de la précédente par un pli de terrain, la Grande Rochette apparaît déjà dans tout l'imposant développement de sa façade : corps central à trois frontons, vaste toit hérissé d'urnes et de cheminées, annexe à l'orient et terrasse au midi. L'auteur, à peu près contemporain, du *Voyage dans la Suisse occidentale*, sorti par la porte de l'Hôpital et gravissant des rochers arides écrit :

A quelques cents pas de la ville on passe devant une maison remarquable par la beauté de sa situation, par ses caves creusées dans le roc, les plus considérables de la Suisse, et par ses terrasses qui descendent jusqu'au grand chemin le long du lac. Cette maison a été construite par un particulier nommé Bosset, philosophe et négociant, qui après avoir passé vingt ans dans les Indes Orientales a su jouir jusques dans un âge très-avancé du fruit de son industrie en cultivant les Lettres. Il fut l'ami de l'illustre Maupertuis qui séjourna chez lui quelques mois avant sa mort.

Si notre auteur a parfaitement saisi l'intérêt d'une situation exceptionnelle, il prend quelques libertés avec l'histoire de la maison. C'est sans doute David-François de Chambrier qui reconstruisit là, avant 1714, un bâtiment signalé déjà sur un plan de 1679 environ. Jean-Georges Bosset, de la Neuveville, racheta la propriété en 1729, la développa et agrandit la maison. A l'époque où Wyss exécute son dessin, des réfugiés de marque habitent la Grande Rochette : M. van der Gosse, échevin d'Amsterdam, directeur de la Compagnie des Indes, puis les marquis de Trémauville et de Choiseul¹. Bientôt Jean-Jacques et François de Bosset, ainsi que leur sœur Charlotte, alliée Tschiffeli, enfants

¹ *Voyage historique et littéraire dans la Suisse occidentale*, nouvelle édition, 1787, t. II, p. 187-188. Le géomètre Pierre-Louis Moreau de Maupertuis (1698-1759) mourut à Bâle. Archives de Neuchâtel, *Manuel du Conseil de ville*, vol. 27, 1 oct. 1787 ; vol. 28, 28 sept. 1789 ; 21 fév. 1791. Pierre-Bruno-Emmanuel Estièvre de Trémauville, chevalier de Saint-Louis, mestre de camp de cavalerie demeurant ordinairement en son château de Sahurs, près de Rouen, était en septembre 1790 à Colombier. Claude-Antoine-Cléradius, marquis de Choiseul La Beaume, lieutenant général des armées du roi et des provinces de Champagne et de Brie, gouverneur de Verdun, commandant en chef de Lorraine, demeurait au Chanet en juin 1790. G. Jeannin, not., vol. II, p. 202, 273, et 198, 222, 228. Sur Trémauville, voir les recherches de Ph. GODET, dans le *Musée neuchâtelois*, 1904, p. 10.

d'Abraham Bosset-Deluze et petits-enfants de Jean-Georges, vendent la propriété à Jacques-Louis de Pourtalès. L'année suivante, 1792, usant de son droit de retrait, la femme du maître-bourgeois Jean-Henri de Chaillet d'Arnex, née Charlotte-Marguerite de Bosset, rachète le bien qu'elle cédera par échange au général Charles-Daniel de Meuron — officiellement le 14 mars 1801, mais en fait plusieurs mois auparavant ¹.

Ces digressions en marge de la gravure ne doivent pas faire oublier une maison plus modeste, mais fort bien située aussi, représentée avec une terrasse plantée d'arbres, un peu au-dessous de la Grande Rochette. Portant aujourd'hui le N° 13 de la ruelle Vaucher, elle appartenait, à l'époque, à un grand commerçant, associé de la maison Pourtalès et C^{ie}, Jean-Jacques-François Vaucher, en l'honneur de qui on a débaptisé une partie de la ruelle dite de la Recorbe, dès le XIII^e siècle déjà. Par un acte du 24 mars 1784, confirmant une convention privée, les héritiers d'Abraham Bosset-Deluze cédèrent à Vaucher une *possession* « tant en verger qu'en vigne et allées, contenant douze à treize ouvriers environ », limitée à l'est par la ruelle ou chemin de la Recorba. Il y avait une condition : les eaux d'une source jaillissant dans ce terrain continueraient à alimenter « le jet d'eau, bain et volière du jardin qui est au-dessous et de l'autre côté du chemin, appartenant aussi à ladite hoirie », c'est-à-dire les installations de la belle maison, transformée dès lors, sise maintenant N° 68, faubourg de l'Hôpital. Tuyaux, robinets, cuve ou réservoir, sans le couvert, sont à la charge de l'hoirie. L'acquéreur pourra jouir de l'eau pour ses besoins « avec le bénéfice en cas qu'il batisse sur ladite possession d'avoir un robinet ». C'est donc après cette date et peu avant le dessin de Wyss que Jean-Jacques-François Vaucher se fit bâtir le pavillon visible ici, où il établit une cuisine en 1789. Les recherches d'eau entreprises par le nouveau propriétaire de la maison N° 68 du Faubourg, le général Charles-Daniel de Meuron, furent cause d'un différend aplani par arbitrage ². Le « Plan géométrique d'une possession sise au bas de la Rochette à Neuchâtel en Suisse et appartenante à Monsieur Vaucher Dupasquier bourgeois et négociant à la dite ville de Neuchâtel, 1796 », donne d'intéressantes précisions sur l'état des lieux. La gravure ne pouvait qu'esquisser la situation. L'auteur du plan, l'ingénieur français Augustin Bocquillon, connu par son relevé détaillé du château de Neuchâtel et

¹ C.-G. de Tribolet, not., actes perpétuels, p. 9, 13, 14 nov. 1791, 24 déc. 1792. S. Monvert, vol. IIA, p. 116, 14 mars 1801.

² C.-F. Bovet, not., vol. XI, p. 40, 24 mars 1784, et minutaire correspondant. *Manuel du Conseil de ville*, t. 28, p. 119, 23 mars 1789. *Plumitif de justice de Neuchâtel*, 18 sept., 3, 5, 8 nov. 1800.

par plusieurs projets de route, a teint en rose toits et murs, coloré chaque détail (puits, bancs, gazon) et aligné sagement les arbres fruitiers ou d'agrément et les ceps de vigne. Le vaste pavillon de maître (dit aussi maison) sur la terrasse plantée d'arbres n'est pas isolé. Un peu à l'ouest apparaît le toit du réservoir et au nord une petite maison, précédemment louée du conseiller Bosset, où aurait travaillé à ses heures le théologien Jean-Frédéric Ostervald¹. A l'est du chemin, la grande maison toujours existante nommée la Luzernière, portant aujourd'hui le N° 36 de la ruelle Vaucher, et passée par alliance à la famille Montmollin, servait de logement, de grange et d'écurie. La mort de Vaucher, puis celle de sa femme née Louise Dupasquier, amena le morcellement de la propriété. Trois belles maisons de maître furent bâties le long du faubourg de l'Hôpital vers 1840 (N°s 41, 43, 47). Cette année-là, le bâtiment du Verger, N° 13, ruelle Vaucher, fut agrandi et exhaussé par une petite-fille du constructeur, M^{me} Rodolphe de Stürler, née Tribolet. Il le sera encore en 1884 par M^{me} Sophie-Louise-Marie de Coulon-Stürler².

Le grand intérêt de la vue de Caspar-Leontius Wyss est de fixer avec agrément l'état des lieux, notamment dans la banlieue de Neuchâtel, même si le dessin ne répond pas entièrement à notre hantise de la précision.

Jean COURVOISIER.

¹ Archives de l'Etat, plan détaché, N° 315, daté du 2 juillet 1796; une minute à la plume y est jointe. Ed. QUARTIER-LA-TENTE, *Le district de Neuchâtel*, t. I, p. 222-225.

² Archives de l'Etat, registres d'assurance, 1810, 1831, 1861.

LES PREMIERS PAS DE NOTRE REVUE

Les notes que nous présentons n'ont aucune prétention ; elles ne font qu'encadrer quelques pièces curieuses des archives de l'Imprimerie Centrale, pièces concernant les dix premières années de l'existence du *Musée neuchâtelois*.

Il nous a semblé intéressant de rappeler que le *Musée* peut fêter ses quatre-vingt-cinq ans ¹. Les premiers fascicules de cette publication, en effet, ont vu le jour au début du second semestre de 1864.

Une convention en douze articles allait lier l'imprimeur Fritz Marolf, l'homme qui fit germer l'idée de la création de notre revue, à un comité provisoire composé de Louis Favre, Alexis Roulet, Edouard Cornaz, Louis Guillaume, Alphonse de Mandrot, Auguste Bachelin, James-Henri Bonhôte.

Calligraphiée avec soin par Louis Favre, cette pièce, qui est le « double pour M. Marolf », porte un titre en manchette : Convention / entre / Monsieur Marolf, imprimeur / d'une part / et le Comité fondateur du journal / *le Musée neuchâtelois*. / Du 20 juin 1864.

En voici le texte :

Entre M. Fritz Marolf, imprimeur, d'une part, et les autres personnes sous-signées, auxquelles il s'est adressé spontanément pour les prier de l'aider dans la création et la publication d'un recueil historique neuchâtelois, d'autre part, il est stipulé la convention suivante :

1^o M. Marolf se charge, à ses périls et risques, de la publication du *Musée neuchâtelois* dans les conditions typographiques du numéro spécimen.

2^o Ce recueil, contenant au minimum neuf feuilles grand in-8, et six planches par semestre, se vendra en Suisse, au prix de 4 francs par semestre et de 7 fr. 50 par an.

3^o L'impression se fera chez M. Marolf, la publication des planches à la lithographie Furrer, et le brochage chez M. Bonhôte, alors même que l'éditeur ferait usage du droit de substitution que lui accorde l'article 11.

4^o Un comité de rédaction composé de 9 à 12 membres est seul juge de l'admission des articles. L'éditeur en est membre de droit et peut, en cas d'empêchement, s'y faire remplacer. La première nomination sera faite par les signataires de la présente convention. Le règlement particulier du comité déterminera le mode à suivre dans le renouvellement de celui-ci.

¹ Travail lu en séance de comité le 25 février 1949. Depuis lors, le *Musée* s'est avancé en âge ; il atteint maintenant sa quatre-vingt-treizième année.

Tous les articles doivent être signés et devront, pour être insérés, obtenir l'assentiment des deux tiers des membres du comité de rédaction présents à leur lecture.

5° Le comité provisoire s'engage à travailler à la prospérité du recueil et spécialement à fournir à l'éditeur la matière des livraisons, en texte et planches, du second semestre de l'année courante.

Passé ce terme, si la publication se continue, le comité et l'éditeur pourront apporter à cette convention les changements dont l'expérience aurait démontré l'utilité, mais sans que la propriété du *Musée neuchâtelois* pût être contestée alors à l'éditeur, s'il lui convient de la garder.

6° Outre la rédaction proprement dite, le comité s'engage à revoir les épreuves en seconde, et cela même pour les articles qui auraient été revus par leurs auteurs.

7° Tout en désirant assurer autant que possible de la régularité au *Musée neuchâtelois*, le comité provisoire ne peut s'engager à ce que, dans les premiers temps du moins, ce recueil puisse paraître régulièrement tous les mois. Et si, même plus tard, la nature de certains travaux lui paraissait exiger des livraisons doubles (deux réunies en une), il n'y pourrait être mis obstacle par l'éditeur. Il sera tenu, en outre, d'éditer ses livraisons mensuellement, tant et aussi souvent que le comité le jugera opportun.

En revanche, l'éditeur ne pourra être contraint à livrer plus de feuilles, par semestre, qu'il n'est dit à l'article 2, soit 18 par an, non compris le titre et la table des matières, et 12 planches.

8° La rédaction n'est pas payée, mais le comité a droit à 25 exemplaires gratuits, destinés à des échanges ou à des dons à l'étranger propres à faciliter les recherches historiques nécessitées par cette publication. Si le recueil avait plus de 500 abonnés, ce nombre d'exemplaires gratuits augmenterait d'un par vingt abonnés en sus.

9° La première livraison est fournie gratuitement par les auteurs. Quant aux livraisons suivantes, M. Marolf ne sera appelé à payer des honoraires que quand le nombre des abonnés atteindra le chiffre de quatre cents ; alors il sera tenu de payer la ligne de texte à raison de 5 centimes et les planches à raison de douze francs, à tout collaborateur abonné personnellement au *Musée neuchâtelois*. Si le chiffre des abonnés atteint cinq cents, le prix de la ligne sera porté à 7½ centimes et le prix des planches à vingt francs.

Le paiement de ces honoraires aura lieu à la fin de chaque trimestre.

10° Les tirages à part qui pourraient être désirés seront aux frais des auteurs, selon un tarif modéré qui sera annexé à la présente convention. Ils ne pourront être mis en vente que trois mois après que la livraison contenant l'article reproduit à part aura été expédiée aux abonnés.

11° Il est accordé à M. Marolf toute latitude de se substituer, avec l'agrément du comité, un autre éditeur pour la publication du *Musée neuchâtelois*, sans toutefois que cette substitution puisse modifier en quoi que ce soit les autres stipulations de la présente convention.

12° Toute contestation qui pourrait s'élever entre les intéressés sera soumise à un arbitrage pour lequel l'éditeur, d'une part, et les autres membres du comité d'autre part, nommeraient chacun un arbitre, qui se complèteraient par un surarbitre, tous trois pris en dehors des intéressés.

De Mandrot lt col. féd.	L ^s Favre.
A. Bachelin.	Alexis Roulet.
J. H. Bonhôte.	D ^r Cornaz.
Marolf.	D ^r Guillaume.

Et l'idée se concrétisa : le *Musée neuchâtelois* parut ; des encouragements furent prodigués aux vaillants pionniers du début, sans toutefois que l'imprimeur soit débordé par les souscriptions attendues. La jeune revue ne suscita pas d'emblée dans le public l'accueil enthousiaste auquel on s'attendait ; il fallait persévérer et prendre patience ; cependant, à chaque sortie d'un nouveau fascicule, les frais augmentaient pour l'imprimeur-éditeur, le tirage de lancement atteignant, pendant plusieurs mois, mille cinq cents exemplaires. Marolf, qui avait d'autres projets en tête, aurait bien voulu reculer, se substituer un autre éditeur, changement autorisé par l'article 11 de la convention.

Avec ses coéquipiers du comité, l'éditeur, cependant, resta confiant ; aussi répondit-il affirmativement à la lettre que lui adressa le docteur Guillaume, secrétaire du comité, datée du 1^{er} décembre 1864.

Monsieur Marolf, éditeur du *Musée neuchâtelois*.

Monsieur,

Le comité de rédaction du *Musée neuchâtelois* m'a chargé de vous demander si, pour l'année prochaine, vous étiez décidé à rester l'éditeur du *Musée* et si, dans le cas de l'affirmative, vous vous proposiez d'apporter à la convention signée le 20 juin 1864 des changements prévus par l'article 5 de la dite convention. Le comité désirant discuter ces questions dans une prochaine réunion vous prie de lui faire connaître sous peu vos intentions à cet égard, afin de pouvoir continuer à prendre les mesures nécessaires pour assurer à notre publication le succès qu'elle a eu jusqu'à présent.

Il m'a chargé, en outre, de vous rendre attentif aux dispositions des articles 9 et 10 de la convention, auxquels, jusqu'à présent vous ne vous êtes pas conformé. Il espère que vous lui donnerez à ce sujet des explications satisfaisantes et que sans retard vous remplirez les obligations prescrites par ces deux articles.

Veillez, Monsieur, agréer l'assurance de ma considération distinguée.

Au nom du comité :
D^r Guillaume, secrétaire.

Nous nous plaisons à croire, pour l'honneur professionnel, que Fritz Marolf aura pu régler les comptes d'auteur auxquels se rapportent l'article 9 de la convention, rappelé discrètement, mais en termes assez fermes par le secrétaire. Le tirage du *Musée*, à ce moment, pouvait avoir dépassé les cinq cents exemplaires, chiffre réjouissant pour un petit pays comme le nôtre, mais insuffisant aux yeux de l'éditeur, qui espérait bien tirer quelque profit de l'affaire.

L'an 1865 allait apporter un trouble au sein du comité. En effet, cette année-là, le 29 septembre, en son domicile, à la rue des Moulins 36, mourait Henri-Frédéric Marolf, imprimeur et éditeur du *Musée*. Cette publication perdait un associé dont les services étaient nécessaires ; il disparut, sans fleurs ni couronnes, sans même quelques lignes nécrologiques dans sa revue, les ouvriers de l'imprimerie, ainsi que l'a rappelé M. Montandon¹, s'étant opposés à composer un texte concernant leur patron défunt.

La veuve de Fritz Marolf continua l'exploitation de l'imprimerie, mais pendant peu de temps ; le *Musée* s'imprima chez elle jusqu'à la fin de 1865. Cette même année, son matériel fut vendu à James Attinger, tandis que les imprimeurs Wolfrath et Metzner se rendaient acquéreurs des droits d'édition du *Musée neuchâtelois*.

La substitution d'éditeur se faisait donc d'office et la maison Wolfrath reprit à son compte la convention de 1864, qui ne fut modifiée, comme nous allons le voir, que dix ans plus tard.

Les années passent ; le comité, toujours à la brèche, travaille à la prospérité de la revue, s'adjoint de nouveaux collaborateurs et les imprimeurs Wolfrath et Metzner font rouler leurs presses à la satisfaction du comité et des abonnés. Une chicane s'élève en 1872 avec le lithographe Furrer au sujet du prix d'impression des planches. L'éditeur reçoit du lithographe des explications fort pertinentes :

Monsieur Wolfrath, en ville.

J'ai l'avantage de vous envoyer une épreuve que nous avons faite ce matin. Il y a des mois que cette planche est prête et pour l'avoir à son service au moment voulu on aurait pu la préparer il y a longtemps. J'avais demandé l'inscription, on me faisait attendre au moins huit jours, toute la faute n'est pas toujours de mon côté. Il faut justement que vous veniez demander cette

¹ Léon MONTANDON, *La fondation du « Musée neuchâtelois »*, dans *Musée neuchâtelois*, 1939, p. 192.

planche lorsqu'on est occupé pour les examens des écoles avec des cartes en couleurs.

Quant à la note, il y a quelque chose d'étonnant qu'il faut chaque fois disputer avant qu'on puisse régler les comptes et pourtant les prix sont et étaient toujours les mêmes, sauf les impressions de teintes qu'on a encore diminué pour encourager ce genre.

Je vous indique ci-bas pour la dernière fois nos bases de prix admises généralement chez nous en Suisse et dans le sud de l'Allemagne. Mettez-vous sérieusement à calculer et vous verrez dans quelle catégorie vous vous trouvez.

Un ouvrier (habile) imprime 400 à 500 feuilles de ce format double, écolier, stab, coquille¹, etc., en tirant à la plume.

A la craie, on compte 150 tirages de stab, écolier, etc., et d'une couleur vive ou d'une teinte plate, où il faut poser les feuilles avec des aiguilles, on compte 100 feuilles ou 180 avec un manœuvre. Ce sont les bases qu'on admet quand on donne l'ouvrage aux pièces aux ouvriers.

L'ouvrier a de 3 fr. 50 à 5 fr. par jour ; une machine doit gagner au minimum 10 fr. par jour pour couvrir les frais généraux, comme couleurs, vernis, essence, gomme, pierres, intérêts, chauffage, éclairage, location, casse, etc. Cela est connu chez nous, aussi bien de l'ouvrier comme du patron.

Pourquoi la maison Suchard est-elle obligée de payer pour la moindre couleur ou teinte (le plus petit format) 5 fr., un peu compliqué 6 fr., plus grand 10 fr. jusqu'à 15 fr. le cent et ils font de grands chiffres ?

Pourquoi la Confédération paie-t-elle (et c'est elle qui a fait le prix) 12 fr. pour une impression d'une teinte d'une carte quelconque ?

Calculez-vous vous-même ce que vous payez !

Et outre l'impression, j'ai encore toute la fourniture : papier autographique, crayons, raccommodages, cadre, lettres, etc., deux fois le plus souvent des épreuves. Il est incompréhensible que vous ne voyez pas cela. On m'envoie une planche aujourd'hui, une dans un mois, de nouveau double transport, etc.

Agréez, Monsieur, mes salutations sincères.

H. Furrer.

L'éditeur, auquel cette réponse ne paraît pas avoir donné satisfaction, charge un membre du comité de discuter avec Furrer. Il remet au colonel fédéral de Mandrot le soin de son affaire, pensant qu'un si haut militaire aurait raison de la résistance du lithographe. Mandrot s'acquitte de sa mission et renvoie à Wolfrath, le 28 juin 1872, la pièce contenant le devis d'impression des planches lithographiques avec les mots suivants :

¹ Le format écolier ou plume mesurait 35 × 44 cm. ; le « stab » ou crosse 36 × 45 cm. ; la coquille 44 × 56 cm. ; le format quarto coquille 22 × 28 cm. non rogné, 21 1/2 × 27 1/2 cm. rogné.

Ce devis, fait du temps où M. Marolf était éditeur du *Musée*, était calculé sur un tirage de 1500 ex., chiffre du tirage du *Musée* dans ce temps. Depuis que M. Wolfrath est éditeur du *Musée*, les prix n'ont point été changés, bien que tout ait haussé à Neuchâtel. Le lithographe perd sur les impressions craye et couleurs et ne gagne que sur celles en noir.

Voici ce que m'a dit M. Furrer auquel j'avais parlé sur la demande de M. Wolfrath et je trouve ses raisons plausibles. Il ajoute qu'il lui est parfaitement égal que M. Wolfrath fasse tirer chaque planche à part ou deux ensemble.

de Mandrot, colonel fédéral.

C'était la défaite de l'imprimeur. Le comité ayant approuvé les prix du lithographe, la dispute n'eut pas d'autre suite.

Il est assez curieux de constater que la convention de 1864 ait pu rester en vigueur, sans changement, pendant dix années. Des modifications devenaient cependant nécessaires, urgentes même, car les frais qu'entraînait la publication du *Musée* devenaient une charge assez lourde pour l'imprimeur-éditeur, qui ne voyait pas augmenter le chiffre de tirage. Aussi ce dernier exposa-t-il la situation de la revue dans une lettre adressée le 15 juin 1874 au comité de rédaction. Il demandait la revision de la convention et proposait, soit une subvention de la Société d'histoire, soit une garantie d'abonnés, ou encore la gratuité de la rédaction.

Assemblé le 23 septembre, le comité, par l'entremise de Louis Favre, répond le lendemain au solliciteur¹ :

Monsieur H. Wolfrath, imprimeur,
éditeur du *Musée neuchâtelois*, à Neuchâtel

Monsieur,

Le moment étant venu, aux termes de votre lettre du 15 juin écoulé, de prendre un parti à l'égard du *Musée neuchâtelois*, et le comité ne pouvant entrer dans vos vues, relativement à une subvention de la Société d'histoire, ou à une garantie d'abonnés, ou à la gratuité de la rédaction, nous venons vous prier de nous dire d'une manière positive si vous êtes décidé à continuer d'éditer cette publication aux mêmes conditions que du passé, ou si vous ne pouvez y consentir.

Nous demandons un oui ou un non pour la fin du présent mois de septembre. Agréez, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Au nom du comité de rédaction :

L^s Favre, vice-président.

¹ Voir page 47 le fac-similé de cette lettre.

Monsieur H. Wolfrath, imprimeur,
Editeur du Musée neuchâtelois à Neuchâtel.
Neuchâtel 24 Jh 1874

Rédaction du
Musée neuchâtelois.

Monsieur

Ce moment étant venu, aux termes de votre
lettre, de fin prin sioulé, de prendre un parti à
l'égard du Musée neuchâtelois, et le Comité ne
pouvant entrer dans vos vues, relativement à une
subvention de la Société d'Histoire, ou à une garantie
d'abonnés, ou à la gratuité de la rédaction, nous
venons vous prier de nous dire d'une manière
positive si vous êtes décidé à continuer d'éditer cette
publication aux mêmes conditions que du passé,
ou si vous ne pouvez y consentir.

Nous demandons un oui ou un non pour
la fin du présent mois de Septembre.

Agriez, Monsieur, l'assurance de notre
considération distinguée

au nom du Comité de rédaction assemblée le 23/8.

L. Faivre. V. Président

L'imprimeur dut réfléchir, car il ne donna sa réponse que le 5 octobre ; il dit « oui » et le *Musée* put continuer, pour 1875, sa publication régulière. La question de mise au point d'une nouvelle convention revient alors sur le tapis ; elle est rappelée par une lettre du Dr Guillaume du 25 novembre 1874 :

Messieurs Wolfrath et Metzner
éditeurs du *Musée neuchâtelois*

Messieurs,

Le comité du *Musée neuchâtelois* a pris connaissance de la lettre dans laquelle vous vous déclarez disposés à continuer en 1875 la publication du *Musée neuchâtelois* aux conditions stipulées dans la convention du 20 juin 1864. Le comité a pensé que, dans l'intérêt de cette publication, il était nécessaire de reviser cette convention en tenant compte des expériences faites depuis 1864. Il a en conséquence adopté le projet ci-joint qui ne modifie pas les bases de la convention antérieure et auquel, nous l'espérons, vous donnerez votre assentiment dans la prochaine réunion du comité qui sera sous peu convoqué.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

Le secrétaire :
Dr Guillaume.

Confronté avec le contrat de 1864, le nouveau projet de convention ne porte pas d'importantes modifications. Il comprend onze articles au lieu de douze. Des annotations faites par l'imprimeur complètent certains paragraphes ; tel qu'il est présenté, ce projet ne reçoit cependant pas l'agrément de la maison Wolfrath. Ne recevant pas des garanties suffisantes, l'éditeur n'y trouve pas son compte ; aussi présente-t-il un contre-projet maintenant l'ancienne convention, qui lui paraît plus avantageuse, à laquelle il propose d'ajouter simplement un appendice en neuf articles.

Appendice

destiné à modifier et à compléter quelques-uns des articles de la convention du 20 juin 1864, relative au « Musée neuchâtelois ».

Dans l'intérêt du *Musée neuchâtelois* et afin d'assurer plus de régularité dans sa publication, en tenant compte pour cela de l'expérience faite, Messieurs Wolfrath et Metzner, éditeurs, successeurs de M. Fritz Marolf, sont convenus avec le comité de rédaction d'apporter à quelques-uns des articles de la convention du 20 juin 1864 des modifications ou adjonctions qui seront applicables dès le 1^{er} janvier 1875, et qui sont :

I (art. 1, 2 et 3 de la convention). Ce recueil contenant au maximum dix-huit feuilles grand 8° et douze planches par an, sera publié en douze livraisons paraissant aussi régulièrement que possible du 15 au 20 de chaque mois. Suivant la longueur ou l'importance de certains articles, et après décision du comité, deux livraisons pourront être réunies en une mais sans que cette livraison double puisse être renvoyée au mois suivant. Ainsi, par exemple, le numéro de mars-avril devrait encore paraître en mars.

Le prix d'abonnement est de 8 fr. par an pour la Suisse.

II (nouveau). Pour assurer autant que possible la régularité de la publication du journal, les planches et le manuscrit des 16 premières pages de chaque numéro devront être remises à l'imprimeur au plus tard le 1^{er} de chaque mois et le reste dans les 8 jours qui suivront. Les manuscrits devront être lisibles. Quand il y aura des articles en vieux français, en patois, ou d'une composition compliquée de caractères différents, ils devront être remis à l'atelier environ 8 jours plus tôt qu'à l'ordinaire.

III (art. 6 de la convention). Dans la règle, l'éditeur n'est tenu à fournir qu'une épreuve déjà collationnée auparavant à l'atelier. Si le nombre des corrections le réclame et si l'auteur le demande, il sera fourni une seconde épreuve. Celles demandées en plus seront rétribuées à l'éditeur à raison de 1 fr. 50 par feuille de 16 pages et de 80 c. par heure de correction. Quand le nombre des épreuves dépassera deux et qu'il faudra les envoyer en lecture hors du canton, le retard dans la publication du journal ne pourra être reproché à l'éditeur.

IV (art. 4 de la convention). Le comité de rédaction, dont l'éditeur est membre, est seul juge de l'admission des articles qui devront tous être signés par leurs auteurs et ne pourront être insérés que s'ils ont obtenu les deux tiers des voix des membres présents. Le comité se réunit le premier mercredi de chaque mois.

V (1^{er} paragraphe de l'art. 5 de la convention). Le comité s'engage à travailler à la prospérité du journal et spécialement à fournir dans le temps voulu (voir ci-dessus art. 2) la matière des livraisons en texte et en planches. Il s'efforcera de trouver de nouveaux abonnés et de maintenir les anciens ; à cet effet, l'éditeur fournira au comité un double de la liste des souscripteurs qui sera maintenu à jour.

VI (art. 8 de la convention). Sur chaque centaine d'abonnés, l'éditeur remettra gratuitement au comité cinq exemplaires qui serviront à des échanges avec d'autres sociétés historiques ou littéraires, dans l'intérêt même de la publication du *Musée*.

VII (art. 9 de la convention). L'éditeur paiera aux auteurs d'articles et de planches 5 centimes par ligne texte et 12. fr. par planche. Le paiement de ces honoraires aura lieu par trimestre. Les articles et les planches qui restent la propriété des auteurs ne pourront être publiés par l'éditeur ailleurs que dans le *Musée*, sans l'autorisation expresse de l'écrivain ou du dessinateur.

VIII (nouveau). Les auteurs qui livreront leurs articles ou leurs planches gratuitement et qui ne demanderont pas de tirage à part recevront, s'ils le désirent, 12 exemplaires du numéro contenant leur travail, quand il aura moins de 8 pages, et 18 exemplaires quand il en aura plus de 8. L'insertion d'anciens documents et d'articles communiqués au comité, correspondances, etc., ne comptent pas comme articles payés.

IX (nouveau). Les huit articles ci-dessus de l'Appendice sont faits pour une année, finissant au 31 décembre 1875. Les parties devront s'annoncer réciproquement avant le 30 septembre 1875 si elles entendent les renouveler à l'expiration.

Ainsi fait en deux doubles à Neuchâtel, le ...

C'était, nous semble-t-il, compliquer les choses plutôt que clarifier la situation. Le comité n'entra pas dans les vues de l'imprimeur et le fit savoir par une lettre adressée aux intéressés le 12 décembre 1874 :

Messieurs Wolfrath et Metzner,
imprimeurs à Neuchâtel

Messieurs,

Le comité de rédaction du *Musée neuchâtelois* a pris connaissance de la pièce que vous lui avez envoyée et des observations qu'elle contenait, sous le titre d'« Appendice ». Après délibération, il est tombé d'accord sur la rédaction de la convention définitive que j'ai l'honneur de vous transmettre et à l'égard de laquelle le Bureau est chargé de s'entendre avec vous.

Veuillez en prendre connaissance et me dire quand il vous plaira d'avoir une conférence avec le Bureau.

S'il vous est agréable d'en causer d'avance avec moi, je pourrais me rendre à 7 heures à votre bureau (Temple-Neuf). Vous n'avez qu'à faire dire un mot chez moi dans le courant de l'après-midi.

Salutations cordiales de votre dévoué

L^s Favre,
Président du comité
de rédaction.

Le comité faisait donc pression. La convention élaborée par celui-ci « devait » être acceptée par l'imprimeur. Cette pièce est d'une rédaction claire, elle ménage les deux parties. L'engagement, comme précédemment, n'est fait que pour une période d'une année.

Assez mécontent de la tournure des choses, l'imprimeur Wolfrath rédige un brouillon de réponse à l'adresse du président Louis Favre. Nous ne savons pas si la lettre fut envoyée ; voici la teneur de ce brouillon :

Monsieur L. Favre,

Comme nous vous l'avons dit dans notre lettre du ... nous aurions donné la préférence à un arrangement sous forme d'*appendice* à la convention encore actuellement en vigueur. Cependant, pour entrer dans les vues du comité, nous consentirions à adopter l'arrangement sous forme d'une convention annuelle qui abrogerait l'ancienne, moyennant l'introduction d'un préambule à vous présenter comme suit :

« Conformément à l'article 5, paragr. 2 de la convention du 20 juin 1864, conclue entre M. Fritz Marolf, imprimeur, et les membres du comité de rédaction du *Musée neuchâtelois*, et tout en réservant ce qui est dit dans cette convention relativement aux droits de propriété de M. Fritz Marolf, auquel MM. Wolfrath et Metzner ont succédé par voie d'acquisition et auquel ils ont été substitués depuis l'année 1866 comme éditeurs du dit *Musée*, il a été fait la nouvelle convention suivante entre le comité de rédaction et MM. Wolfrath et Metzner, savoir : »

Il y aurait en outre à réparer une omission que nous remarquons dans votre projet, soit l'article II de notre projet que nous rédigeons comme ceci :

« Toute la copie nécessaire pour un numéro doit être livrée à l'atelier avant le 1^{er} du mois, ainsi que les planches. »

Une fois d'accord sur ces points, nous le serons facilement sur les autres questions de départ qui pourront être discutées dans l'entrevue que vous voulez bien nous proposer.

Les derniers vœux de l'imprimeur ne furent pas pris en considération par le comité, qui jugea suffisants les onze articles de la nouvelle convention. Celle-ci, qui ne porte ni préambule ni adjonction nouvelle, fut néanmoins acceptée par l'imprimeur et signée le 21 décembre 1874 par le président Louis Favre, le secrétaire Dr Guillaume et les éditeurs Wolfrath et Metzner.

CONVENTION

Entre le comité du journal le *Musée neuchâtelois* et MM. Wolfrath et Metzner, imprimeurs-éditeurs, il a été fait la convention suivante :

Art. 1. MM. Wolfrath & Metzner se chargent à leurs frais, risques et périls, de la publication du *Musée neuchâtelois*, organe de la Société d'histoire de Neuchâtel, dans les conditions typographiques où il a paru jusqu'à aujourd'hui.

Art. 2. Ce recueil, contenant au minimum dix-huit feuilles, grand in-octavo et douze planches par an, sera publié en douze livraisons, paraissant régulièrement du quinze au vingt de chaque mois. Suivant la longueur ou l'importance de certains articles, d'après décision du comité, deux livraisons pourront être réunies en une, mais sans que cette livraison double puisse être renvoyée au mois suivant. Ainsi, par exemple, le numéro de mars-avril devrait encore paraître en mars.

Le prix de l'abonnement est de huit francs par an.

Art. 3. Le comité de rédaction, dont l'éditeur est membre, est seul juge de l'admission des articles qui devront tous être signés par leurs auteurs et ne pourront être insérés que s'ils ont obtenu les deux tiers des voix des membres présents. Le comité se réunit régulièrement le premier mardi de chaque mois. Il déterminera le choix des articles qui paraîtront dans le numéro du mois suivant, et livrera immédiatement les manuscrits choisis et adoptés à l'éditeur.

Art. 4. Le comité s'engage en outre à travailler à la prospérité de ce journal. Il s'efforcera de trouver de nouveaux abonnés et de maintenir les anciens ; à cet effet, l'éditeur fournira au comité un double de la liste des souscripteurs qui sera toujours maintenue à jour.

Art. 5. L'éditeur fournit gratuitement deux épreuves, une en paquet et une après la mise en page ; si une troisième épreuve est exigée par l'auteur, les frais de cette troisième épreuve et des corrections seront à la charge de ce dernier.

Art. 6. Sur chaque centaine d'abonnés, l'éditeur remettra gratuitement au comité cinq exemplaires du *Musée* qui serviront à des échanges avec d'autres sociétés historiques ou littéraires dans l'intérêt de la publication du journal.

Art. 7. Les membres du comité reçoivent un exemplaire gratuit. S'ils désirent acheter un exemplaire d'une livraison pour en faire hommage à une personne qui leur a fourni des renseignements, l'éditeur le leur cédera au prix de 50 centimes la livraison.

Art. 8. L'éditeur paiera aux auteurs d'articles et de planches 5 centimes par ligne de texte et 12 fr. par planche. Le paiement de ces honoraires aura lieu par trimestre entre les mains d'un membre du comité qui sera désigné à cet effet.

Art. 9. Les articles, les planches qui restent la propriété des auteurs, ne pourront être publiés par l'éditeur ailleurs que dans le *Musée*, sans l'autorisation expresse de l'écrivain ou du dessinateur.

Art. 10. Toute contestation qui pourrait s'élever entre les parties contractantes sera soumise au jugement souverain d'arbitres nommés : un par le comité, un autre par l'éditeur et un troisième par les deux premiers ; tous les trois seront pris en dehors des intéressés.

Art. 11. La présente convention, qui abroge la précédente, est faite pour une année finissant au 31 décembre 1875. Les parties devront s'annoncer réciproquement avant le 30 septembre 1875 si elles entendent la renouveler à son expiration.

Ainsi fait à double, à Neuchâtel, le 21 décembre 1874.

Les éditeurs du
Musée neuchâtelois :

H. Wolfrath & Metzner.

Au nom du comité du
Musée neuchâtelois :

Le secrétaire : Le président :
Dr Guillaume. L. Favre, prof.

Deux années encore s'écoulaient sous ce régime. Le 10 septembre 1877, le comité, se basant sur la liberté que lui accordait l'article 11 de la convention, prend l'initiative d'une reprise de l'édition du *Musée neuchâtelois* pour son propre compte et à ses risques. Voici en quels termes l'imprimeur en fut officiellement informé :

Monsieur H. Wolfrath, imprimeur-éditeur.

Monsieur,

Le comité du *Musée neuchâtelois* a décidé, conformément à l'art. 11 de notre convention, de prendre pour son compte la publication de ce journal à partir du 1^{er} janvier 1878.

Le comité espère que vous vous mettrez sur les rangs pour en obtenir l'impression après l'époque précitée et il a décidé que, même à prix égal avec d'autres soumissionnaires, il vous accorderait la préférence.

Veuillez agréer, Monsieur, nos sincères salutations.

Au nom du comité du *Musée neuchâtelois* :

Dr Guillaume,
secrétaire du comité.

Les éditeurs ne furent pas surpris de cette décision, qui, d'ailleurs, entraînait quelque peu dans leurs vues ; au titre d'imprimeurs, ils se mirent naturellement sur les rangs afin de pouvoir continuer l'impression du *Musée*. Devis acceptés, les voilà de nouveau en mesure de poursuivre leur tâche après la mise au point d'une convention spéciale réglant les prix et les conditions de la fourniture.

Les années ont passé ; les prix et conditions changèrent à plusieurs reprises, des années difficiles mirent le *Musée* en péril et ses nouveaux éditeurs à rude épreuve. Cependant la revue s'est maintenue, les relations restèrent bonnes entre comité de rédaction et imprimeurs. La meilleure preuve n'est-elle pas dans le fait que la même maison, depuis trois générations, a le privilège d'imprimer cette publication essentiellement neuchâteloise, publication devenue plus « scientifique », si l'on peut s'exprimer ainsi, pour une revue d'histoire. Ses derniers rédacteurs, et spécialement Arthur Piaget, comme aussi, sous son impulsion, tous ses collaborateurs, ont donné à la tenue du *Musée* la haute valeur qu'apporte le résultat des recherches sérieuses appuyées sur des documents authentiques, et passées au crible de la plus sévère critique.

Nous souhaitons que le *Musée* se maintienne et prospère, qu'il retrouve un jour le chiffre de ses abonnés d'antan et puisse atteindre, toujours frais, toujours vert, le cap de son centenaire.

Fritz von GUNTEN.

L'IDENTIFICATION D'UN AUTOMATE JAQUET-DROZ

Bien des descriptions de nos fameux automates du Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel ont été retrouvées. Elles sont aussi nombreuses que les exhibitions de ces mécanismes et, en général, ne nous apportent que très peu de détails inédits.

La dernière parue dans le *Musée neuchâtelois* (1956, p. 31) donnait pourtant une indication intéressante : c'est que, en 1786, la fameuse « Grotte » (sinon les androïdes qui l'accompagnaient) était sur le point de s'en aller en Chine.

Ce dut bien être le cas car, à ce moment-là, et même un peu plus tôt (1783), Henry Jaquet-Droz, le fils, venait de s'associer avec le fameux horloger James Cox, de Londres, auquel il livrait quantité de mouvements de pendules et des montres destinées à la Chine et aux Indes anglaises : objets qui étaient acquis à un prix très élevé par la Compagnie des Indes. La Grotte rentrait bien dans le goût de l'époque et James Cox ne manqua point l'occasion de l'acquérir. M. Gustave Loup, de Genève, qui vécut longtemps dans la région de Pékin, ayant montré un jour l'image de la Grotte à son principal horloger chinois, celui-ci lui déclara : « Mais cette pièce, je l'ai vue à Pékin ! » ; et il la décrivit en détail.

Par contre, nous pouvons certifier, avec preuves à l'appui, que les premiers androïdes des Jaquet-Droz restèrent en Europe. Ce sont ceux qui appartiennent au Musée de Neuchâtel.

Mais on sait que la société « James Cox, Henry-Louis Jaquet-Droz et Henry Maillardet », à laquelle s'était adjoint Abram-H. J. Favre, de Genève, avait introduit à la cour de Chine, une grande quantité de pendules compliquées, la plupart à automates, dont la presque totalité figurèrent dans le *Musée de Cox* qui avait été exhibé à Londres dans une grande exposition. Nous possédons les catalogues, devenus rarissimes, de 1772, qui le commentent. Le tout fut acquis par l'empereur Ch'ien Lung pour les palais impériaux près de Pékin (Palais d'été) et celui de Jé-hol en Tartarie.

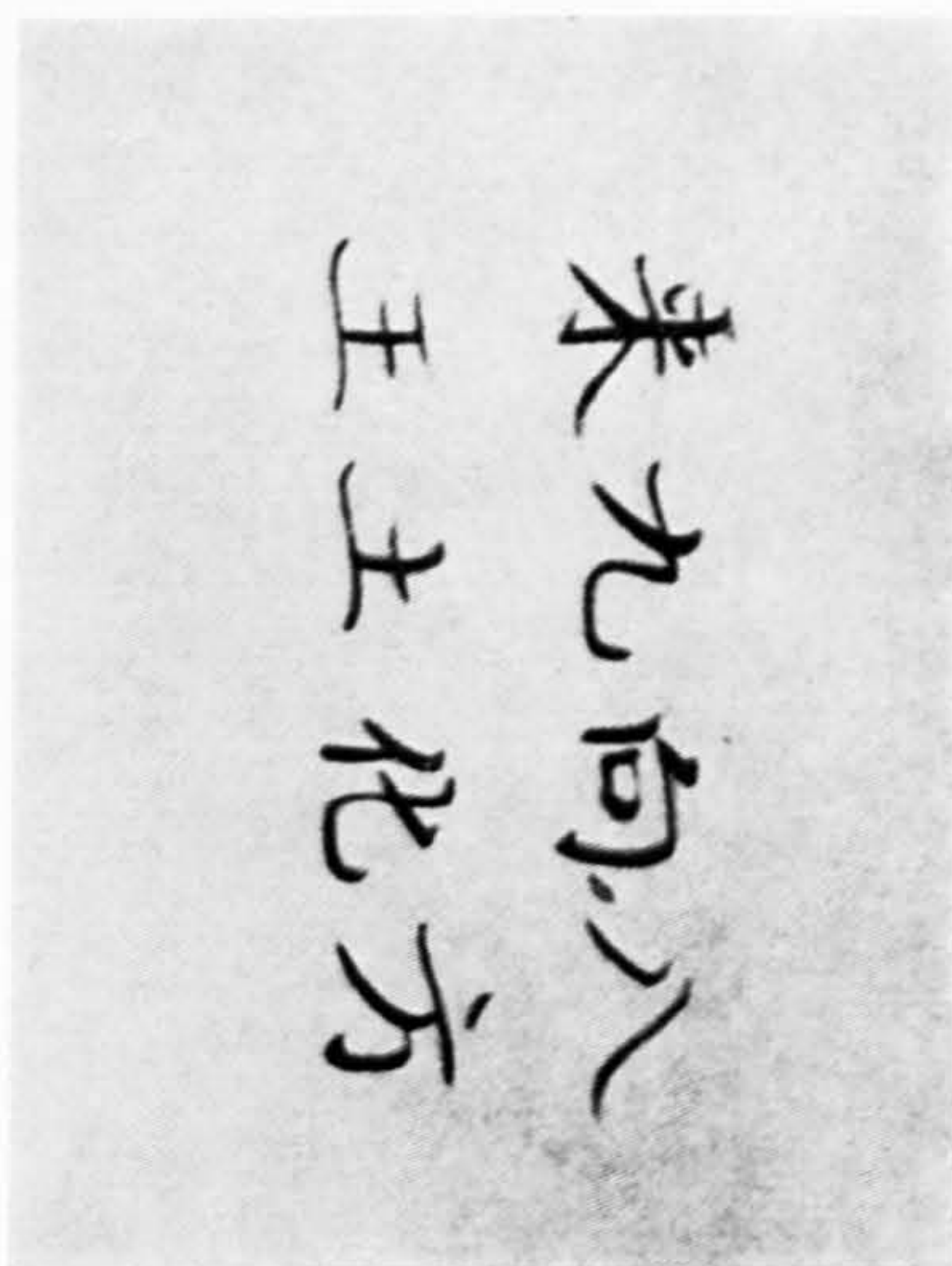
Lors de l'arrivée en Chine de la fameuse ambassade de lord Macartney en 1792, les Anglais furent surpris du nombre et de l'importance des pendules à grande complication qu'ils y rencontrèrent dans les palais impériaux.



L'automate écrivain-dessinateur Jaquet-Droz - H. Maillardet
contenu dans une pendule de Williamson, Londres,
retrouvée à Pékin par M. S. Harcourt-Smith



L'automate Jaquet-Droz - H. Maillardet de Pékin
et l'inscription qu'il trace



Les caractères retrouvés par F. Louis Perrot,
identiques à ceux que trace l'automate du Musée de Pékin

En 1918, F.-Louis Perrot de Chambésy (l'un des auteurs avec Charles Perregaux du livre : *Les Jaquet-Droz et Leschot*) a fait connaître toute une série de dessins originaux tracés par un automate, parmi lesquels des portraits du roi d'Angleterre¹. L'une des inscriptions qui les accompagnaient indique clairement qu'il s'agissait d'un cadeau destiné à être présenté par l'ambassade, car son sens est très rapproché de l'adresse lue par lord Macartney à l'empereur de Chine. Un retard ou un accident aura fait décider d'offrir ce présent à une autre occasion.

D'autre part, un imprimé daté de 1810, mais qui se rapporte aux années 1804 ou 1806, indique au sujet de la maison James Cox de Canton : « C'est dans cette maison qu'on a vu un automate écrire, en plusieurs caractères, le nom de l'empereur de Chine. »

A Pékin même, nous avons rencontré la mention de deux automates écrivant ou plutôt dessinant des adresses à l'empereur, dont l'un était l'œuvre d'un lazariste, le F. Charles Paris, horloger et machiniste à la cour de Pékin. Celui-ci s'en était-il inspiré ? écrivions-nous dans *La montre « chinoise »*, c'est assez probable.

Dans les années 1932-1933, un jeune secrétaire d'ambassade anglais à Pékin, M. S. Harcourt-Smith (devenu depuis un de nos amis) a pu mettre sur pied un ouvrage très bien illustré, portant le titre que nous traduisons : *Un catalogue de pendules, de montres, d'automates et d'autres objets divers datant du XVIII^e siècle... se trouvant dans le Muséum du Palais et dans le Wu Ying Tien, de Pékin.*

Avec une patience et une persévérance remarquables, il parvint à obtenir l'entrée à presque toute heure et même les clefs de ces deux musées, ce qui lui permit de donner dans ce livre une cinquantaine d'images, toutes accompagnées de descriptions, sans compter celle de centaines d'autres dont il indique plus ou moins en détail les caractéristiques. A son avis, le tout ne représenterait qu'un sixième au plus des richesses qui existaient jadis dans les palais impériaux chinois.

Parmi ces pièces, nous en avons retrouvé plusieurs qui furent incontestablement l'œuvre de la société Cox-Jaquet-Droz, dont elles avaient toutes les caractéristiques (notamment des flacons à parfum et des cages-oiseau), tandis que les mécanismes de beaucoup d'autres furent certainement exécutés par elle : pendules compliquées dans un goût faussement chinois, la plupart à musique, souvent parées d'ornements compliqués et parfois d'automates.

¹ Ils furent reproduits, en 1928, dans Alfred CHAPUIS et Ed. GÉLIS, *Le monde des automates*, t. II, p. 249-253.

L'une d'elles, passablement postérieure, représente un escamoteur : œuvre d'un Louis Rochat de la vallée de Joux¹.

Une série de pendules compliquées, de caractère bien anglais dans leurs chinoiseries, portent la signature de Williamson, London, et sont toutes attribuables à Timothy Williamson, signalé entre 1769 et 1788. Ce sont des pendules à musique pour la plupart, certaines brillamment ornementées de bronzes et d'émaux, souvent compliquées d'automates.

Or, l'une de ces pièces contient dans sa partie inférieure, et au-dessus d'une table de style Louis XV, un automate dessinateur assez petit puisqu'il n'a guère que trente centimètres de haut.

Nous l'avons reproduit dans *Les Automates*, mais sans pouvoir spécifier s'il s'agissait d'une œuvre de Williamson ou des Jaquet-Droz, ou encore d'Henry Maillardet, leur associé, qui paraît bien avoir pris la plus grande part dans ces créations nouvelles.

D'autre part, Brewster dans son *Encyclopédie d'Edimbourg*, en 1812 précisément écrit, à l'article « Androïde » :

Maillardet a exécuté un automate qui écrit et dessine. La figure est celle d'un enfant agenouillé sur un genou (*sic*) et tenant un pinceau à la main. Quand elle commence à travailler, on lui trempe son pinceau dans l'encre et on ajuste une feuille à dessiner sur une table de bronze. Lorsqu'on touche un ressort, la figure se met à écrire et quand la ligne est finie, sa main vient recommencer les lettres nécessaires. Elle exécute ainsi quatre belles pièces d'écriture française et anglaise et trois paysages dans l'espace d'une heure environ. »

Ce texte semble bien se rapporter à un automate pareil à celui que nous reproduisons. D'autre part, la similitude des deux tables de bronze (celle sur laquelle il écrit et celle qui soutient l'édifice) indique bien que Williamson fut mêlé à la naissance de cet androïde.

La récente visite à Neuchâtel de M. S. Harcourt-Smith a mis le point final à nos incertitudes. En voyant au Musée, dans le cadre qui les contient, un des spécimens d'écriture retrouvés par F.-L. Perrot, M. Harcourt-Smith s'est écrié : « Eh ! ce sont les caractères tracés par l'automate du musée de Pékin ! » Cette inscription exécutée en huit élégants caractères chinois signifie (traduction libre) : « Les huit parties du monde et les neuf continents rendent hommage à l'empereur de Chine ! » Les caractères sont quelque peu différents, mais le sens est absolument pareil.

¹ CHAPUIS-DROZ, *Les Automates*, p. 260, fig. 311.

On sait qu'un autre automate dessinateur, signé Maillardet, se trouve au Musée Research de Philadelphie. C'était celui qui avait figuré à l'exposition de Londres, en 1826¹. Ces deux automates dessi-

*En foy de quoy les Parties contractantes ont signé
et scellé le présent Traité en présence de deux Témoins.*

Ab: H. J. Favre,
James Cox

Témoins.

Henry Louis Jaquet-Droz
Henry Maillardet

Signatures de James Cox, d'H. L. Jaquet-Droz et d'Henry Maillardet, à Londres,
au bas d'un contrat, en 1783.

nateurs correspondent bien aux deux ébauches de tels automates mentionnées dans les inventaires Jaquet-Droz-Maillardet de 1787.

L'automate de Pékin que nous reproduisons est donc bien sorti des ateliers Jaquet-Droz-Maillardet.

Voilà donc résolu le problème des androïdes Jaquet-Droz et de ce que l'on a appelé leurs « répliques » qui sont, on le voit, des automates inspirés des premiers, mais quelque peu différents.

Alfred CHAPUIS.

¹ Alfred CHAPUIS, *Nouveaux documents sur les automates Jaquet-Droz et Maillardet*, dans *Musée neuchâtelois*, 1951, p. 33.

CHRONIQUE

Commémoration du tricentenaire de l'établissement de la mairie de la Chaux-de-Fonds, 1^{er} décembre 1956

Comme il n'était pas nécessaire de remonter aux Romains, ni même aux Croisades, qu'on pouvait ignorer la dent de mammouth du Valanvron ainsi que le crâne plusieurs fois millénaire de la combe du Pélard, la tâche imposée au professeur Louis-Edouard Roulet, d'écrire l'histoire de la naissance de la commune de la Chaux-de-Fonds paraissait relativement facile et brève !

Que sont trois siècles comparés à la nuit des temps dont s'enorgueillissent la plupart des villes suisses ? Et pourtant « ce petit travail » qui ne devait pas dépasser quarante à cinquante feuillets est devenu un volume de trois cents pages bien remplies. On doit féliciter le Conseil communal de la Chaux-de-Fonds, d'avoir préféré marquer ce tricentenaire par une publication de cette qualité et de cette importance, plutôt que d'organiser les réjouissances habituelles coûteuses et passagères que sont les cortèges, banquets et autres manifestations d'usage.

La cérémonie officielle s'est déroulée très simplement le samedi 1^{er} décembre 1956. Le Conseil général siégeait à cette occasion à l'aula du collège primaire afin de permettre aux invités et au public d'assister à cette séance. Le président de cette autorité, M. Albert Haller, salua l'assistance, notamment la délégation du Conseil d'Etat, soit le président, M. Gaston Clottu, accompagné de MM. Guinand et Sandoz, puis M. Gaston Schelling, président de la ville, situa la journée, relevant brièvement les heurs et malheurs du village, puis de la ville au cours des âges. Les représentants des partis politiques vinrent dire leur profond attachement à la cité, tout en soulignant discrètement ce que celle-ci leur doit. Enfin, M. Clottu apporta les vœux et félicitations du Conseil d'Etat.

Pour terminer, M. le professeur Roulet, dans une captivante causerie, commenta brièvement le livre qu'il vient de terminer, tandis que les premiers exemplaires circulaient parmi les autorités, et recueillaient l'admiration de tous ceux qui avaient le privilège de les feuilleter.

Une collation réunit autorités et invités à l'hôtel de Paris jusqu'à l'ouverture de la séance populaire organisée par les sociétés locales dans la salle de « Musica ». MM. Clottu et Schelling y prirent encore la parole, puis les grandes sociétés de la ville vinrent jouer et chanter sur le podium. La soirée s'est terminée par l'hymne neuchâtelois de Warnery, que seuls les « déjà vieux » connaissent encore.

A minuit, les cloches de toutes les églises annonçaient à la population que leur cité entrait dans sa 301^e année. Le lendemain, un dimanche, les cultes de toutes les confessions étaient consacrés à la cité.

F.

BIBLIOGRAPHIE

Louis-Edouard Roulet, *L'établissement de la mairie de La Chaux-de-Fonds en 1656. Visage et vertu d'une communauté naissante du haut Jura*. Etude et documents publiés sous les auspices du Conseil communal de La Chaux-de-Fonds à l'occasion de la commémoration du troisième centenaire de cet événement en 1956. Un volume de 351 pages, avec portraits, plans, illustrations et fac-similés.

Dans la longue série des juridictions qui, sous les noms de mairies et de châtelainies, se partageaient autrefois le territoire neuchâtelois, la Chaux-de-Fonds occupa longtemps la dernière place dans l'ordre chronologique. Sa naissance se situait trente-deux ans après celle de la mairie de la Chaux-des-Taillères et cent septante-six ans avant celle des Ponts-de-Martel. Mais quand cette dernière fut instituée, en 1832, d'autres mairies étaient supprimées.

On peut se demander pourquoi la Chaux-de-Fonds ne fut pas plus tôt élevée au rang de mairie et mise en possession d'une organisation communale. La plupart des localités se sont organisées au cours des ans et suivant les nécessités, sans qu'il y eût à l'origine une décision souveraine. Quelles ont été les raisons, ou les causes, qui ont laissé la Chaux-de-Fonds pendant plusieurs siècles dans la situation d'une parente pauvre de la seigneurie de Valangin? Je crois qu'il faut les attribuer au fait que son territoire a été défriché et colonisé par des gens venus du Val-de-Ruz. Le seigneur de Valangin a cherché à favoriser le peuplement de ses Montagnes : en 1363, il a donné des franchises à la Sagne, et neuf ans plus tard à ses francs habergeants des vallées de la Sagne et du Locle. Les habitants de ces vallées et ceux qui viendraient s'y établir par la suite étaient mis au bénéfice d'avantages sociaux et économiques, mais le territoire où s'appliquaient ces franchises se limitait, à l'est, à une ligne allant de la Sombaille à la Roche de la Corbatière. Est-ce à dire que tous les habitants du Clos de la franchise se trouvaient sur un pied d'égalité? Je n'en suis pas certain. Dans la faveur accordée en 1363 à la Sagne, il est bien spécifié qu'elle ne s'étend pas aux hommes du Val-de-Ruz. La raison de cette exception est simple. Le seigneur de Valangin ne tient pas à ce qu'un trop grand nombre de ses sujets abandonnent leurs terres du Val-de-Ruz pour les Montagnes. Il n'agira pas autrement à l'égard des habitants de la Chaux-de-Fonds à raison de leur origine. Et c'est ainsi que le territoire de la future mairie, inséré entre le Clos de la franchise et les terres de l'évêque de Bâle, demeurera pendant des siècles comme un prolongement de la mairie de Valangin et une dépendance de la paroisse de Fontaines.

Au cours du XV^e siècle et surtout dans le suivant, des francs habergeants du Locle et de la Sagne se fixèrent à demeure à la Chaux-de-Fonds tout en restant paroissiens et justiciables de leur lieu d'origine. Cette situation se modifia dès le jour où leur nouvelle résidence eut sa chapelle et devint paroisse au milieu du XVI^e siècle. La dépendance de Valangin seule subsistait, mais elle n'en paraissait que plus lourde. On trouvait le siège de la juridiction bien

éloigné et difficile à atteindre par le mauvais temps. Une première faveur fut accordée aux habitants à la fin du XVI^e siècle. Désormais ils dépendront de la juridiction la plus proche, puis on rattacha leur territoire, partie au Locle, partie à la Sagne. Cette mesure fut loin de satisfaire chacun, et le désir qu'avait la population d'être organisée en commune et de posséder le siège d'une cour de justice s'affirma de plus en plus au cours des années. Le succès vint couronner ses efforts en 1656.

Exposer les différentes étapes du chemin parcouru et montrer à la suite de quelles démarches et sous l'influence de quel personnage le résultat fut obtenu, telle fut la tâche que s'est assignée M. Louis-Edouard Roulet en écrivant le beau volume dont le titre figure en tête de ces lignes. L'auteur a compris avec raison que l'érection de la mairie ne devait pas être envisagée comme un fait local, d'une importance secondaire, mais que, pour la compréhension de l'événement, il fallait élargir le problème et considérer la situation politique générale du pays. M. Roulet a commencé par donner un tableau de la seigneurie de Valangin et parlé de ses premiers maîtres à l'époque où la Chaux-de-Fonds entre dans l'histoire, il y a de cela six siècles. Elle est désignée sous la forme *Chaz de Fonz*. Quel est le sens de cette appellation ? Plusieurs savants ont tenté de l'expliquer, mais il faut reconnaître qu'aucune réponse satisfaisante n'a encore été donnée. Quoi qu'il en soit de l'incertitude où nous sommes quant au toponyme *Chaz de Fonz*, il est plus important de constater que l'agglomération désignée ainsi est viable, qu'elle se développera lentement d'abord, puis à une allure toujours plus rapide au point de devenir la ville que nous connaissons. Ses habitants prennent conscience de son importance relative au moment où Henri II de Longueville est prince de Neuchâtel. Il est préoccupé par les visées à l'indépendance et à l'autonomie que manifeste la bourgeoisie de Neuchâtel. Il sent le besoin d'affermir son autorité, et il ne peut le faire qu'en s'appuyant sur le reste du pays. Il a la main heureuse dans le choix d'un gouverneur de la principauté en 1645. Maréchal de camp au service de France, Jacques d'Estavayer-Mollondin, ou plus communément de Stavay-Mollondin, alliait aux qualités d'un homme d'Etat un sens aigu de la diplomatie. Renonçant à poursuivre une carrière militaire, il s'établit au pays pour se vouer à l'administration de la terre qui lui est confiée.

M. Roulet insiste avec raison sur la valeur de cet homme et sur le rôle qu'il a joué dans la décision prise par Henri II de Longueville. Stavay-Mollondin étudia très soigneusement le problème posé par trois requêtes émanant de la Chaux-de-Fonds. Il se documenta sur l'évolution historique de la localité, puis rédigea, ou fit rédiger, un mémoire à l'adresse de son prince. L'examen auquel il s'est livré lui montre que les arguments avancés sont tous favorables à l'érection de la mairie, que celle-ci sera à l'avantage du prince aussi bien qu'à celui de la localité et de ses habitants.

L'acte par lequel est créée la mairie de la Chaux-de-Fonds date du 2 décembre 1656, à Rouen. Henri II de Longueville non seulement accorde l'institution d'une cour de justice, mais il donne aussi aux habitants l'autorisation de s'organiser en commune, puis il leur concède une troisième foire et un marché hebdomadaire.

Quelques jours plus tard, le premier maire de la Chaux-de-Fonds est désigné. Le choix du prince se porte sur Abraham Robert, notaire, qui, depuis 1648 exerce les fonctions de secrétaire du Conseil d'Etat. Il aura pour tâche principale de présider la cour de justice et de veiller aux destinées de la communauté. La cour de justice comprenait, outre le maire, un lieutenant et douze justiciers (et non pas onze comme l'écrit M. Roulet aux pages 106 et 124). L'expédition des affaires était confiée à un greffier et à un sautier.

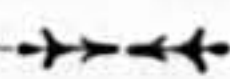
A la tête de la communauté naissante on avait placé une administration compliquée. On distinguait une communauté représentative privée, composée du maire, du lieutenant, des douze justiciers et du premier gouverneur de la commune. Elle étudiait les objets à soumettre à la communauté représentative spéciale, dont faisaient partie les personnes mentionnées ci-dessus et les vingt conseillers de commune.

Le statut de la Chaux-de-Fonds était désormais fixé pour longtemps, aussi M. Roulet, estimant sa tâche terminée, arrête-t-il son étude au moment où la mairie et la commune vont vivre de leur vie propre. Mais il ne le fait pas sans offrir à ses lecteurs de nombreux documents qui étayent ou précisent son exposé. L'un d'entre eux, et de beaucoup le plus important, est intitulé : *Ordonnances souveraines de Monseigneur le gouverneur de Mollondin au nom de Son Altesse pour le nouveau établissement de La Chaux de Fonds.*

Ces ordonnances sont constituées par un ensemble de mesures relatives aux attributions du maire et des autres membres de la cour de justice, par des règlements pour l'administration de la justice ainsi que pour la commune. Elles sont une source documentaire précieuse à consulter et que l'on ne retrouve pas dans d'autres juridictions. Le plus souvent, les mairies et les communes étaient administrées selon la pratique admise et selon la coutume.

L'histoire de *L'établissement de la mairie de La Chaux-de-Fonds* fait honneur à celui qui l'a rédigée. Grâce à ses patientes recherches nous assistons à la naissance et au développement d'une localité, nous entrons dans l'organisation d'une mairie et d'une communauté d'autrefois. Elle forme un volume d'une excellente tenue typographique, superbement illustré de planches en couleurs. Que M. Roulet, l'Imprimerie coopérative à la Chaux-de-Fonds, la maison Charles Guggisberg, à la Chaux-de-Fonds également, en soient félicités.

Léon MONTANDON.



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

La bibliographie neuchâteloise s'est enrichie ces dernières années de trois monographies consacrées à deux localités et à la vie religieuse de la plus grande ville du canton. J'ai cité Saint-Blaise, Savagnier et la Chaux-de-Fonds.

Saint-Blaise. — Le 3 février dernier, Saint-Blaise a consacré cette journée au saint qui a donné son nom au village. Une même cérémonie avait eu lieu les deux années précédentes. A cette occasion le Dr Olivier Clottu fit paraître une *Histoire de Saint-Blaise*, dont trois cahiers à pagination continue ont paru. Le premier est consacré à la vie religieuse, le deuxième aux temps préhistoriques, à la formation et à l'extension du village et à la commune, tandis que l'on trouve dans le troisième l'historique des anciennes communes de Voëns et de Malley ainsi qu'un aperçu de la vie économique et des détails pittoresques et précieux sur de vieilles maisons. A la lecture de ces trois brochures on se rend compte immédiatement que l'auteur aime son village, qu'il le connaît bien dans son passé et son présent, qu'il a étudié ses familles et leurs armoiries, qu'il a pénétré dans toutes les maisons et qu'il a su voir ce qu'elles ont conservé de beau. Il est dessinateur, et son beau talent lui a permis de rehausser son texte d'une illustration judicieuse et bien venue.

Deux remarques me sont venues à l'esprit en lisant cette *Histoire de Saint-Blaise*. A page 6, le Dr Clottu donne l'inventaire dressé en 1511 des objets liturgiques de l'église. Il a tiré cet inventaire du *Musée historique de Neuchâtel et Valangin* publié par Matile, mais pourquoi ne l'a-t-il pas donné au complet, et surtout pourquoi n'a-t-il pas consulté le document original. Il n'aurait pas commis la faute de parler des reliques de saint Théodore alors qu'il s'agissait de saint Théodule.

A page 59, on peut lire que le châtelain de Thielle était en même temps maire de Saint-Blaise et qu'à ce titre il « présidait la cour de justice aussi bien criminelle que civile ». Est-ce bien exact ? Sous l'ancien régime, la justice criminelle était rendue à Neuchâtel et à Valangin, puis aux sièges des principaux fiefs : Colombier, Gorgier, Vaumarcus, Travers, et dans les châtelainies : Thielle, le Landeron, Boudry et Môtiers pour le Val-de-Travers. La cour de justice criminelle siégeait à Saint-Blaise, il est vrai, mais celui qui la présidait devait être le châtelain de Thielle et non le maire de Saint-Blaise.

Savagnier. — L'histoire de ce village a déjà été racontée par Louis Perrin et publiée dans le *Musée neuchâtelois* en 1900 et 1901. La brochure qu'on en tira est épuisée, ce qui incita les autorités locales à faire appel à M. Maurice Jeanneret et à lui demander de rédiger un nouveau texte qui serait étendu jusqu'à ces dernières années. Cette nouvelle monographie est avant tout destinée à être remise aux jeunes gens du village au moment où ils atteignent leur vingtième année. M. Jeanneret a répondu à l'appel des autorités de Savagnier, et à l'aide de patientes recherches dans les archives locales il a dressé un tableau,

forcément concis, mais fidèle du passé du village. Son étude a fait l'objet d'une élégante brochure éditée par la Baconnière¹.

L'auteur me permettra quelques remarques. Il a cité, à titre de légende il est vrai, les noms de quatre châteaux : la Sallette à Saules, Baccontour à Savagnier, Batoncourt à Saint-Martin et Hocquincourt à Villiers. N'eût-il pas été préférable de les laisser dans l'oubli ? Je rappellerai qu'il a été fait bonne justice de ces châteaux dans notre revue il y a quelques années². René de Challant est mort en 1565 ; il lui était donc difficile d'intervenir en 1566 en faveur du pasteur de Dombresson (p. 13). Parmi les familles de Savagnier il en est une dont le nom s'écrit Vuillomenet et non Vuillomenet selon la graphie employée par M. Jeanneret.

Savagnier a de très belles armoiries. De quand datent-elles et d'où viennent-elles ? La brochure nous apprend qu'elles ont été fixées définitivement en 1888, d'après un dessin du *Wappenkabinet* de Berlin (p. 6), et plus loin (p. 11), l'auteur écrit, après avoir signalé l'extinction de la famille noble de Savagnier, vers 1340 : « On prétend que la commune s'appropriâ alors ses belles armoiries au lion d'or sur fond d'azur ». Ces deux renseignements soulèvent bien des objections. Quel est ce *Wappenkabinet* de Berlin, quelle est son autorité et comment pouvait-il connaître des armoiries dont le village intéressé ignorait l'existence ? D'autre part, on ne sait rien des armoiries de la famille noble de Savagnier. Tout au plus, Jean de Pury a-t-il émis l'hypothèse que le lion pouvait provenir de celles-ci.

Je voudrais, à mon tour, proposer une hypothèse. Un certain nombre d'auberges à l'enseigne du lion d'or existaient autrefois dans le canton : à Valangin, à Coffrane, aux Brenets, à Marin, à Boudry (où l'on trouve encore un hôtel de ce nom), à Auvernier, à Neuchâtel, à Buttes, aux Hauts-Geneveys, à Couvet, à la Brévine et à la Chaux-de-Fonds. Est-il téméraire de penser que Maurice Tripet, qui fut le conseiller de plusieurs communes en 1888 dans le choix de leurs armoiries, ait songé à doter Savagnier d'un lion d'or, tel qu'on pouvait le voir sur une enseigne des Hauts-Geneveys, par exemple. Mais, pour donner plus de poids à sa proposition, il aurait fait intervenir un hypothétique *Wappenkabinet* de Berlin³.

La Chaux-de-Fonds. — Est-il indiscret de demander à M. le pasteur Edouard Urech ce qu'il entend sous le vocable église. Est-ce la communauté des croyants ou l'édifice dans lequel se célèbre le culte ? Je pose la question parce que cet auteur a publié en 1955 et 1956 deux brochures intitulées : *Histoire*

¹ Maurice JEANNERET, *La Commune du Grand et du Petit Savagnier des origines à nos jours*, Neuchâtel (1956).

² A. PIAGET et J. LOZERON, *Le château de Batoncourt*, dans *Musée neuchâtelois*, 1938.

³ Cf. *Les enseignes d'auberge du canton de Neuchâtel*, par L. REUTTER, architecte, avec une notice par A. Bachelin. Ouvrage publié par la Société cantonale d'histoire. Neuchâtel, 1886. Bachelin, qui n'avait aucune notion d'héraldique, a décrit plusieurs lions figurant sur ces enseignes. Ainsi, aux Brenets, « lion folâtre, gambadant sur ses pattes de derrière », à Marin, « lion rural, s'il en fut », aux Hauts-Geneveys, l'enseigne est suspendue à une « potence formée de rinceaux déliés, d'un très beau style, le lion peint sur une plaque carrée y danse d'une manière fort comique, il est vrai, mais indigne du roi des animaux ». Cette dernière a été reproduite par L. Reutter, mais le dessin en est si mauvais qu'on ne peut assurer que ce lion « dansant » ait servi de modèle aux armoiries de Savagnier.

de l'église de La Chaux-de-Fonds. *Récits, documents et notes*. La première contient trois études : *Les cloches du Grand Temple. Les origines de l'Ecole communale. La querelle des sachets (1775-1782)*. Dans la seconde nous trouvons : *La devise de La Chaux-de-Fonds. Les horloges de la tour du Grand Temple. La Cure. Les bancs du temple*.

On conviendra que nous sommes loin d'une histoire de la vie religieuse à la Chaux-de-Fonds, et même de celle de la construction et des agrandissements du temple, de sa destruction dans l'incendie de 1794, de sa reconstruction, puis du nouvel incendie qui le consuma en 1919. M. Urech a eu, à mon avis, tort de choisir un titre trop prometteur, alors que son propos se limitait à nous apporter quelques contributions se rapportant à l'assemblée des fidèles ou à l'édifice où ils se réunissent. Elles ne manquent d'ailleurs pas d'intérêt et le lecteur y trouve du plaisir à suivre l'auteur quand il parle de l'école, des horloges ou des cloches, par exemple. On y lira notamment ce renseignement, que je crois inédit, que Pierre Jaquet-Droz avait inventé, en 1773, un dispositif permettant à un seul homme d'actionner simultanément trois marteaux frappant chacun sur une des cloches de la tour de l'église.

Les études de M. Urech inspirent confiance parce que basées sur des recherches approfondies dans les archives de la Chaux-de-Fonds et parce qu'il a le désir très vif de donner à son lecteur une image fidèle de quelques-uns des problèmes qui préoccupèrent la population et les autorités dans les siècles passés. Il prend malheureusement plus de libertés lorsqu'il sort du domaine qu'il étudie. Ainsi, il n'hésite pas à qualifier Philippe de Hochberg du titre de prince de Neuchâtel, tandis que Jacques de Stavay-Mollondin fut un gouverneur du comté en 1645 et le petit-fils d'un autre gouverneur, mais de la *principauté*, un demi-siècle plus tôt. Faut-il rappeler que c'est Henri II d'Orléans-Longueville qui, le premier, porta le titre de prince de Neuchâtel à partir du milieu du XVII^e siècle.

LÉON MONTANDON.





Les papiers peints de la Cibourg

A gauche : Orphée ou la Muse de la Musique ; à droite : Scylla repoussée par Minos

LES PAPIERS PEINTS DE LA CIBOURG

La route qui conduit de la Chaux-de-Fonds dans le val de Saint-Imier passe par un large seuil presque plat, la Cibourg. Au moment de le franchir, on observe à sa gauche un court chemin ombragé qui aboutit à trois immeubles groupés. L'un est une belle et assez vaste ferme jurassienne au grand toit à deux pans, le deuxième une haute maison de maîtres, de type jurassien aussi, le troisième une simple dépendance.

Si, entrant dans la ferme, l'on est admis à monter à l'étage et à entrer dans la « belle chambre », une surprise extraordinaire vous attend. Ce n'est point là la pièce boisée rustique qu'on croyait découvrir, mais un salon d'une élégance de grand style, complètement recouvert de papiers décorés. Le plafond simule un « caissonnement » à petits hexagones renfermant une rosace et séparés par de menus losanges. Les murs portent des panneaux, encadrés de pilastres richement fleuris de roses écarlates et à bases et chapiteaux ioniques. Les panneaux eux-mêmes, au nombre de trois sur la paroi du fond et de quatre sur chacune des parois latérales, entourés d'une bordure colorée de roses, arrondie au sommet, portent en grisaille une base oblongue à ornements circulaires dont celui du centre renferme une lyre, un centre en forme de rectangle dressé contenant un sujet mythologique, puis un bandeau comme à la base, enfin, dans un demi-cintre, des personnages allégoriques. Une mince frise court au-dessus de tous les panneaux, faite de palmettes encadrées en cœur, alternant avec des motifs géométriques.

Des portes, latérales, ne se révèlent à l'observation attentive que par des gonds, des poignées à boutons et des entrées de serrure presque invisibles.

N'étaient les deux fenêtres larges ouvertes sur les montagnes d'en face, Chasseral, Bec-à-l'Oiseau, mont des Convers, toute ambiance de l'âpre Jura serait abolie. Dans quel pays enchanté se trouve-t-on transporté, à quelle époque de rêve ? Serait-ce ici la pièce d'apparat du château du *Grand Meaulnes* ?

* * *

En réalité, nous sommes chez Charles-François Robert, fils de Samuel, né en 1769 et décédé en 1813. Un arbre généalogique et un acte de famille ont permis à une descendante, M^{lle} M. Schætzl, docteur

en médecine à Genève, d'établir qu'il était de la branche des Robert issue d'une des dix-neuf familles de communiers de la Sagne et du Locle devenus, premiers des Montagnes, bourgeois de Valangin, par acte daté du 26 octobre 1502 de Claude d'Arberg, seigneur de Valangin. L'ancêtre était Othenin, maire du Locle en 1506, et c'est au XVI^e siècle que des descendants d'Othenin s'établirent à la Cibourg sur Renan. En 1590, Jacques, fils de Nicolas, fait partie de la communauté des Montagnes et de la paroisse de Saint-Imier en Erguel.

Charles-François Robert, négociant en vins, était souvent appelé à voyager en France pour ses affaires, et c'est de ce pays qu'il rapporta les papiers peints qu'il fit poser à la Cibourg. Comme il avait épousé, en 1793, Eléonore Humbert-Droz, de Renan, il est permis de supposer que c'est vers cette date, et pour sa jeune femme, qu'il aménagea ce salon.

* * *

M^{lle} Schætzl a appris de M. Henri Clousot, qu'elle rencontra en 1931, à Paris, au Musée Galliera, dont il était le conservateur, de quelle manufacture sortaient ces papiers peints. Il s'agit d'une fabrique renommée, celle d'Arthur et Grenard, qui avait succédé à Arthur, quai Conti, et était qualifiée, en 1777, d'« une des plus anciennes et plus considérables de la capitale ».

M. Henri Clousot a consacré plusieurs études aux papiers peints et aux toiles peintes. Dans son petit ouvrage illustré intitulé *Le papier peint en France du XVII^e au XIX^e siècle* (Paris, Les éditions G. Van Oest, 1931), il esquisse un historique de cette industrie, d'origine française, et nous explique qu'elle est née du besoin de remplacer un produit coûteux — soierie d'ameublement ou tapisserie de haute lisse — par un équivalent à bon marché. Ce qui n'est pas pour nous surprendre, puisque nous connaissons, en ce qui concerne le mobilier d'autrefois dans plusieurs cantons alémaniques, un cas analogue : les coffres, armoires, lits, traîneaux, etc., en bois dur, sculptés ou marquetés, que seuls pouvaient s'offrir les patriciens et les bourgeois aisés ont, pour les paysans, leurs équivalents en simple sapin, mais recouverts de motifs peints qui leur conféraient, à moindres frais, un aspect de richesse et de beauté.

Très modestes à l'origine, soit dès la fin du XVI^e siècle, ces papiers français décoraient des chambres d'artisans, des garde-robes ou des intérieurs d'armoire. Les fabricants se nommaient *dominotiers* et leurs dessins

étaient rudimentaires : damiers, rayures, fleurettes gravés au trait et enluminés de détrempe.

Mais au XVIII^e siècle le papier peint devient un article de mode. Il arrive à un grand degré de perfection et d'agrément et les manufactures se multiplient, à Paris d'abord, puis en province. Les « belles sortes » sont de bon style et ont pour auteurs de véritables artistes. Elles se posent de plus en plus dans les petites pièces intimes et confortables qui ont succédé aux grands appartements d'apparat. Des noms de fabricants deviennent célèbres : il y a la dynastie des Papillon, il y a Jean-Baptiste Réveillon¹, puis Arthur fils qui s'associe à Grenard, et quarante autres.

La Révolution fait alors des dégâts. La « manufacture royale » de Réveillon est saccagée par la populace et ses avoirs anéantis ; Arthur, Grenard, et d'autres du métier, vont à l'échafaud avec Robespierre ; ceux qui survivent traitent de sujets populaires : cocardes tricolores, bonnets phrygiens, arbres de liberté, autels de la Patrie, Brutus et Bara, Liberté, Égalité, Tables des droits de l'homme, etc.

Cependant, avec le Consulat et l'Empire, le papier peint entre dans une ère de prospérité sans précédent. On imite de plus en plus les tissus ou les bois de prix. Les décorations architecturales, les dieux et déesses de l'antiquité reviennent à la mode. C'est l'époque des Jaquemart, Bénard, Robert, Simon, Jourdan, Villard. On traite aussi de sujets actuels, la *Bataille d'Austerlitz*, les *Sauvages de la mer Pacifique*, ou ces *Scènes du Brésil* qu'avait acquises Fritz Courvoisier pour sa demeure de la Chaux-de-Fonds et qu'on a transférées, pour éviter leur destruction, à la Maison des Jeunes de cette ville. Des manufactures s'établissent dans toutes les grandes villes de France, et les indienneurs de Mulhouse dotent un établissement à Rixheim, dont le chef, Zuber, obtient une médaille d'argent pour son tableau-tenture des *Vues de Suisse*, par Mongin, dont un exemplaire se trouve dans une maison de Giez sur Grandson.

Dès 1830, la fabrication mécanisée du papier peint vulgarise et déprécie le bel art des Papillon, Réveillon, Arthur, Dufour, Zuber et de tant d'autres. Mais il renaît de nos jours, et particulièrement en Suisse romande. Preuve en soit la publication récente *Papiers peints, vie heureuse*, de la Maison F. Genoud S. A., à Lausanne.

* * *

¹ Il existe encore des papiers de Réveillon dans la maison du Tilleul, à Saint-Blaise.

Il nous faut revenir aux panneaux de papiers peints de la Cibourg pour en examiner le nombre, la disposition et la signification.

Ils sont onze, quatre, nous l'avons dit, sur chacune des parois latérales, et trois sur celle du fond. Mais ils ne sont pas tous différents, puisque l'un se retrouve trois fois, trois deux fois, et que deux seulement sont uniques.

Si, partant de la fenêtre, nous les numérotons dans l'ordre, nous aurons sur chacune des parois latérales les N^{os} 1, 2, 3, 4, et sur celle du fond, en partant de la gauche : 1, 5, 6.

Le triple N^o 1 a pour sujet le *Sacrifice d'Iphigénie*, les doubles N^{os} 2, 3 et 4, ce sont : *Daphné transformée en laurier*, *Eurydice mordue par un serpent* et *Déjanire donnant à Lichas la tunique de Nessus* (mais pour ce dernier, un point d'interrogation s'impose); les 5 et 6 enfin portent *Orphée ou la muse de la Musique* et *Scylla repoussée par Minos*.

Mais quand on songe à la façon très libre et très personnelle qu'avaient les artistes du XVIII^e siècle d'interpréter les récits mythologiques de l'antiquité, on peut se demander, pour certains de nos panneaux, si les identifications sont bien exactes. M^{lle} Schætzl a fait à leur propos des recherches qui ont heureusement abouti pour cinq d'entre ces peintures. Elle a pu ainsi s'assurer que ces cinq tableaux sont des reproductions agrandies et tirées sur planches d'eaux-fortes gravées sur les dessins d'artistes réputés de l'époque, eaux-fortes qui illustrent deux ouvrages.

Le premier, ce sont *Les Métamorphoses d'Ovide*, en latin et en français de la traduction de l'abbé Banier, de l'Académie royale des inscriptions et belles-lettres, avec des explications historiques, parues à Paris chez Bailly, rue Saint-Honoré, barrière de Sergues, MDCCLXIX, avec approbation et privilège du roi.

On y trouve, tome IV, page 2, une eau-forte de Jean-Michel Moreau, dit le Jeune, gravée par Noël Le Mire, avec la légende : *Iphigénie est conduite à l'Autel pour être immolée, mais Diane apaisée par cette soumission met en place une biche*. C'est notre N^o 1.

Tome II, page 41, l'original du N^o 2, C. Monnet del., Baquoy sc. : *Daphné poursuivie par Apollon est changée en Laurier par son Père*.

Tome III, page 188, eau-forte de J.-M. Moreau le Jeune inv. L. Legrand sculp. : *Euridice courant sur l'herbe avec d'autres Nymphes est mordue d'un serpent au talon et en meurt* (N^o 3).

Tome III, page 1, eau-forte de Charles Eisen, gravée par Jean Massard : *Scylla est méprisée par Minos après lui avoir remis le Cheveu fatal à la destinée de la Ville de Mégare* (N^o 6).

Le deuxième ouvrage où a puisé M^{lle} Schætzl n'est autre que le *Dictionnaire de la Musique*, par J.-J. Rousseau, nouvelle édition revue et corrigée, Londres, M.DCC.LXVI. En frontispice se trouve une eau-forte de « J.-M. Moreau le Jeune Dessina.ter et Grav.er du Cabinet du Roi inv. et sculp., 1779 : *La Muse de la Musique et Orphée* ». Cette date de 1779 a de quoi nous surprendre, datant une illustration d'un ouvrage paru en 1766. Peut-être le *Dictionnaire de la Musique* a-t-il été édité par fascicules et la gravure du frontispice insérée une fois l'ouvrage terminé.

En outre M^{lle} Schætzl a relevé dans l'ouvrage de J.-F. Mahéroult, *L'Œuvre de Moreau le Jeune*, paru à Paris en 1880, les intéressantes indications suivantes : dans la *Collection des œuvres complètes de J.-J. Rousseau*, Londres (Bruxelles), 1774-1783, in-4, 12 volumes, la cinquième pièce gravée par Moreau est le frontispice du *Dictionnaire de la Musique*, et elle a été reproduite in-8 pour une autre édition des œuvres complètes de J.-J. Rousseau, parue à Paris chez Poinçot, 1788-1793, 39 tomes en 38 volumes, ainsi que, in-8 aussi, pour celle des œuvres de J.-J. Rousseau, Londres (Paris, Cazin, 1781), en 38 volumes.

Mahéroult analyse comme suit cette planche si souvent reproduite :

La Muse de la Musique est assise à droite auprès d'un autel, autour duquel est représenté le dieu Pan, composant une petite flûte avec des roseaux que lui apporte l'Amour. D'une main posée sur le globe terrestre, elle tient une plume avec laquelle elle vient d'écrire les notes d'un chant, et de l'autre main, elle soutient une lyre sur laquelle est posé un rossignol, emblème de la Mélodie. A gauche, l'ouverture d'une caverne où l'on aperçoit les cyclopes frappant en cadence sur une enclume. Au-dessus de la caverne et dans le fond, les animaux féroces, attirés par les accords de la lyre d'Orphée, quittent leurs forêts. Sur le soubassement de l'autel : J. M. Moreau le jeune, 1779, à la pointe.

Signalons enfin que le panneau de papier peint portant l'*Orphée* de Moreau le Jeune est reproduit dans l'ouvrage cité de Clouzot, planche XVI.

Si, pour les sujets 1, 2, 3, 5 et 6, M^{lle} Schætzl a repéré les originaux, pour le n° 4, ses recherches ont été vaines. Que représente-t-il ? Après avoir relu les *Métamorphoses* d'Ovide, nous pencherions pour *Déjanire remettant à Lichas la tunique de Nessus*. Les flammes que l'on distingue au fond pourraient être celles du bûcher sur l'Œta et le personnage figuré sur une colonne serait Hercule divinisé. Pourtant cette interprétation ne nous satisfait pas absolument. Nous la donnons comme provisoire jusqu'à preuve du contraire.

Or, cet ensemble est menacé d'anéantissement. La maison a changé de mains, et le nouveau propriétaire prévoit, nous dit-on, des transformations d'où le ravissant salon aux Métamorphoses serait banni. Serait-il possible de le sauver, de lui donner un autre asile ?

Il ne peut être question de simplement décoller les papiers posés depuis si longtemps. Avec les papiers, il faut prendre la boiserie qui les porte. Cela ne peut se faire qu'avec les soins les plus minutieux, et par des ouvriers qui soient en même temps des artistes. Il n'y a d'ailleurs là aucune impossibilité. Ce sera coûteux, mais dans des cas pareils, en ce moment, l'argent se trouve.

Mais où transférer, où reconstruire la chambre ? On a pensé d'abord au Musée historique de la Chaux-de-Fonds, dans lequel le conservateur a fait de très belles reconstitutions d'anciens intérieurs de la Montagne ; mais toute la place est prise, et là, il faut renoncer.

On pourrait songer à ce Musée de l'horlogerie que le Locle s'apprête à aménager dans le château des Monts. Mais, n'y aurait-il pas à regretter de placer si loin, à la périphérie du canton, un ouvrage d'art qui mériterait d'être plus à la portée d'un grand public ?

Tout de même, le château de Valangin est plus central, et ce serait un attrait nouveau d'importance pour le captivant musée régional que la Société d'histoire y a établi. Personne, croyons-nous, ne verrait à redire au fait que cet intérieur provient de terre bernoise. Celui qui l'avait installé était un Neuchâtelois, et d'ailleurs, le pays d'Erguel à notre frontière était peuplé de gens de chez nous. L'origine française de ces compositions ne serait pas non plus un obstacle : ne sont-elles pas devenues nôtres depuis cent soixante ans qu'elles séjournent dans notre Jura ? Certes, avant d'arriver à une solution, il y aura bien des choses à mettre au point. Avons-nous au château de Valangin le « cube » indispensable pour réédifier le salon de la Cibourg, trouvera-t-on les ressources nécessaires à un transfert sans dommages ?

Mais ne faut-il pas tout mettre en œuvre pour conserver à nos descendants ce remarquable témoin de l'art de l'habitation d'autrefois, venu jusqu'à nous dans un bel état de fraîcheur ? La France, nous dit-on, ne possède pas de musée de l'ancienne fabrication des papiers peints. Ce serait pour nous une raison de plus d'assurer la conservation de ceux-ci dans un de nos châteaux. Après les « indiennes » du château de Colombier, pourquoi pas les papiers peints de celui de Valangin ?

Maurice JEANNERET.

LE PASTEUR HENRY DE MERVEILLEUX (1662-1749)

(La période troublée de 1699 à 1704)

Dans la longue carrière du pasteur Henry de Merveilleux, les cinq années de son ministère à Bôle paraissent tenir peu de place ; ne furent-elles pas néanmoins riches d'expériences et décisives pour son avenir ? ¹

Un modeste billet de la main de Merveilleux, soigneusement collé au bas d'une page du registre communal de Bôle de 1702, témoigne des sentiments qu'éprouvaient, l'un pour l'autre, la communauté et le pasteur. Dans la marge, cette annotation du secrétaire : *Rétractation de l'injure que Mr. Merveilleux a faite à la Communauté.*

Et voici dans quelle circonstance le ministre a signé cette déclaration :

Sur aujourd'huy vingt deuxième décembre mille sept cents et deux Mr. Merveilleux ministre de Bosle s'est rétracté des paroles injurieuses qu'il avoit proféré contre la Communauté du dit lieu il y a quelques tems et a reconnu tous ceux qui la composent gens de bien et d'honneurs et dignes de fois. Et pour cet effect a donné les mains de réconciliation et au nom de tout le général d'icelle aux gouverneurs et anciens qui estoyent ordonnés pour cela de la dite Communauté, en présence de Monsieur Francey ministre de Serrières et de Monsieur Matthieu ministre à Colombier, tesmoins et médiateurs. A la maison de cure du dit Bosle, le jour susdit. Et les dits gouverneurs ont ordonné au soussigné secrétaire de Commune qui y estoit aussi ordonné, de noter la dite rétractation de la manière quelle s'estoit faite sur le présent livre.

Et notre secrétaire y est allé de son paraphe avec une évidente satisfaction. « Gens de bien, d'honneur et dignes de foi ! » ... Comment encore en douter !

Mais voyons un peu cette rétractation du ministre.

Sur la demande que la Communauté de Bosle me vouloit former aujourd'huy au sujet de certaines paroles que j'ay prononcée contre elle, je leur déclare qu'en cas qu'on ne puisse pas s'accomoder ensemble, je leur laisse la liberté de me poursuivre en justice quand bon leur semblera nonobstant la huitaine écoulée.

H. MERVEILLEUX Min.

¹ Sources : Procès-verbaux de la commune de Bôle : Correspondance et protocoles de la Vénérable Classe.

Est-ce bien là une rétractation ? Y discerne-t-on même l'ombre d'un regret ? La paix conclue ne sera cependant qu'une courte trêve dans le conflit qui mit aux prises le ministre et sa paroisse dès le jour de son arrivée, conflit qui eut nécessité son déplacement, si un scandale, adroitement exploité par ses adversaires, n'eut finalement provoqué son renvoi. Mais n'anticipons pas.

Henry de Merveilleux, baptisé à Peseux le 26 février 1662, était le fils d'Isaac et de Salomé Guy d'Audanger et descendait en ligne directe de Guillaume Merveilleux (1470-1544), banneret de la ville de Neuchâtel, soldat de Marignan, ami des Réformateurs, dont le fils Jehan, anobli en 1529, construisit le château de Peseux et posséda aussi Beauregard.

D'Isaac de Merveilleux, père du ministre, on ne sait presque rien. Toutefois les *Manuels du Conseil d'Etat* nous en disent assez pour conclure que la vertu paternelle ne joua aucun rôle dans l'orientation du jeune homme¹. Ses études terminées, notre futur pasteur est consacré au saint ministère à Montbéliard, le 3 juillet 1690. Après un séjour de cinq ans dans cette ville, il est nommé diacre à Môtiers-Travers, d'où il sera appelé, le 12 septembre 1699, à remplacer, à Bôle, le pasteur Jean-François Descherny, déplacé aux Brenets.

Cette décision, prise à l'unanimité de la Classe, était-elle conforme à ses propres désirs ? Rien ne permet de l'affirmer. En revanche, l'accueil des Bôlois laisse supposer qu'elle n'avait pas rencontré leur plein agrément.

Le déménagement déjà fut l'occasion d'un premier incident. Pour se conformer à l'usage, Bôle et Rochefort, formant une même paroisse, avaient mis à la disposition du pasteur quelques chars pour le transport de son modeste mobilier de célibataire. Mais le ministre avait signifié aux deux gouverneurs, heureux de s'épargner ce souci et peut-être cette dépense, qu'il préférerait choisir lui-même ses voituriers au Val-de-Travers.

C'est ainsi qu'un peu avant les vendanges, le nouveau ministre fit son entrée au village sur un cheval de louage, escortant sept chars pesamment chargés. Et nos gouverneurs étonnés reçurent quelques jours plus tard une note de quatre écus blancs, plus quelques frais supplémentaires. On attendit la générale de la communauté du 1^{er} janvier 1700 pour examiner cette affaire.

Par la pluralité des voix, il fut passé et arrêté à cet esgard qu'on ne luy donneroit en tout et pour tout que 3½ escus blancs, sous reserve encore que

¹ *Manuel du Conseil d'Etat*, 23 février 1686 et 5 avril 1687.

Rochefort en fit autant, soit un escu par char. Et quant au surplus, on aura aucun esgard aux frais supplémentaires.

Le picotin obligé au cabaret de Brot, après la rude montée de la Clusette, incombait donc au ministre.

Une fois installé, notre pasteur se rendit compte, à l'approche de l'hiver, que l'état d'entretien de la cure laissait fort à désirer. La toiture vermoulue n'offrait en réalité qu'un abri relatif contre les pluies d'équinoxe, et que dire des fenêtres disjointes qui l'exposaient aux quatre vents. Toutefois, avec une commune aussi économe de ses deniers, la prudence s'imposait. Il prit donc le sage parti de pourvoir lui-même aux réparations les plus urgentes et attendit le moment propice pour en obtenir le remboursement.

Mais la générale de la communauté ne l'entendit pas ainsi :

Il a été jugé et déclaré qu'à l'esgard des repetitions que demande Mr. Merveilleux ministre, on ne peut accorder que la feuille de fer blanc qu'il a fallu mettre au grenier, mais que pour le reste il a tout fait de son chef, sans en rien demander aux gouverneurs et que d'ailleurs on a remarqué que le dit travail estoit sans nécessité.

C'est ainsi qu'en toutes occasions, et sous les prétextes parfois les plus futiles, l'hostilité latente se réveillait entre les pouvoirs spirituel et temporel. Aussi, appréciée sous cet angle, la démarche suivante auprès de la Classe, paraît-elle quelque peu suspecte :

... Des députés de Bosle sont venus à la Compagnie pour nous représenter l'estat où se trouve Mr. Merveilleux, Dieu l'ayant affligé de maladie d'esprit. De pourvoir à l'édification de leur Eglise en leur accordant le changement de ministre¹.

La Classe n'ayant pris aucune décision, la question sera reprise le 7 août 1700 :

M. Merveilleux continuant à estre incommodé, mais pourtant d'une telle manière qu'il paroît se rétablir, M. le Doyen a demandé de quelle manière il falloit pourvoir dans la suite... on luy donnera un suffragant, pour 6 mois. M. Durand a esté choisi.

Il s'agissait de Jean-Antoine Durang, originaire de Montpellier, nommé plus tard aux Brenets.

¹ Procès-verbal du 5 juin 1700.

Que pensait Merveilleux lui-même de ces troubles nerveux ? Nous l'apprendrons dans quelques mois, alors que, pince-sans-rire, il en décrira avec complaisance les symptômes à M. le Doyen, dans l'intimité.

Cependant, l'inaction pèse au pasteur qui n'attend pas l'expiration des six mois de détente prescrits pour solliciter la permission de reprendre la vie normale. La réponse de la Classe, du 2 février 1701, est dilatoire. Elle n'est pas assurée de la fermeté de sa santé et n'est pas assez nombreuse pour prendre une décision. En revanche, une demande réitérée le 10 août est acceptée.

Le ministre reprend donc normalement ses fonctions, mais ce sera dans une atmosphère toujours plus orageuse.

C'est ici, chronologiquement, que s'intercale l'épisode du billet évoqué tout à l'heure, à propos de l'affaire des catéchumènes. Estimant que l'ambiance locale n'était décidément pas favorable à l'instruction et à l'examen final de ceux-ci, le pasteur avait annoncé du haut de la chaire que garçons et filles monteraient dorénavant à Rochefort. Ils y trouveraient, pensait-il avec raison, un climat moral plus propice. C'était non seulement rompre avec une coutume presque séculaire, mais c'était surtout blesser l'amour-propre des Bôlois au point le plus sensible. Devant l'attitude résolue du pasteur, une assemblée générale de commune est convoquée par devoir le 12 octobre 1702. Tous les communiens y assistent, à la réserve de deux ou trois. Les noms des assistants sont relevés en tête du protocole.

Sur le continuel refus que Mr. Merveilleux ministre faisoit de ne vouloir examiner les catécumaines de la Communauté, ny par conséquent les admettre à la Communion de la Sainte Cenne à moins qu'ils n'allassent à Rochefort pour estre interrogés publiquement dans l'Eglise, les gouverneurs de Commune auroyent derechef assemblé la Communauté et cité tous les communiens à y comparoître... lesquels après avoir esté exorté de dire tous leurs sentimens suivant ce qui leur apparroistera estre juste et en rondeur de confiance, ont fait reflection. ... ils ont tous passé et arrêté a cest esgard unanimement, qu'on ne vouloit permettre en aucune façon que les enfans allassent à Rochefort pour estre examinés... et que si mondit Sr. Merveilleux veut persister dans ses sentimens... qu'on devoit s'approcher derechef de Monseigneur le Gouverneur pour luy demander justice.

Mais le gouverneur ne réagit pas. Et Noël approche. Le pasteur exaspéré plus encore les esprits en décidant d'examiner les enfants de Rochefort à Bôle, à l'exclusion de ceux du village.

Nouvelle assemblée de la communauté, convoquée le 30 décembre. Il y est décidé que l'accès du temple sera interdit à ceux de Rochefort et que, chose plus grave, la pension du pasteur lui sera suspendue aussi longtemps qu'il persistera dans son refus.

Les mois passent, chacun reste sur ses positions. Une députation communale est alors envoyée à la Générale de la Classe de mars 1703, mais sans résultat. Nouvelle députation à celle de mai, porteuse d'une lettre, heureusement conservée, dont voici quelques extraits :

Monsieur le Doyen et à Messieurs de la Vénérable Classe.

Messieurs,

La Communauté de Bosle ayant pris la liberté de vous envoyer des députés à la Générale de mars passé, pour faire des très humbles remontrances sur l'establisement que pretens faire M. Merveilleux nostre très honoré pasteur dans nostre Eglise. — Mais comme vous eûtes la bonté de renvoyer la délibération sur cette affaire à la Générale de mai, nous aurions donc aujourd'huy pris la liberté d'envoyer un de nos gouverneurs avec la présente par devant votre vénérable Compagnie, pour vous assurer en premier lieu de nos très humbles respects avec toute la soumission dont nous sommes capables et pour toujours vous remercier des soins paternels que vous avés eu jusques icy et que nous espérons que vous aurez à l'avenir de nostre Eglise...

... nous prenons encore aujourd'hui la liberté de vous représenter qui est que Mr. Merveilleux nostre fidel pasteur, pour qui nous avons toute l'estime et la déférence possible, pretend d'establir dans nostre Eglise à obliger nos catéchumaines à aller à Rochefort pour estre examiné publiquement dans l'Eglise du dit lieu. Ce qui est directement contre la pratique qui y est usitée depuis qu'elle est construite et establie dans ce lieu.

... pourquoi donc Messieurs, aujourd'huy pretend on nous obliger à envoyer nos enfants dans une Eglise estrangère pour estre examinés et les exposer par ce moyen aux tems fâcheux et perilleux qu'il fait des fois en passant les forêts d'une heure de loin, dont il y a mesme des dits enfants qui n'ont pas le moyen d'estre habillés que fort pittoyablement et qui sont mesme sans souliers.

Il semble bien que, cette fois encore, la Classe fit la sourde oreille. Estimant probablement que ce litige était de la compétence du Conseil d'Etat, elle l'en saisit directement. Mais celui-ci, au lieu de désavouer le ministre, suspend de leurs fonctions le lieutenant de justice Abram Pettavel et son fils Jonas, secrétaire, principaux animateurs du clan adverse, les accusant d'avoir outrepassé leurs droits¹. Père et fils solliciteront leur réintégration le 19 octobre suivant, mais Jonas seul pourra reprendre sa plume.

¹ Décision du 26 juin 1703.

Ce désaveu de l'autorité supérieure n'a pas pour autant détendu la situation. Pourquoi la Classe ne prend-elle pas la seule décision efficace ? Déplacer le pasteur, dont toute l'activité est désormais compromise.

Mais les événements allaient prendre une tournure personnelle tout à fait imprévue, et nous faire pénétrer dans l'intimité de la cure. M. le ministre avait à son service une jeune et modeste personne nommée Elisabeth qui, sans aucun doute, eut préféré rester dans l'ombre, pour des motifs bien compréhensibles. Une naissance était attendue. Du village, où elle est diversement commentée, la nouvelle parvient à la Classe indignée :

Mr. le Doyen a représenté à la Compagnie le scandale que Mr. Merveilleux a donné à toute l'Eglise par sa conduite ¹.

La Compagnie arrête que Merveilleux serait suspendu de son ministère jusqu'à la Générale de juin et qu'on enverrait M. Gélieu pour prendre des informations sur cette affaire. Entre temps, le pasteur avait loyalement informé la vénérable Compagnie « qu'il vouloit espouser sa servante pour réparer sa faute ».

Quant à Gélieu, il apprendra bien des choses au cours de son enquête. Suzanne Besson, veuve d'Abram Gribolet, lui glissera dans l'oreille que « Mr. le Ministre a fait des propositions à son fils Jean-Jaques pour espouser sa servante, de leur donner du froment pour rien, de payer leurs dettes et de leur faire toujours du bien ».

Voilà certes qui donne à réfléchir ! Cette prétendue proposition du ministre n'est-elle pas démentie par sa déclaration spontanée de réparer sa faute ? N'aurait-il pris cette décision qu'après avoir échoué dans son misérable marché ? Et cette mère Gribolet, porte-parole de son fils, agit-elle de son plein gré ou à l'instigation du clan adverse ?

Telles durent être les perplexités de M. Gélieu en rédigeant son rapport d'enquête. Nous en ignorons la teneur et les conclusions. C'est bien dommage.

Cependant, Merveilleux ne perd pas son temps. Pour régulariser sa situation à bref délai, il demande à la Classe de se contenter de deux publications seulement pour les annonces de son mariage, afin de pouvoir le faire bénir avant les Cènes de Pâques. Il lui fut répondu, le 23 avril 1704, par la négative, parce qu'il s'agissait d'une pratique inviolable. On peut donc admettre que le mariage eut lieu en mai seulement.

¹ Procès-verbal du 13 avril 1704.

Et nous voici arrivés à la Générale de la Classe du 4 juin suivant. Aux côtés de M. Gélieu, rapporteur, prennent place les gouverneurs de Bôle, le sieur ancien David Thiébaud, l'ex-lieutenant Pettavel, la mère Gribolet, son fils. On respire une atmosphère de cour d'assises.

Contrairement à toute attente, la séance fait long feu et s'éternise. Soit que les témoins, intimidés par l'austérité du lieu, soient plus mesurés dans leurs dépositions, soit que M. Gélieu lui-même soit moins affirmatif que certains le souhaitaient, les débats n'apportent aucun fait nouveau et tournent en rond. Merveilleux, visiblement buté, « répondra la plupart du temps par la négative ». En tout cas, il nie formellement les dires des Gribolet. De guerre lasse, M. le Doyen décide alors de congédier tous les témoins gênants et de poursuivre la séance à huis-clos, non sans implorer une fois encore le secours de Dieu. Mais sa louable obstination ne sera pas récompensée, l'histoire Gribolet demeurera un tissu de contradictions.

L'interminable séance allait être levée, lorsque Merveilleux, dans l'intimité, se livre à quelques confidences pleines de fantaisie. Les voici telles que les rapporte le fidèle secrétaire de la Classe :

Le pauvre pasteur n'est en réalité pas guéri de ses troubles nerveux. Ceux-ci se manifestent de préférence la nuit, à tel point que s'endormant paisiblement dans son propre lit, il se réveille parfois... ailleurs. Et les jours suivants seulement, se précise dans son pauvre cerveau malade ce qui lui est advenu, ne sachant encore si c'est rêve ou réalité !

Et le rideau tombe sur cette petite bouffonnerie.

Mais pour notre pasteur, c'est le renvoi définitif. Les dépositions des Gribolet et consorts ont donc trouvé quelque crédit.

Et de nous demander, nous qu'un recul de plus de deux siècles incline à l'indulgence, sinon à une clairvoyante objectivité, n'y aurait-il pas une autre version des faits plus vraisemblable, ayant échappé à la perspicacité de M. Gélieu, aussi bien qu'à celle de la Classe ? Version qui eut sans doute valu à Merveilleux plus de clémence, mais dont il ne pouvait et ne devait pas faire état, par simple égard pour sa femme.

Sa démarche auprès du fils Gribolet n'a certainement pas été inventée de toutes pièces ; elle repose sur un fond véridique. Mais elle ne fut pas le vil marchandage dont on l'a accusé, car, renseigné sur la cour assidue du jeune homme auprès d'Elisabeth, il lui importait de connaître les réels sentiments de ce dernier pour le placer ensuite en face de ses responsabilités. Se rendant bien vite compte que le petit

cordonnier souhaitait ardemment de se marier, mais que sa pauvreté y mettait obstacle, notre pasteur lui aurait aussitôt laissé entrevoir une aide substantielle et bienvenue. Proposition qui, du même coup, soulagerait sa conscience et donnerait pleine satisfaction aux intéressés !

Son offre généreuse fut, bien sûr, accueillie avec empressement, et l'imprudente mère de publier partout leur bonne fortune.

Mais quelle aubaine aussi pour les ennemis du pasteur !

Mère Gribolet, vous devez empêcher ce mariage, ne vous y trompez pas, ces promesses alléchantes du ministre sont l'aveu du scandale dont chacun se méfie depuis longtemps. Aussi, au cours de l'enquête qui va s'ouvrir, votre devoir est de déclarer tout ce qu'il a dit à votre fils. Et nous verrons bien qui aura le dernier mot.

Merveilleux n'avait donc plus qu'à prendre ses propres responsabilités. Il le fit sans hésiter, nous le savons, quoi qu'il lui en coûtât. Nous aurions ainsi l'explication de son attitude absente et réticente à la Classe. Sa conscience étant apaisée, que lui importait ce palabre désormais sans objet.

David Calame, le nouveau pasteur est déjà nommé. Il s'agit donc d'activer les préparatifs du départ. Le pasteur et sa jeune femme, dont nous ne saurons plus grand'chose, et qui semble avoir été, selon la formule consacrée, la fidèle compagne des bons et des mauvais jours, vendent ou engagent presque tous leurs meubles. Après un court séjour à Peseux, où l'enfant est né et baptisé, ils décident de s'expatrier et s'en vont à Montbéliard retrouver des amis d'autrefois. Ce n'est là qu'une étape, car ils poursuivront leur voyage dès que leurs moyens le permettront. La Classe, informée de leur situation précaire, fait un geste en leur faveur.

Mr. Merveilleux étant dans une grande misère et aiant résolu de s'en aller dans les pays étrangers pour chercher quelque établissement, s'il ne seroit pas à propos de luy donner quelque assistance, sur quoy il a esté décidé qu'on luy donneroit 20 escus lors qu'il partira pour son voyage et cela une fois pour toujours ¹.

Ce n'était pas en réalité pour toujours, puisque la Classe, consciente peut-être de sa sévérité excessive, renouvela sa libéralité.

La Compagnie a fait une collecte auprès de tous les membres en faveur de Mr. Merveilleux qui se trouve misérable en Hollande et elle s'est montée à 17 escus blancs que Mr. Osterwald s'est chargé de luy passer. ²

¹ Procès-verbal du 5 mai 1706.

² *Idem*, du 5 janvier 1707.

Mais des jours plus heureux sont à la porte. Des Pays-Bas, Merveilleux se rend à Londres où l'attend une suffragance. C'est en l'Eglise de West Street qu'il baptisera son fils Josué-Henry, en octobre 1707. Et voilà que cette même année, le poste de pasteur de l'Eglise d'Aurigny, ou Aldernay, lui est offert. Depuis la mort du pasteur Silvius en 1705, cette paroisse avait été desservie à titre provisoire par les pasteurs Laurent Payne et Elie Carcault. Aurigny est une petite île anglo-normande, au nord de Guernesey. Ce sera là sa dernière étape. Il y vivra quarante-deux ans.

Samuel de Perregaux avait correspondu jadis avec les descendants du pasteur Henry de Merveilleux, restés fidèlement attachés à leur seconde patrie. C'est ainsi que nous allons en connaître quelques-uns.

Son fils Jean, né en 1717, mort sans postérité, s'était destiné à la marine. Il appartient donc à Georges, né en 1715, de continuer la tradition et la descendance, puisqu'il devint pasteur et eut cinq enfants. Toutefois, seul son fils Jean-Georges, né en 1760, apothicaire, assurera la postérité. Jean-Georges junior, né en 1793, apothicaire aussi, membre influent de l'Eglise calviniste-baptiste, aura sept filles et un fils mort prématurément.

M^{me} Henry Clapton, née en 1835, seule fille mariée, laissera entre autres filles Marie-Marguerite, alliée Georges Drois, mais qui reprendra le nom de Merveilleux.

C'est donc entouré d'une belle famille que le vénérable pasteur s'éteignit en 1749, âgé de 87 ans, après un ministère que nous imaginons volontiers paisible et fécond.

Il se peut qu'au soir de sa vie, alors qu'il évoquait le souvenir lointain des années confuses et tumultueuses, causes de son exil, quelque amertume se mêlait à ses réminiscences. Mais ses luttes et ses querelles, où son tempérament volontiers frondeur se heurtait à la mesquinerie des uns ou à la rigueur des autres, ses fautes mêmes et ses humiliations, n'avaient-elles pas été le prélude nécessaire à cette longue période stable et sereine ? A la splendide continuité d'une tâche modestement accomplie parmi cette population rude et saine de gens de mer, avec laquelle tant de liens s'étaient créés ?

† Jean PETTAVEL¹.

¹ Jean Pettavel (1885-1956), technicien-horloger, fut pendant quelques années maître au technicum du Locle, puis travailla dans l'industrie. Retiré à Bôle depuis une vingtaine d'années, il s'est intéressé à la Société d'histoire, dont il fut le trésorier de 1940 à 1947. Membre assidu et secrétaire du groupe de Neuchâtel de la Société suisse d'études généalogiques, il a présenté à de nombreuses séances des tableaux généalogiques et quelques études de familles. C'est l'une d'elles, retrouvée dans ses papiers, que nous publions ici.

RÉHABILITATION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DAVID FAVARGER¹

Note liminaire

Dans un récent numéro de notre revue², M. Louis Thévenaz a rappelé la mémoire de Pierre Favarger, décédé le 11 septembre 1956. Il a déploré que certaines études, dues à la plume du défunt, et offertes à la section de Neuchâtel de la Société d'histoire, il y a plus de trente-cinq ans, n'aient pas été imprimées.

En publiant, dans le présent numéro, la *Réhabilitation du procureur général David Favarger*, écrite en 1922, le comité du Musée neuchâtelois a voulu rendre hommage aux qualités scientifiques du disparu. Dans sa modestie, Pierre Favarger aimait à se qualifier un pauvre autodidacte de l'histoire. Le vrai est qu'il alliait à une fine curiosité d'esprit les vertus maîtresses de l'historien : la patience, l'absence de passion, le souci de l'enquête systématique et la recherche des documents originaux. Sa *Réhabilitation du procureur général David Favarger* n'est pas un plaidoyer. Pierre Favarger savait parfaitement que le règne d'Henri II est marqué par le désir du souverain de rétablir une autorité seigneuriale efficace. Il n'ignorait point que cette tentative a suscité, parmi les magistrats neuchâtelois épris de pouvoir, des luttes sérieuses et des rivalités farouches.

Mais en histoire, de la réalité à la légende, le pas est rapidement franchi. L'auréole de martyr décerné à Jean Hory, lieutenant du gouverneur, par plusieurs historiens neuchâtelois du siècle passé, a jeté le discrédit sur la personne du procureur général David Favarger. Or cette auréole est suspecte. Elle a été diffusée, en premier lieu, par les *Mémoires du chancelier de Montmollin*. « Il ne m'appartient pas », écrivait Pierre Favarger, en 1922³, « d'émettre un avis sur la personne du rédacteur de ces mémoires. J'ai cependant de bonnes raisons de croire qu'ils émanent d'un milieu particulièrement favorable à Hory et spécialement hostile à Favargier. »

¹ Critique du travail de Gustave Borel-Girard sur le *Drame Hory*, présentée en séance du 12 janvier 1922 de la section de Neuchâtel de la Société d'histoire.

² *Musée neuchâtelois*, 1957, p. 27.

³ Voir p. 82.

Pierre Favarger ne croyait pas si bien dire. On sait que Jules Jeanjaquet a identifié l'auteur des prétendus *Mémoires* et de la fameuse *Chronique des Chanoines* en la personne du colonel Abram Pury. Or, Abram Pury était un descendant direct de Jean Hory, puisque son arrière-grand-père Samuel Pury avait épousé, en 1640, Béatrix Hory, fille du lieutenant du gouverneur¹. Cette filiation laisse songeur celui qui se rappelle le soin que le colonel apporte à honorer ses ancêtres. Il faut se rendre à l'évidence : le prétendu drame de Jean Hory doit être revu à la lumière des exigences critiques. Comme il n'y a pas de prescription en histoire, le dossier devra être repris un jour.

Une publication posthume ne va pas sans quelques inconvénients. Nous n'avons pas jugé utile de faire imprimer les deux ou trois premières pages qui faisaient allusion à une controverse aujourd'hui inconnue de nos lecteurs. D'autre part, comme son texte était destiné à la lecture, et non à l'impression, Pierre Favarger, tout en indiquant ses références, n'a pas cru nécessaire de les préciser. Il n'a pas toujours été possible de le faire après coup, surtout lorsqu'il s'agissait de documents extraits d'archives privées. Mais le grand souci d'exactitude, qui présidait à l'élaboration des enquêtes de Pierre Favarger, permet d'admettre l'exacte transcription des pièces inédites.

Louis-Edouard ROULET.

* * *

Les auteurs neuchâtelois qui ont parlé de Jean Hory ont tous puisé à une source commune : les *Mémoires du chancelier de Montmollin*. Frédéric de Chambrier s'est longuement abreuvé à cette source qu'il croyait pure et limpide. Commentant la mort infâme de Madeleine Fornachon, il s'exprime ainsi² : « Mais, d'accord avec la tradition, un témoignage grave, sorti d'une plume contemporaine, celui du chancelier de Montmollin est parvenu jusqu'à nous pour déclarer son innocence. » Chambrier ne saurait mieux souligner l'absence de documents probants, puisqu'il se fonde, d'une part sur une tradition, de l'autre sur le seul chancelier.

¹ Samuel Pury, 1603-1677, officier au service de France, 1632. Du Conseil des Quarante en 1636, des Vingt-Quatre en 1639, maître-bourgeois en 1646, receveur du Vautravers en 1658. Epouse : 1. N. Rimbaud. 2. En 1640, Béatrix Hory. Père de Daniel Pury, 1642-1717. Daniel Pury, père de Abram Pury, 1678-1759. Abram Pury, père de Abram Pury, 1724-1807, officier au service sarde, 1744. Lieutenant-colonel du Val-de-Travers, 1748. Conseiller d'Etat, 1765. Filiation établie par M. Alfred Schnegg, archiviste de l'Etat.

² Frédéric DE CHAMBRIER, *Histoire de Neuchâtel et Valangin jusqu'à l'avènement de la maison de Prusse*, p. 412.

Dans Chambrier, p. 412, se trouve un long passage sur lequel se sont fondés tous les apologistes d'Hory et les détracteurs de Favargier. Chabloz l'a inséré tout entier dans son texte sans d'ailleurs indiquer qu'il citait autrui¹.

Malgré le témoignage grave qu'il invoque, Chambrier émet encore un doute² :

A deux siècles de distance, on peut à peine soulever quelques coins du voile qui couvre cette sanglante scène et qui dérobe à nos regards les actions secrètes de ces deux hommes fameux entre lesquels il ne s'agit de rien moins que de juger si l'un a été coupable d'un parricide ou l'autre d'un triple meurtre.

Ainsi, malgré toute l'autorité qu'avaient pour lui les *Mémoires du chancelier de Montmollin*, Chambrier ne tranche pas la question. Il préfère la laisser en suspens. Il reconnaît qu'il règne un doute et un mystère.

Il est regrettable que les auteurs qui ont paraphrasé Chambrier n'aient pas observé la même réserve. Ils se sont bornés les uns et les autres à admettre la version la plus favorable à Hory et à copier, souvent tels quels, d'abondants extraits de l'œuvre de Chambrier. C'est ce qu'ont fait en particulier Fritz Chabloz dans son *Chancelier Hory*³ et l'avocat Lardy dans ses procès de sorcellerie⁴.

Pouvons-nous aujourd'hui admettre une thèse historique qui se fonde uniquement sur les *Mémoires* de Montmollin? Ai-je besoin de rappeler les travaux récents lus dans notre société, qui ont prouvé le caractère apocryphe de ces mémoires? M. Jules Jeanjaquet a établi à deux reprises que l'auteur de ces mémoires ne pouvait être le chancelier de Montmollin, mais un pasticheur du XVIII^e siècle⁵.

Or voici le dilemme qui se pose : Ou les *Mémoires* dits de Montmollin émanent bien du chancelier et cette source à peu près contemporaine conserve toute sa valeur, ou bien ces *Mémoires* sont décidément apocryphes et les renseignements qu'ils contiennent sur Hory et sur Favargier sont d'autant plus suspects qu'on ne les trouve nulle part ailleurs. Il ne nous appartient pas d'émettre un avis sur la personne du rédacteur

¹ Fritz CHABLOZ, *Un homme d'Etat neuchâtelois, le chancelier Hory*, dans *Musée neuchâtelois*, 1877, p. 214-215. Le passage n'est pas reproduit textuellement, mais l'inspiration est évidente.

² Frédéric DE CHAMBRIER, *op. cit.*, p. 412.

³ Fritz CHABLOZ, *op. cit.* L'étude complète est publiée dans le *Musée neuchâtelois*, 1876, p. 139, 147, 276, et 1877, p. 113, 130, 206 et 230.

⁴ Charles LARDY, *Les procédures de sorcellerie à Neuchâtel*. Neuchâtel, 1866.

⁵ Voir Jules JEANJAQUET, *L'auteur de la Chronique des chanoines et des Mémoires du chancelier de Montmollin*, dans *Musée neuchâtelois*, 1951, p. 3.

de ces *Mémoires*. Il est admis qu'en histoire on prouve, mais on n'insinue pas. J'ai cependant de bonnes raisons pour croire qu'ils émanent d'un milieu particulièrement favorable à Hory et spécialement hostile à Favargier, d'un milieu où s'est précisément forgée cette tradition orale dont parle Chambrier à la page 412 de son histoire de Neuchâtel¹.

Le chancelier de Montmollin, s'il avait écrit les mémoires qui lui sont attribués, aurait eu de bonnes raisons pour observer quelque réserve au sujet de Favargier, dont il était le petit-neveu. Le grand-père du chancelier Georges de Montmollin avait épousé Marguerite, la propre sœur de Favargier.

Chabloz, dominé par son désir de faire cadrer sa thèse avec les faits, voit dans cette parenté un argument de plus. Il dit² :

Le chancelier de Montmollin, homme dont le témoignage ne peut être révoqué attendu qu'il était petit-fils d'une sœur de David Favargier, montre par ses écrits que l'effroyable tragédie était le résultat d'un complot des ennemis d'Hory.

Or si les écrits attribués à Montmollin ne sont pas de Montmollin, le témoignage de ce petit-neveu contre son grand-oncle est réduit à néant.

Un autre fait aura sans doute frappé ceux qui s'intéressent à cette histoire. Jonas Boyve, le copieux et même indigeste auteur des *Annales*, Boyve qui ne nous fait grâce ni d'une comète ni d'une gelée blanche, dont l'œuvre est toute de détails et d'anecdotes entremêlées d'histoire, ne mentionne nulle part les malheurs de Hory, ni le supplice de sa femme, ni même la mort de l'ancien chancelier, ni aucun autre incident du duel mémorable entre Hory, d'une part, d'Affry, Maréchal et Favargier, de l'autre.

Aucun autre auteur contemporain ne s'est exprimé sur ces faits.

Sur Hory lui-même, sur son caractère et ses talents, Chambrier s'en remet aussi à ce qu'il a lu dans les *Mémoires* de Montmollin³. « Il suffit pour son éloge qu'un homme tel que Montmollin se plaise à le reconnaître pour son guide et pour son maître. » Or, à nous qui doutons de l'authenticité des *Mémoires*, cet éloge ne peut suffire. Le moindre document authentique ferait mieux notre affaire. Quant aux ouvrages manuscrits de Hory sur l'histoire de Neuchâtel, Chambrier fait sienne la version

¹ Abram Pury, auteur des *Mémoires du chancelier de Montmollin* était l'arrière-petit-fils de Samuel Pury, gendre de Jean Hory.

² Fritz CHABLOZ, *op. cit.*, Musée neuchâtelois, 1877, p. 236.

³ Frédéric DE CHAMBRIER, *op. cit.*, p. 413

donnée par les *Mémoires*¹. Le temps et le feu ont détruit ses recherches sur les antiquités de Neuchâtel et ses travaux historiques. Nous retrouvons ici l'explication donnée par Samuel Pury dans l'introduction publiée en tête de la *Chronique des chanoines*. Il est vraiment regrettable que tant de travaux historiques aient été détruits par le feu. Les manuscrits Hory ont subi le même sort que l'original de la *Chronique des chanoines* dévorée par le feu dans la maison du diacre Choupard. Sans être méfiant à l'excès, on peut trouver étrange cette similitude de destinées. Nous aurions vraiment aimé comparer tous ces originaux avec les copies ou extraits qu'une main diligente nous a conservés.

Nous avons pu pousser plus loin nos recherches sur David Favargier, cet homonyme si maltraité par Chambrier et tous ses disciples.

Les appréciations des auteurs sur cet adversaire d'Hory ont quelque chose de schématique. Ce sont moins des opinions étayées par des faits que de véritables clichés qui ont passé de main en main.

David Favargier était né à Neuchâtel le 15 avril 1592. Il était fils de David Favargier, membre du Conseil Etroit et de Jacqueline Guy. Son grand-père Pierre, membre du Conseil, mort en 1587, avait quitté la Favarge dont les terres et les vignes ne suffisaient plus à l'entretien de ses habitants et était venu résider en ville vers le milieu du XVI^e siècle. Les ancêtres avaient cultivé à moîtresse les vignes du couvent de Fontaine-André. Ils en avaient même administré les biens après la sécularisation. Un acte de concession octroyé aux Favargier par Jeanne de Hochberg en 1536 avait réglé pour toujours les droits de la seigneurie et des tenanciers du « prest » de la Favarge.

Il est probable que le futur procureur général ait tenu boutique dans sa jeunesse. Je ne sais qui a le premier découvert qu'il vendait des calottes et des bas et qu'il jasait agréablement². Ce qui est certain, c'est qu'il vendait aussi des chausses ainsi qu'il appert d'un extrait du manuel de la Justice de Neuchâtel en 1618 :

Jehan Richard a fait demande a David Favargier qu'il ait a luy faire délivrer une paire de chausses qu'il lui a promis lorsqu'il faisait l'amour [la cour] a sa femme et luy payer 20 escus pour ses peines et vacations de voyage qu'il a faites avec luy vers elle lorsqu'elle demeurait a Bonvillars et pour le refus et dommage 10 livres — offrant vérifier.

En tout cas, Favargier était dans toute l'acception du terme un homme nouveau et ce fait explique sans doute déjà la grande animosité

¹ Frédéric DE CHAMBRIER, *op. cit.*, p. 413.

² Voir Fritz CHABLOZ, *op. cit.*, *Musée neuchâtelois*, 1877, p. 114.

qu'avaient contre lui les familles habituées à diriger l'Etat. Sa carrière fut exceptionnellement rapide et brillante. Entré au Conseil de ville en 1623, il fut nommé procureur général et conseiller d'Etat en 1628. Cette même année il était appelé à Paris auprès du comte Henry II qui le prit en affection et le soutint jusqu'au bout.

Henry II le rappelle auprès de lui en 1638 pour discuter des mesures à prendre contre l'invasion des troupes étrangères. On était en pleine guerre de Trente ans. Il l'envoie à diverses reprises en négociations politiques auprès du duc Bernard de Saxe-Weimar. Le prince vint incognito trouver Favargier au château de Colombier le 4 août 1639 à l'insu des autres membres du Conseil d'Etat. Il le fait commandant du fort de Joux, conquis sur les Espagnols, maire du Locle et maire de Neuchâtel. Enfin il l'anoblit par lettres du 25 août 1641. Favargier a été mêlé à toutes les affaires importantes de son temps, déploya une activité extraordinaire au service de son souverain, ne négligea pas de faire sa fortune et devint en quelque sorte le lieutenant de deux gouverneurs successifs, François-Pierre d'Affry et Jaques de Stavay-Mollondin.

Comme procureur général, il avait la mission toujours délicate et mal vue de faire rendre gorge aux débiteurs du fisc, en particulier aux receveurs reliquataires. Les devoirs de sa charge le mirent donc aux prises avec Hory qui devait à la recette un solde considérable pour l'époque.

Chambrier le dépeint ¹ « génie vigoureux, caractère d'une trempe forte, homme violent, vindicatif, méchant, tel fut l'ennemi de Hory ». Il est admis que Favargier a joué dans le drame de Hory un rôle de premier plan et selon Chambrier il n'est pas impossible qu'il ait envoyé au supplice, au mépris du droit, Madeleine Fornachon et ses frères.

La mémoire de Favargier est restée en exécution dans certains milieux neuchâtelois et jusqu'ici personne ne s'est avisé de rechercher si ce jugement était susceptible d'être révisé.

Parlant, à la fin de son travail, des ennemis de Hory, Chabloz émet la conclusion suivante ² :

La vie n'eut pas de longs jours pour ces hommes sans scrupules : d'Affry mourut en 1645, Nicolas Trybollet en 1648 et Favargier en 1649, tandis que Jean Hory, plus âgé qu'eux tous leur survécut et arriva à la blanche vieillesse.

Que faut-il penser de cette justification qui résulte de la seule longévité. Le biographe de Hory ajoute sentencieusement ² :

¹ Frédéric DE CHAMBRIER, *op. cit.*, p. 410.

² Fritz CHABLOZ, *op. cit.*, Musée neuchâtelois, 1877, p. 235.

Mais il est un autre châtiment qui a atteint ces terribles personnages ; je veux parler du verdict de l'histoire, de l'histoire qui, au dire du bon Rollin, joue aujourd'hui le rôle attribué chez les Egyptiens à ce fameux Tribunal qui jugeait les morts. En effet, d'abord nos chroniqueurs, puis nos historiens, d'accord avec la tradition [on est toujours obligé dans l'histoire d'Hory d'appeler à l'aide la tradition], les uns après les autres ont ramassé chacun leur pierre pour construire un monument à Jean Hory et élever un gibet à ses bourreaux.

Voyons un peu comment s'est faite cette monumentale lapidation. Prenons d'abord les chroniqueurs.

Le premier de ceux cités par Chabloz — ils ne sont d'ailleurs que deux — est David Merveilleux qui, à peine Favargier sous terre, commente l'événement avec une aigreur que ne tempère pas encore le catéchisme d'Osterwald :

Le mercredi 24 janvier 1649 mourut noble David Favargier, ci-devant procureur général, puis maire de Neuchâtel, conseiller d'Etat et intendant de la place et forteresse de Joux, l'un des plus rigides, des plus redoutables et fortunés officiers de son temps. Il s'est retiré de la crasse au présidial et de la roture au rang de noblesse par sa politique extraordinaire et sans pareille¹.

Que vaut ce témoignage ? Il est exact que Favargier était parti d'assez bas et que, s'étant élevé très haut, on avait de la peine à le lui pardonner.

Mais il est avéré que Merveilleux était l'ennemi juré de David Favargier. Son jugement ne peut être impartial.

Parlant du procureur général, le secrétaire du gouverneur Mollondin rapporte « que la maladie dont il souffrait était aggravée encore par la haine que lui avait vouée David Merveilleux ».

Chambrier déclare de son côté² que David Merveilleux était plein d'esprit, mais inconsidéré. Citant une lettre de Mollondin, Chambrier en transcrit ce passage³ :

Merveilleux s'efforce de ressembler au feu procureur général Favargier, mais il n'en a ni la conduite ni l'autorité. Depuis qu'il exerce sa charge, il ne considère plus personne, et il s'est vanté de la rendre indépendante de celle de gouverneur, comme de la porter à un point où elle n'a jamais été.

Or, ce même Chambrier constatait quelques pages plus haut, en se servant de termes identiques,⁴ que Favargier, devenu procureur général, non seulement se mit au-dessus de sa charge mais la porta plus haut

¹ Fritz CHABLOZ, *op. cit.*, Musée neuchâtelois, 1877, p. 235.

² Frédéric DE CHAMBRIER, *op. cit.*, p. 418.

³ *Ibidem*, p. 419.

⁴ *Ibidem*, p. 410

qu'elle n'avait jamais été. De ces termes, comme aussi du récit du secrétaire de Mollondin, on peut conclure à l'existence entre Favargier et Merveilleux d'une forte antipathie doublée d'une rivalité. L'ambition qu'avait Merveilleux de ressembler à son prédécesseur était un hommage involontaire rendu à son mortel ennemi.

L'autre chroniqueur contemporain cité par Chabloz est plus agressif encore. C'est Abram Chaillet, maire de la Côte, dont le livre de raison a été publié en partie par le *Musée neuchâtelois*¹.

Le 25 janvier 1649, David Favargier, mayre de Neufchastel et conseiller d'Estat, a esté ensevelyct. Avoit été procureur général. C'est merveille comme cet homme savoit avancer aux honneurs et charges, mesme savoit annobli et a heu un fief sur le grenier de Valangin, pour estre en son commencement d'assez petite considération. L'on a parlé dyversement de luy. Il estoit assez violent en ses actions. Il avoit acquis de grands biens. Il a heu des faveurs extraordinaires. Monsieur D'Affry qui estoit Gouverneur de Neufchastel durant son commencement a beaucoup aidé à sa fortune. L'on fit des vers après luy avec des termes fort despectueux de sa vie et conversation. N'a pas laissé guère bon renom après luy. Il mourut d'une maladie estrange et fascheuse, qui a bien faict parler le monde, et en endura bien durant sa maladie.

Et l'aimable chroniqueur a eu soin d'écrire en marge de cette oraison funèbre : « Telle vie, telle mort. »

Quant on analyse cette appréciation, on a l'impression qu'elle traduit un sentiment régnant dans certains milieux, choqués par l'élévation subite de Favargier et par le zèle qu'il avait mis à poursuivre les intérêts du souverain, sans ménagements pour personne. Il perçoit aussi dans ce commentaire un sentiment d'envie qui a certainement déformé le jugement de l'auteur.

J'ai prononcé le mot d'envie. C'est bien exact. On lit dans une lettre d'Henry II de Longueville citée par Chambrier² : « Favargier m'a bien servi et je lui suis affectionné ; je ne veux pas qu'il se fasse rien qui puisse donner avantage à ses envieux. »

Voilà pour les deux chroniqueurs contemporains. Quant aux historiens, ils ont tous embouché la trompette de Chambrier et de l'auteur des *Mémoires* de Montmollin, peu soucieux de cet adage qui s'applique au juriste comme à l'historien : *Audiatur et altera pars*.

Soyons indulgents pour le président de Chambrier qui a cru de bonne foi à l'authenticité des *Mémoires* de Montmollin. On comprend

¹ *Musée neuchâtelois*, 1887, p. 56.

² Frédéric DE CHAMBRIER, *op. cit.*, p. 415.

moins l'opinion de l'avocat Lardy qui, dans ses procès de sorcellerie semble avoir plus sacrifié au mélodrame qu'à l'histoire impartiale.

Chabloz se cache derrière les ombres illustres de ses devanciers et déclare modestement ¹: « Après MM. Chaillet, de Merveilleux, de Montmollin, de Chambrier, Jeanneret et Bonhôte, Junod et Lardy — il aurait pu dire seulement M. de Chambrier — j'ai voulu travailler à la réhabilitation de Jean Hory. » C'est donc de cette idée préconçue que sont partis tous les biographes de Hory, ne retenant des textes que ce qui était utile à leur thèse et trouvant en Favargier un bouc émissaire qu'ils ont chargé de tous les péchés d'Israël, pour la plus grande joie du clan Hory.

* * *

A l'autorité des auteurs cités plus haut, nous opposons l'opinion impartiale d'un contemporain dont nul ne contestera la haute valeur morale. Je veux parler de Jaques de Stavay-Mollondin, gouverneur de Neuchâtel dès 1645. Mollondin fut, sans contredit, l'un des hommes les plus remarquables de notre histoire locale. C'est une noble et grande figure de gentilhomme en qui les qualités de fond du Suisse allemand — il était Soleurois — s'alliaient à la courtoisie et au savoir-vivre français. Chambrier s'exprime sur son compte de la façon la plus louangeuse que connaisse sa plume hyperbolique; on peut souscrire sans honte à cette appréciation: « Mollondin était très propre aux affaires; il avait l'esprit juste, le caractère ferme et beaucoup de dignité. L'Etat n'a pas eu de gouverneur plus distingué que lui ². »

Il arrive à Neuchâtel avec l'intention arrêtée de réprimer les abus, de se vouer entièrement aux devoirs de sa charge et de ne pas entrer dans les querelles de familles ou de personnes. Il faut lire à cet égard la relation captivante due à la plume de son secrétaire anonyme qu'a publiée le *Musée neuchâtelois* ³, document de grande valeur et pas assez connu qu'avait découvert un ancien président de la Société d'histoire, Célestin Nicolet.

A peine arrivé dans son gouvernement, un homme de cette valeur qui est le maître de l'Etat va reléguer dans l'ombre et dans la crasse originelle ce triple assassin légal de Favargier, cloué au pilori par les Lardy et les Chabloz.

¹ Fritz CHABLOZ, *op. cit.*, *Musée neuchâtelois*, 1877, p. 238.

² Frédéric DE CHAMBRIER, *op. cit.*, p. 417.

³ *Relation du ministère de très généreux et puissant Seigneur Messire Jaque de Stavay*, dans *Musée neuchâtelois*, 1865, p. 280.

Or, il n'en est rien. Le secrétaire du gouverneur, dans le document cité ci-dessus, nous rassure en ces termes¹ :

En après, il [Mollondin] jeta l'œil sur messieurs du Conseil d'Etat avec lesquels il s'entretenait tant bien qu'il pouvait. Il conférait familièrement avec eux et plus avec le sieur mayre Favargier qui avait des expériences ayant été procureur général avant qu'être mayre de Neuchâtel, et assisté à plusieurs conférences et employé auprès de Son Altesse de Saxe Weimar durant les premières guerres de Bourgogne.

Il est intéressant de lire la première lettre du gouverneur Mollondin à Favargier, écrite peu après la nomination du premier. Elle est datée de Soleure le dernier de mars 1645² :

Monsieur,

J'ai reçu la lettre qu'il vous a plu me faire la faveur de m'écrire et recommandation du jeune Marva et comme j'ai beaucoup d'inclination à servir Monsieur son père, aussi ai-je la volonté entière à le témoigner à l'endroit du fils, à quoy je me trouve davantage obligé, en ce que vous y avez voulu intervenir de vos lettres, vous assurant que tout ce qui me viendra être recommandé de votre part me sera toujours très considéré et que je tiendrai à faveur très particulière de vous pouvoir témoigner la volonté que j'ai de vous servir et combien j'estime l'honneur de votre amitié. Je vous rends grâce des bons souhaits que vous me faites pour les nouvelles charges et honneurs dont il a plu à S. A. de m'honorer ; je vous assure que je les dois absolument à sa bonté qui m'en a voulu gratifier sans que j'eusse osé songé à telle grâce, ce qui m'oblige davantage à servir S. A. Je prie Dieu qu'il m'en fasse la grâce et que je puisse m'en acquitter fidèlement pour le bien de son service au contentement de mes amis et à la satisfaction commune de tous les sujets de S. A. Je vous prierai de m'y aider avec vos bons avis et conseils et en contre échange me faire la faveur de croire que je seray toujours, monsieur, votre très obéissant serviteur.

Mollondin.

Cette correspondance amicale se poursuit jusqu'à la mort de Favargier. Mollondin ne perd pas une occasion de témoigner à Favargier sa confiance et son estime. Il le considère comme son substitut chaque fois qu'il doit s'absenter du pays et c'est par son canal qu'il transmet ses ordres et instructions au Conseil d'Etat. Cette correspondance qui contient tant de renseignements précieux mériterait d'être publiée. Elle modifierait sans doute du tout au tout l'opinion défavorable que les envieux de Favargier ont créée à son détriment.

¹ *Musée neuchâtelois*, 1865, p. 287.

² Archives de l'Etat, doss. *Correspondance Jacques de Stavay-Mollondin*.

J'aurais pu vous donner connaissance aussi de la longue correspondance échangée avec le gouverneur d'Affry de 1634 à 1645¹, qui traite de toutes les affaires de l'Etat et qui est une mine de renseignements curieuse sur la vie publique et privée de l'époque.

Après la mort de d'Affry, survenue à Moulins en mai 1645, Favargier recevait du fils du défunt une lettre qui prouve en quelque haute estime le tenait le gentilhomme fribourgeois dont le nom est si honorablement connu en Suisse comme à l'étranger.

Un fait à retenir. Les biographes de Hory ont conclu à l'existence d'un complot de ses ennemis. Si ce fait était vrai, j'en aurais retrouvé quelque trace dans ces nombreuses lettres dans lesquelles sont traitées au jour le jour toutes les affaires courantes. Pendant la longue période des malheurs de Jean Hory, le gouverneur était plus souvent en France ou à Fribourg qu'à Neuchâtel. Il aurait donc eu l'occasion de parler de Hory dans ses missives. Or, je ne trouve qu'une seule lettre dans laquelle il est question du chancelier. Il est impossible de lire dans ses lignes autre chose que le fait de deux bons serviteurs gérant les affaires de leur maître et s'opposant aux prétentions d'un débiteur orgueilleux.

Chabloz expose² que les amis de Hory revinrent aux affaires après la mort de ses ennemis. Il indique en note qu'Henry Hory, le neveu du chancelier, devint maire de Valangin en 1649 après la mort de Favargier, puis conseiller d'Etat en 1653.

Nul ne pouvait être plus mal disposé contre Favargier que le neveu de sa prétendue victime. Or j'ai eu la bonne fortune de mettre la main sur deux lettres écrites par Henri Hory à D. Favargier. L'une est de 1647, l'autre de 1648. Voici la seconde¹:

Paris ce 2 may 1648.

Monsieur.

Je ne saurois répondre à vos civilités qu'en vous assurant ne les avoir jamais méritées et souhaiterois de tout mon cœur que j'eusse assez de pouvoir de vous servir en meilleur sujet que celui que désirés de moy auquel néanmoins je feray paroistre combien j'estime l'honneur de vos commandements. J'en ay promptement baillé advis à mon frère en Italie et espère que le retour du sieur Michel en vérifiera en bien la réponse. M^r le capitaine Trybolet présent porteur vous dira toutes les nouvelles de ce pays et comme je n'attends que la convalescence de Monseigneur le Gouverneur pour avoir l'honneur de l'accompagner

¹ Nous ignorons où se trouve cette correspondance.

² Fritz CHABLOZ, *op. cit.*, p. 238.

à son retour qui ne sera de longue haleine, auquel je satisferay à toutes les obligations que je vous ay par les véritables offres de mon service cependant je vous prie de m'excuser si je fais si peu de compliment à vous faire paroistre combien je suis

Monsieur

votre très humble et très obéissant serviteur.

H. Hory.

Tels sont les termes en lesquels écrit au persécuteur de son oncle, le neveu de la suppliciée de Thielle. Constatons l'erreur commise par Chabloz lorsqu'il prétend qu'Henry Hory ne put rentrer au pays qu'après la mort de Favargier.

Puissent ces quelques réflexions encourager quelque jeune historien — voire même un vieux — à écrire d'une façon plus objective et plus impartiale l'histoire de cette époque captivante.

† Pierre FAVARGER.

MÉLANGE

Onze ou douze justiciers à la Chaux-de-Fonds en 1656 ?

Dans la très bienveillante critique que M. Léon Montandon consacre à mon étude sur *L'établissement de la Mairie de La Chaux-de-Fonds en 1656*¹, on peut lire cette phrase² : la cour de justice comprenait, outre le maire, un lieutenant et douze justiciers (et non pas onze comme l'écrit M. Roulet aux pages 106 et 124).

Onze ou douze ? Voici le débat ouvert. Comme M. Léon Montandon, les historiens qui se sont penchés sur le passé de la Chaux-de-Fonds admettent la présence d'un maire, d'un lieutenant et de douze justiciers. Ainsi Célestin Nicolet qui écrit³ : Abraham Robert, ancien secrétaire du Conseil d'Etat fut le premier maire de la Chaux-de-Fonds ; ce magistrat, les douze juges, le lieutenant, le greffier et le sautier ont été établis le 12 janvier 1657. » Ainsi encore Jules Breitmeyer⁴ : « Le premier maire de La Chaux-de-Fonds, Abraham Robert, les douze juges, le lieutenant, le greffier et le sautier ont été installés le 12 janvier 1657. »

Cette belle unanimité ne m'avait pas échappé. Mais la lecture des pièces d'archives m'a obligé à revoir la question de plus près. A dire vrai, le problème n'est pas simple. Une première lecture semble donner raison à M. Montandon. L'acte d'érection de la mairie, du 2 décembre 1656, contient cette phrase⁵ : « Et pour le surplus des choses qui sont à régler touchant l'établissement de ladite mairie, paroisse et communauté, ensemble pour l'établissement de douze justiciers, nommés selon la coutume et ratifiés et établis de nostre part, commes es autres justices de nosdictes Souverainetez, avec un lieutenant, un greffier et un sautier... ». D'autre part, dans le *Manuel du Conseil d'Etat*, du 12 janvier 1657, on lit ceci⁶ :

Que Sadite Altesse desirant leur bien, proffict, utilité et advancement, les a voulu unir en corps de paroisse et communauté, et leur avoit estably le

¹ Imprimerie Coopérative, La Chaux-de-Fonds, 1956.

² *Musée neuchâtelois*, 1957, p. 61.

³ *Ibidem*, 1869, p. 244.

⁴ *La Chaux-de-Fonds, son passé et son présent*. Notes et souvenirs historiques publiés à l'occasion du centième anniversaire de l'incendie du 5 mai 1794, p. 12. La Chaux-de-Fonds, 1894.

⁵ *L'établissement de la Mairie de La Chaux-de-Fonds en 1656*, p. 196 et 197.

⁶ *Ibidem*, p. 199.

sieur Abraham Robert, cy devant secretaire du Conseil d'Estat de ses Souverainetés, comme estant du lieu propre pour estre le chef de la justice, avec un lieutenant, le nombre de douze justiciers, un greffier, et un suthier, comme ès autres justices de cet Estat. Ayant prins et reconfirmé les quatre justiciers tant des justices du Locle que de La Sagne, qui sont desja dans ledit ressort de juridiction, et en a ordonné huit autres pour faire le nombre complet.

Enfin les ordonnances souveraines du gouverneur Stavay-Mollondin contiennent cette phrase¹ : « Elle [c'est-à-dire Son Altesse] leur a donné gracieusement le droit de jurisdiction et de communauté, mais aussy un mayre et officier en chef de justice, un lieutenant et douze justiciers, un greffier et un sautier. »

Ainsi la cause paraît entendue. Mais lorsqu'on prend la peine de relire, dans le *Manuel du Conseil d'Etat*, les quelques pages² qui relatent la cérémonie des prestations de serments, laquelle se déroula au château de Neuchâtel le 12 janvier 1657, l'affaire se complique. Laissons de côté le greffier Hugues Robert et le sautier Othenin Tissot qui n'étaient que de simples exécutants et qui n'entraient point vraiment dans la composition de la cour. Mais examinons les autres noms. Voici le maire Abraham Robert entouré de sa justice. Elle est composée en premier lieu de quatre anciens justiciers : David Courvoisier, lieutenant tenant le premier rang, Moïse Perret-Gentil le second, Abram Robert (homonyme du maire) le troisième. Tous trois jusqu'ici étaient justiciers au Locle. Puis vient Hugues Nicolet, jusqu'ici justicier à la Sagne. Il tient le quatrième rang. A ces quatre anciens justiciers viennent s'adjoindre les huit nouveaux juges. Josué Huguenin tenant le cinquième rang, Daniel fils de feu Huguenin Sandoz le sixième, Moïse Tissot-Vougeux, le septième, Pierre Dubois dit Cosandier le huitième, Pierre fils de feu Josué Brandt dit Grieurin le neuvième, Guillaume fils de feu Abram Droz le dixième, Abram fils de feu Jacques Sandoz le onzième, Pierre Humbert-Droz, marchand, le douzième et dernier rang.

L'évidence apparaît. Pour obtenir le chiffre de douze justiciers, il faut inclure le lieutenant David Courvoisier. Et ceci d'autant plus que Courvoisier est expressément cité parmi les trois anciens justiciers du Locle promus à la charge de justiciers de la Chaux-de-Fonds. On pourrait admettre l'omission accidentelle d'un treizième compagnon, n'était la présence de cette hiérarchie bien établie qui réserve au lieutenant le premier rang et au justicier Pierre Humbert-Droz le douzième. Au demeure-

¹ *L'établissement de la Mairie de la Chaux-de-Fonds*, p. 212.

² Archives de l'Etat, *Manuel du Conseil d'Etat*, t. XVI, folio 27.

rant, le procès-verbal qui relate l'installation de la cour de justice à la Chaux-de-Fonds est parfaitement explicite¹ : un maire et douze juges, le lieutenant Courvoisier étant énuméré en tête de ces derniers.

Donc le doute n'est pas permis. Le tribunal était bien composé d'un maire, d'un lieutenant et de onze justiciers, étant entendu que le lieutenant faisait également fonction de juge, ce qui permet d'atteindre le nombre de douze. Mais si l'on parle d'une cour composée du maire et de douze justiciers, il ne faut plus énumérer le lieutenant.

Comment s'expliquer le malentendu ? Il faut, je crois, faire une distinction très nette entre les charges et les titulaires. Lorsque les ordonnances relatent la composition de la cour avec un maire, un lieutenant et douze juges, elles expriment cette très vieille notion du droit féodal qui permet la délégation de l'exercice de la souveraineté mais non pas la délégation de la souveraineté elle-même. Or la création de la cour de basse et moyenne justice implique la délégation de l'exercice de la souveraineté pour les charges d'un maire, d'un lieutenant et de douze justiciers. Autre chose est la désignation des titulaires qui ne sont qu'au nombre de treize pour assumer quatorze fonctions. Pour bien comprendre ce désaccord apparent, mais non véritable, il convient de se rappeler la position très particulière du lieutenant qui tout en assumant deux fonctions à la fois, ne peut jamais les remplir en même temps. Lorsque le maire est présent, le lieutenant n'est qu'un simple justicier comme les autres. Quand le maire est absent, c'est au lieutenant seul et non à un autre justicier qu'il incombe de le remplacer.

Il est piquant de constater que les habitants de la Chaux-de-Fonds, dans la lettre de bourgeoisie pour le gouverneur Jacques de Stavay-Mollondin, n'ont pas confondu les fonctions et les titulaires. Enumérant les différents corps constitués du lieu, ils se présentent ainsi² : « Nous le mayre, les douze justiciers, les vingt du Conseil, et les trois gouverneurs, ensemble tous les communiens de l'honorable et générale communauté de La Chaux-de-Fonds. » Plus précis que les magistrats du chef-lieu, et moins superstitieux que nous, les membres de la nouvelle justice ne craignaient pas de reconnaître qu'ils étaient treize à table.

Louis-Edouard ROULET.

¹ Archives de l'Etat, *Manuel de l'honorable justice de La Chaux-de-Fonds*, A II, t. I, séance du 28 janvier 1657.

² *Musée neuchâtelois*, 1904, p. 29.

BIBLIOGRAPHIE

Joseph GANTNER, *Histoire de l'art en Suisse*. L'époque gothique. Un volume, in 4°, VIII et 413 pages, avec 16 planches hors-texte et 319 illustrations dans le texte. Traduction française par Augustin Genoud, Pierre Bouffard et Luc Boissonnas. Editions Victor Attinger, Neuchâtel [1956].

C'est avec plaisir que nous avons vu paraître le second volume de l'*Histoire de l'art en Suisse* de Joseph Gantner. La traduction de cet ouvrage, qui mérite bien l'épithète de monumental, entreprise par MM. Genoud et Bouffard, a été achevée avec précision et compétence par M. Luc Boissonnas. La publication, travail de longue haleine, s'est étendue en effet sur de nombreuses années, et l'on est heureux de disposer maintenant d'un beau volume muni d'un index, d'une bibliographie et de tables qui facilitent la consultation. En passant, et au bénéfice d'un prochain tirage, relevons quelques clichés flous (fig. 30, 41) et des bévues mineures : page 299, paragraphe 4, ligne 11, l'artiste *n'a* pu faire du neuf que... ; page 300, figure 244, Oberstammheim ; page 379, 6 lignes avant le bas de la page, s'avérait [*exacte*] ; page 380, ligne 17, l'esprit planimétrique (?) des tapis.

Le tome premier avait pour sous-titre l'époque romane, le deuxième est consacré à l'époque gothique sans, bien entendu, qu'il y ait solution de continuité, puisque ces périodes d'histoire de l'art s'interpénètrent étroitement dans notre pays. Le plan du dernier volume comporte deux divisions principales, l'architecture, puis sculpture et peinture, précédées d'une introduction exposant si bien les problèmes et les lignes générales que la conclusion en est réduite à une seule page. L'architecture religieuse l'emporte de beaucoup en importance sur l'architecture civile, ce qui se justifie aisément. Peut-être la seconde pourrait-elle être mieux développée lorsque la publication des *Monuments d'art et d'histoire de la Suisse* se trouvera plus avancée. La division réservée à la sculpture et à la peinture marque nettement les trois phases de l'art gothique : la naissance des formes nouvelles, l'apogée et la transposition. Chacune de ces parties s'attache d'abord à la sculpture des portails d'église et assure ainsi une liaison heureuse avec la division réservée à l'architecture. Les monuments funéraires, les vitraux, les enluminures, l'orfèvrerie et l'ébénisterie trouvent chacun leur place, à la suite, avec le développement inégal que leur donne chacune des époques considérées. Ce plan permet donc une vaste synthèse toujours intéressante suscitant, comme il se doit, des discussions sur certains points.

Par la force des choses, le canton de Neuchâtel n'occupe pas une très grande place dans l'ouvrage. Si les fresques d'Engollon et le retable du Landeron sont mentionnés sans plus, la collégiale de Neuchâtel obtient la description qu'elle mérite. M. Gantner relève le contraste entre les parties romanes et gothiques, puis l'importante transformation du plan qui fit construire une tour sur le mur servant d'appui à une des absides du chevet. Au problème délicat

du cénotaphe, l'auteur n'apporte point de solution. Il place l'idée initiale du monument vers 1372-1373, insiste sur son analogie avec les saints sépulcres et pense que l'identification des femmes en prière du socle et des figures placées sous les arcades « donnera le mot de l'énigme ». A notre sens, il ne tient pas assez compte des remaniements et des restaurations perceptibles sur place, pour trop s'attacher à la lettre des identifications de personnages, malgré les pertinentes critiques d'Arthur Piaget. Sur ce sujet, bien entendu, les controverses risquent de durer sans résultat, faute d'éléments documentaires nouveaux.

On ne peut que louer M. Gantner de l'immense travail accompli, fournissant une vue générale et reliant à leur contexte des sujets souvent très particuliers. Grâce à lui, les lecteurs de langue française ont accès à des trésors ignorés, et sont introduits avec sûreté dans toute la complexité des manifestations de l'art ancien de leur pays.

J. C.

LE CENTENAIRE DES CHEMINS DE FER NEUCHATELOIS



DILIGENCE DES POSTES NEUCHATELOISES
avant 1848

Extrait d'une note de Philippe Godet :

L'original de cette aquarelle appartient à M. Paul Jeanrenaud. Elle a été exécutée par son frère Adolphe qui a peint les chevaux et par Georges Grisel qui a peint le paysage. M. P. Jeanrenaud m'a indiqué les noms des chevaux et des personnages, à savoir :

Cheval de devant, à gauche : *Miss*. Cheval de devant, à droite : *Bambou*. Cheval d'arrière, à gauche : *le Grand Polonais*. Cheval d'arrière, à droite : *le Petit Polonais*. Le conducteur qui tient les rênes est Gustave Gauchat. Le postillon sonnante du cor est le Bernois Jenck. Sur l'impériale sont assis : à gauche Louis Virchaux-Perret, au milieu Paul Jeanrenaud, reconnaissable à son nez, comme il le dit lui-même, à droite son frère Adolphe Jeanrenaud. Le chien sur la voiture est *Diane*, chien des frères Jeanrenaud.

La diligence est représentée à son arrivée en ville près de la Balance. On distingue au fond le Môle, avec la rangée de peupliers qui bordaient la rive gauche du Seyon, et, derrière, la maison Borel-Wavre (angle de la place Pury et de la rue de la Place-d'Armes).

1'059 674 - n

LES ROUTES NEUCHATELOISES AU XIX^e SIÈCLE AVANT LES CHEMINS DE FER

Un *Mandement sur la police des routes*, du 17 avril 1752, renouvelant des dispositions de 1703 et 1749, resta en vigueur jusqu'à l'*Arrêt général sur la police des routes*, du 23 janvier 1827. Il sanctionnait l'établissement d'un voyer dans chaque commune, interdisait d'encombrer les chemins par des véhicules ou des matériaux et d'empiéter sur la voie publique par des escaliers, galeries, bouteroues ou autres constructions. Des précautions devaient être prises pour borner les routes, assurer leur solidité, évacuer les eaux et en écarter la végétation gênante. Aux bifurcations, des poteaux signaleraient les grandes routes ; en hiver, celles-ci devraient être débarrassées de neige et piquetées. L'arrêt de 1827 mit l'accent sur l'entretien des chemins et de leurs talus, autorisa l'ingénieur des ponts et chaussées à engager des ouvriers aux frais des communes négligentes et imposa des règles aux conducteurs d'attelages.

Des mesures partielles complétèrent ou modifièrent ces dispositions légales jusqu'à la fin de l'ancien régime. Une demande faite au Corps législatif d'abolir la corvée pour l'entretien des routes n'aboutit pas, faute de ressources financières et de volonté centralisatrice en ce domaine. La corvée relevait en effet des communes qui l'avaient souvent remplacée par une taxe. Pour ne heurter personne, le Conseil d'Etat introduisit un système plus efficace, par étapes. Il obtint du roi un crédit annuel de 10.000 L. « sans néanmoins que les populations et les communes, tenues jusqu'à présent à l'entretien des routes, soient formellement libérées de leurs obligations à cet égard ». Charles-Henri Junod, inspecteur des ponts et chaussées, proposa d'allouer 6000 L. de cette somme à « l'entretien des deux routes commerciales de Vaumarcus au Landeron et des Verrières au Pont de Thielle ». Le Conseil arrêta, le 15 mai 1837, que le gouvernement se chargerait, à la place des communes, de la main-d'œuvre nécessaire à l'entretien des routes, sauf à l'intérieur des localités. Les communes continueraient à fournir et à charrier les matériaux nécessaires. Des modalités d'application furent établies les semaines suivantes.

Le système se révéla heureux, puisque le Conseil voulut étendre cette pratique, en dépit de la résistance du ministère de Berlin. Par

ordre de cabinet, du 8 octobre 1841, Frédéric-Guillaume IV porta enfin de 10.000 L. à 18.000 L. le crédit budgétaire « applicable à l'entretien des routes en général, sans distinction de routes commerciales, postales ou autres ». Néanmoins, le Conseil persista dans son idée d'étendre aux routes dites postales ce qui avait convenu à celles dites commerciales ou de transit. Il fallait préalablement les remettre en état, avant de leur appliquer le système d'entretien par cantonniers, et commencer par les voies de Neuchâtel au Locle et à la Chaux-de-Fonds. De nouvelles demandes valurent un crédit royal de 23.000 L. à prélever sur les revenus de 1842 et 1843 « pour mettre à l'état d'entretien les routes sur lesquelles le système adopté pour les deux routes de transit n'est pas encore en vigueur ». Par son arrêté du 11 mai 1842, le Conseil d'Etat étendit le nouveau mode de faire aux routes de Neuchâtel à la Chaux-de-Fonds, de Corcelles au Locle et aux Brenets, de Rosières aux Petits-Ponts, de Saint-Sulpice à Couvet par Boveresse, de Bôle à Rochefort par la Luche, de Fenin aux Bugnenets, des Verrières au Quartier, soit à la Chaux-du-Milieu, de Boinod aux Ponts par la Sagne, et du Locle à la Cibourg.

Après 1848, le changement de régime amena une profonde modification des bases juridiques du système routier et alimenta des velléités de polémique sur les mérites respectifs de l'ancien et du nouveau régime en cette matière. Le second allait bénéficier de son dynamisme, de sa volonté centralisatrice et des ressources fiscales que le prince n'avait jamais osé imposer. Le 17 septembre 1849, devenait exécutoire une nouvelle *Loi sur les routes et voies publiques*.

Considérant que la réorganisation du canton entraîne celle de l'administration des routes, que la nouvelle constitution fédérale donne la haute surveillance à la Confédération, que l'entretien et la surveillance exigent plus d'unité, qu'il faut régulariser les rapports entre les communes et le canton et enfin répartir également les charges des citoyens, la République promulga une loi complète et systématique, au contraire des arrêts anciens. Dans les dispositions générales, relevons le principe que les routes dépendent du domaine public, que les communes cèdent gratuitement à l'Etat les terrains nécessaires à la construction et à l'amélioration des chemins, alors que particuliers et corporations seront indemnisés. Trois tableaux annexes fixent quelles sont les routes cantonales de 1^{re}, 2^e et 3^e classes. Cette loi sera complétée par un décret du 13 février 1861.

Si des routes comme celles de la Tourne ou de la Clusette avaient été, depuis des siècles, l'objet de travaux coûteux, cela ne doit pas faire

illusion sur le médiocre état d'entretien de tous les secteurs, et les défauts graves des tracés. A la fin du XVIII^e siècle, des routes nouvelles avaient été ouvertes en direction de Saint-Imier et de Lignières. Au début du XIX^e siècle, le mouvement s'amplifie, car les voies de communication ne répondent plus à ce qu'on attend d'elles. Un très gros effort d'amélioration est alors entrepris sous la direction d'une commission des routes et de l'infatigable procureur général Georges de Rougemont. L'avènement du prince Berthier amène la construction du grand pont de Serrières dont les plans avaient été exécutés dix-sept ans auparavant par l'ingénieur Nicolas Céard. Pareillement, les projets de routes, au tracé plus rationnel, en direction du Locle et de la Chaux-de-Fonds, sont ressortis des tiroirs où les avait relégués la parcimonie du souverain précédent. Par un don de 60.000 L., le maréchal stimule les souscriptions publiques et privées. En 1813, les nouvelles voies de communication sont achevées complètement et leur compte de construction publié s'élève à 164.851 L. 8, 3, sans compter 9100 L. accordées par le prince aux chantiers de chômeurs et les prestations en travaux des communes. La route reliant alors le Locle à la Chaux-de-Fonds est considérée comme la meilleure du pays. Des soins non moins attentifs sont désormais accordés aux deux grandes voies traversant le pays parallèlement au lac, ou menant de France au Pont de Thielle. Il est peu d'années qui n'aient amené une correction ou un perfectionnement de tracé dans les villages où subsistent maints étranglements, et en rase campagne où les tournants sont trop brusques, les pentes raides et la largeur décidément trop faible pour le trafic grandissant.

Sans entrer dans de grands détails, relevons parmi les travaux importants la reconstruction de la route de la Clusette, en 1816, après un gros éboulement de 15.000 à 20.000 pieds cubes de matériaux. Joël Matile, cumulant les fonctions de maire des Brenets, d'archiviste et d'ingénieur des ponts et chaussées, fait abandonner l'ancien tracé qui descendait de Brot à Noiraigue (réparé et amélioré en 1779, d'après les projets de l'architecte Abraham-Daniel (?) Burnand), pour la ligne actuelle plus élevée, évitant le village de Noiraigue. Dès 1838, la correction du secteur entre Poimbœuf et Pierre-Coupée s'étend à toute la route entre Rochefort et Brot-Dessous, sur 5350 mètres environ. Le Conseil d'Etat, en effet, prend la responsabilité d'ordonner les travaux et de faire des avances d'argent une année avant que le roi alloue 70.000 L. sur l'excédent de ses revenus de 1838 à 1840. L'ancien tracé, encore porté sur la carte d'Ostervald complétée en 1837, passait un peu plus au midi.

A la requête de plusieurs particuliers appuyés par la commission des routes, le Conseil d'Etat chargea Joël Matile de tracer une voie de communication entre le Val-de-Travers et la vallée des Ponts. Cette route, dite de Rosières, fut achevée sans doute en 1828, alors que le tronçon de raccordement entre Brot-Dessus et les Petits-Ponts était établi en 1829-1830 sous la direction de Charles-François Nicolet, maire du Locle. Bientôt une nouvelle amélioration de la route de France, la plus importante, permet de surmonter le difficile et abrupt passage de la Chaîne, au-dessus de Saint-Sulpice, où la pente atteint 12 et 16 1/2 %. Du versant sud, où la glace et les amas de neige la rendent dangereuse, la route est déplacée sur le versant exposé au midi, ce qui nécessite le percement d'un tunnel fort discuté par certains. Le devis de 57.000 L. sera augmenté de 2000 L. pour la percée de cette galerie et, en 1838, le roi peut exprimer sa satisfaction du travail accompli en plus de deux ans, au vu des plans et profils expédiés à Berlin. L'inspecteur et plus tard conseiller d'Etat, directeur des ponts et chaussées, Charles-Henri Junod est associé à ces félicitations. En 1855 encore, la route des Verrières sera redressée sur un kilomètre.

Au fond du Val-de-Travers, un comité d'initiative rappelle que le 24 juin 1748 déjà, un arrêté du Conseil d'Etat avait prévu la construction d'une route de Buttes à Sainte-Croix. Rien n'a été fait qu'améliorer un sentier (1829), ce qui accroît le désir d'une meilleure communication directe avec le canton de Vaud. De l'argent a été déjà souscrit. Junod, chargé de dresser des plans, fournit un devis de 43.752 L., le 28 novembre 1838. Son collègue Fraisse, de Lausanne, s'occupe de la partie vaudoise. La commune de Sainte-Croix obtient une aide de 12.000 L. de son canton pour le travail la concernant, adjugé 22.400 L. Par leur activité, les souscripteurs neuchâtelois réunissent 24.000 L. sur les 60.000 L. prévues (l'augmentation est due pour une bonne part au capital d'entretien fixé à 10.000 L.).

Le Conseil d'Etat décide de solliciter du roi 30.000 L. afin de soutenir une population qui a fait un gros effort pour une route, peut-être pas essentielle, mais utile sans conteste, et point susceptible d'être qualifiée de favorable au chef-lieu. Il réussit à faire prévaloir son opinion contre l'avis du conseiller Armand-Frédéric de Perregaux, déclarant cette route très secondaire et voulue surtout par les gens riches de Fleurier. Pour lui, il valait mieux perfectionner les grandes voies commerciales et ne pas tenir compte des intérêts d'un village opposé à la monarchie. La construction de cette route, de Longeaigne à Noirvaux, adjugée

42.000 L. au sieur Mouthod en juillet 1841, fut achevée et reconnue en octobre 1843. La correction du tronçon entre Buttes et Longeaigue, prévue à cette époque, se réalisa en 1856 seulement.

Des améliorations aux chemins entre la Côte-aux-Fées, les Verrières et Sainte-Croix n'aboutirent pas sous l'ancien régime, faute d'argent et de bonne harmonie entre les intéressés. Cependant, l'argent récolté permit d'établir la route de Buttes à la Côte-aux-Fées, en 1849-1850, à la place d'une charrière très raide. La communication avec Sainte-Croix fut assurée en 1860. Dès 1827, on remettait en état la route des Verrières à la Brévine et au Locle, dans la région du Broillet.

Entre Neuchâtel et les deux grandes communes des Montagnes, les routes établies sous le règne de Berthier ne subissent pour ainsi dire point de modifications. Cependant, Gustave de Pury fait remarquer que cinquante ans plus tard, elles n'auraient point reçu de pentes aussi fortes. Dès 1828, se forme le projet de relier Neuchâtel et Valangin par les gorges du Seyon, afin d'éviter une montée inutile par Pierrabot. A la fin de l'année 1834, l'ingénieur Aloys Negrelli, ancien officier du génie au service de l'Autriche et ingénieur des ponts et chaussées du canton de Saint-Gall, vient même inspecter le tracé nouveau avec Junod. Tout paraît en bonne voie, lorsque le Conseil d'Etat écrit au roi, le 15 avril 1835, que les souscriptions sont insuffisantes, la route « de luxe et d'agrément » à côté d'autres exigeant des corrections urgentes ; on court le risque de ne pouvoir mener l'ouvrage à bonne fin, tant que le chef-lieu n'exécutera pas le raccordement souhaité par les communes du Val-de-Ruz. Ce dernier point fut décisif.

En dépit des rappels de la Cour disposée à allouer le tiers des frais sur les revenus neuchâtelois, le projet sombra définitivement en 1843. Les souscripteurs furent remboursés. Seul un sentier fut tracé et entretenu. Trop pressé de marquer les dernières nouveautés, Ostervald reporta sur sa carte, complétée en 1837, un tracé qui ne fut point construit. La République reprit la chose en mains dès 1848, songea à employer des réfugiés politiques allemands et polonais l'année suivante, puis adjugea la construction du pont des gorges à l'entrepreneur Gribi, de Berthoud, en avril 1853. La route fut ouverte au printemps de 1854. La bourgeoisie de Neuchâtel exécuta le raccordement nécessaire en créant une route entre Saint-Nicolas et l'Ecluse, en 1864. A Valangin, le grand pont dont la voûte menaçait de se disloquer à la suite de l'affaissement de l'angle sud-est, affouillé par les eaux, avait été reconstruit en 1843-1844 sur les plans de Charles-Henri Junod, par l'entrepreneur Bernard Ritter, sous la direction de l'architecte Louis Châtelain.

Les relations avec le « Bas » et la Suisse n'avaient jamais empêché les communes des Montagnes de souhaiter de meilleures liaisons directes avec la Franche-Comté. Elles ne pouvaient que se réjouir des arrangements pris par le préfet du Doubs, dès 1823, pour obtenir une communication directe entre Morteau et les Brenets, grâce à un pont sur le ruisseau de la Rançonnière. Le 27 novembre 1826, le Conseil d'Etat autorisa les travaux que désirait entreprendre une société de souscripteurs et, le 30 décembre 1833, Charles-François Nicolet, le maire du Locle qui avait surveillé de près la bonne marche de l'entreprise, pouvait annoncer qu'elle avait achevé son programme avec succès et économies. Cette amélioration est bientôt remise en question par un nouveau projet, communiqué par le préfet du Doubs, de relier directement Morteau au Locle, par le Cul ou Col-des-Roches. Le 20 février 1837, le Conseil d'Etat, qui ne veut pas faire de tort aux Brenets, se décide à ne pas entraver la réalisation, sans toutefois engager l'avenir. Après bien des démarches, l'adjudication des travaux est accordée, à la fin de 1843, à une société d'actionnaires, Neuchâtelois pour les deux tiers ; le roi alloue 30.000 francs de ses revenus pour la réalisation. Un tunnel doit être remplacé par une tranchée, puis le délai d'achèvement est prorogé de 1846 au 30 juin 1848. Finalement, la date de réception définitive de la route, à péage, est arrêtée au 2 octobre 1851. Il restait à relier les Brenets de manière satisfaisante au Col-des-Roches.

D'autres chemins locaux sont créés aux Montagnes : la route des Côtes du Doubs par Moron — et celle de la Côte-aux-Fées — afin de donner du travail aux horlogers chômeurs, en 1848, sans créer des « ateliers nationaux » ; la route du Cachot à la frontière française est améliorée en 1845 sur le territoire du Cerneux-Péquignot. Entre 1827 et 1829, une communication directe relie la Chaux-du-Milieu aux Joux, placées sur la route du Locle. Le roi de Prusse alloue 10.000 L., puis 6800 L. en faveur d'une route de la Sagne au Locle par la Jaluse, construite par souscriptions privées, à la vérité péniblement, faute de ressources suffisantes, entre 1834 et 1841. Le souverain veut ainsi rendre hommage à la fidélité exemplaire des sujets habitant cette partie du pays.

Dans l'ordre d'importance, la route de Vaumarcus au Landeron ne vint longtemps que loin derrière celle de France. Dès l'époque de Berthier, de nombreuses corrections locales permettent de l'améliorer. Des arrêtés du 26 janvier 1830 et du 1^{er} septembre 1834 obligent les propriétaires riverains à abaisser, à la hauteur maximum de quatre pieds et demi,

les murs la bordant au midi et favorisant l'accumulation des eaux ou des glaces. L'ouverture d'une route entre Bienne et la Neuveville revalorisant cette artère, le Conseil d'Etat décide de grands travaux. « Au moment où la route quitte le canton de Vaud, elle descend par une pente très-rapide dans un ravin situé au pied du château de Vaumarcus pour remonter par une pente plus rapide encore. De là, elle suit un plan presque horizontal jusqu'au village de Saint-Aubin où elle arrive après avoir traversé le hameau de Sauges. Elle parcourt les rues étroites et tortueuses de ce village pour gagner par une pente rapide le rivage du lac qu'elle ne tarde pas à quitter de nouveau au hameau de Chez-le-Bart par une pente raide et dangereuse par ses contours. » Le projet de correction est urgent, explique-t-on au roi, le 2 mars 1835 ; il a été retardé par des difficultés avec le seigneur de Gorgier et les événements de 1831 ; M. Negrelli approuve le nouveau tracé par le littoral, évitant les villages de Sauges et de Saint-Aubin. A fin décembre 1837, la nouvelle route de Vaumarcus à Chez-le-Bart était achevée.

A l'autre bout de la principauté, une importante correction permet d'éviter la partie supérieure de Saint-Blaise pour atteindre Cornaux par un nouveau tracé, presque sans déclivité, solidement établi au nord du Loclat en 1836, malgré le terrain marécageux. Plus loin, la route est améliorée entre le Landeron et la Neuveville (1839). En direction de Cerlier, le pont de Saint-Jean, ébranlé par le choc du bateau à vapeur *L'Industriel* (1846), doit être rebâti.

Décision symptomatique, le 22 septembre 1846, le Conseil d'Etat désire entendre l'ingénieur Müller « sur la question de l'influence que pourrait avoir, suivant lui, l'établissement éventuel d'un chemin de fer traversant la principauté sur le projet de reconstruction de la route de Montruz à Saint-Blaise ». De fait, si la correction dans la région des Saars a bien marché (1838-1842), les travaux à l'est de Montruz sont retardés jusqu'à 1854-1856 et restent inachevés entre le village de Saint-Blaise et le lac.

Aux Verrières, en août 1853, des travaux envisagés sont fortement réduits, parce que « l'établissement probable d'une voie ferrée le long de cette route pourrait rendre inutile une bonne partie de la correction projetée ».

Le rédacteur de l'*Almanach de la République*, pour 1858, relève que « si les chemins de fer ôtent quelque importance à nos principales routes, par contre le déplacement de la population devenant plus grand, l'entretien des routes secondaires augmentera, et il sera indispensable de

créer de nouvelles communications pour relier les centres populeux aux stations les plus voisines ». D'autre part, « les routes qu'on admirait il y a cinquante ans ne suffisent plus, il nous faut des tracés nouveaux en rapport avec les progrès de la science : on veut partout des pentes douces et des contours agrandis, et si une route n'est pas faite maintenant de manière à pouvoir être transformée en chemin de fer-omnibus, elle paraît défectueuse, et on en projette d'avance la rectification ». Ces vues ne seront pas seulement vérifiées dans l'immédiat, mais largement aussi dans l'avenir et confirmées par le tableau que Gustave de Pury faisait aux ingénieurs et architectes réunis à Neuchâtel en 1879 : l'établissement des chemins de fer a bouleversé la classification des routes et rendu importants les tronçons de raccordement avec les gares, financés très souvent par les compagnies ferroviaires¹.

Sans cesse perfectionné pendant le XIX^e siècle, le réseau routier, où figurent déjà tous les tracés essentiels que nous utilisons encore, dut s'adapter aux conditions nouvelles des transports. Il a su si bien le faire que, moins de trois quarts de siècle plus tard, il a repris toute son importance ancienne et l'a même accrue. Par contre, la navigation, autrefois si importante sur les lacs du pied du Jura entre Yverdon et Bienne, a souffert gravement des chemins de fer. Les voitures automobiles, revivifiant la circulation routière, lui ont enlevé la majeure partie du fret transporté entre les rives nord et sud du lac de Neuchâtel et voué nos bateaux à l'agrément des touristes.

Jean COURVOISIER.

Sources et bibliographie. — Archives de l'Etat : *Manuels du Conseil d'Etat* ; *Lettres à Sa Majesté*. — *Le Véritable Messager boiteux de Neuchâtel*, pour 1828 et 1830. — *Recueil officiel concernant la principauté de Neuchâtel et Valangin*, 3 vol. 1827, 1835 et 1849. — *Carte de la principauté de Neuchâtel*, levée de 1801 à 1806, et complétée en 1837, par Jean-Frédéric d'OSTERVALD. — *Bulletin officiel des délibérations du Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel*, t. I, 1848, p. 189. — *Recueil des lois, décrets et autres actes du gouvernement de la République et Canton de Neuchâtel*, t. II, 1850. — *Almanach de la République et Canton de Neuchâtel*, 1858, p. 32 : Des routes dans le canton de Neuchâtel depuis 1848. — D^r GUILLAUME, *Etat des routes dans le pays de Neuchâtel au commencement de ce siècle (1800-1812)*, article paru dans le *Musée neuchâtelois*, 1867, p. 85. — Gustave DE PURY, ingénieur, *Observations complémentaires sur l'article « Etat des routes dans le pays de Neuchâtel »*, *ibidem*, 1867, p. 372. — Gustave DE PURY, *L'activité neuchâteloise dans le domaine de la construction pendant les trente dernières années* ; I. *Voies de communication*, *ibidem*, 1879, p. 172. *Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil* ..., 1859, p. 99 ; 1860, p. 112.

¹ En 1859, le directeur des travaux publics du canton escomptait des économies notables pour l'entretien des routes. Dès 1860, il constate que le trafic se déplacera sur les routes transversales, sans diminuer. Les matériaux de recharge devront être plus fins, vu la disparition des lourdes voitures de roulage, et un entretien continu devra se substituer aux grandes recharges périodiques.

LE JURA-INDUSTRIEL

Le premier chemin de fer qui pénétra en Suisse fut celui de Strasbourg-Saint-Louis-Bâle, en 1844, tandis que la première ligne entièrement sur territoire suisse était construite en 1847, entre Zurich et Baden. A l'étranger, les premiers réseaux ferroviaires datent de 1825 en Angleterre et de 1828 à 1839 dans les pays nous environnant.

Dès 1830, on s'occupe de la question des chemins de fer en Suisse, mais leur construction rencontre une vive opposition de la part des organisations engagées dans les transports : voituriers, bateliers, hôteliers, éleveurs et marchands de chevaux, aussi bien que de l'agriculture, qui craint une baisse de ses produits. Le plus gros obstacle provient, cependant, de l'autonomie des cantons en matière de péages et de transports ; ce n'est qu'après l'entrée en vigueur de la constitution de 1848, que la Confédération put mettre fin à ces difficultés, par l'unification de l'économie nationale, la suppression des barrières douanières internes et l'abolition des privilèges de transport.

Après les déboires que rencontrent les initiateurs des réseaux primitifs, on se rend compte de la nécessité d'étudier un plan général des chemins de fer dans le pays pour les relier aux réseaux étrangers, d'établir une loi d'expropriation et d'avoir l'avis de la Confédération concernant sa participation aux frais de construction, ou à l'égard des dispositions que doivent revêtir les demandes de concession présentées par des sociétés privées.

Une expertise est demandée aux ingénieurs anglais Robert Stephenson (fils de l'inventeur de la locomotive) et H. Swinburne. Leur rapport considère la ligne de Bâle à la vallée de l'Aar comme la clef de tout le réseau suisse et prévoit qu'Olten sera un centre d'où partiront les lignes devant desservir l'ensemble du pays.

La loi d'expropriation des chemins de fer pour cause d'utilité publique est ratifiée par l'Assemblée fédérale le 1^{er} mai 1850.

En ce qui concerne la politique ferroviaire, deux groupes se forment dans cette assemblée, la minorité, avec Alfred Escher à sa tête, se prononce en faveur des chemins de fer privés, tandis que le futur conseiller fédéral Jacob Stämpfli, chef de la majorité, prend parti pour les chemins de fer d'Etat. Chose extraordinaire, la minorité l'emporte au dernier

moment et, comme conséquence, la loi fédérale du 28 juillet 1852 est élaborée; elle octroie aux cantons le droit d'établir des chemins de fer et de les concéder à l'industrie privée, sous réserve de ratification des concessions par l'Assemblée fédérale¹.

Pendant ce temps, que se passait-il à Neuchâtel?

A la fin de décembre 1841, un magistrat du département français du Jura demande au Conseil d'Etat de s'intéresser à l'établissement d'un chemin de fer aboutissant au village du Brassus, mais nos autorités estiment qu'il n'y a pas lieu de s'occuper de cette affaire².

Vers la même époque, nos voisins du Doubs, désireux de faire passer par Montbéliard et Besançon la ligne projetée de Mulhouse à Dijon, cherchent à Neuchâtel des souscripteurs pour couvrir les frais d'études. La Régie des postes trouve que les avantages à retirer de cette voie ne sont pas assez certains pour s'y intéresser; de son côté, la Compagnie des Marchands est d'avis que la supériorité des chemins de fer est telle, qu'ils deviennent « une nécessité à subir et, pour les populations, un sujet de dépenses et de sacrifices », mais qu'il « est plus sage de réserver les ressources du pays pour l'exécution d'un projet national de chemins de fer ».

Dans les années qui suivent, de nombreux projets surgissent. L'un d'eux doit relier Genève à la Suisse orientale en passant par Yverdon-Morat-Berne, laissant de côté le territoire neuchâtelois³.

En mars 1846, le gouvernement reçoit une communication de l'Association vaudoise pour l'étude d'un canal ou d'un chemin de fer entre les lacs de Genève et de Neuchâtel; elle est chargée d'examiner la direction des lignes qui, venant de Genève, traverseraient le canton de Vaud pour rejoindre Bâle et le lac de Constance.

Peu après, on apprend qu'une conférence devant réunir les délégués de plusieurs comités cantonaux aura lieu à Berne, pour s'occuper de la question d'un chemin de fer pour la Suisse occidentale. La Compagnie des Marchands propose au Conseil d'Etat de faire examiner: 1° si l'Etat de Neuchâtel doit mettre de l'intérêt à ce que cette voie passe par le territoire de la principauté; 2° dans ce cas, si l'Etat prendrait part à l'entreprise ou se bornerait à accorder la concession à une compagnie; 3° s'il y a lieu pour le gouvernement de faire étudier ou de s'associer à une entreprise se chargeant de l'établissement d'une ligne passant par Neuchâtel.

¹ *Les chemins de fer suisses après un siècle, 1847-1947*, publication de l'Office fédéral des transports.

² *Manuel du Conseil d'Etat*, 17 janvier 1842.

³ Ph. FAVARGER, *La Noble et Vertueuse Compagnie des Marchands de Neuchâtel*, p. 263.

Après délibération, le Conseil arrête qu'avant d'intervenir dans les questions relatives au passage d'un chemin de fer dans la principauté, il juge convenable d'attendre que l'opinion publique se prononce elle-même dans un sens ou dans l'autre.

Sans doute déçue d'une réponse aussi dilatoire, la Compagnie des Marchands présente, quelques jours plus tard, une nouvelle requête au Conseil en insistant sur l'organisation, dans le canton, d'un comité des chemins de fer ayant le mandat de défendre les intérêts neuchâtelois. Sur quoi, le gouvernement confirme qu'il n'est pas encore en mesure de se prononcer officiellement, mais qu'il ne met aucun obstacle à ce que la Compagnie des Marchands constitue un comité à l'instar de ceux qui existent dans d'autres villes suisses et que ce comité se fasse représenter à la conférence de Berne¹.

Sur cette autorisation, la Compagnie des Marchands convoque les négociants de Neuchâtel en assemblée pour le 18 avril 1846 et procède à la nomination d'un « Comité de chemins de fer neuchâtelois », composé de sept membres, savoir : François Fornachon, procureur de la Compagnie des Marchands, Gustave de Roulet, Frédéric de Meuron, banneret, Fréd. Perret fils, P.-L. Carbonnier, J.-H. Nicolas et Borel-Jeanrenaud, auquel elle ouvre un crédit de 1000 francs pour frais d'études².

Ce comité se fait représenter à la conférence de Berne, qui a lieu les 20 et 21 avril ; celle-ci donne aux délégués des instructions pour l'établissement des travaux techniques et des statistiques qui doivent être faits au préalable dans chacun des cantons respectifs. Le comité reçoit l'autorisation d'obtenir à cet effet toutes indications utiles de la part des officiers de juridiction et des ponts et chaussées, mais le Conseil d'Etat rappelle qu'il n'est pas encore en mesure de se prononcer au sujet d'un chemin de fer qui traverserait la principauté³.

Les chefs de l'ancien régime montrent décidément peu d'empressement à l'égard du nouveau mode de locomotion et les événements politiques viennent encore retarder toute solution. Ce n'est qu'au printemps de 1852 qu'un nouveau comité se forme sur l'initiative du député et conseiller national Fritz Lambelet, des Verrières, pour reprendre la question. Les sondages qu'il fait, tant en Suisse qu'à Paris, lui permettent de se rendre compte que ses projets rencontrent beaucoup de sympathie.

¹ *Manuel du Conseil d'Etat*, 18 mars, 8 avril et 13 avril 1846.

² Ph. FAVARGER, *La Compagnie des Marchands*, p. 271.

³ *Manuel du Conseil d'Etat*, 29 juillet 1846.

Forts de cet avis, et considérant que l'établissement d'un chemin de fer traversant le canton est la condition *sine qua non* de la conservation de l'industrie horlogère dans le pays, cinq députés, dont le prénommé, proposent à la séance du Grand Conseil du 19 juin 1852, la nomination d'une commission parlementaire pour poursuivre les études. Aimé Humbert, estimant qu'il y a urgence, dépose un projet de décret demandant de prendre en considération la création d'un chemin de fer reliant les grandes lignes suisses aux grandes lignes françaises par le canton de Neuchâtel, de nommer une commission de neuf membres ayant mandat d'étudier le problème, de lui allouer un crédit de 6000 francs et de la charger de rapporter à la prochaine séance du Grand Conseil ¹.

Ce décret est adopté à une large majorité et une commission de neuf membres est nommée ; elle comprend : Fritz Lambelet, député et conseiller national, les Verrières, Louis Brandt-Stauffler, président du Grand Conseil, C. Jacot-Guillarmod, Fritz Courvoisier, négociant, la Chaux-de-Fonds, Henri Grandjean, négociant, le Locle, Auguste Leuba, conseiller d'Etat, Neuchâtel, Gustave Lambelet, David Perret, négociant, Neuchâtel, A. Rougemont.

Cette commission se met immédiatement à l'œuvre et convient avec l'ingénieur cantonal Merian d'étudier l'établissement d'une voie se reliant au réseau français à Salins (alors terminus de la ligne Paris-Lyon) et aboutissant à Olten, après avoir traversé le canton de Neuchâtel par le plus court trajet, avec une bifurcation sur Yverdon à l'ouest et sur la frontière bernoise à l'est, ainsi qu'un embranchement sur les Montagnes.

Désirant s'entourer également de l'avis des milieux commerciaux et financiers, la commission invite Henri DuPasquier, président de la Société industrielle de Neuchâtel, et Louis de Pury, banquier, à prendre part à ses travaux comme membres externes ; après la première séance, ils se retirent pour des considérations d'ordre politique ².

D'autre part, la commission fait appel, en qualité d'expert, à l'ingénieur Wild, directeur des télégraphes, à Berne, et lui demande d'examiner la possibilité de créer une voie ferrée à travers le canton, de déterminer le tracé le plus convenable entre Salins et Olten, et les points de raccordement les meilleurs pour desservir les localités industrielles du canton.

Cette étude l'amène à considérer deux projets, tous deux partant de Pontarlier ; le premier passe par le Val-de-Travers et Neuchâtel, le

¹ *Bulletin des délibérations du Grand Conseil*, t. 10, séance du 19 juin 1852.

² *Rapport de la majorité de la Commission des chemins de fer*, daté du 6 octobre 1852.

second par le Col-des-Roches-le Locle-la Chaux-de-Fonds et le vallon de Saint-Imier, pour rejoindre la ligne Soleure-Zurich dans le Seeland. L'ingénieur Wild estime que le premier projet est plus avantageux au point de vue technique ; il semble aussi préférable, parce que plus court, pour relier la France à la Suisse, alors que le second projet est utile essentiellement à l'est de la Suisse.

L'ingénieur Merian donne également sa préférence à la ligne du Val-de-Travers, tout en prévoyant un raccordement aux Montagnes par voies asphaltées du Val-de-Travers et de Neuchâtel.

Au cours des discussions de la commission, une opposition se forme envers le projet des Verrières à Neuchâtel, les Montagnes voulant de toute force que la préférence soit donnée à une ligne desservant leur région et devant également revêtir un caractère international en se soudant au réseau français projeté de Besançon à Morteau. Cette opposition provoque une scission au sein de la commission, qui demande une convocation du Grand Conseil avant de pousser plus avant ses études.

Dans sa séance du 7 octobre 1852, Fritz Lambelet présente le rapport de la majorité, favorable au projet Wild, en sollicitant l'approbation des travaux de la commission, l'octroi d'un nouveau crédit de 14.000 francs pour terminer les études et que l'Etat garantisse un intérêt de 4% sur les capitaux à engager dans le chemin de fer ; de plus, il demande que les pouvoirs nécessaires soient donnés à la commission ou, s'il y a lieu, au Conseil d'Etat, en vue d'arriver à la formation d'une compagnie qui se chargerait de l'établissement et de l'exploitation de la partie du chemin de fer sur territoire neuchâtelois.

Fritz Courvoisier, membre minoritaire, s'oppose à une garantie d'intérêt de la part de l'Etat et demande que le tracé du chemin de fer soit mûri et approfondi. Il n'approuve pas les propositions Wild, car, d'après les contacts qu'il a eus avec Koller, ingénieur en chef de la Confédération pour les chemins de fer, celui-ci lui assure que le tracé par la Montagne est très praticable. Courvoisier est d'avis que c'est là le seul moyen de conserver l'industrie horlogère, déjà encline à l'émigration en raison des rigueurs du climat¹.

La discussion qui suivit fut mouvementée et assez confuse ; finalement, le Grand Conseil décide l'ajournement du vote sur les conclusions de ces rapports. Le 26 octobre, il charge le Conseil d'Etat de rechercher le moyen d'arriver à la formation d'une compagnie qui entreprendrait

¹ *Rapport de la minorité de la Commission des chemins de fer*, daté du 7 octobre 1852. Voir aussi Fritz COURVOISIER, *Analyse des projets du chemin de fer neuchâtelois*, mai 1853.

l'établissement et l'exploitation d'un chemin de fer sur territoire neuchâtelois.

Pour montrer l'intérêt que présentait la construction de voies ferrées, il est utile de relever que le transport par char d'une bosse de vin de 480 pots, pesant 1050 kilos, coûtait de Neuchâtel à Berne 17 fr. 75 et à Zurich 47 fr. 25, tandis que par chemin de fer, les frais étaient supputés à 3 fr. 74 pour Berne et à 10 fr. 33 pour Zurich, soit à moins du quart ¹.

Il est évident qu'il ne s'agissait là que d'estimations, car, à cette époque, il n'existait en Suisse que le chemin de fer de Zurich à Baden ; les autres lignes n'étaient encore qu'à l'état de projets. La Compagnie du Central-Suisse s'intéressait aux lignes allant de Bâle à Olten et, de là, sur Baden, Berne et Bienne ; le Nord-Est-Suisse à celles se dirigeant de Zurich vers le Rhin et le lac de Constance ; l'Union-Suisse à celles de Saint-Gall à Winterthour et, au sud, vers Coire et Glaris, tandis que l'Ouest-Suisse s'occupait des lignes allant de Lausanne sur Yverdon, Genève et Saint-Maurice. Les principaux tronçons de ces compagnies ne furent inaugurés que dans les années 1855 à 1861 ².

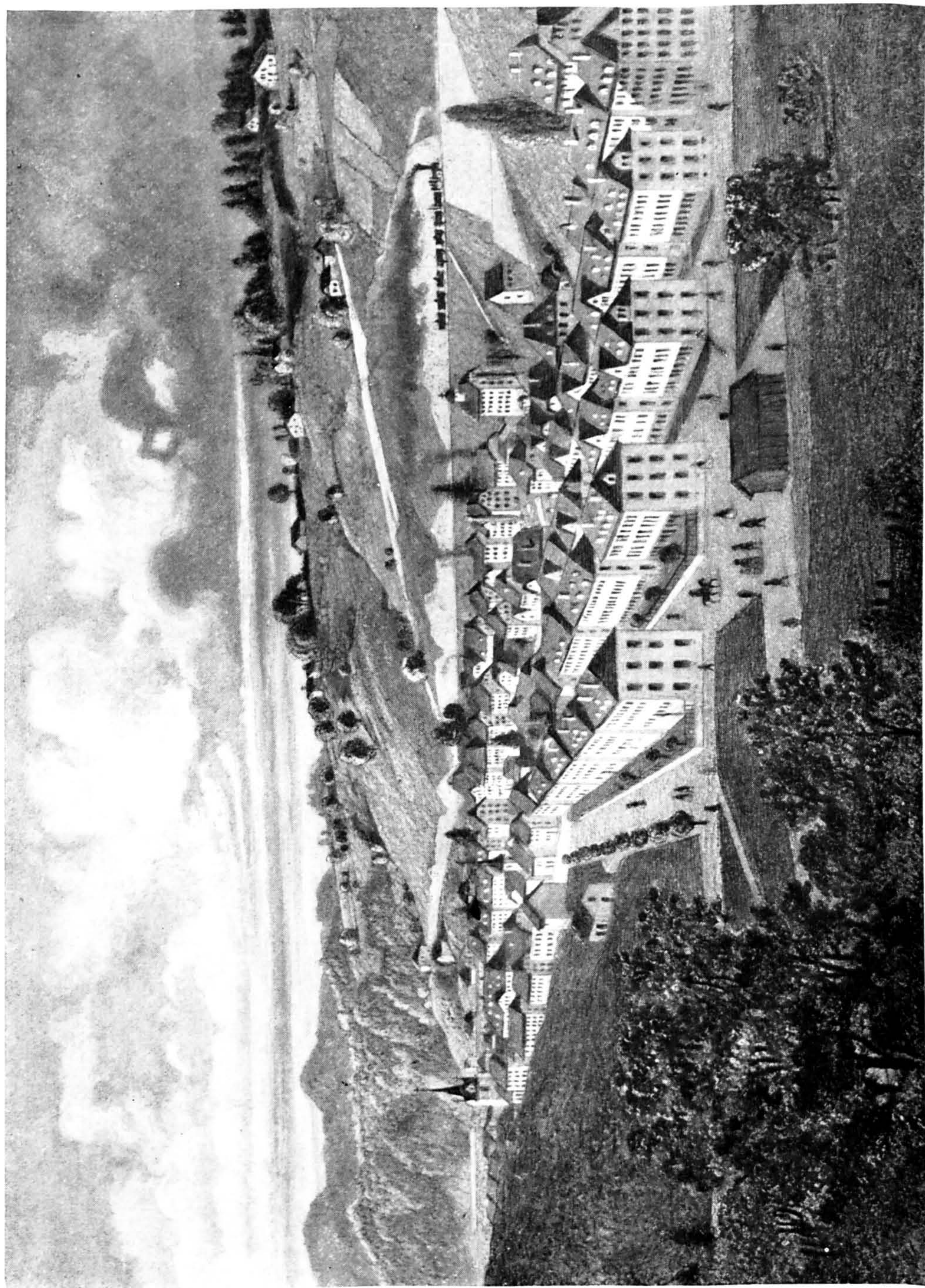
Les projets qui étaient élaborés à Neuchâtel tenaient compte aussi bien des tracés prévus par les entreprises suisses que par celles de France, afin de servir de trait d'union entre ces réseaux et, par là-même, de donner à la ligne neuchâteloise l'importance d'une artère internationale. C'est pourquoi la commission d'études avait établi des compromis avec Zurich, d'une part, et les concessionnaires du chemin de fer de Dijon à Salins, d'autre part, mais en prévoyant un tracé Pontarlier-Verrières-Neuchâtel-Olten, elle s'était mis à dos les autres cantons romands et avait indisposé en même temps Berne et Bâle, dont le rôle était prépondérant en matière de chemins de fer.

Pour regagner leurs bonnes grâces, le Grand Conseil, en date du 1^{er} décembre 1852, renonce à ratifier ces compromis et, ramenant les projets primitifs à de plus modestes proportions, statue que le canton devait s'intéresser, dans la création du réseau suisse des chemins de fer, à l'établissement d'une voie ferrée formant, sur la rive gauche du lac, une section de la ligne Genève-Bâle. En même temps, il donne mandat au Conseil d'Etat de recevoir les propositions qui pourraient être faites en vue de sa construction, en écartant toute garantie d'intérêt de l'Etat ³.

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, t. 11, p. 25, séance du 7 octobre 1852.

² *Les chemins de fer suisses après un siècle, 1847-1947*.

³ Décret, 1^{er} décembre 1852.



Vue du Locle montrant le quartier neuf et le chemin de fer, vers 1860

La première démarche du Conseil d'Etat est d'envoyer un délégué à Berne, où devait avoir lieu une conférence entre les cantons de Genève, Vaud, Fribourg, Berne, Soleure et Argovie pour l'établissement d'une ligne Genève-Olten. Malheureusement, les représentants de Genève, Vaud, Fribourg et Berne décident de faire passer la voie par Lausanne-Yverdon-Payerne-Morat et Berne.

Pour atténuer l'échec de la ligne envisagée sur la rive gauche du lac, le délégué de Neuchâtel reçoit des ouvertures pour relier Neuchâtel à Berne, par une voie se dirigeant sur Lyss. Lors d'une entrevue ultérieure, le point de jonction est remplacé par Chiètres ou Morat, mais Neuchâtel refuse toute proposition ayant pour but de favoriser la ligne de la rive droite et demande à Berne si le canton serait disposé à autoriser le passage sur son territoire d'une ligne se dirigeant de Neuchâtel sur Berne. Nouvel échec, Berne n'est pas d'accord ; cependant, il fait comprendre qu'il ne s'opposerait pas à une ligne allant de Neuchâtel à Bienne.

Par ailleurs, le canton de Vaud, reconnaissant l'utilité d'une communication directe avec la France, obtenait de l'Assemblée fédérale la ratification de la concession d'une ligne se dirigeant de Lausanne sur Pontarlier, par Vallorbe et Jougne, ce qui mettait en péril le tracé Verrières-Neuchâtel.

Néanmoins, on continue de s'intéresser, à Neuchâtel, au projet de chemin de fer des Verrières, pour lequel deux demandes de concession avaient été déposées successivement : la première par Brun et Pahud, de Paris, pour l'établissement d'une ligne allant des Verrières par le Val-de-Travers à Neuchâtel et Lyss, en faveur de laquelle ils sollicitent une garantie d'intérêt de l'Etat, la seconde par le Français Besnard, pour une voie reliant les Verrières à Trois-Rods-Neuchâtel et Thielle, avec embranchement de Trois-Rods sur Vaumarcus et Yverdon.

Les discussions au Grand Conseil sont des plus vives et de nombreux députés se prononcent contre une garantie d'intérêt de l'Etat, alors que d'autres réclament qu'un embranchement pour relier le Locle et la Chaux-de-Fonds à la ligne principale soit mis à l'étude. En fin de compte, le Grand Conseil charge, le 21 mai 1853, le Conseil d'Etat de procéder aux études concernant le chemin de fer des Montagnes et décide de refuser une garantie d'intérêt à toute compagnie demanderesse d'une concession de chemin de fer dans le canton ; par conséquent, il rejette la demande de concession Brun et Pahud, alors que celle de Besnard avait été retirée entre-temps. Mais il précise que le refus de cette garantie d'intérêt

n'exclurait pas les sacrifices que l'Etat pourrait être appelé à faire en vue de la construction de nos chemins de fer¹.

Cette décision provoque une scission au sein du Conseil d'Etat. Un essai de conciliation ayant échoué, les membres de la majorité donnent leur démission et la dissolution du Conseil d'Etat est prononcée par le Grand Conseil le 22 mai 1853, suivie, le lendemain, par la constitution d'un nouveau Conseil.

Fritz Courvoisier tenant toujours fermement à son projet de chemin de fer principal par les Montagnes, convoque à une conférence les délégués des communes industrielles de la Montagne et du vallon de Saint-Imier, à la suite de laquelle il constitue la « Commission centrale du chemin de fer par le Jura-Industriel », qui va dorénavant jouer un rôle décisif dans l'établissement de nos voies ferrées.

Par suite de la nomination, en juin, d'une « Commission d'Etat des chemins de fer neuchâtelois », à laquelle le Conseil d'Etat donne des instructions sensiblement différentes aux revendications de la Commission centrale, celle-ci décide de continuer, à ses propres frais, l'étude du chemin de fer par le Jura-Industriel, après avoir reçu des encouragements de la Compagnie Dijon-Besançon, de la ville de Besançon, ainsi que de Soleure et de Berne.

Pour se procurer les moyens nécessaires, elle lance une émission d'actions éventuelles de 500 francs sur lesquelles il pourra être appelé un maximum de 2%, pour frais d'études ; ces actions formeront en même temps la base d'une société d'actionnaires et pourront être ultérieurement échangées contre des actions définitives libérables par des versements de 10% au cours des années 1854 à 1858².

Avec l'ardeur qui le caractérise, Fritz Courvoisier donne à cette souscription la forme d'un appel patriotique, sous le signe duquel, d'ailleurs, a lieu toute la période d'établissement du Jura-Industriel. A ce sujet, il est intéressant de relever de la circulaire de septembre 1853 les brefs extraits suivants : « Ayons le courage de semer pour récolter... que tous ceux qui aiment leur pays... comprennent et fassent leur devoir. »

De son côté, la Commission d'Etat se constitue sous la présidence de James Ladame, chef du département des Travaux publics, qui s'adjoint Edouard Desor et Ch. Kopp, comme secrétaires. Elle a en train des études sur les tracés suivants :

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, séance du 17 mai 1853.

² *Rapport de la Commission centrale du chemin de fer par le Jura-Industriel à ses concitoyens*, signé par Fritz Courvoisier, président, et A. Lambelet, secrétaire, août 1853, et appel du 7 septembre 1853.

1. Une ligne par les Montagnes.
2. Une ligne des Verrières à Thielle.
3. Un embranchement de cette dernière, de Trois-Rods à Yverdon.
4. Une ligne d'Yverdon à Thielle par les rives du lac.
5. Une ligne de raccordement des Montagnes à la ligne des Verrières, par la vallée des Ponts à Travers.
6. Une ligne de raccordement des Montagnes à la même ligne par le Val-de-Ruz et les gorges du Seyon.

Dans l'intérêt de sa mission, elle consulte par circulaire les communes et personnes s'intéressant à l'établissement d'un chemin de fer, en les priant de soumettre leurs vœux et opinions. De plus, elle charge l'ingénieur français Lamé-Fleury de dresser le budget des diverses lignes. Dans ce but, il est procédé à des comptages sur les différentes routes et aux principaux carrefours du pays; la direction des postes de Neuchâtel fournit un état de la circulation dans le canton en 1852; deux membres de la commission établissent le relevé des marchandises entrées dans le pays par les bureaux de péages fédéraux situés sur la frontière française; l'administration des bateaux présente les indications dont elle dispose et divers commissaires recueillent des renseignements complets au sujet du roulage.

La commission fait également étudier le tracé de la ligne des Montagnes et de son embranchement sur le Val-de-Travers par Saint-Denis, ingénieur au corps des Ponts et chaussées. Quant aux lignes du Littoral et des Verrières, sur l'avis du prénommé, elle s'en rapporte aux travaux de Welti et Merian.

Sur la base des rapports des deux ingénieurs français, la commission arrive à la conclusion que la ligne la plus favorable de notre pays est celle des Montagnes; il est vrai que le rendement présumé est faible, car il dépasse à peine 2%, mais la situation de celle des Verrières est encore plus mauvaise, puisqu'elle se trouve en perte de 50%¹!

Ainsi, la Commission d'Etat prend carrément position en faveur de la ligne des Montagnes et, dans cette décision, on sent un parti pris évident.

Lors de la séance du Grand Conseil du 23 novembre 1853, il est déposé sur le bureau un projet de convention entre l'Etat de Neuchâtel et la Commission centrale du chemin de fer par le Jura-Industriel, signé par Fritz Courvoisier et approuvé par le Conseil d'Etat, sollicitant la

¹ *Rapport de la Commission d'Etat*, du 15 novembre 1853.

concession pour la construction d'une ligne prolongeant celle qui était projetée par la France de Besançon aux Brenets et se dirigeant par le Locle, la Chaux-de-Fonds, les Convers et le vallon de Saint-Imier sur la plaine du Seeland. Voici quelques extraits de cette convention :

Durée de la concession : quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de l'ouverture de l'exploitation de la ligne entière, mais pas plus tard que le 1^{er} janvier 1859.

La société doit commencer les travaux au plus tard douze mois après ratification de la concession par l'Assemblée fédérale.

Le délai de construction est fixé à cinq ans à partir de la ratification par l'Assemblée fédérale.

Il sera établi trois classes de wagons pour voyageurs.

La société est tenue d'entretenir au moins deux communications journalières pour les voyageurs entre les points extrêmes.

La vitesse moyenne des trains de voyageurs sera d'au moins 24 kilomètres à l'heure.

La société doit transporter gratuitement les lettres et paquets de l'administration des postes.

La société a l'obligation envers la Confédération de permettre l'établissement de lignes télégraphiques le long du chemin de fer.

S'il est accordé une concession pour un embranchement destiné à relier le Littoral à la ligne du Jura-Industriel par le Val-de-Ruz ou le Val-de-Travers, la Société du Jura-Industriel aura toujours, à conditions égales, la préférence sur l'entreprise rivale.

La société n'est pas assujettie aux contributions cantonales ou communales.

La Confédération aura le droit, moyennant indemnité, de racheter le chemin de fer avec tout son matériel à l'expiration de la trentième, quarante-cinquième, soixantième, soixante-quinzième, quatre-vingt-dixième et quatre-vingt-dix-neuvième année, sous préavis de cinq ans.

Les droits au rachat accordés à la Confédération sont aussi réservés aux cantons dont le chemin de fer traverse le territoire, en ce sens que les cantons pourront, aux époques susmentionnées, mais seulement après un avertissement préalable de quatre ans, exercer la faculté de rachat dans le cas où la Confédération n'en aurait pas fait usage¹.

Cette convention fut adoptée le même jour par le Grand Conseil.

Le 29 novembre 1853, deux nouvelles demandes de concession sont présentées pour la ligne Verrières-Neuchâtel-Thielle, avec embranchement sur Vaumarcus ; étant identiques, elles sont fondues en une seule et sanctionnées le 16 décembre suivant par le Grand Conseil.

Les deux concessions concernant les lignes du Jura-Industriel et des Verrières furent ratifiées par l'Assemblée fédérale les 6 et 8 février 1854.

¹ *Projet de convention entre l'Etat de Neuchâtel et la Commission centrale du chemin de fer par le Jura-Industriel, du 31 octobre 1853.*

Cette fois, le tracé définitif de nos voies ferrées se précise et, comme notre but est d'examiner l'évolution du Jura-Industriel, nous laissons de côté la ligne des Verrières, qui prit par la suite le nom de chemin de fer Franco-Suisse.

Après l'obtention de la concession du chemin de fer des Montagnes, la Commission centrale du chemin de fer par le Jura-Industriel dirige son activité sur la mise au point du tracé et la formation d'une société en mesure de remplir les engagements pris, mais une grave crise financière débute et paralyse toute entreprise nouvelle. Ainsi, l'année 1854 s'écoule sans marquer grande avance et, le 10 décembre, Fritz Courvoisier décède à Neuchâtel. La perte du promoteur et de l'animateur du Jura-Industriel est durement ressentie.

Au début de 1855, les communes des Montagnes présentent une pétition relative à l'entreprise combinée des lignes du Jura-Industriel et du Littoral, mais les communes du Val-de-Travers s'y opposent. Par décret du 2 mars, les deux lignes sont déclarées d'utilité publique¹.

A fin mai 1855, M. Ambroise Vielle, ancien pharmacien à la Chaux-de-Fonds, demande au gouvernement d'étudier un nouveau chemin de fer des Montagnes se rendant sur Neuchâtel et non plus par le vallon de Saint-Imier sur le Seeland².

A cette même date, la Commission centrale du chemin de fer par le Jura-Industriel annonce qu'elle a pourvu à l'exécution des principales obligations qui lui sont imposées par la concession et qu'une société est en formation³, sous les auspices des municipalités du Locle et de la Chaux-de-Fonds, mais, avant de présenter les plans de la première section qui doit relier ces deux villes, elle demande confirmation de la concession. Le Grand Conseil décrète qu'il ne se prévaudra pas du droit qui lui serait acquis de prononcer la déchéance de la concession, mais qu'il la reconnaîtra comme étant en vigueur, à la condition que les

¹ *Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la question des chemins de fer*, du 28 février 1855, et *Bulletin du Grand Conseil*, séances des 27 février, 1^{er} et 2 mars 1855.

² *Bulletin du Grand Conseil*, séance du 22 mai 1855.

³ Le rapport de la Commission centrale présenté le 11 juin 1855 aux souscripteurs de ses actions éventuelles renferme les intéressants renseignements suivants : « Si nous n'avions pas à nous préoccuper de ce qui se passe autour de nous, nous attendrions la reprise des affaires industrielles avec l'assurance de voir arriver en son temps la grande artère si nécessaire au maintien de notre existence, mais cette confiance serait dangereuse vis-à-vis de l'audace déployée dans une vallée voisine... où les hommes courageux qui sont à la tête de la ligne des Verrières enlèvent d'enthousiasme un million d'actions... Devons-nous copier ce qu'ont fait nos rivaux?... Il est nécessaire de faire aux Montagnes quelque chose et on ne peut rien trouver de mieux que la petite ligne Locle-Chaux-de-Fonds, qui produira immédiatement de grands avantages aux Montagnes comme agent de circulation. Mais avec la crise qui pèse sur la fabrique, on ne peut faire appel au public. Dans cette situation, c'est aux deux Municipalités intéressées à se mettre en avant, car elles représentent une puissance financière considérable ! »

concessionnaires soumettent leurs actes constitutifs de société à la sanction du Grand Conseil dans la session de printemps, qu'ils pourvoient, dans les deux mois, au commencement des travaux et fournissent les garanties requises.

Sur la base de ces déclarations, la commission centrale cède sa concession à une société constituée le 16 juin 1855, au capital de 1.400.000 francs, sous le nom de Compagnie neuchâteloise du chemin de fer par le Jura-Industriel, dont le comité directeur est composé de Louis-Ulysse Ducommun-Sandoz, président, Ed. Sandoz-Vissaula, James Ladame, directeur technique, Auguste Delachaux et Auguste Lambelet. Jules Grandjean est nommé directeur de l'exploitation et Cuvillier, ingénieur en chef.

Les commandes de matériel sont passées à Liverpool, pour les rails, à Esslingen, pour deux locomotives, à Paris, pour les wagons et en Bavière pour les éclisses, crampons, etc.

La compagnie dépose, à titre de caution, auprès de l'autorité fédérale, 642.000 francs en actions et prend l'engagement de commencer les travaux dans les délais prescrits ¹.

Le 19 juin, le Grand Conseil approuve le transfert de la concession à la nouvelle société et en sanctionne les statuts ; il se prononce également en faveur de la proposition Vielle relative à l'embranchement destiné à relier la ligne du Jura-Industriel à celle du Littoral par le Val-de-Ruz et ordonne d'en faire l'étude.

A cette fin, le gouvernement s'adresse à Saint-Denis, ingénieur en chef du chemin de fer Paris-Mulhouse ², ainsi qu'à A. Gressly, géologue ³, qui avait déjà fourni un travail remarquable sur le tunnel du Hauenstein.

Le rapport de ces experts conclut à l'établissement d'une ligne partant de la Chaux-de-Fonds et passant par un tunnel de 1350 mètres sous le Mont-Sagne, pour déboucher aux Convers, au pied du Roc 1002, à l'origine du vallon de Saint-Imier, puis continuant par un souterrain d'environ 3 kilomètres sur les Hauts-Geneveys-Geneveys-sur-Coffrane-Montmollin et Chambrelieu, où se trouve une station de rebroussement. De ce point, le tracé descend sur Neuchâtel en passant par Corcelles-Serrières, pour aboutir au bord du lac, près de la grande promenade de

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, séance du 23 mai 1855 et *Rapport du Conseil d'administration sur sa gestion*, à l'assemblée des actionnaires du 20 octobre 1855.

² *Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les études du chemin de fer de la Chaux-de-Fonds à Neuchâtel*, du 16 novembre 1855.

³ C'est sur ses indications que l'on fit l'analyse de quelques couches de rochers qui permirent plus tard la fabrication de chaux hydraulique et de ciment aux Convers.

Neuchâtel (actuellement avenue du 1^{er}-Mars), où serait construite la gare.

Le 17 novembre 1855, la compagnie neuchâteloise demande la concession pour la construction de cette ligne et pour son prolongement, de Neuchâtel dans la direction de Bienne jusqu'au Landeron, et dans celle de Thielle, pour aller à Morat ou à Laupen ¹.

Les prétentions de la compagnie, en empiétant sur les projets du Franco-Suisse, raniment la rivalité entre les deux lignes et provoquent le dépôt de pétitions de diverses parties du pays, les unes sollicitant l'intervention financière de l'Etat en faveur du Jura-Industriel, les autres invitant le Grand Conseil à ne prendre aucune mesure qui, en avantageant toute autre ligne, puisse porter préjudice à celle des Verrières.

Au Grand Conseil, la séance d'automne 1855 se fait l'écho de la division qui règne dans le canton à l'égard de la question des chemins de fer et les discussions y sont orageuses, car on reproche à l'Etat d'avoir rompu l'égalité entre les deux compagnies, déclarées toutes deux d'utilité publique, en favorisant l'une d'elles.

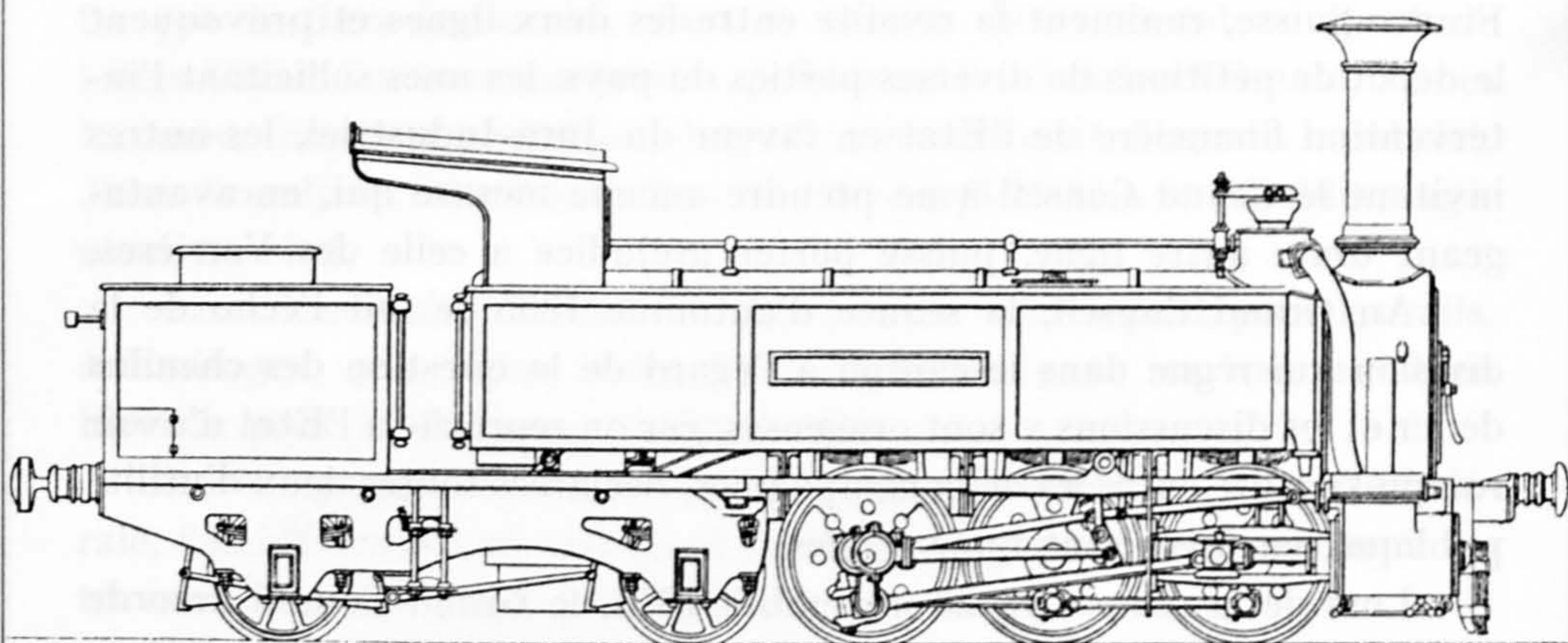
Lors de la séance du 23 novembre 1855, le Grand Conseil accorde au Jura-Industriel la concession de la ligne sur Neuchâtel, avec prolongement jusqu'à la frontière bernoise et décrète ensuite une subvention de 3 millions de francs pour sa construction, sous réserve que la compagnie justifie la souscription d'une autre tranche de même importance, pour constituer un capital minimum de 6 millions de francs devant couvrir en chiffre rond la moitié du coût total. La concession est ratifiée par les Chambres fédérales les 5 et 7 février 1856, mais seulement jusqu'à Neuchâtel.

Comme le Franco-Suisse était déjà au bénéfice d'une concession pour la ligne de Neuchâtel à Thielle, elle avait formé opposition à Berne contre l'octroi au Jura-Industriel d'une autorisation identique. C'est pourquoi l'Assemblée fédérale, en ratifiant la concession de la ligne Neuchâtel-Chaux-de-Fonds, avait ajourné sa décision concernant sa prolongation de Neuchâtel à la frontière bernoise, dans l'espoir que les deux compagnies parviendraient à s'entendre sur ce point, sous la médiation du Conseil fédéral ². Celui-ci délègue à Neuchâtel, le 4 avril 1856, le général Dufour et le colonel Stehlin pour y rencontrer les représentants de l'Etat

¹ *Rapport du Conseil d'administration de la Compagnie neuchâteloise à l'assemblée des actionnaires*, du 20 octobre 1855.

² *Lettre circulaire de la Compagnie neuchâteloise à Messieurs les présidents et Messieurs les membres de l'Assemblée fédérale*, du 14 janvier 1856.

et des deux compagnies. Cette conférence n'aboutit à aucun résultat ; cependant, sur la proposition d'un des délégués, on envisage la possibilité d'un raccordement des deux lignes à la sortie des gorges de l'Areuse jusqu'à Neuchâtel, dans l'idée de créer une gare unique à Neuchâtel, à l'extrémité des Sablons (emplacement actuel), terminus du Franco-Suisse, mais le Jura-Industriel ne l'entendant pas ainsi, les choses en restèrent là ¹.



Locomotive du type *Père Vielle*, fabriquée en 1859

A la suite de l'octroi de la nouvelle concession Chaux-de-Fonds-Neuchâtel, le Jura-Industriel abandonne le tronçon des Convers sur le Seeland à un Comité d'initiative du chemin de fer par le vallon de Saint-Imier ².

En vue de trouver la tranche de trois millions d'actions qui lui incombe, la compagnie lance des appels aux communes intéressées, à la population du canton et même aux Suisses de l'étranger ³.

L'appel aux habitants du Val-de-Ruz est particulièrement alléchant ; on y lit :

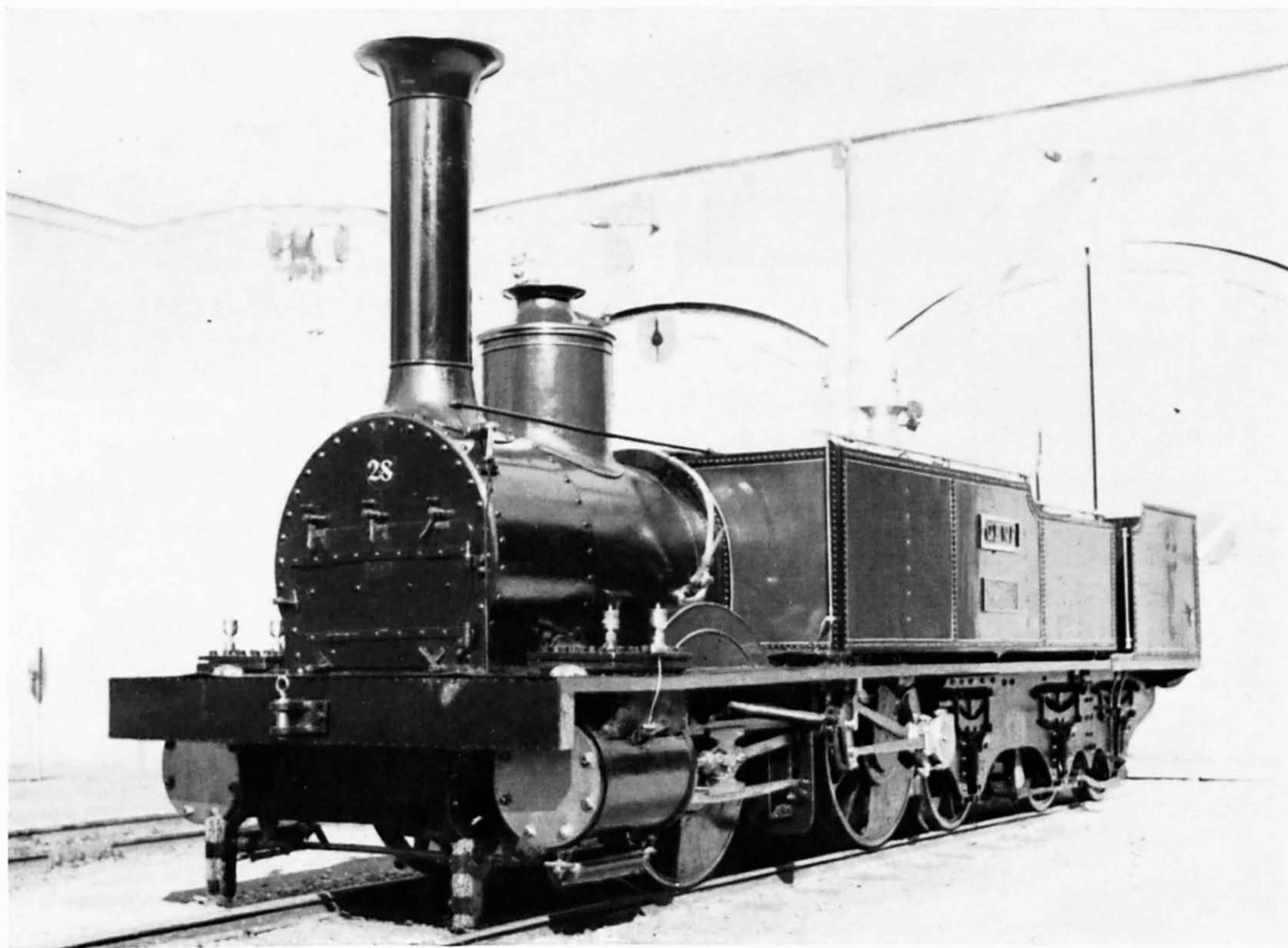
La prospérité de l'agriculture fera de plus en plus du Val-de-Ruz le jardin des Montagnes.

L'ouvrier horloger pourra... aller à la Chaux-de-Fonds en dix minutes, pour le prix de 35 centimes.

¹ *Rapport du Conseil d'Etat*, du 28 juillet 1856, et *Rapport de la Compagnie neuchâteloise à l'assemblée générale*, du 28 mars 1857.

² *Rapport de la Compagnie neuchâteloise*, présenté à l'assemblée générale du 29 mai 1858.

³ *Circulaire à tous les habitants du canton*, du 5 novembre 1855 ; *Appel aux habitants du Val-de-Ruz*, du 8 novembre 1855 ; *Appel du Conseil administratif de la bourgeoisie de Neuchâtel aux communes du Bas*, du 8 novembre 1855 (lancé à la demande de la Compagnie) ; appel par affiches aux citoyens du Locle et de la Chaux-de-Fonds ; circulaire aux Suisses de l'étranger, du 5 décembre 1855.



Locomotive du type *Père Fritz*, fabriquée en 1856



Locomotive *La Reuse*, mise en service en 1886

Quant à la circulaire aux Suisses de l'étranger, après avoir donné un exposé sur les avantages du Jura-Industriel, « qui forme une section de la grande ligne internationale Paris-Berne », elle relève :

Les ouvrages d'art de la première section sont les plus considérables. Ils consistent principalement en quatre grands viaducs et en autant de percées ou souterrains. L'ouvrage d'art le plus important est le pont viaduc sur le Doubs, faisant jonction des deux tronçons du chemin de fer français et suisse. Il sera fait d'une seule arche en tôle de fer, s'appuyant sur des culées en maçonnerie... Il pourra servir au passage des convois de chemin de fer, aux voitures ordinaires, en même temps que pour les piétons. Ce double but sera atteint facilement en construisant une double voie, l'une au-dessus de l'autre.

La compagnie n'a rien perdu de ses ambitions, bien que les pourparlers du côté français pour la liaison Besançon-les Brenets soient loin d'être au point.

Néanmoins, à mi-janvier 1856, les fonds étaient trouvés. Le Grand Conseil reconnaît que la compagnie a rempli les conditions fixées dans l'acte de concession de novembre 1855. Le capital a été souscrit comme suit :

Bourgeoisie de Neuchâtel.	Fr. 500.000.—
Municipalité du Locle	» 450.000.—
Municipalité de la Chaux-de-Fonds	» 450.000.—
Autres communes et particuliers	» 1.666.500.—
soit ensemble	Fr. 3.066.500.—
faisant, plus la part de l'Etat	» 3.000.000.—
un total de	<u>Fr. 6.066.500.—</u>

Pour faire face à ses engagements, l'Etat conclut un emprunt de 2,5 millions de francs, au taux de $4\frac{3}{4}\%$, auprès des banques bâloises, qui exerçaient alors une sorte de monopole en Suisse dans ce domaine, le solde d'un demi-million devant être émis dans le canton au moment opportun ¹.

Les engagements élevés que le canton prend envers une seule de nos lignes donne lieu à de vives critiques dans le public, qui s'étonne aussi que les deux tracés n'aient pu aboutir à une gare commune.

La population de la ville de Neuchâtel ne peut admettre que la gare du Jura-Industriel vienne séparer la ville du lac et détruire sa grande promenade ; aussi, les corporations locales des rues, réunies en assemblée,

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, séances des 27 et 28 mars 1856.

s'opposent-elles à un tel partage. L'assemblée générale de la bourgeoisie, de son côté, confirme cette résolution. La compagnie, toutefois, tient à avoir sa gare au bord du lac.

Le 17 mai 1856, dès la première heure, elle fait descendre de Chambrélieu une centaine d'ouvriers pour préparer la voie à l'ouest de Neuchâtel, sur des terrains dont l'expropriation n'avait même pas encore été obtenue. Malgré la défense juridique qui lui est faite de prendre possession de ces lieux avant que le Conseil fédéral eût statué sur les réclamations des propriétaires, elle fait pousser les travaux avec plus d'activité encore, encouragée en cela par un membre du Conseil d'Etat. Sur une nouvelle intervention auprès du Conseil fédéral, celui-ci invite le Conseil d'Etat à protéger les propriétaires et ce n'est que sur l'intervention du Tribunal que les travaux sont enfin arrêtés¹.

Ces événements font déborder la coupe et, au cours de la séance du Grand Conseil de juin, celui-ci refuse de donner son approbation à la marche suivie par le Conseil d'Etat dans la question des chemins de fer.

Par ailleurs, des rumeurs se répandent sur l'insuffisance des devis de construction. Le Conseil d'Etat reçoit mission de procéder à une expertise sur le coût des travaux et à entreprendre des démarches en vue d'un raccordement des deux lignes dès leur point de jonction à l'entrée de Neuchâtel, afin d'aboutir à une seule et même gare.

Ce rapport ne fut jamais présenté et il se révéla que le nom de James Ladame, chef du département des Travaux publics, figurait dans certains documents en qualité de directeur technique et d'ingénieur en chef du Jura-Industriel. Tout le monde vit une incompatibilité flagrante dans ces doubles fonctions, si bien qu'il dut donner sa démission de conseiller d'Etat, à fin juin².

Le mouvement royaliste de septembre 1856 n'a pas exercé de répercussion apparente sur les travaux de construction du chemin de fer, mais l'agitation qui n'avait cessé de régner depuis longtemps dans le pays à la suite de la « politique ferrugineuse », a certainement favorisé les événements en agrandissant le fossé séparant les antagonistes.

Les travaux avançaient cependant et le premier tronçon, celui du Locle à la Chaux-de-Fonds, fut livré à l'exploitation le 2 juillet 1857. L'inauguration fut l'occasion de joyeuses fêtes et les trois premières locomotives de la ligne : le *Père Fritz*, *Jeanrichard* et *Jura*, eurent fort à faire pour « trainballer » les manifestants.

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, séances des 21 mai et 25 juin 1856.

² *Ibidem*, séance du 28 juin 1856.

CHEMIN DE FER DU JURA INDUSTRIEL.
COMPAGNIE D'EXPLOITATION.

HORAIRE DU SAMEDI 14 JUILLET 1860

Jour de l'inauguration de la section du tunnel des Loges.

Trains se dirigeant du Locle sur Neuchâtel.

Stations.		Trains d'inauguration.			Trains ordinaires.										
		I.	II.	I-II.	12.	2.	4.	14.	6.	16.	8.	18.	10.		
Locle	Dép.	7 45	9 30			8 30	11 30		2 15		6 —		8 30		
Eplatures	Arr.	7 52	9 38			8 39	11 39		2 24		6 9		8 39		
	Dép.	7 53	9 39												
Chaux-de-Fonds	Arr.	8 —	9 47			8 47	11 47		2 32		6 17		8 47		
	Dép.	8 19	9 52	9 —		8 52			2 37		6 30				
Convers	Arr.	8 29	10 2	9 8		9 2		Supprimé.	2 47	Supprimé.	6 40				
	Dép.	8 31	10 5	9 11											
Hauts-Geneveys	Arr.	8 45	10 20	9 23											
	Dép.	9 15	10 25	9 25	7 50									6 25	
Genev.-s-Coffr.	Arr.	9 25	10 35	9 32	7 59							6 34			
	Dép.	9 50	10 40	9 34											
Chambrelien	Arr.	10 10	10 57	9 51	8 19							6 54			
	Dép.	10 27	11 2	9 58											
Corcelles	Arr.	10 45	11 17	10 13	8 32							7 7			
	Dép.	10 47	11 19	10 15											
Neuchâtel	Arr.	11 —	11 30	10 25	8 40							7 15			

Trains se dirigeant de Neuchâtel sur le Locle.

Stations.		Trains d'inauguration.				Trains ordinaires.								
		I - II.	I.	II.	I - II.	11.	1.	3.	5.	7.	13-15	17.	9.	
Neuchâtel	Dép.		2 —	3 —		5 50					Supprimés.	4 20		
Corcelles	Arr.		2 9	3 9										
	Dép.		2 11	3 11		6 4							4 34	
Chambrelien	Arr.		2 26	3 26										
	Dép.		2 36	3 36		6 30							5 —	
Geneveys-s.-Coff.	Arr.		2 52	3 52										
	Dép.		2 54	3 54		6 53							5 23	
Hauts-Geneveys	Arr.		3 2	4 2		7 5							5 35	
	Dép.		3 7	4 7										
Convers	Arr.		3 19	4 19										
	Dép.		3 22	4 22				9 12		2 57			6 50	
Chaux-de-Fonds	Arr.		3 30	4 30				9 22		3 7			7 —	
	Dép.	6 45			10 —		8 —	9 50	1 30	5 15			8 —	
Eplatures	Arr.	6 52			10 7									
	Dép.	6 53			10 8		8 7	9 57	1 37	5 24			8 7	
Locle	Arr.	7 —			10 15		8 15	10 5	1 45	5 30			8 15	

Concernant le raccordement avec la France, la décision tarde toujours, du fait de la concurrence de deux projets, celui de la Compagnie bisontine Besançon-Morteau-Col-des-Roches (on ne parle plus des Brenets et du viaduc monumental) et celui du P. L. M. allant de Dole à Arbois-Pontarlier-les Verrières ¹.

Durant l'année 1857, la compagnie pousse à la construction de la ligne ; elle perce le petit tunnel du Grenier (240 m.) à la sortie est de la gare de la Chaux-de-Fonds, attaque ceux du Mont-Sagne et des Loges et commence les terrassements de la voie du Val-de-Ruz à Corcelles ².

La compagnie soumet au conseil de la Bourgeoisie de Neuchâtel les plans de la gare au bord du lac ; il en refuse le projet en proposant l'emplacement de l'Ecluse, mais les études de cet endroit faites par le Jura-Industriel donnent un résultat négatif ³.

Les ateliers et remises de la Chaux-de-Fonds sont logés dans des bâtiments définitifs, mais la gare de cette ville, ainsi que celle du Locle ne sont encore qu'à l'état provisoire.

En vue des besoins futurs, commande est passée à la Compagnie du Central-Suisse, à Olten, de quatre locomotives à six roues couplées, pour le 1^{er} août 1859, soit : le *Père Vielle*, la *Montagnarde* ³, le *Val-de-Ruz* et le *Vignoble*.

Avec l'avancement des travaux, les frais de construction s'accroissent fortement : 3,2 millions à fin 1856, 7,7 millions à fin 1857. Le devis du tronçon le Locle-la Chaux-de-Fonds est largement dépassé. Des surprises dans la construction des tunnels augmentent également les frais, les disponibilités baissent. Pour continuer les travaux, la compagnie contracte, le 1^{er} août 1857, auprès du banquier Stockmayer, à Stuttgart, un emprunt 5 % de trois millions de francs, garanti par une hypothèque générale et remboursable en trente-cinq ans.

A la fin de l'année, elle entre de nouveau en contact avec le pré-nommé pour la conclusion d'un deuxième emprunt de 1,6 million. Cette fois, il s'agit d'obligations ne portant pas intérêt, mais remboursables avec primes, par tirages semestriels en quarante-cinq ans.

¹ *Rapport de la Compagnie neuchâteloise*, présenté à l'assemblée générale du 28 mars 1857.

² *Ibidem*, du 29 mai 1858.

³ La *Montagnarde* avait été transportée de Nidau à la Neuveville par barque, car la ligne de chemin de fer n'existait pas encore. La barque était trop faible et, arrivé à destination, le convoi s'affaissa dans le lac. Pour l'en sortir, on rassembla une centaine de bœufs des environs, mais sans succès. C'est alors que tous les curieux assistant à l'opération furent invités à s'atteler aux cordes et, à force d'efforts, ils réussirent là où les bœufs n'avaient rien pu faire (*Souvenirs d'un mécanicien*, Bâle, 1893).

Le prêteur, toutefois, pose la condition d'effectuer ses versements seulement après formation d'un capital suffisant pour terminer la ligne. Entre-temps, la compagnie demande au Conseil fédéral un prêt momentané d'un million de francs à 5% pour trois ans, remboursable le 31 décembre 1860, dont elle pense s'acquitter à l'aide du deuxième emprunt Stockmayer¹.

Le prêt de la Confédération a passé dans l'histoire du Jura-Industriel sous le nom du « million fédéral ». Il était garanti par une seconde hypothèque générale et le cautionnement de dix-sept membres² du Conseil d'administration ; nous aurons l'occasion d'y revenir plus loin.

Après les deux emprunts Stockmayer et le million fédéral, il semblait que les fonds devaient suffire à mener à bonne fin les travaux. Pour s'en assurer, l'ingénieur Ladame élabore un nouveau devis, qu'il présente le 10 juin 1858, et fixe à 14,2 millions la dépense totale. Pressel, ingénieur du Central-Suisse, approuve ce travail, tout en proposant quelques augmentations formant un total d'un demi-million de francs environ.

Il manquait alors 2.550.000 francs sur le devis antérieur ; cette somme fut fournie par les municipalités du Locle et de la Chaux-de-Fonds.

Devant une situation financière précaire, le comité directeur juge opportun de fixer l'emplacement de la gare de Neuchâtel ; il ouvre des négociations avec le Franco-Suisse et aboutit à une convention, datée du 1^{er} octobre 1858, prévoyant un usage commun de la gare des Sablons et de la voie comprise entre cette gare et le point de jonction des deux lignes aux Parcs, moyennant paiement d'une redevance annuelle correspondant au tiers de l'intérêt à 5% l'an des dépenses faites par le Franco-Suisse pour l'établissement de la gare et de la section de la ligne commune aux deux sociétés³.

Cette question enfin élucidée, la compagnie pense pouvoir terminer la construction de la ligne. Pourtant, elle constate en examinant ses comptes, au courant de l'été 1859, que les dépenses dépassent toutes les

¹ *Rapport de la Compagnie neuchâteloise*, présenté à l'assemblée des actionnaires du 29 mai 1858.

² Ces cautions étaient : Frédéric Verdan, contrôleur de la Banque cantonale neuchâteloise, à Neuchâtel ; James Ladame, ingénieur ; Henri Diacon, les Geneveys-sur-Coffrane ; Charles Barbier, Boudry ; Auguste Quartier-La-Tente, les Brenets ; Ali Jeannot, les Brenets ; Henri Grandjean, le Locle ; Numa Matthey-Junod, le Locle ; Henri Perregaux, le Locle ; Auguste Breting, le Locle ; Auguste Lambelet, le Locle ; Aimé Humbert, président de l'Union Horlogère, Auguste Ribaux, juge de paix ; Jules Grandjean, propriétaire ; Gustave Irlet, Dr en médecine ; Auguste Robert-Stauffer, négociant ; Ariste Léquereux, libraire, tous domiciliés à la Chaux-de-Fonds.

³ *Rapport de la Compagnie neuchâteloise pour 1858-1859*, présenté à l'assemblée générale du 16 janvier 1860.

prévisions et que les fonds dont elle dispose ne suffiront pas à l'achèvement des travaux.

Une nouvelle expertise est ordonnée ; elle montre qu'il faut encore 2,5 millions pour terminer la ligne et un demi-million pour régler les comptes arriérés ¹.

C'est alors que surgit l'idée de recourir à une société auxiliaire, dite société d'exploitation, et, pendant que les experts préparent leur travail, le tronçon Chaux-de-Fonds-Convers est achevé le 27 novembre 1859 et celui des Hauts-Geneveys-Neuchâtel, le 1^{er} décembre suivant ².

Le 10 décembre 1860, les municipalités du Locle et de la Chaux-de-Fonds adressent au Grand Conseil une lettre pour lui exposer les circonstances difficiles par lesquelles passe la Compagnie neuchâteloise du chemin de fer par le Jura-Industriel. Se trouvant dans l'impossibilité de contracter de nouveaux emprunts ou d'augmenter son capital-actions, elle se propose de provoquer la constitution d'une nouvelle société chargée de terminer le chemin de fer et de l'exploiter à son profit jusqu'à ce qu'elle soit remboursée de ses avances. Les deux municipalités appuient ce point de vue et, afin de ne pas laisser sombrer l'entreprise à « quelques pas du rivage », se montrent prêtes à souscrire au capital de la nouvelle société pour une somme de 1.050.000 francs (la Chaux-de-Fonds 600.000 francs et le Locle 450.000 francs) ; enfin, elles sollicitent la participation de l'Etat à la nouvelle société d'exploitation ³.

En même temps que cette lettre, le Grand Conseil reçoit une pétition appuyant la demande des deux communes des Montagnes, ainsi que de nombreuses requêtes de citoyens du Locle, du Val-de-Ruz et d'autres localités du canton protestant contre une nouvelle participation de l'Etat.

En somme, le devis qui était primitivement de 11 millions de francs, avait été porté à 14,2 millions et, en définitive, les comptes établis à la date du 15 septembre 1859 montrent qu'il reste à trouver au moins 3 millions.

Une commission est nommée par le Grand Conseil pour examiner toute l'affaire et, au moment de déposer son rapport, en février 1860, les communes de la Montagne retirent leur demande d'aide financière de l'Etat, devant l'opposition massive de la population.

¹ Circulaire du début de 1860 adressée par le Conseil d'administration de la Compagnie neuchâteloise à l'Etat et aux communes de Neuchâtel, du Locle et de la Chaux-de-Fonds, exposant ses difficultés financières.

² Voir également le rapport de la Compagnie neuchâteloise pour 1858-1859.

³ *Bulletin du Grand Conseil*, séance du 27 janvier 1860.

Cependant, l'idée de recourir à une société auxiliaire, pour tirer d'embarras la Compagnie neuchâteloise du chemin de fer par le Jura-Industriel, est poursuivie et, le 11 février 1860, se constitue la Compagnie d'exploitation du chemin de fer par le Jura-Industriel, au capital de 3 millions de francs, payable moitié en espèces et moitié en actions de la Compagnie neuchâteloise du chemin de fer par le Jura-Industriel.

Le capital souscrit atteint 1.476.000 francs et, pour le surplus, la Compagnie neuchâteloise contracte un emprunt à Bâle de 1,5 million, en premier rang, après postposition de l'emprunt de 3 millions en deuxième rang et du million fédéral en troisième rang.

La Compagnie neuchâteloise remet, par contrat, l'exploitation du chemin de fer à la Société auxiliaire, moyennant que celle-ci se charge de l'achèvement de la ligne, ainsi que du paiement des dettes courantes et arriérées. Cette opération est sanctionnée, le 16 février, par le Grand Conseil, qui approuve aussi les statuts de la nouvelle société¹.

L'ingénieur Ladame est remplacé par l'ingénieur français Boudsot, de Besançon, qui a fonctionné comme expert, et Jules Grandjean devient agent général de la Compagnie d'exploitation.

Munie de nouveaux fonds, cette dernière termine le chemin de fer. Le tunnel des Loges, qui aurait dû être achevé en août 1859, ne le fut qu'en juillet 1860, soit avec près d'un an de retard, mais, une fois fini, toute la ligne pouvait être livrée à la circulation.

L'inauguration eut lieu le 14 juillet 1860 au son des canons, des cloches et des fanfares. Le *Père Vielle* conduit les invités du Locle à Neuchâtel. A toutes les gares, pavoisées pour l'occasion, arrêt et discours et, enfin, à Neuchâtel, banquet agrémenté de nouveaux discours. L'un des orateurs, médecin, « se figure qu'il est à un joyeux baptême. L'accouchement a été laborieux, il a fallu un peu de poudre d'or pour le mener à bonne fin, mais il en valait la peine et le gaillard n'était pas un avorton »².

Peu après ces réjouissances, une nouvelle crise éclate.

Les fonds apportés par la Compagnie d'exploitation, au montant de 3 millions, se trouvèrent amputés d'environ un tiers par suite d'engagements pris le 10 février par la Compagnie neuchâteloise envers les porteurs d'acceptations du Dr Stockmayer, dont la Compagnie d'exploitation

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, séances des 13, 15 et 16 février 1860.

² *Compte rendu de l'inauguration de la section Convers-Hauts-Geneveys, dernier tronçon du chemin de fer Locle-Chaux-de-Fonds-Neuchâtel*, ouverte le 14 juillet 1860.

devait rembourser les traites impayées. Pour éclaircir ce point, disons que, lors de l'adjudication du deuxième emprunt Stockmayer, celui-ci avait remis des traites en échange des obligations de la Compagnie neuchâteloise. Une grande partie d'entre elles, endossées et négociées par cette dernière ne purent être acquittées par le souscripteur et leur remboursement fut mis à la charge de la Compagnie d'exploitation. En garantie des sommes qu'elle avait ainsi payées, elle reçut de Stockmayer diverses valeurs industrielles d'une valeur de 770.000 francs qui n'étaient toutefois pas d'une négociation immédiate. Parmi elles se trouvaient les actions des mines de Dahlhausen, sur lesquelles nous reviendrons par la suite.

Ces faits exercent un effet désastreux sur la situation financière de la société, car la réduction de ses disponibilités ne lui permet plus de faire face aux dettes reconnues, ou à la poursuite de l'exploitation.

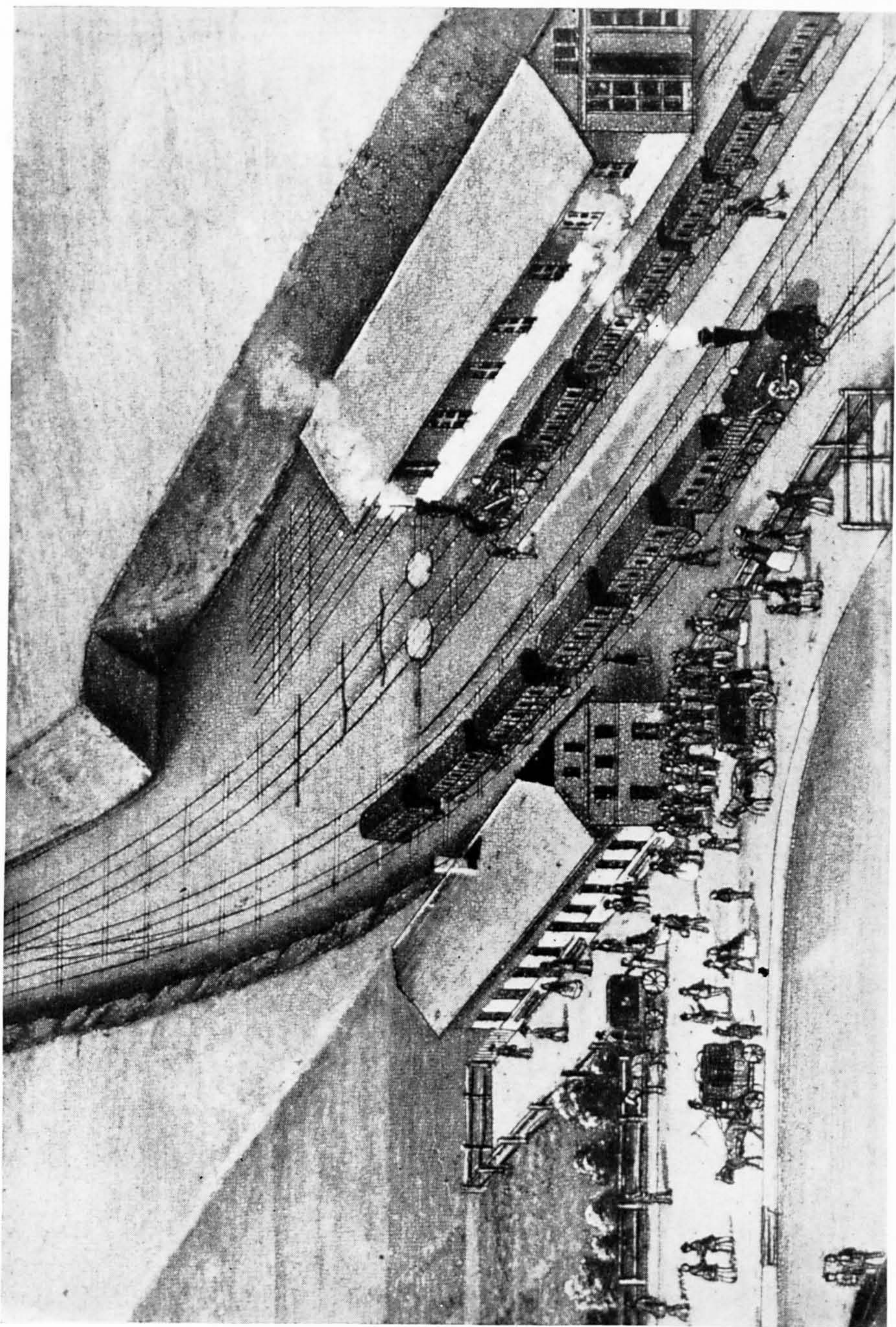
Devant cet état de choses, le Conseil fédéral reporte au 31 décembre 1861 le délai de remboursement du million fédéral.

La Compagnie d'exploitation entame des négociations en Allemagne et à Bâle pour se procurer de nouveaux fonds, mais en vain, et c'est alors qu'éclate la crise d'octobre. Des poursuites sont dirigées contre la Compagnie d'exploitation, qui se trouve dans l'impossibilité de les prévenir et, le 24 décembre 1860, elle dépose son bilan. Sa faillite est prononcée le 3 janvier 1861¹.

Le tribunal de la Chaux-de-Fonds pourvoit d'office à la conservation des intérêts des créanciers en nommant trois syndics provisoires, dont le rôle est de surveiller l'exploitation du chemin de fer jusqu'au 22 février, jour où les créanciers de la faillite sont convoqués en assemblée pour décider s'ils veulent faire usage de leur droit d'exploiter la ligne ou y renoncer.

Lors de cette assemblée, la Compagnie neuchâteloise déclare d'emblée qu'elle n'a pas les moyens financiers pour reprendre l'exploitation et, comme les autres créanciers, très hésitants à cause des intérêts opposés qui s'affrontent, refusent de se prononcer d'une façon catégorique, il leur est signifié, sur l'intervention du Conseil fédéral, que l'Etat ne tolérera pas que la circulation soit interrompue un seul jour et qu'il prend le chemin de fer en régie, aux frais, risques et périls de qui il appartiendra. Dès le lendemain, les trois administrateurs appelés par le Conseil

¹ Rapport du Conseil d'administration à l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie d'exploitation, du 21 décembre 1860.



La gare de la Chaux-de-Fonds en 1863

d'Etat à former le personnel de la régie prennent possession de la voie ferrée ¹.

A fin mars, le déficit est de 3740 francs, dû au déblaiement des neiges, mais avril rétablit l'équilibre en présentant un excédent de recettes de 5900 francs environ ; mai procure un boni de 585 francs.

Cependant, l'Etat n'entend pas continuer l'exploitation du chemin de fer dans de telles conditions et, comme les négociations avec les créanciers présentent peu de chances d'aboutir, il fixe un terme fatal à la régie et propose la date du 31 août ².

Dès lors affluent lettres et pétitions ; les syndics provisoires des masses en faillite des deux compagnies demandent au Grand Conseil d'être convoqués à l'extraordinaire à la suite de la faillite de la Compagnie neuchâteloise, déclarée le 19 août. Ils proposent que l'Etat continue l'exploitation en régie jusqu'au moment où les créanciers auront pu prendre les mesures pour pourvoir à l'exploitation. La Compagnie neuchâteloise appuie cette pétition en mettant l'exploitation sous la sauvegarde de l'Etat ; la commune de la Chaux-de-Fonds demande que l'Etat se charge des intérêts de sa dette ; le Locle présente une requête à l'Etat pour qu'il prenne part à la souscription patriotique organisée par cette commune en vue de l'extinction de sa dette ³.

L'appel du Locle et de la Chaux-de-Fonds est justifié par le fait que la faillite des deux compagnies place ces communes dans une situation financière telle qu'elles se voient obligées d'appeler l'Etat à leur secours. Après examen de leur situation, le Locle fait un effort considérable en prélevant une taxe de 6-8 ‰ sur la fortune et de 1/2 ‰ sur les ressources, pendant les années 1862 à 1865, afin de ramener sa dette à des proportions normales, tandis que la Chaux-de-Fonds atteint le même but en décrétant un impôt sur le revenu des immeubles et valeurs locatives, ainsi qu'une taxe sur les ressources.

D'autre part, si les garants du million fédéral devaient s'exécuter, c'était la ruine de dix-sept familles qui avaient contribué dans la plus grande mesure à l'achèvement de la ligne.

L'inquiétude se trouve encore aggravée par l'intensité d'une crise industrielle déjà longue et dont rien ne fait présager la fin.

Le tableau suivant du passif des deux faillites, fusionnées en une seule masse, donne une idée de l'étendue du désastre :

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, séances des 14 février et 10 avril 1861.

² *Ibidem*, séances des 24 mai et 26 juin 1861.

³ *Ibidem*, séance du 29 août 1861.

Emprunt I ^{re} hypothèque à Bâle	Fr. 1.500.000.—
« II ^e » Stockmayer	» 3.000.000.—
» III ^e » Confédération	» 1.000.000.—
» IV ^e » à primes	» 1.635.000.—
» V ^e » Locle	Fr. 850.000.—
Chaux-de-Fonds » 1.700.000.—	» 2.550.000.—
	Fr. 9.685.000.—
Plus autres dettes	» 725.156.—
	Fr. 10.410.156.—
A ce passif vient s'ajouter le capital-actions	
de la Compagnie neuchâteloise, de	Fr. 6.066.500.—
et celui de la Compagnie d'exploitation, de » 1.476.800.—	» 7.543.300.—
formant un total des capitaux engagés de	Fr. 17.953.456.—

Devant la proportion des pertes provoquées par les deux faillites et dans la crainte de voir ébranlé le crédit public du canton, le Conseil d'Etat est autorisé, le 29 août, par le Grand Conseil, à continuer l'exploitation de la ligne en régie jusqu'au 30 novembre, délai qui fut ensuite prolongé au 31 janvier 1862.

Sous la régie de l'Etat, c'est-à-dire pendant une durée de onze mois, la ligne produit un bénéfice de 107.500 francs, résultat encore modeste, mais constituant néanmoins le début d'une exploitation économique.

Pendant ce temps, les créanciers parviennent à une solution et, dans leur assemblée du 11 janvier 1862, ils décident de se charger de l'exploitation du chemin de fer à partir du 1^{er} février. A cet effet, ils nomment un conseil d'administration de sept membres, composé comme suit :

	Nommé par les créanciers de l'emprunt :
Schmidlin, directeur du Central-Suisse . .	I ^{re} hypothèque de 1,5 million
Hoffmann-Merian, chef de l'exploitation de l'Union-Suisse	II ^e hypothèque de 3 millions
Ribaux, juge de paix, la Chaux-de-Fonds.	III ^e hypothèque, million fédéral
Henri Jacottet, avocat, Neuchâtel . . .	IV ^e hypothèque à primes
Auguste Delachaux, avocat et notaire, la Chaux-de-Fonds	Municipalité de la Chaux-de-Fonds
F.-L. Favarger, notaire, le Locle	Municipalité du Locle
J. Breitmeyer, avocat et notaire, la Chaux-de-Fonds	L'ensemble des créanciers ¹

¹ Rapport du Conseil d'administration aux créanciers des deux Compagnies en faillite, du 6 juin 1863.

Sous cette administration, l'exploitation de la ligne se poursuit favorablement jusqu'au 31 décembre 1864. Pendant ce temps, l'excédent des recettes s'élève à 544.000 francs. Il est vrai que l'année 1863 a bénéficié de recettes importantes grâce au Tir fédéral qui eut lieu à la Chaux-de-Fonds ¹.

Cette situation ne devait cependant avoir qu'un caractère passager, en attendant que les créanciers arrivent à une entente définitive. Après diverses tentatives d'arrangement restées infructueuses, la Justice de paix, pour mettre fin à l'état de faillite, décide d'offrir le chemin de fer en vente le 24 février 1865.

Au cours des pourparlers avec les créanciers, il avait été reconnu que les seules créances qui pouvaient prétendre à un remboursement étaient les deux premiers emprunts de 1,5 et 3 millions respectivement, alors que les autres créances étaient perdues. Les représentants des deux premiers cherchèrent à créer une entreprise qui acquerrait la ligne à condition de souder à l'opération le rachat du million fédéral et de réserver une substitution du chemin de fer en faveur des municipalités du Locle et de la Chaux-de-Fonds. En fin de compte, on trouva dix personnes agréées par les créanciers, qui voulurent bien se mettre en avant et aboutirent, en janvier 1865, à la constitution d'une nouvelle société anonyme sous la dénomination de : Nouvelle Compagnie du chemin de fer par le Jura-Industriel, avec siège à la Chaux-de-Fonds, dans le but d'acquérir, par voie d'adjudication, le chemin de fer et d'en devenir propriétaire aux clauses et conditions de la convention faite avec les créanciers hypothécaires, d'exploiter le réseau et, enfin, d'en transmettre la propriété aux municipalités du Locle et de la Chaux-de-Fonds dans un délai de six ans expirant le 1^{er} janvier 1871, à des conditions identiques à celles qui la régissent elle-même. En outre, une clause mentionne que, sauf convention contraire, le chemin de fer sera mis en vente et adjugé au plus offrant au bout de dix ans, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 1875, si la compagnie en est encore propriétaire.

Le fonds social de la Nouvelle Compagnie se compose du chemin de fer, de 10.000 francs en 100 actions de 100 francs, et d'une seconde série d'actions qui pourraient être émises ultérieurement, afin de rembourser les créanciers hypothécaires selon leur rang.

Le chemin de fer est mis en vente le 16 janvier et la Nouvelle Compagnie s'en porte adjudicataire pour le prix de 2.001.000 francs ; cette

¹ *Rapport du Conseil d'administration aux créanciers des deux Compagnies en faillite*, pour 1864, daté du 27 mai 1865.

transaction devient définitive le 26 février. Elle est ratifiée par le Grand Conseil, qui consent de même au transfert en sa faveur de la concession.

Jules Grandjean devient directeur de la société.

La Nouvelle Compagnie signe avec ses créanciers une convention aux termes de laquelle les porteurs des obligations en premier et second rang renoncent à demander leur remboursement pendant dix ans, soit avant le 1^{er} janvier 1875 ; les intérêts du premier emprunt sont payables à 4% et ceux du second à un taux variable dépendant des résultats annuels, mais ne pouvant dépasser 3%, le solde étant abandonné.

La Nouvelle Compagnie s'étant engagée à libérer les cautions du million fédéral, cette même convention l'autorise à attribuer à cet emprunt une hypothèque en troisième rang, à condition que les intérêts arriérés soient abandonnés, que les intérêts courants soient payés au moyen d'une surtaxe et que le remboursement n'intervienne qu'après amortissement des deux premiers emprunts.

En vertu de ces dispositions, la Nouvelle Compagnie reçoit de l'Etat l'autorisation de créer une surtaxe de 20% sur le tarif des voyageurs et de 15 centimes sur les lettres de voiture, avec effet à partir du 1^{er} juin 1865. Simultanément, il est ouvert, dans le canton, une souscription publique à un emprunt national destiné à fournir les fonds nécessaires au rachat du million fédéral. La souscription produit 200.000 francs, somme qui est offerte à la Confédération. En reconnaissance de l'esprit patriotique des cautions, les Chambres fédérales acceptent, à la fin de l'année, le rachat de la créance pour ce montant, au gros soulagement du pays. Le rendement annuel de la surtaxe ayant dépassé les prévisions, l'emprunt national est complètement remboursé en 1871¹.

Nous avons déjà fait allusion aux actions Dahlhausen qui, pendant longtemps, étaient restées sans valeur. Dans l'inventaire de la faillite, elles figuraient pour une somme de 28.125 francs, correspondant aux montants appelés sur les titres depuis qu'ils étaient propriété de l'entreprise. Après la guerre de 1870-1871, la mine fut exploitée plus rationnellement et vendue en avril 1873. Lors de la liquidation, ces titres rapportèrent une plus-value d'environ 700.000 francs qui fut la bienvenue².

Conformément à la convention à laquelle elle est soumise, la Nouvelle Compagnie emploie ses ressources à l'exploitation et à l'entretien de la ligne ; elle utilise l'excédent des recettes au règlement de l'intérêt des

¹ *La Nouvelle Compagnie du chemin de fer par le Jura-Industriel* (mise au point publiée le 15 janvier 1874 par les membres de la compagnie).

² *Huitième Rapport de la Nouvelle Compagnie*, pour l'exercice 1872.

obligations et, pendant sa gérance, réussit à payer 4% à celles du premier rang et de $\frac{1}{2}$ à $2\frac{1}{2}$ % à celles du second rang.

En mai 1873, le directeur, Jules Grandjean, est appelé à la direction du chemin de fer Jura-Berne; il est suivi d'un certain nombre de ses principaux collaborateurs, ce qui oblige la Nouvelle Compagnie de s'en remettre à une direction provisoire, chargée de la surveillance du chemin de fer jusqu'au moment de sa vente prévue pour le 1^{er} janvier 1875.

Dès le mois d'août 1873, la Nouvelle Compagnie entre en rapports avec deux compagnies pour le rachat et l'exploitation de la ligne, c'est-à-dire avec le Jura-Berne et la Suisse-Occidentale¹.

Lors de la séance du Grand Conseil du 19 novembre 1873, un député chaux-de-fonnier demande que le Conseil d'Etat soit chargé d'examiner la possibilité que l'Etat se porte acquéreur de la ligne. Reprise en janvier 1874, la question aboutit à la nomination d'une commission spéciale pour étudier les voies et moyens de conserver au chemin de fer du Jura-Industriel son caractère national et de sauvegarder les intérêts qui y sont attachés. Cette commission propose la création d'une compagnie neuchâteloise pour racheter le chemin de fer avec le concours de l'Etat et des trois principales communes du canton, et utiliser les fonds Dahlenhausen et de réserve à la construction des gares définitives du Locle et de la Chaux-de-Fonds. Enfin, elle demande que cette compagnie, si elle ne se charge pas de l'exploitation, soit autorisée à la remettre à celle des sociétés qui, tout à la fois, offrira les conditions les plus avantageuses et donnera des preuves sérieuses d'intérêt à l'ouverture de la ligne Besançon-Morteau-Col-des-Roches — dont l'adjudication allait être prononcée — ainsi qu'à l'établissement de la ligne la plus directe de Neuchâtel à Berne².

Le 25 février 1874, les statuts de la nouvelle entreprise, qui prend le nom de Compagnie du chemin de fer du Jura-Neuchâtelois, sont déposés et sanctionnés le lendemain par le Grand Conseil.

C'est à ce moment que s'ouvre la ligne Convers-Saint-Imier-Bienne et, puisque le directeur du Jura-Industriel avait passé au service de la société propriétaire de celle-ci, les initiateurs du Jura-Neuchâtelois renoncent à traiter avec le Jura-Berne et s'approchent de la Compagnie de la Suisse-Occidentale en vue de l'accomplissement des tâches prévues.

Les pourparlers sont près d'aboutir lorsqu'on apprend que la concession d'une ligne Cornaux-Berne a été officiellement demandée par le

¹ Neuvième *Rapport de la Nouvelle Compagnie*, pour l'exercice 1873.

² *Rapport de la Commission spéciale*, du 27 janvier 1874.

Jura-Berne et des comités locaux d'initiative, ce qui engage la Compagnie de la Suisse-Occidentale à reprendre sa liberté à l'égard du projet Neuchâtel-Berne et a pour effet de rompre les négociations engagées avec elle¹.

Dès lors, divers groupements envisagent le rachat du Jura-Industriel par l'Etat. Une commission, à laquelle le problème est soumis, conclut également, dans sa majorité, au rachat du réseau par l'Etat et à la remise de son exploitation à la Compagnie du Jura-Berne², proposition qui ravive les anciennes animosités et divise le pays entre « rachatistes » et « antirachatistes ». Cette question ayant été soumise au vote, le peuple repousse la proposition de rachat, le 31 janvier 1875, par une majorité des deux tiers des voix (3306 oui, 10.533 non).

Après ce vote négatif, la Nouvelle Compagnie du chemin de fer par le Jura-Industriel vend la ligne à la Compagnie des chemins de fer du Jura-Bernois, pour le prix de 3.600.000 francs, et le transfert de la concession à l'acheteur est approuvé par le Conseil fédéral le 29 mars 1875.

Le prix d'achat permet le remboursement de l'emprunt en premier rang de 1,5 million de francs et la conversion de l'emprunt de 3 millions à raison de 55 % en obligations du Jura-Bernois.

Le nouveau propriétaire reconstruit les bâtiments à voyageurs des gares du Locle et de la Chaux-de-Fonds et fait établir le tronçon de raccordement entre le Locle et la frontière française, livré à l'exploitation le 4 août 1884.

La question du rachat de la ligne par l'Etat se présente à nouveau d'une façon imprévue en vertu du droit de rachat en faveur de la Confédération ou du canton contenu dans la concession. Depuis qu'il était propriété du Jura-Bernois, le chemin de fer ne répondait plus complètement à l'attente de la population et la rigidité de la direction était cause de mécontentement. Cet état de choses prépara en quelque sorte l'idée d'un rachat, d'autant plus que la Confédération avait renoncé à son droit.

Diverses commissions examinent la question ; elles se montrent tout d'abord hésitantes, puis elles se divisent en une majorité favorable au rachat et une minorité fermement opposée. Appelé à se prononcer, le Grand Conseil, craignant d'assumer trop de risques, s'oppose au rachat. Une demande d'initiative propose que le peuple soit appelé à se

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, séance du 29 juin 1874.

² *Rapport de la Commission spéciale nommée par le Grand Conseil pour s'occuper de la question du Jura-Industriel*, et *Rapport de la majorité*, du 2 janvier 1875.

prononcer. Elle aboutit et la votation, fixée au 29 juin 1884, donne une forte majorité en faveur du rachat (9358 oui, 6772 non) ¹.

Décidément le peuple, dans la question des chemins de fer, ne suit pas les représentants qu'il a élus au pouvoir législatif. En 1874, le Grand Conseil désire ardemment le rachat du Jura-Industriel, mais les électeurs s'y opposent ; cette fois, les députés n'en veulent rien et le peuple se prononce pour le rachat !

Le prix de rachat est fixé à 5.250.000 francs par contrat passé le 25 mai 1885 entre le Conseil d'Etat neuchâtelois et la venderesse, devenue entre-temps la Compagnie des chemins de fer Jura-Berne-Lucerne ; cette dernière se réserve à cette occasion de supprimer le raccordement Renan-Convers, pour le remplacer par une ligne directe Renan-la Chaux-de-Fonds, inaugurée le 17 décembre 1888.

L'Etat remet la ligne à bail, à partir du 1^{er} janvier 1886, à la Société d'exploitation du chemin de fer du Jura-Neuchâtelois, créée le 10 octobre 1885, au capital de 250.000 francs, souscrit à raison de

Fr.	30.000.—	par l'Etat de Neuchâtel,
»	50.000.—	» la ville de Neuchâtel,
»	3.000.—	» la commune de la Chaux-de-Fonds,
»	2.000.—	» la commune du Locle,
»	165.000.—	» les particuliers.

Dès sa constitution, la Société d'exploitation se donne comme tâche d'assurer la marche du chemin de fer, de décharger l'Etat des risques financiers et, en outre, de trouver une base pour négocier la construction d'une ligne directe Neuchâtel-Berne. La durée du contrat est fixée à trois ans et renouvelable d'année en année. L'Etat s'engage à exécuter les travaux de parachèvement jugés nécessaires et à fournir le matériel roulant. Le prix du bail est de 4 % du capital employé pour l'acquisition de la ligne, ainsi que des dépenses accessoires ².

L'exercice de 1886 laisse un déficit de 101.352 fr. 32, à la suite duquel les tarifs de transport sont majorés de 10 % ; en outre, l'Etat consent à ramener de 4 à 3 % le taux de l'intérêt sur le capital investi ³. Après ces allègements, les résultats accusent régulièrement un boni qui, certaines années, dépasse une centaine de mille francs et permet la

¹ *Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil concernant l'usage du droit de rachat réservé au canton de Neuchâtel sur la ligne du Jura-Industriel*, du 20 mars 1884, et *Bulletin du Grand Conseil*, séances des 4 mars, 28 avril, 31 mai et 17 juin 1884.

² *Bulletin du Grand Conseil*, séance du 15 novembre 1886.

³ *Ibidem*, séance du 5 avril 1887.

distribution d'un dividende de 3 1/2 % de 1896 à 1899, ainsi que la formation d'un fonds de réserve et d'une caisse de pension.

Par décret du 23 février 1897, le gouvernement décide de reconstruire les gares du Locle et de la Chaux-de-Fonds; le devis de ces travaux est estimé à 3,5 millions de francs. Craignant de ne pouvoir renter cette dépense sans entrer à nouveau dans une ère de déficits, la Société d'exploitation résilie son bail pour le 31 décembre 1899, et son directeur, Henri Wittwer, grâce à l'activité duquel elle a obtenu de bons résultats, donne sa démission pour fin juillet ¹.

L'exercice de 1899 voit, pour la première fois, le nombre des voyageurs de la ligne dépasser le million. Pour montrer le développement de l'entreprise, mentionnons que le nombre des voyageurs, depuis l'origine, a évolué de la façon suivante ²:

1857 (6 mois) . .	200.417
1865	374.836
1870	367.555
1886	631.630
1890	608.635
1895	672.112
1899	1.117.599

En sa qualité de propriétaire de la ligne, l'Etat aurait pu se charger lui-même de son exploitation future, mais il préfère éviter cette solution et intéresser à son exploitation les principales communes du pays par la constitution d'une société autonome, dont le champ d'activité serait étendu à l'exploitation de « nos » moyens de transport, chemins de fer et bateaux à vapeur, la construction des gares du Locle et de la Chaux-de-Fonds et l'établissement de la directe Neuchâtel-Berne, pour assurer l'homogénéité du pays et obtenir les communications les plus rapides avec nos voisins et avec l'étranger, dans l'intérêt de la prospérité du canton.

Cette nouvelle société, constituée le 28 décembre 1899, prend le nom de Compagnie du Jura-Neuchâtelois et son capital, fixé à 500.000 francs, est souscrit à raison de

Fr. 250.000.—	par l'Etat de Neuchâtel,
» 100.000.—	» la ville de Neuchâtel,
» 100.000.—	» la commune de la Chaux-de-Fonds,
» 45.000.—	» la commune du Locle,
» 5.000.—	» la commune de Cernier.

¹ *Rapports de la Société d'exploitation*, pour 1897 et 1898.

² Chiffres extraits des rapports annuels des compagnies respectives.

Numa l'avait ôté,
Frédéric l'a racheté,
Que le nom de Graind'orge soit
honné.

BENJAMIN, 29. VI. 84.

M

La Compagnie du J.-B.-L. a la douleur de faire part à ses amis
et connaissances de la perte cruelle qu'elle vient d'éprouver en la
personne de son cher enfant

LE JURA INDUSTRIEL

que le peuple neuchâtelois a rappelé à lui le 29 juin 1884, par
deux mille cinq cents voix de majorité, après neuf ans de longue
et pénible maladie.

L'enterrement auquel vous êtes prié d'assister, aura lieu le
30 Juin 1888.

ON NE REÇOIT PAS

TOUT EST BIEN, QUI FINIT BIEN

Faire-part satirique rédigé après le rachat du Jura-Industriel

La compagnie prend la ligne à ferme à partir du 1^{er} janvier 1900, pour une durée de quinze ans, sous réserve, en cas de rachat, de résiliation pure et simple pour la date d'entrée en possession par l'acquéreur.

La couverture des déficits d'exploitation est l'objet d'engagements de la part de l'Etat et des communes de la Chaux-de-Fonds, du Locle et de Neuchâtel.

En revanche, l'ancienne Société d'exploitation est liquidée par le remboursement de son capital et l'attribution d'une somme de 75.000 francs, correspondant au 30% du capital, pour compenser les réserves qu'elle a constituées et représentant un dividende de 3% pour les dix années de 1886 à 1895, pendant lesquelles aucune répartition n'avait été faite aux actions¹.

De 1900 à 1911, trois exercices du Jura-Neuchâtelois se soldent avec bénéfice, tandis que les autres représentent un déficit global de 961.000 francs, dont 254.000 à la charge des communes et 707.000 à celle de l'Etat.

Dès le début du siècle, l'électrification des chemins de fer est à l'ordre du jour. La question se pose également vers 1910 pour le Jura-Neuchâtelois. Devant le nouveau sacrifice que cette transformation demande, les autorités diffèrent leur décision et reprennent les négociations, commencées en 1902, en vue du rachat de la ligne par la Confédération².

A ce propos, il est bon de rappeler que cette dernière avait dû se prononcer en 1883, pour la première fois, sur l'exercice de son droit de rachat des chemins de fer suisses, car elle devait dénoncer les concessions cinq ans d'avance. En cherchant à connaître la valeur des lignes principales, elle se rendit compte que le capital d'établissement de toutes les compagnies avait été calculé trop haut. Elle prescrivit diverses mesures destinées à apurer les bilans et préparer ainsi un rachat éventuel à des conditions normales, tant pour donner suite aux tendances centralisatrices qui commençaient à se manifester, que pour éliminer l'influence étrangère qui avait toujours été très forte dans les grandes compagnies³.

Dans son message aux Chambres du 25 mars 1897, le Conseil fédéral propose le rachat des cinq grands réseaux⁴ d'une longueur de 2748 kilo-

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, séance du 12 octobre 1899, et *Rapport du Jura-Neuchâtelois à l'assemblée des actionnaires*, du 10 octobre 1899.

² *Ibidem*, séance du 20 avril 1910.

³ Le capital-actions de ces compagnies était détenu par des étrangers dans la proportion de 60 % pour le Central-Suisse ; 54 % pour le Nord-Est-Suisse ; 95 % pour le Gothard ; 28 % pour l'Union-Suisse et 18 % pour le Jura-Simplon (*Les chemins de fer suisses après un siècle*, t. I, p. 146).

⁴ Précisément les cinq compagnies précitées.

mètres et, en même temps, définit les notions de produit net et de capital d'investissement, en prévision de cette opération. La loi est approuvée par le peuple le 20 février 1898, après une campagne de presse acharnée.

Comme le Jura-Neuchâtelois n'avait pas été compris dans le premier rachat, nos autorités entreprirent, en 1902, des démarches en vue de le vendre à la Confédération. Après une première expertise et diverses négociations, le département des Postes et Chemins de fer déclara qu'il ne pourrait prêter la main à un rachat que sur la base commerciale de la ligne estimée à 6,1 millions, alors que le prix de construction s'établissait en chiffre rond à 13 millions, somme qui fut réduite ensuite à 5 et même 4 millions. Ces conditions ayant été trouvées par trop insuffisantes, de nouvelles entrevues eurent lieu et, après une revision de ses calculs, le département fédéral des Postes et Chemins de fer fixait la valeur de rachat à 8,5 millions, tandis que la direction générale des Chemins de fer fédéraux arrivait au maximum à 8 millions.

Louis Perrier, conseiller d'Etat, ayant été appelé par la suite au Conseil fédéral, où il prit la tête du département des Postes et Chemins de fer, facilita la solution du problème et, le 4 novembre 1912, la convention portant transfert à la Confédération de la ligne du Jura-Neuchâtelois était signée sur la base d'un prix de rachat de 9.800.000 francs, payable en obligations 3½% des C. F. F., valeur 1^{er} avril 1913, plus 221.927 francs pour les immeubles, les approvisionnements étant calculés à leur valeur effective.

Dans son rapport au Grand Conseil sur le rachat du Jura-Neuchâtelois, le Conseil d'Etat mentionne que l'opération « n'était pas de nature à satisfaire pleinement le peuple neuchâtelois, puisque la perte qui en résultera sera de 3 millions qu'il faut ajouter aux nombreux millions engloutis dans le Jura-Industriel. C'est bien plutôt un marché de raison... » La convention de rachat, adoptée à fin novembre 1912 par le Grand Conseil, est renvoyée à deux reprises par les Chambres fédérales, de sorte que le transfert du réseau n'a lieu que le 1^{er} juillet 1913¹.

L'électrification de la ligne a été faite par les C. F. F. et terminée, en octobre 1931, sur toute sa longueur, soit 37,2 kilomètres.

* * *

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, t. 78, p. 450 et suivantes : *Résumé historique du Jura-Industriel*, daté du 19 novembre 1912.

L'histoire des chemins de fer neuchâtelois est une succession de drames politiques et financiers, de même que de rivalités régionales ou intercantionales. Ces difficultés ne furent cependant pas propres à notre canton ; elles se produisirent de façon identique dans toute la Suisse, aussi bien en ce qui concerne les grandes lignes que les lignes secondaires. Les chemins de fer suisses connurent de nombreuses réorganisations ou liquidations qui entraînèrent deux graves crises, de 1870 à 1880, et des pertes de capitaux énormes.

La longueur totale actuelle du réseau suisse est d'environ 3600 kilomètres de lignes à voie normale et 1600 kilomètres à voie étroite, sans compter les tramways et funiculaires.

Le canton de Neuchâtel entre dans ces chiffres pour une modeste proportion, soit environ 120 kilomètres de voies normales et une cinquantaine de voies étroites ; pourtant, c'est bien suffisant puisque ces quelque 170 kilomètres valurent au pays des pertes qu'on peut évaluer à près d'une trentaine de millions de francs.

Les sacrifices supportés par nos prédécesseurs, tant sur le plan national que cantonal, ne furent cependant pas vains, puisqu'ils nous valurent la création d'un réseau qui a contribué, pour une grande part, à l'essor économique du pays et qui nous assure aujourd'hui des communications aussi rapides que confortables.

Henri GIRARD.



La gare de Neuchâtel vers 1859. A droite, une maison transformée en buffet

LES ORIGINES DU FRANCO-SUISSE

La remarquable et copieuse étude de M. Henri Girard sur le chemin de fer du Jura-Industriel ne pouvait pas ne pas déborder de son sujet pour aborder celui du Franco-Suisse, puisque ces deux voies ferrées neuchâteloises et leurs promoteurs se trouvèrent en compétition devant l'opinion, devant les autorités cantonales et devant le Conseil fédéral. Ce faisant, M. Henri Girard nous a singulièrement simplifié la tâche et nous permet de faire bref, d'autant plus que ses compétences particulières lui ont permis de traiter des aspects financiers du problème avec une pertinence à laquelle notre formation ne nous eût pas permis de prétendre.

Nous nous bornerons donc à retracer les circonstances dans lesquelles s'est réalisée la voie ferrée qui unit notre chef-lieu à la frontière française, les conceptions qui ont dirigé son établissement, ainsi que les espérances plus ou moins justifiées qu'elle a fait naître dans le public de l'époque. Mais encore, il ne serait pas aisé de recréer le climat des années 1852-1862, durant lesquelles on passa de la discussion à la réalisation du Franco-Suisse, si l'on ne touchait pas un mot des conditions techniques et politiques auxquelles ont eu affaire les promoteurs de l'entreprise, et qui ne l'ont pas toutes favorisées.

Assurément, bien des expressions que nous trouvons dans les mémoires, rapports et discussions du milieu du siècle dernier, prêtent à sourire aux hommes de l'ère atomique que nous sommes devenus. On manquerait, toutefois, à l'équité si l'on oubliait que les ingénieurs du Franco-Suisse, comme ceux du Jura-Industriel, ne disposaient pour triompher des difficultés du relief que des seules ressources du cheval, de la pelle, de la pioche, de la barre à mine et de la poudre noire, alors que nous mettrions en ligne aujourd'hui la dynamite, la perforatrice, le compresseur, la bétonneuse, le moteur à explosion et le courant électrique. D'autre part, il faut considérer l'état du matériel roulant de l'époque.

Selon le rapport d'Andréas Merian, ingénieur cantonal, on pouvait escompter en 1852, sur une voie ferrée courant horizontalement et en ligne droite, une moyenne horaire de 33 kilomètres, mais cette vitesse de 550 mètres par minute devait être diminuée de 10 mètres par millimètre de pente et par 10 degrés de courbure. Dans ces conditions, on

devisait dans le même rapport à 1 heure 45 minutes et 3 secondes, le temps qu'il faudrait à un modeste convoi quittant la gare de Neuchâtel pour stopper devant la station des Verrières, et il lui faudrait encore 26 minutes pour atteindre Pontarlier. Or, nos compositions actuelles, dans le même sens, couvrent ces distances en 39, respectivement, et 11 minutes. Ce que nous en écrivons ne concerne, toutefois, que le cas normal. Sur cette voie de montagne, culminant à 927 mètres, la mauvaise saison exerçait une lourde servitude, en raison de l'enneigement et surtout du verglas, sans compter que les trains du XIX^e siècle ne connaissaient pas le dispositif du frein continu.

Pour pallier ces inconvénients, Edouard Dubied, dans un rapport présenté le 29 septembre 1866 à l'assemblée générale du Franco-Suisse, préconisait, en sa qualité d'ingénieur civil, divers remèdes de nature technique, dont l'adoption d'un nouveau type de locomotive qui freinait ses pistons à l'aide de sa vapeur, comme le fait une automobile en se servant de son moteur. Cette innovation avait eu plein succès en Espagne sur la ligne qui relie Avila à Madrid à travers la chaîne de la Guadarrama. Nous ignorons le sort qui fut réservé à cette suggestion. Toujours est-il que l'exploitation de la voie ferrée reliant Neuchâtel aux Verrières, en raison de retards répétés, ne laissa pas de provoquer des plaintes de la part de la compagnie française du P. L. M., et que certaines de celles-ci empruntèrent même le canal diplomatique. Saisis par le Conseil fédéral, les responsables de la traction, ainsi incriminés, se défendirent, ce nous semble, avec plus de vivacité que de pertinence.

C'est donc au matériel rudimentaire dont disposaient les chemins de fer en leur première enfance, qu'il faut attribuer certaines solutions qui nous apparaissent comme autant d'anomalies. On a attribué à certain esprit de clocher, voire à certains intérêts particuliers, le tracé qui fut adopté par le Franco-Suisse entre Travers et les Verrières. Nous ne doutons pas, à la vérité, que les Verrisans se soient félicités de la solution que préconisait le rapport de l'ingénieur Wild, mais les raisons qu'il invoque sont d'ordre technique et nous semblent plausibles, compte tenu des moyens matériels et financiers qu'on pouvait mettre en œuvre.

Un tracé de la ligne passant par Buttes et quittant le territoire de la Suisse dans la région de la Côte-aux-Fées retint bel et bien l'attention de l'expert chargé de l'étude technique par la commission du Grand Conseil, mais si son rapport, en date du 3 octobre 1852, s'y oppose expressément, c'est, dit-il en propres termes, que « malgré les travaux

d'art gigantesques qu'il aurait exigés, les pentes auraient été trop fortes », c'est-à-dire supérieures à 20 ‰.

Ce n'est pas sans examen que l'ingénieur Wild renonçait à faire desservir Fleurier par le Franco-Suisse. Une solution s'écartant du tracé actuel en amont de Boveresse, consistait à lancer « un viaduc près du pont de la Roche pour que la ligne se dirige sur le rocher et se développe dans le bassin en forme de spirale, afin d'arriver de cette manière par-dessous le même viaduc dans la plaine de Fleurier », mais outre les difficultés techniques et les frais supplémentaires qu'eût entraînés une telle entreprise, il y avait lieu encore de faire entrer en ligne de compte la rigueur du climat jurassien. Tout recommandait donc de faire descendre la voie ferrée sur le versant nord du Val-de-Travers, mieux ensoleillé durant la mauvaise saison, plutôt que de la poser dans le fond, sur la rive droite de l'Areuse.

Encore que, de nos jours, il arrive à la nature de jouer de mauvais tours à nos ingénieurs, il est clair que nous nous sommes en cent ans largement affranchis du despotisme qu'elle exerçait sur les entreprises de nos ancêtres. Dès la construction de la ligne du Gothard inaugurée en 1882, on a pu, par exemple, recourir à ces tracés hélicoïdaux devant lesquels reculait la commission instituée en 1852. Pareille remarque est aussi applicable au Jura-Industriel. Si l'on avait attendu encore un quart de siècle pour l'entreprendre, il est vraisemblable que d'une manière ou d'une autre, ses constructeurs nous eussent épargné le fâcheux rebroussement de Chambrelin.

En considérant l'œuvre accomplie, il faut constater également l'importance qu'a revêtue la participation étrangère, tant sur le plan technique que sur le plan financier. Voici un siècle, l'industrie lourde en Suisse était pour ainsi dire inexistante, faute de cadres qualifiés. L'Ecole polytechnique fédérale, en effet, dont le général Dufour se faisait l'ardent promoteur, n'était encore qu'une espérance et, de fait, n'ouvrit ses portes que le 15 octobre 1855, soit trois ans après les délibérations orageuses du Grand Conseil. C'est donc en Angleterre, en Allemagne et en France que les sociétés concessionnaires durent s'adresser pour trouver des experts, des ingénieurs, des rails, des locomotives, des wagons. D'où certaines difficultés et, à l'occasion, certains conflits entre elles et les adjudicataires de l'entreprise qui, comme l'Anglais Merritt, à propos du Franco-Suisse, ne laissaient pas de rappeler crûment à qui de droit, qu'ils ne faisaient pas œuvre de philanthropie, mais qu'ils comptaient bien retirer un honnête profit de leurs peines.

devisait dans le même rapport à 1 heure 45 minutes et 3 secondes, le temps qu'il faudrait à un modeste convoi quittant la gare de Neuchâtel pour stopper devant la station des Verrières, et il lui faudrait encore 26 minutes pour atteindre Pontarlier. Or, nos compositions actuelles, dans le même sens, couvrent ces distances en 39, respectivement, et 11 minutes. Ce que nous en écrivons ne concerne, toutefois, que le cas normal. Sur cette voie de montagne, culminant à 927 mètres, la mauvaise saison exerçait une lourde servitude, en raison de l'enneigement et surtout du verglas, sans compter que les trains du XIX^e siècle ne connaissaient pas le dispositif du frein continu.

Pour pallier ces inconvénients, Edouard Dubied, dans un rapport présenté le 29 septembre 1866 à l'assemblée générale du Franco-Suisse, préconisait, en sa qualité d'ingénieur civil, divers remèdes de nature technique, dont l'adoption d'un nouveau type de locomotive qui freinait ses pistons à l'aide de sa vapeur, comme le fait une automobile en se servant de son moteur. Cette innovation avait eu plein succès en Espagne sur la ligne qui relie Avila à Madrid à travers la chaîne de la Guadarrama. Nous ignorons le sort qui fut réservé à cette suggestion. Toujours est-il que l'exploitation de la voie ferrée reliant Neuchâtel aux Verrières, en raison de retards répétés, ne laissa pas de provoquer des plaintes de la part de la compagnie française du P. L. M., et que certaines de celles-ci empruntèrent même le canal diplomatique. Saisis par le Conseil fédéral, les responsables de la traction, ainsi incriminés, se défendirent, ce nous semble, avec plus de vivacité que de pertinence.

C'est donc au matériel rudimentaire dont disposaient les chemins de fer en leur première enfance, qu'il faut attribuer certaines solutions qui nous apparaissent comme autant d'anomalies. On a attribué à certain esprit de clocher, voire à certains intérêts particuliers, le tracé qui fut adopté par le Franco-Suisse entre Travers et les Verrières. Nous ne doutons pas, à la vérité, que les Verrisans se soient félicités de la solution que préconisait le rapport de l'ingénieur Wild, mais les raisons qu'il invoque sont d'ordre technique et nous semblent plausibles, compte tenu des moyens matériels et financiers qu'on pouvait mettre en œuvre.

Un tracé de la ligne passant par Buttes et quittant le territoire de la Suisse dans la région de la Côte-aux-Fées retint bel et bien l'attention de l'expert chargé de l'étude technique par la commission du Grand Conseil, mais si son rapport, en date du 3 octobre 1852, s'y oppose expressément, c'est, dit-il en propres termes, que « malgré les travaux

d'art gigantesques qu'il aurait exigés, les pentes auraient été trop fortes », c'est-à-dire supérieures à 20 ‰.

Ce n'est pas sans examen que l'ingénieur Wild renonçait à faire desservir Fleurier par le Franco-Suisse. Une solution s'écartant du tracé actuel en amont de Boveresse, consistait à lancer « un viaduc près du pont de la Roche pour que la ligne se dirige sur le rocher et se développe dans le bassin en forme de spirale, afin d'arriver de cette manière par-dessous le même viaduc dans la plaine de Fleurier », mais outre les difficultés techniques et les frais supplémentaires qu'eût entraînés une telle entreprise, il y avait lieu encore de faire entrer en ligne de compte la rigueur du climat jurassien. Tout recommandait donc de faire descendre la voie ferrée sur le versant nord du Val-de-Travers, mieux ensoleillé durant la mauvaise saison, plutôt que de la poser dans le fond, sur la rive droite de l'Areuse.

Encore que, de nos jours, il arrive à la nature de jouer de mauvais tours à nos ingénieurs, il est clair que nous nous sommes en cent ans largement affranchis du despotisme qu'elle exerçait sur les entreprises de nos ancêtres. Dès la construction de la ligne du Gothard inaugurée en 1882, on a pu, par exemple, recourir à ces tracés hélicoïdaux devant lesquels reculait la commission instituée en 1852. Pareille remarque est aussi applicable au Jura-Industriel. Si l'on avait attendu encore un quart de siècle pour l'entreprendre, il est vraisemblable que d'une manière ou d'une autre, ses constructeurs nous eussent épargné le fâcheux rebroussement de Chambrelieu.

En considérant l'œuvre accomplie, il faut constater également l'importance qu'a revêtue la participation étrangère, tant sur le plan technique que sur le plan financier. Voici un siècle, l'industrie lourde en Suisse était pour ainsi dire inexistante, faute de cadres qualifiés. L'Ecole polytechnique fédérale, en effet, dont le général Dufour se faisait l'ardent promoteur, n'était encore qu'une espérance et, de fait, n'ouvrit ses portes que le 15 octobre 1855, soit trois ans après les délibérations orageuses du Grand Conseil. C'est donc en Angleterre, en Allemagne et en France que les sociétés concessionnaires durent s'adresser pour trouver des experts, des ingénieurs, des rails, des locomotives, des wagons. D'où certaines difficultés et, à l'occasion, certains conflits entre elles et les adjudicataires de l'entreprise qui, comme l'Anglais Merritt, à propos du Franco-Suisse, ne laissaient pas de rappeler crûment à qui de droit, qu'ils ne faisaient pas œuvre de philanthropie, mais qu'ils comptaient bien retirer un honnête profit de leurs peines.

D'ici quelques mois, on inaugurera la traction électrique entre Dole et Pontarlier et entre Frasné et Vallorbe. Ce n'est un secret pour personne qu'à cet effet la Confédération a consenti un emprunt assez important à la S. N. C. F. qui a succédé au P. L. M. en 1937. La Suisse s'est intéressée de même à l'électrification des voies ferrées qui atteignent Bâle par les deux rives du Rhin, et vient d'accorder la même faveur à l'Autriche pour lui permettre de moderniser sans trop de délai la ligne de l'Arlberg. Voici un siècle, tout au contraire, la construction du réseau helvétique a été une occasion de placement pour les capitaux étrangers. M. Henri Girard vient de nous exposer les vicissitudes de l'emprunt Stockmayer qui servit à financer l'établissement du Jura-Industriel. En ce qui nous concerne, relevons que les statuts de la Société anonyme du Franco-Suisse qui portent la date du 23 mai 1856, sur 24.000 actions de 500 francs, en attribuaient 11.000 à la compagnie du chemin de fer Paris-Lyon. En conséquence, cinq membres français vinrent siéger au conseil d'administration de l'entreprise aux côtés de six Neuchâtelois.

Nous aventurerons-nous dans cet exposé préliminaire sur le terrain de la politique cantonale et fédérale? On ne choquera personne, espérons-le, en écrivant que la lecture des *Bulletins du Grand Conseil* nous donne l'impression d'un pouvoir exécutif faible et, dès l'abord, embarrassé et divisé. Nous ne voyons nulle part le Conseil d'Etat de la République et Canton revendiquer ses responsabilités, et, entre les deux solutions en présence des Montagnes et du Val-de-Travers, adopter une ligne de conduite franche et délibérée. Dans les milieux intéressés au Franco-Suisse, on lui reprochera, comme on a vu, d'avoir indûment rompu l'équilibre en faveur du Jura-Industriel, mais l'énoncé même de ce reproche, à la vérité assez justifié, nous démontre que l'autorité exécutive se sentait incapable d'énoncer sur cette question une opinion nette et définitive.

C'est aussi que la situation politique ne s'était nullement assainie depuis 1848. Comme l'allaient démontrer les événements de septembre 1856, les royalistes ne s'étaient pas résignés et attendaient l'heure de la revanche. Dans des conditions aussi troubles, on conçoit que le Conseil d'Etat, «monocolore», comme on disait en Italie, sous le gouvernement de Gasperi, se soit soucié de ne pas exacerber le conflit qui s'ouvrait entre les Fritz Courvoisier et les Challandes, d'une part, les Fritz Lambelet, les Louis-Edouard Montandon et les Auguste Leuba, d'autre part, tous républicains, tous radicaux et tous personnages consulaires du nouveau régime. Si pareille attitude ne parvint pas à prévenir la crise

gouvernementale du 22 mai 1853, elle contribua pourtant à en pallier les effets. Quant aux éléments royalistes ou simplement conservateurs, leur influence est nulle en ce débat ; on a vu qu'Henri DuPasquier, président de la Société industrielle, et Louis-Ferdinand de Pury, banquier, appelés à participer aux travaux de la commission préparatoire, démissionnèrent à la première séance, en invoquant des raisons politiques. Nous retrouverons, toutefois, le second, en 1856, parmi les administrateurs du Franco-Suisse.

Dans le cadre que lui traçaient les lois du 1^{er} mai 1850 et du 28 juillet 1852, l'action du Conseil fédéral ne pouvait guère être autre chose que celle d'un arbitre, entre des intérêts cantonaux souvent en compétition les uns avec les autres et qui, disons-le, n'avaient pas tous le même poids dans la balance ; dans le conflit des chemins de fer neuchâtelois, soulignons son influence modératrice. Cette intention se marque bien dans la mission du général Dufour et du colonel Stehlin au château le 4 avril 1856.

* * *

Le décret du Grand Conseil du 19 juin 1852, pris à l'instigation du conseiller national Fritz Lambelet, des Verrières, et du conseiller d'Etat Aimé Humbert, définit de la manière la plus claire ce que l'autorité législative neuchâteloise attendait de la construction d'un chemin de fer. La commission de neuf membres qu'il instituait et à laquelle il allouait un crédit de 6000 francs, devait d'urgence étudier le tracé d'une ligne ferrée, « traversant le territoire neuchâtelois, ayant son terminus ouest à une ligne française, et est à une ligne suisse ». Somme toute, il lui prescrivait d'étudier une liaison par fer, entre Salins que la compagnie du Paris-Lyon venait de raccorder à Dole, et Olten jusqu'où devait se prolonger la ligne Zurich-Baden, inaugurée le 9 août 1847.

Comme on voit, ce programme fait abstraction de tout intérêt local et de tout esprit de clocher. Il ne s'agit nullement d'assurer en priorité une telle liaison entre les villes et les villages de notre petit canton. L'intérêt général, déclarait Fritz Lambelet au Grand Conseil, le 7 octobre 1852, exige « qu'il [le canton] devienne partie intégrante de la ligne qui doit unir Paris à Trieste ». C'est à l'Arlberg en ce moment qu'on envisageait en effet, de percer les Alpes et de faire passer la malle des Indes, reliant Londres à Bombay et à l'Extrême-Orient. A cet égard la situation interdisait tout atermoiement.

Car, avait-il déclaré au début de son exposé, il est de la plus haute importance pour le canton de Neuchâtel de prendre à temps la position légitime qu'il doit occuper dans le réseau suisse et de ne point se laisser déborder en se laissant aller à des moyens temporisateurs, par des combinaisons qui pourraient compromettre sans retour la position toute favorable dans laquelle il se trouve aujourd'hui placé.

Au reste, faisait-il remarquer :

Neuchâtel n'a eu jusqu'à présent que des moyens de communication imparfaits avec la France, qui l'ont tenu presque entièrement à l'écart du mouvement des touristes, lequel s'opère par Genève et plus particulièrement par Bâle.

Que l'heure fût favorable aux intérêts neuchâtelois, le conseiller national des Verrières en tirait la conviction du compromis qui s'était établi à Zurich, le 29 août, entre les délégués de la commission du Grand Conseil et les représentants du Central-Suisse. Mieux encore, le 2 septembre, il avait recueilli de la bouche de Tourneux, ingénieur en chef du chemin de fer Dole-Salins, la précieuse assurance qu'il était dans les intentions de la compagnie du Paris-Lyon de pousser sa ligne jusqu'à la frontière suisse. On était donc assuré de trouver le rail français à un rendez-vous à débattre. Mais encore convenait-il de prendre une décision sans trop tarder, car d'autres idées, dommageables à l'économie de notre canton, risquaient de venir sur le tapis, si la discussion s'éternisait.

Fritz Lambelet s'est expliqué à ce sujet le 25 octobre 1852 devant le Grand Conseil. Selon lui, tout ajournement permettrait à ceux qu'il dénomme « nos antagonistes », de faire prévaloir trois projets également dangereux :

1^o La liaison franco-suisse au col de Jougne. La voie ferrée qui descendrait jusqu'à Lausanne se prolongerait sur territoire valaisan, pour franchir les Alpes soit au Simplon soit au Saint-Bernard. Auquel cas, l'axe Paris-Trieste tangenterait notre territoire au lieu de le traverser.

2^o La ligne Morges-Echallens-Payerne-Morat-Aarberg-Soleure, correspondant *grosso modo* à l'ancienne route romaine. Elle nous priverait de toute liaison directe avec la Suisse orientale, et le transit Salins-Olten nous échapperait également du fait du raccordement par Jougne.

3^o La ligne Olten-Langenthal-Berne et sa prolongation en direction de Lausanne et Genève ne nous causeraient pas, de son avis, de moindres dommages. Quoi qu'il en soit, à moins d'agir promptement en réalisant le raccordement Salins-Olten sur notre territoire, notre canton risquait de tomber dans un « isolement complet ».

A part le député Jacot-Piaget qui donnait la priorité aux routes, à la construction d'un hospice cantonal, d'une maison de travail et au dessèchement des marais du Seeland ; à part son collègue Challes qui déclara au Grand Conseil le 25 octobre 1852 : « Grâce à sa position favorable, le pays peut parfaitement se passer d'un chemin de fer », les suggestions de la commission tendant à l'établissement d'une ligne neuchâteloise rencontrèrent l'approbation générale de l'assemblée. Le député Auguste Lambelet, de la Chaux-de-Fonds, outre les avantages économiques signalés par le rapporteur, voyait même un profit politique évident à cette entreprise :

Comme démocrate, il veut un chemin de fer, lui fait dire en propres termes le *Bulletin du Grand Conseil*, parce qu'un pays qui est traversé par un chemin de fer est définitivement acquis à la démocratie et à la civilisation.

Mais cet accord de principe n'en laissait pas moins subsister de graves divergences sur la question du tracé. La minorité de la commission, dont Fritz Courvoisier se faisait le passionné protagoniste, le jalonnait par Morteau-le Crêt-du-Loche-la Chaux-de-Fonds-Renan-Sonceboz-Perles (ou Pieterlen)-Soleure. La majorité, par la voix tout aussi convaincue du Verrisan Fritz Lambelet, voulait le faire descendre du Val-de-Travers par Neuchâtel d'où, enjambant la Thielle au sud de Cornaux, il gagnerait Lyss et Soleure. Un embranchement, prenant naissance entre Trois-Rods et Corcelles, conduirait à Vaumarcus, ce qui permettrait de se raccorder sans grande difficulté à la ligne Yverdon-Lausanne-Morges dont on attendait l'achèvement pour 1855.

Revenons sur ce tracé. Nous avons vu les raisons techniques qui lui interdirent d'entrer en Suisse par Buttes et de descendre de l'amont de Boveresse sur Fleurier, aussi bien, n'en traiterons-nous pas davantage. A Travers, devaient s'établir des dépôts et des ateliers. Un raccordement entre ce point et la Chaux-de-Fonds avait été étudié par la commission, mais elle recula finalement devant la difficulté de faire passer un chemin de fer par le plateau de la Brévine à plus de 1000 mètres d'altitude. On se rabattit donc sur deux routes asphaltées — grande nouveauté à cette époque — permettant aux voyageurs du Franco-Suisse, descendus à Travers, d'atteindre la Chaux-de-Fonds en deux heures et demie (27 km.) et le Locle, une demi-heure plus tôt. On pensait de la sorte accorder aux Montagnes neuchâteloises la satisfaction qui leur était due...

Puis, par des pentes qui ne dépassaient pas 17 ‰ et des courbes d'un rayon minimum de 300 à 500 mètres, on déboucherait dans le

Vignoble au-dessus de Bôle. On renonçait donc au tracé Champ-du-Moulin-Colombier-Auvernier qui avait été envisagé tout d'abord. Sans compter la forte pente, il aurait entraîné la construction d'un viaduc sur le Merdasson et des expropriations particulièrement coûteuses en cette région plantée en vigne. C'est de Corcelles, prévoyait-on, que partirait l'embranchement de Vaumarcus.

Construirait-on la gare du chef-lieu au bord du lac ou aux Sablons ? La commission ne tranchait pas ce dilemme de manière définitive, encore que la seconde solution lui parût « bien préférable ». Quoi qu'il en soit, quittant Neuchâtel derrière le Mail, la ligne proposée, par le haut de Saint-Blaise, les lisières occidentales de Cornaux et Wavre, enjamberait la Thielle par un pont dont le tablier serait établi assez haut. Il s'agissait, en effet, de ne pas gêner la navigation sur la rivière et de ne pas préjudicier le projet d'assèchement des marais. En territoire bernois, le rapport de la majorité suggérait le parcours : nord de Champion-sud d'Anet-amont d'Aarberg-Lyss où, via Soleure, on se trouverait à 128 kilomètres de Zurich.

Tel est le projet que Fritz Lambelet présentait au Grand Conseil, le 7 octobre 1852, et le moins qu'on puisse en écrire, c'est qu'il faisait honneur aux capacités des experts techniques qui l'avaient établi, les ingénieurs Merian, Wild et Wethli. Voyons maintenant les avantages que lui reconnaissaient ses promoteurs et qui, de leur avis, devaient lui faire donner le pas sur le projet des Montagnes.

Assurément d'Olten à la frontière française le parcours le plus court et, par conséquent, le moins onéreux pour les finances neuchâteloises et suisses était celui que recommandait Fritz Courvoisier. Mais ce que la Suisse y gagnerait, serait perdu par la France et particulièrement la compagnie de chemin de fer de Paris à Lyon. L'ancien conseiller d'Etat Louis-Edouard Montandon qui avait consulté son administration à Paris l'avait trouvée prête à prolonger la ligne Dole-Salins jusqu'aux Verrières. Elle serait, de toute évidence, beaucoup moins disposée en faveur du tracé plus long Dole-Besançon-Col-des-Roches. L'objectif que l'on se proposait ne serait pas atteint, si, descendant de wagon à la frontière du Doubs, on était contraint de prendre la diligence à Morteau. Entre Paris et Olten, la liaison par les Verrières et Neuchâtel était la plus courte qu'on pût imaginer, d'où son intérêt pour les Français.

A cet argument d'ordre économique, s'ajoutait un argument d'ordre stratégique qui, du reste, se traduisait aussi en argent. Entre les Verrières et Pontarlier s'élevait l'imposant fort de Joux dont les canons

commandaient la cluse. Rien de tel n'existait dans la région de Morteau ; si donc on s'en tenait au projet des Montagnes, les Français se trouveraient en face du dilemme suivant : ou bien ils laisseraient sans défense cette entrée de leur pays, appelée à devenir importante, ou bien ils la barreraient au moyen d'un ouvrage fortifié, ce qui leur imposerait des dépenses considérables. Dans ces conditions, il était naturel que la solution des Verrières leur agréât davantage.

Sur le plan technique, le rapporteur de la majorité présentait les observations suivantes : la ligne Salins-Olten sur son parcours suisse culminait à 927 mètres et la somme de ses différences de niveau n'excédant pas 501 mètres, ses pentes ne dépasseraient pas un maximum de 17 ‰. D'autre part, aucun de ses tunnels n'aurait plus de 300 mètres de longueur, et la nature de la roche à percer autorisait les constructeurs à économiser les frais d'une voûte. Tous avantages sur le parcours Col-des-Roches-Pieterlen dont le point le plus élevé était à 1034 mètres, avec une somme de différences de niveau de 709 mètres, ce qui portait ses pentes jusqu'à 23 ‰. Sans doute, pourrait-on abaisser ce fâcheux maximum d'environ 3 ‰, mais, à cet effet, il faudrait porter à 3000 mètres la longueur du tunnel de Renan, ce qui naturellement n'irait pas sans occasionner de sérieux inconvénients et des frais supplémentaires.

Entrant en Suisse par un viaduc à bâtir sur le Doubs dans la région du Saut, pénétrant sur territoire bernois au sortir des Convers, le projet des Montagnes, faisait remarquer le rapport de la majorité, se bornait à écorner le canton de Neuchâtel sur quelque 10 kilomètres, et ne desservait en somme que les deux villes du Locle et de la Chaux-de-Fonds. Celui dont elle recommandait l'adoption, au contraire, le traversait en diagonale sur une cinquantaine de kilomètres et stimulerait l'activité économique d'un bien plus grand nombre de localités, dont la ville de Neuchâtel. On avait bien agité à la Chaux-de-Fonds un projet de tunnels routiers à percer sous Tête-de-Ran (2520 m.) ou sous la Vue-des-Alpes (4400 m.) pour relier commodément le Vignoble et le chef-lieu à la voie ferrée. Mais comme il s'agissait d'une dépense devisée 7 millions, la commission estimait pareils ouvrages d'art « trop coûteux pour ne pas dire davantage ».

Tels furent les arguments développés au château les 7 et 25 octobre 1852 par les promoteurs du futur Franco-Suisse. A des degrés divers, ils nous semblent plausibles, car c'est un fait que même aujourd'hui, avec la ressource incomparable de la traction électrique, l'itinéraire Olten-Paris ne passe ni par la Chaux-de-Fonds ni par Besançon. Si, toutefois, ils ne parvinrent pas à l'emporter devant le Grand Conseil,

c'est peut-être qu'en demandant une garantie d'intérêt pour les obligations 4% qu'émettrait la société concessionnaire de la ligne des Verrières à la Thielle et à Vaumarcus, ils coalisèrent contre eux les partisans d'une politique de prudence financière et les partisans du projet rival qui n'en demandaient pas autant.

On le vit bien lors de la reprise du débat le 25 octobre. Selon le député W. Du Bois, les 12 millions auxquels on estimait la réalisation des chemins de fer se répartiraient plus équitablement entre le projet des Montagnes et le dessèchement des marécages ; on laisserait au « bas pays » son lac comme moyen de communication. Mais surtout la forte personnalité de Fritz Courvoisier semble s'être imposée à la majorité du Grand Conseil. Alors que Fritz Lambelet cherchait à emporter la décision à la houzarde, il réclamait avec quelque apparence de raison qu'on voulût bien « faire vérifier avec plus de précision l'impossibilité de ce tracé », c'est-à-dire du tracé Col-des-Roches-Pieterlen. On sait que des arguments de telle sorte font toujours impression sur une assemblée divisée.

Mais sans attendre qu'une contre-expertise éventuelle lui donnât tort ou raison, il soutint avec passion le projet des Montagnes. Faire passer par le Val-de-Travers, la voie ferrée destinée à relier la Suisse à la France équivalait selon lui à porter un coup fatal à la Chaux-de-Fonds et au Locle qui, privés de chemin de fer, verraient leur industrie languir, puis périr, et leur main-d'œuvre émigrer sous des cieux plus cléments ; asphaltée ou non, la route de raccordement, venant de Travers, que proposait la majorité de la commission, n'était à ses yeux qu'un palliatif des plus misérables.

En ne comptant qu'une moyenne de sept lieues à l'heure sur la voie ferrée, le temps qu'il faudrait à une diligence pour gagner le Locle (21 km.) ou la Chaux-de-Fonds (27 km.), plaçait pratiquement ces deux cités montagnardes à 32 lieues, soit à 144 kilomètres de la station de Travers. Cet argument, certes, n'est pas sans valeur ; on constatera, toutefois, que le rapporteur de la minorité n'en faisait nul usage, traitant des avantages dont son projet priverait le Vignoble et particulièrement le chef-lieu : « Je réponds à cette objection que l'éloignement d'une voie ferrée ne se compte pas à de si minimes distances », or le raccordement du lac à la Chaux-de-Fonds que l'on se proposait d'améliorer, était devisé à 30,1 kilomètres, équivalant, selon le barème proposé par Fritz Courvoisier, à un peu plus de 35 lieues.

Quoi qu'il en soit, le 1^{er} décembre, dans une troisième session consacrée à cet objet, le Grand Conseil sacrifiait en fait le Franco-Suisse,

puisque par 39 voix contre 29, il faisait sienne une proposition d'Aimé Humbert qui :

1^o refusait sa sanction aux compromis dont on était convenu à Paris et à Zurich, concernant une liaison ferroviaire Salins-Olten ;

2^o prescrivait au Conseil d'Etat d'entrer en négociations avec les cantons voisins en vue de réaliser une voie ferrée Bâle-Genève par Neuchâtel ;

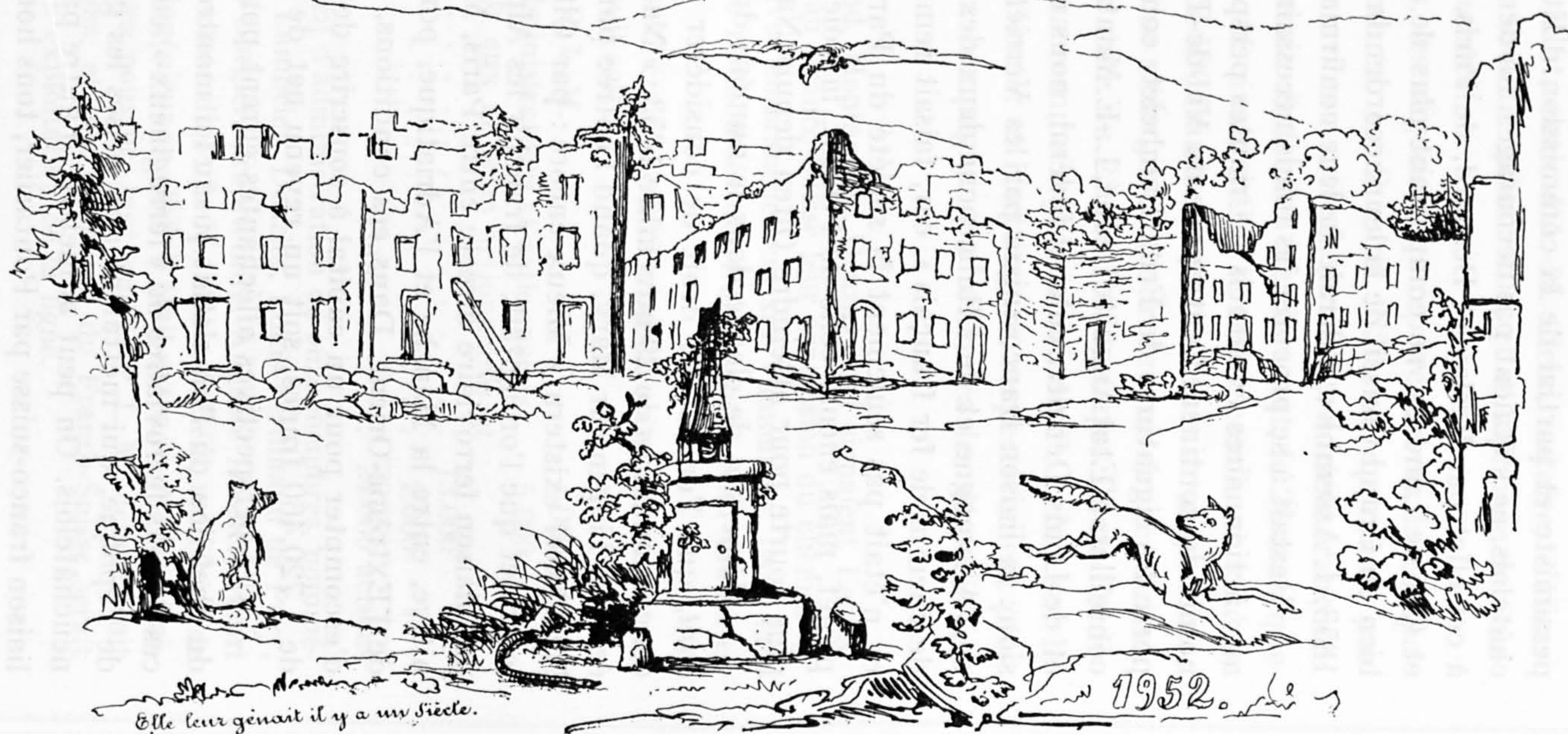
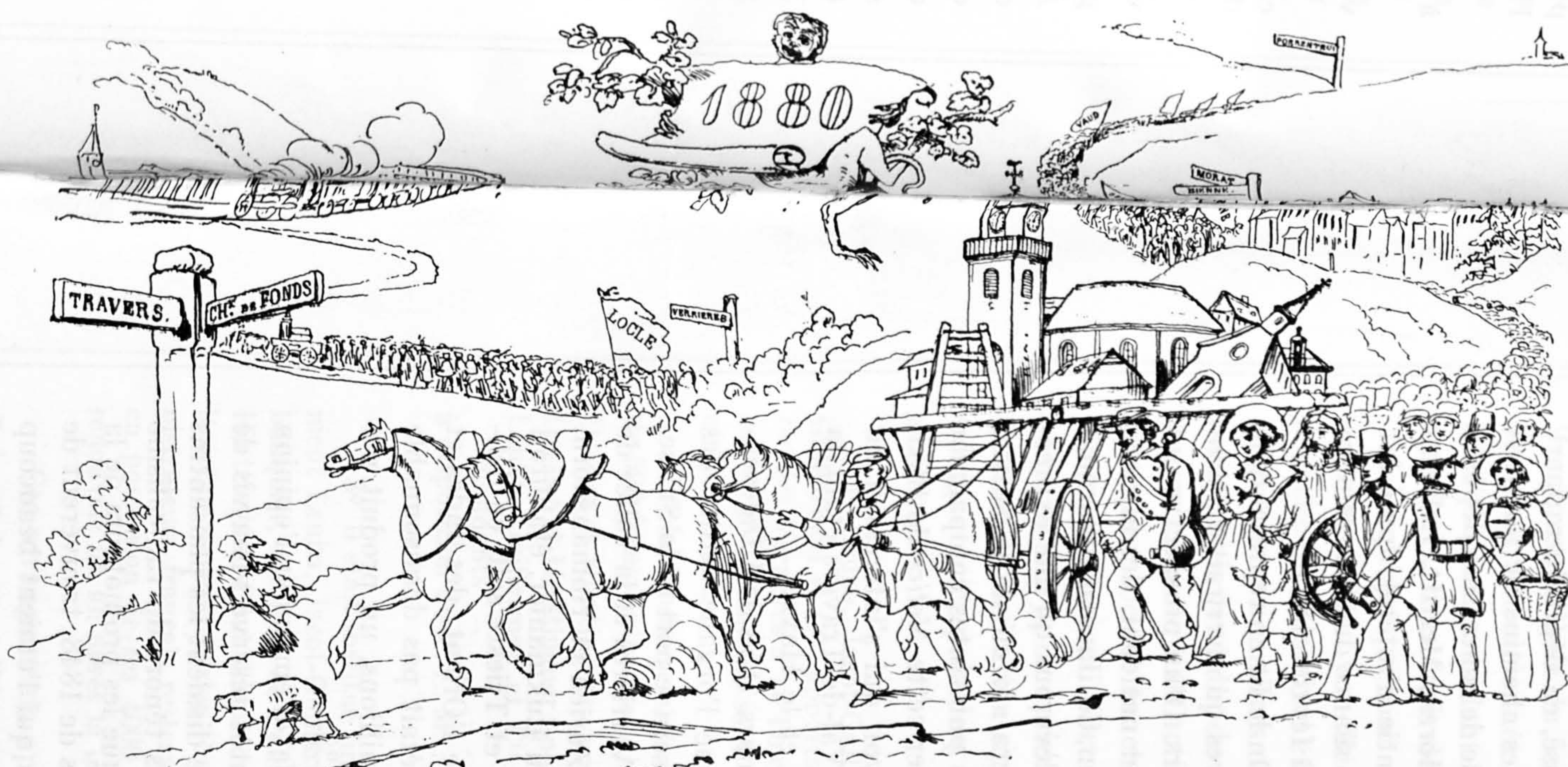
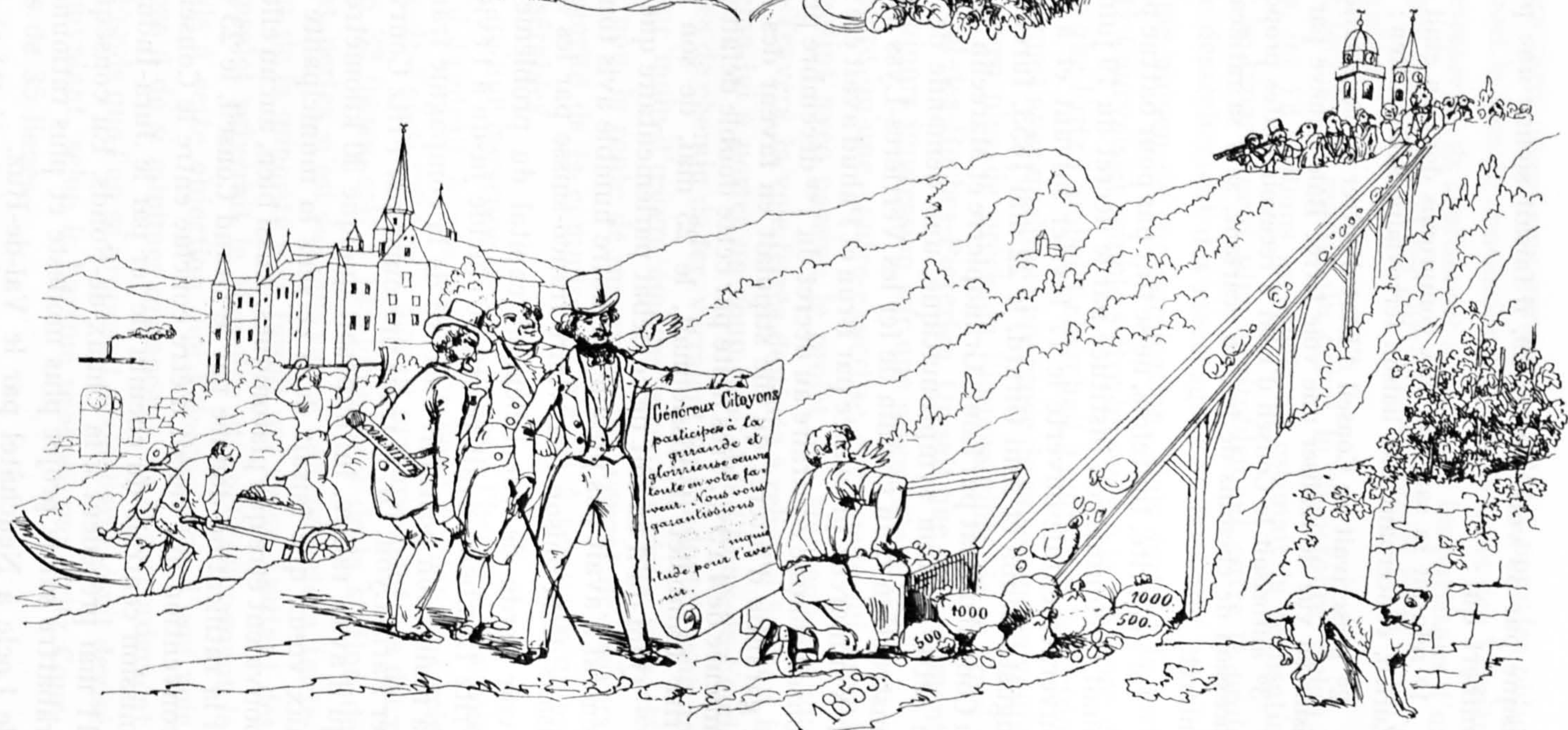
3^o autorisait le Conseil d'Etat à recevoir toutes propositions tendant à la concession de chemins de fer, en écartant, sauf sa ratification, toute garantie d'intérêt.

La majorité, toutefois, ne se tint pas pour battue par ce vote qui désavouait la commission instituée par le décret du 19 juin 1852, d'où la crise gouvernementale ouverte le 17 février suivant et à la suite de laquelle Auguste Leuba et Ami Girard, le 22 mai 1853, furent remplacés au sein du Conseil d'Etat par Louis Grandpierre et Marcelin Jeanrenaud. La veille de cette élection symptomatique, une demande de concession pour la construction d'un chemin de fer les Verrières-Lyss avec embranchement sur Vaumarcus, présentée par Brun et Pahud avait été rejetée par le Grand Conseil comme contraire au décret du 1^{er} décembre précédent, encore que la garantie d'intérêt qu'elle stipulait en faveur des obligataires, eût été ramenée de 4 à 3 %. Très irrité par cette double défaite du Val-de-Travers, Fritz Lambelet démissionnait, le 23 mai, de son mandat de député.

Quoi qu'il en soit de ce débat parlementaire que le souci de l'intérêt général n'avait pas présidé, de notre humble avis tout au moins, les partisans de la liaison ferroviaire franco-suisse par les Montagnes semblent avoir perdu de vue l'élément capital du problème que le rapport de Fritz Lambelet avait pourtant élucidé jusqu'à l'évidence : à savoir que sa réalisation postulait l'accord de la compagnie française du chemin de fer Paris-Lyon. Or, le tracé préconisé par Fritz Courvoisier et la majorité qu'il avait ralliée, lui imposait quelque 30 kilomètres de plus, et, quant aux vœux que faisait dans ce sens la municipalité de Besançon, ils ne pouvaient être que platoniques. Aussi bien, aucun effet pratique ne suivit-il la ratification donnée par le Grand Conseil, le 23 novembre 1853, à la convention qui venait d'être conclue entre le Conseil d'Etat et la « commission centrale du chemin de fer par le Jura-Industriel », constituée le 11 mai précédent à la Chaux-de-Fonds. En conséquence, celle-ci dut se rabattre sur le projet plus modeste et plus rationnel consistant à relier le Locle à Neuchâtel par le Val-de-Ruz.

Chemins de Fer sous presse

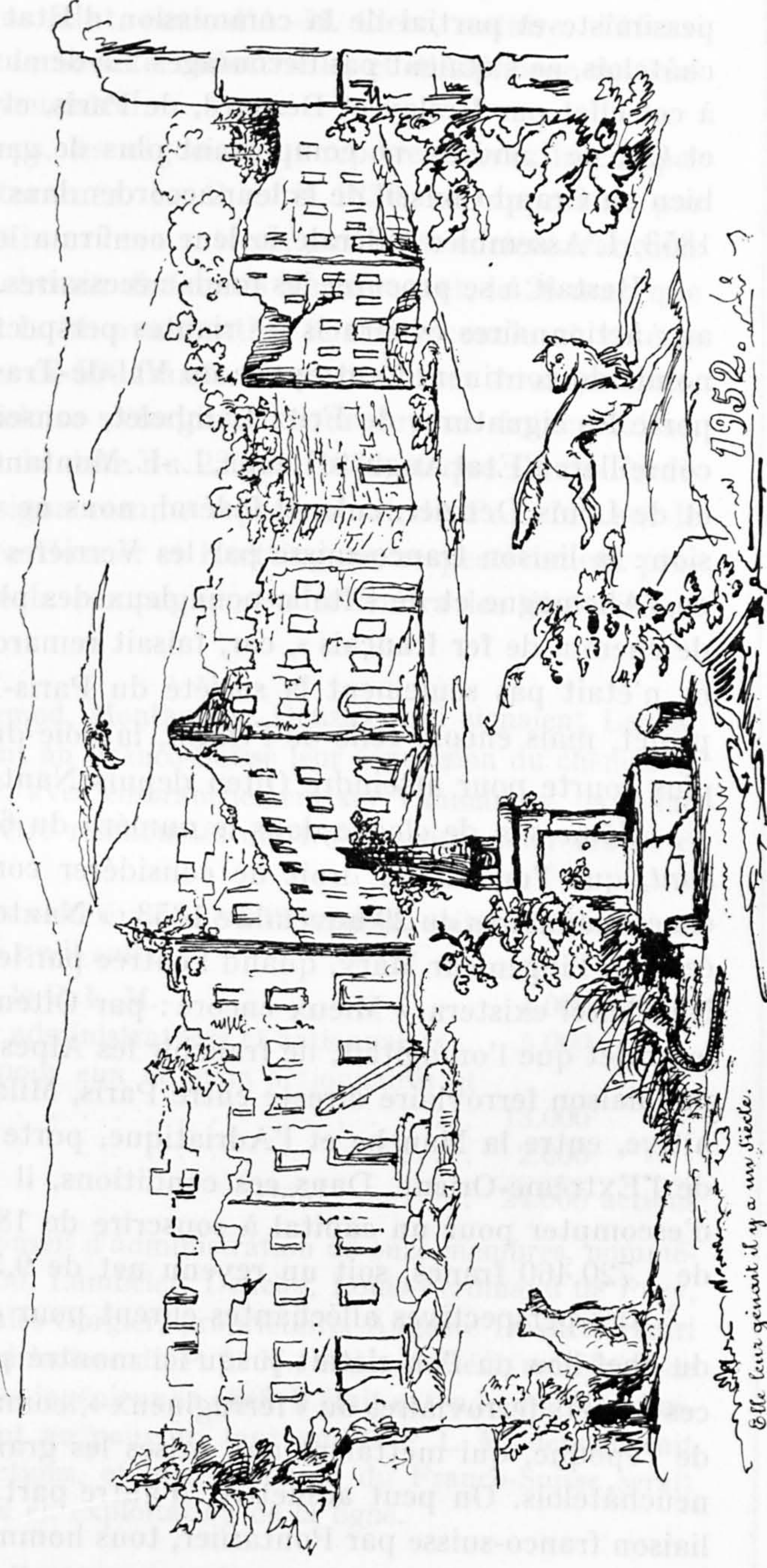
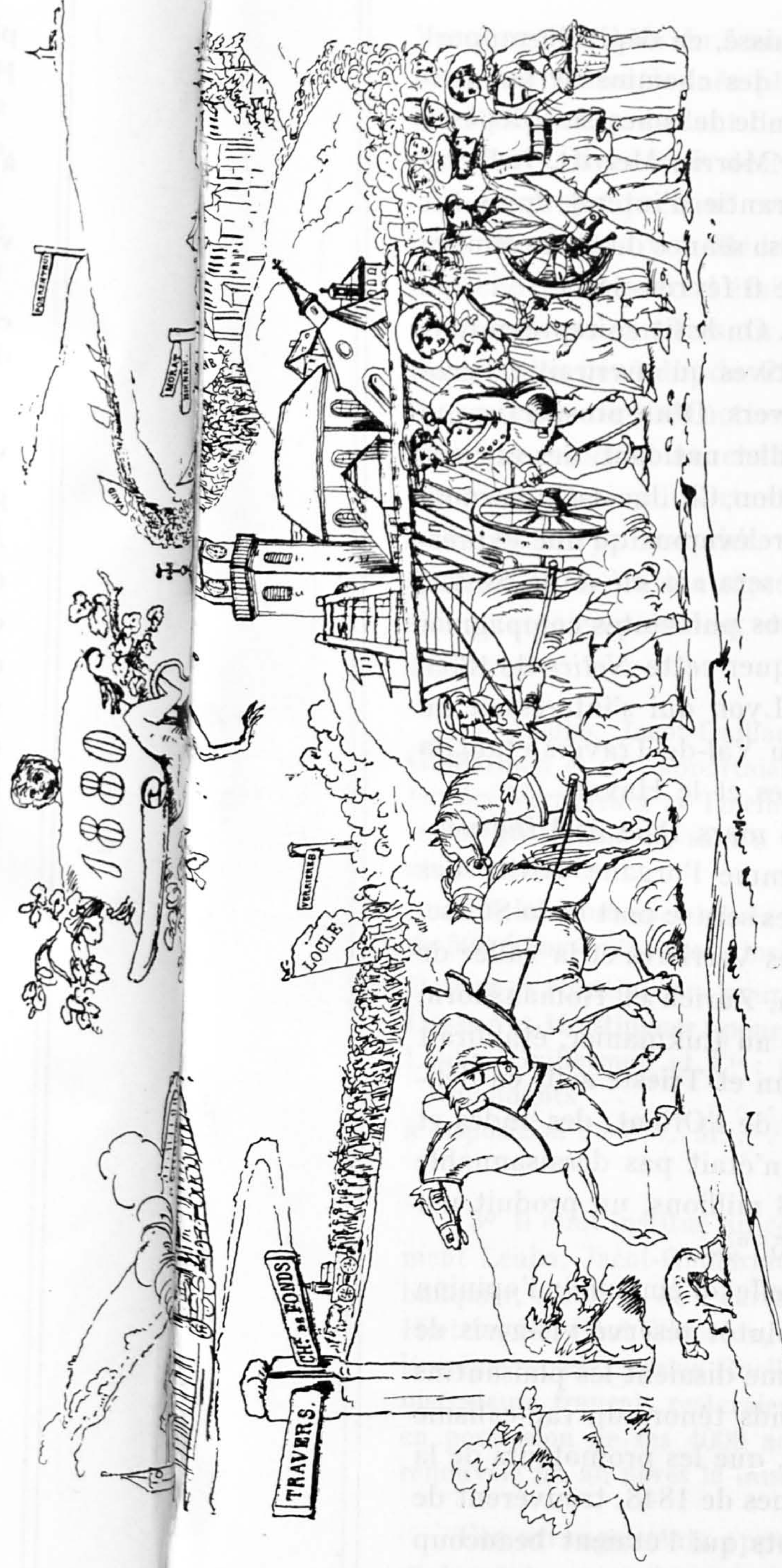
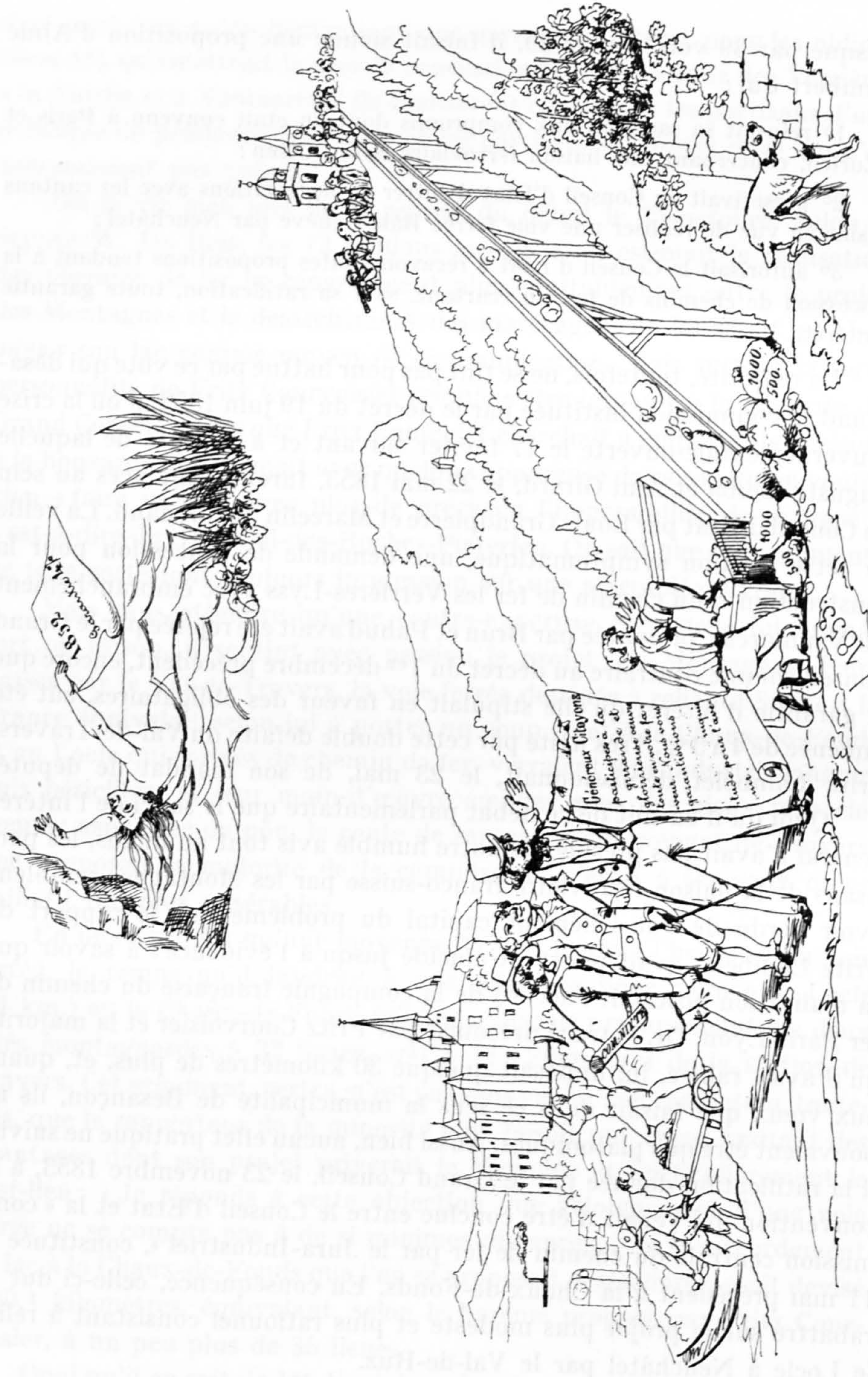
Effets, Du passé, présent, futur.



Elle leur gênait il y a un siècle.

Chemin de Fer sous presse

Effets, Du passé, présent, futur.



Caricature de 1853, environ, témoignant des craintes suscitées à la Chaux-de-Fonds par la création de la ligne du Franco-Suisse

Entre temps, les promoteurs du Franco-Suisse, en dépit du rapport pessimiste et partial de la commission d'Etat des chemins de fer neuchâtelois, ne s'étaient pas découragés. La demande de concession déposée à cet effet par Beslay et Besnard, de Paris, et Morris, Merritt, Lelièvre et C^{ie}, de Londres, ne comportant plus de garantie d'intérêt, force fut bien au Grand Conseil de la leur accorder dans sa séance du 29 novembre 1853. L'Assemblée fédérale la leur confirma le 6 février 1854.

Restait à se procurer les fonds nécessaires. On le fit en représentant aux actionnaires éventuels les riantes perspectives qu'ouvrirait à l'économie du continent l'entreprise du Val-de-Travers. D'un prospectus qui porte les signatures de Fritz Lambelet, conseiller national, des anciens conseillers d'Etat Auguste Leuba, L.-E. Montandon, Ch. Jacot-Guillarmod et de Louis Denzler, colonel fédéral, nous ne relèverons qu'une expression : la liaison franco-suisse par les Verrières sera « la clé de la Suisse, de l'Allemagne et de l'Italie pour deux des plus puissantes compagnies de chemin de fer français », car, faisait remarquer cette *Notice* de 1855, ce n'était pas seulement la société du Paris-Lyon qui s'intéressait au projet, mais encore celle de l'Ouest, la voie du Val-de-Travers étant la plus courte pour atteindre Olten depuis Nantes et le Havre.

Même son de cloche dans le numéro du 6 mars 1856 de l'*Indépendant*, que l'on est en droit de considérer comme l'organe attitré des concessionnaires du 29 novembre 1853 : « Nantes sera le port de la Suisse, écrivait l'ingénieur Mary, quand l'entrée par les Verrières et la vallée de Neuchâtel existera. » Mieux encore : par Olten, Zurich et Romanshorn, le projet que l'on agissait, de franchir les Alpes au Lukmanier, établirait une liaison ferroviaire directe entre Paris, Milan et Trieste soit, en définitive, entre la Manche et l'Adriatique, porte de l'Orient, des Indes et de l'Extrême-Orient. Dans ces conditions, il n'était pas déraisonnable d'escompter pour un capital à souscrire de 18 millions, un produit net de 1.720.460 francs, soit un revenu net de 9,55%...

Ces perspectives alléchantes eurent pour effet d'émouvoir l'opinion du chef-lieu où l'on s'était jusqu'ici montré plutôt réservé vis-à-vis de ces projets ferroviaires ou « ferrugineux », comme disaient les plaisantins de l'époque, qui mettaient aux prises les grands ténors du radicalisme neuchâtelois. On peut admettre, d'autre part, que les promoteurs de la liaison franco-suisse par Pontarlier, tous hommes de 1848, trouvèrent de leur profit à mettre dans leur jeu des éléments qui l'étaient beaucoup moins pour ne rien dire de plus. C'est un fait, dans tous les cas, que l'appel aux souscripteurs éventuels qu'émettait la société du chemin de fer des

Verrières, en date du 5 novembre 1855, ajoute aux signatures des administrateurs mentionnés plus haut, ceux d'A.-H. Clerc, notaire, d'Henri Du Pasquier, président de la Société Industrielle, et d'Alphonse de Sandoz-Morel, tous trois de Neuchâtel.

Le projet prenant corps, les négociations reprirent avec la compagnie du Paris-Lyon-Méditerranée. Le 2 avril 1856, on apprenait par dépêche qu'un accord était intervenu entre la puissante société française et les concessionnaires du chemin de fer des Verrières, et, le 26 mai, que l'assemblée générale du P. L. M. avait ratifié le traité conclu et voté la souscription de 4000 actions de 500 francs. En vertu de ces arrangements, l'ancienne société neuchâteloise s'élargissait pour devenir franco-suisse. De ses statuts qui portent la date du 23 mai 1856 et que Louis-Ferdinand de Pury, banquier, signa comme représentant du P. L. M., sur le vu d'une procuration signée Dassier et Hœttinguer, respectivement président et vice-président de la compagnie, on retiendra les dispositions suivantes :

1^o Leuba, Jacot-Guillarmod, Montandon, Denzler, qui signaient Leuba, Guillarmod et C^{ie}, apportaient au Franco-Suisse leur concession du chemin de fer des Verrières à la Thielle, avec embranchement sur Vaumarcus. Ils le faisaient gratuitement, sauf à être remboursés des frais engagés pour études et établissement.

2^o Le fonds social de la société était fixé à 12 millions, soit à 24.000 actions de 500 francs, réparties ainsi qu'il suit :

Dassier et Hœttinguer : pour le P. L. M.	4.000 actions
Dassier et Hœttinguer : pour administrateurs et actionnaires .	5.000 »
Leuba, Guillarmod et C ^{ie} : pour eux et leurs actionnaires et mandants	13.000 »
à disposition du P. L. M.	2.000 »
Total	24.000 actions

3^o Il était institué un conseil d'administration de onze membres, nommé Leuba, Jacot-Guillarmod, Lambelet, Denzler, Louis-Ferdinand de Pury, banquier, Adolphe de Pourtalès-Gorgier, propriétaire, Auguste Dassier, Henri Hœttinguer, Paul Chaperon, directeur du P. L. M., Gustave Réal, secrétaire de la même société, Adrien Ruelle, ingénieur en chef. Il était entendu que les administrateurs français resteraient au pouvoir, tant que le P. L. M. demeurerait en possession de ses 4000 actions, et que le conseil du Franco-Suisse serait renouvelé un an après la mise en exploitation de la ligne.

Ces arrangements appellent un certain nombre de remarques. Tout d'abord, la nouvelle société en liant sa cause à celle de la grande compagnie française obtenait la garantie que cette dernière lui accorderait sa

préférence concernant le raccordement franco-suisse : il s'effectuerait aux Verrières et non pas à Morteau ou à Vallorbe. Elle allait profiter de toute l'expérience acquise en matière de construction et d'exploitation de voie ferrée par le P. L. M. qui délégua son ingénieur en chef Adrien Ruelle à son comité de direction. Enfin, toute la sollicitude officielle s'appliquant au Jura-Industriel, on se demande si le marché du canton de Neuchâtel aurait été capable d'absorber les 11.000 actions attribuées au P. L. M., à ses administrateurs et à ses actionnaires. Relevons, au surplus, que si l'on se faisait à Neuchâtel des illusions sur le rendement de cette voie de communications, ces illusions étaient partagées à Paris, par des hommes d'affaires aussi avisés qu'Auguste Dassier et Henri Hoettinguer. Tel était donc l'esprit de l'époque, car on ne les voit pas se charger par philanthropie, d'un paquet de valeurs appelées selon toute vraisemblance à se déprécier rapidement.

Mais avant qu'on ait pu donner un premier coup de pioche, de nouveaux différends avaient surgi entre les deux sociétés ferroviaires de notre canton. Un décret du 23 novembre 1855, sollicité par le Jura-Industriel, lui avait concédé, en effet, le droit de prolonger sa ligne jusqu'à la Thielle en suivant le bord du lac. Il est clair que, ce faisant, le Grand Conseil revenait sur la concession du 29 novembre 1853 dont bénéficiait à cet effet, la société du chemin de fer des Verrières ; aussi bien, interjeta-t-elle appel auprès de l'Assemblée fédérale qui se borna à entériner la concession de la ligne la Chaux-de-Fonds-Neuchâtel et décida de surseoir à toute décision quant à sa prolongation au-delà du chef-lieu. Nous avons déjà parlé de la venue à Neuchâtel du général Dufour et du colonel Stehlin. Leurs efforts de conciliation n'aboutirent à aucune solution, et l'on put même voir le moment où deux gares desserviraient Neuchâtel, l'une aux Sablons pour le Franco-Suisse, l'autre au bord du lac pour le Jura-Industriel, au mépris de tout urbanisme. La démission du conseiller d'Etat James Ladame qui, cumulant ses fonctions de chef du département des Travaux publics et d'ingénieur en chef de la ligne de la Chaux-de-Fonds, avait laissé planer plus que des doutes sur son impartialité, clarifia la situation et détendit les esprits.

Disons, pour n'y plus revenir, qu'en vertu d'une convention du 9 octobre 1858, les deux sociétés parvinrent à une solution de bon sens, c'est-à-dire qu'elles décidèrent de raccorder leurs lignes, et que le Jura-Industriel, moyennant le paiement d'un loyer de quelque 31 000 francs par an, devint locataire d'une partie de la gare que le Franco-Suisse était en train de construire aux Sablons. Croirait-on que ce compromis

qui épargnait à Neuchâtel d'être séparé de son lac par des installations ferroviaires, trouva des critiques? Témoin ce rimailleur anonyme qui déplorait

... le coup funeste qui frappe Neuchâtel
Hélas, loin de son centre, il faut que l'on s'égare
Pour gravir le coteau qui conduit à la gare
Dès qu'on y veut monter, l'omnibus en ce cas
Est presque indispensable aux poumons délicats.
Sur ce chemin, l'été, même au fond d'un carrosse,
On n'est pas à l'abri d'une poussière atroce...

* * *

Quant aux travaux d'exécution, les rapports annuels de la compagnie, qui portent la date du 30 avril, nous permettent de suivre leurs progrès d'exercice en exercice. Mais il faut noter qu'en dépit d'une convention passée avec la société du Central-Suisse qui, le 23 juin 1856, encore, prévoyait la jonction des deux lignes à la Thielle, on renonça peu de temps plus tard à se relier à Olten par Lyss, pour se rallier au tracé actuel par la rive nord du lac de Bienne. Ainsi se créa entre Berne et Neuchâtel, la lacune plus ou moins bien comblée par la construction de la « Directe ». Avec le canton de Vaud, les négociations furent plutôt difficiles. Il n'y a pas lieu de s'en étonner: tant qu'on pût, à Lausanne, caresser l'espoir de gagner Zurich par Echallens, Payerne et Morat, la pose d'une voie ferrée entre Yverdon et la frontière neuchâteloise pouvait apparaître comme un luxe inutile. Cette perspective évanouie, nos voisins se montrèrent plus compréhensifs. Enfin, le 14 septembre 1857, une convention régla la question du raccordement de la ligne de Vaumarcus avec celle de l'Ouest-Suisse.

Le 30 avril de la même année, le rapport du conseil d'administration à l'assemblée du Franco-Suisse nous apprend qu'entre la frontière française et Noiraigue (23 km.), les travaux de terrassement étaient achevés à 80%, cependant que les études l'étaient également entre Noiraigue et le ravin de Cormondrèche, secteur de parcours évidemment beaucoup plus difficile. On espérait arriver à chef en 1859, ce qui permettrait à la Compagnie du P. L. M. de poser, dans le même délai, la voie entre Pontarlier et les Verrières. Les plans de l'embranchement de Vaumarcus-Neuchâtel se trouvaient présentement à la sanction. En décembre, enfin, la ligne atteindrait Cornaux. Pour tous ces travaux, il avait été dépensé jusqu'à la clôture de l'exercice, une somme de 2.867.036 fr. 46, sur une vingtaine de millions prévus.

Du 30 avril 1857 au 30 avril 1858, on acheva le tunnel du Haut-de-la-Tour, long de 304 mètres, et le viaduc de Couvet, ouvrage d'art à six arches qui coûta, nous dit le rapport relatif à cet exercice, 250.000 francs. Dans le Vignoble, le tunnel de Saint-Blaise avait été percé et maçonné, et l'on avait posé les piles qui devaient supporter les douze arches du pont qui enjambe l'Areuse en amont de Boudry, dominant le plan d'eau d'une hauteur de 38 mètres. Le rapport mettait les actionnaires au courant de l'échec des pourparlers engagés avec le Jura-Industriel, concernant la gare commune et le raccordement des deux lignes venant des Verrières et de la Chaux-de-Fonds.

L'achèvement au mois de juillet 1859 du viaduc de Boudry qui coûta 670.000 francs à la compagnie, permit, le 5 novembre 1859, d'inaugurer solennellement la ligne du littoral, entre le chef-lieu et la frontière vaudoise. Durant le même exercice 1858-1859, on mit en action deux locomotives et soixante wagons, pour poser le ballast et la voie ferrée entre Neuchâtel et Cressier. Au Val-de-Travers, il ne restait plus, en amont de Noiraigue, qu'à terminer le viaduc de l'Huguenaz; en aval, c'est-à-dire dans les gorges de l'Areuse, on avait percé huit tunnels d'une longueur totale de 1363 mètres. L'avancement des travaux à la date du rapport, laissait prévoir que la ligne qui constituait proprement le Franco-Suisse s'ouvrirait à la circulation des chemins de fer au mois de mars 1860. Jusqu'ici, les dépenses d'établissement s'élevaient à 7.513.599 fr. 20, soit 1.212.168 fr. 66 pour les expropriations et 6.300.430 fr. 54 pour la construction. D'ores et déjà, on constatait avec satisfaction que les devis ne seraient pas dépassés.

Selon le rapport du 30 avril 1860, on pouvait rouler de la Neuveville à Vaumarcus depuis le 7 novembre précédent; en attendant que fût terminé le tronçon Neuveville-Bienne dont la concession avait échappé au Franco-Suisse, la société avait mis sur pied, entre le port du Landeron et celui de Nidau, un service de navigation, pour assurer la correspondance avec le chemin de fer du Central-Suisse qui avait son terminus dans cette dernière localité. Entre la frontière française et Noiraigue, grâce à l'intervention de deux locomotives et de 35 wagons, 15 kilomètres de rails avaient été mis en place; entre Noiraigue et Cormondrèche où demeuraient seuls à terminer d'insignifiants travaux d'infrastructure, la pose de la voie allait commencer incessamment. Devisée à 17 millions, les travaux du Franco-Suisse entraîneraient, une fois achevés, un dépassement de 400.000 francs, ce qui mettait le kilomètre à 248.750 francs au lieu des 240.000 sur lesquels tablaient les prévisions de 1856. Ce

supplément d'à peine 3,6% enorgueillissait les constructeurs et nous ne pouvons que leur donner raison. Les expropriations, en revanche, estimées un peu moins de 1 million en 1856, étaient revenues en fin de compte à près du triple, soit à 2,8 millions, mais ceci prouvait combien la construction d'un chemin de fer était capable de revaloriser une région et de donner plus de prix aux terrains traversés par la ligne ferrée. Tel est le raisonnement tenu par le rapport, et l'on ne saurait le révoquer en doute.

Le 19 juillet 1860, soit donc avec quatre mois de retard sur les prévisions de l'année précédente, un premier train quitta Neuchâtel à destination de Pontarlier. Sur cet essai concluant, l'inauguration officielle eut lieu le 24, tandis qu'à la même saison on procédait à l'ouverture du tronçon le Landeron-Bienne, dont l'exécution avait été confiée à la compagnie de l'Ouest-Suisse, par le gouvernement bernois, car, vu le caractère international du Franco-Suisse, on craignait dans les conseils de Berne des immixtions étrangères, si on lui en avait confié l'exécution.

Quant à la liaison entre la France et la Suisse par les Verrières, il fallut attendre encore deux ans pour la voir se réaliser. Remarquons à ce propos que la compagnie du Paris-Lyon-Méditerranée renonça au tracé Salins-Levier-Sombacour-Pontarlier, dont il avait été fait état, en septembre 1852, lors du compromis élaboré à Paris, entre Fritz Lambelet et l'ingénieur Tourneux, pour donner, en définitive, sa préférence à l'itinéraire Mouchard-Andelot-Boujailles-Frasne-Pontarlier. Ce nouveau tracé tangentant de plus près la frontière vaudoise, faut-il en inférer que la direction du P. L. M. ne voulut pas préjudicier une éventuelle liaison par Vallorbe? On ne sait. Dans tous les cas, le 6 novembre 1862, soit un peu plus de dix ans après les historiques débats du Grand Conseil, le train spécial dans lequel avaient pris place les personnalités suisses et françaises invitées à l'inauguration, quittait Mouchard à 6 heures, s'arrêtait à Pontarlier à 9 heures et parvenait à la gare des Sablons à 11 h. 30, alors qu'aujourd'hui nous mettons une heure et dix-sept minutes de moins entre Dijon et Neuchâtel.

Ce ne sont pas des réflexions de cette sorte que firent les convives du banquet d'inauguration qui fut servi dans les salons de l'hôtel Bellevue qui venait d'ouvrir ses portes. Au reste, à considérer la quantité et la qualité des mets qui leur furent servis, on peut juger que le temps leur manqua pour examiner tous les aspects éventuels de la conjoncture ferroviaire.

Nous avons sous les yeux la carte de banquet qui marquait la place de David Perret, commerçant, et nous y lisons en effet :

Truite du lac, sauce hollandaise
Filets de bœuf piqués, pommes de terre
Vols au vent à la financière
Salmis de bécasses truffés
Salsifis
Jambon à la gelée
Volailles rôties
Bavaroises à la vanille
Echaudés
Tourtes aux amandes
Dessert, fruits, etc.

* * *

Telles sont les origines des voies ferrées du Val-de-Travers et du Vignoble, sur le tracé desquelles nous roulons encore quand nous nous rendons à Genève, Zurich ou Paris, et le moins qu'on puisse écrire de cette réalisation, c'est que, dans le contexte technique et économique de l'époque, elle fait honneur à ses initiateurs et à ses exécutants.

A l'exploitation, toutefois, le Franco-Suisse allait se révéler comme une mauvaise affaire sur le plan financier. De toute évidence, l'évolution de la conjoncture économique, tant internationale que nationale et cantonale ne répondit pas aux prévisions optimistes de ses promoteurs. On peut admettre, d'autre part, qu'en abandonnant le tracé qui franchissait la Thielle au sud de Cornaux, ils s'étaient en quelque sorte coupé l'herbe sous les pieds, car il fallut des années encore pour réaliser dans des conditions moins favorables à tous égards, une liaison directe Paris-Berne. Il est clair enfin que le cadre dans lequel se construisirent les chemins de fer suisses, sur la base des lois fédérales du 1^{er} mai 1850 et du 28 juillet 1852, était trop étroit pour leur permettre une exploitation rationnelle.

Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de s'étonner que les bilans annuels de la société nous présentent une succession ininterrompue de déficits. Les tarifs dont la compagnie était convenue avec l'autorité cantonale ayant été calculés trop bas, dans l'ambiance optimiste qui régnait à l'époque de la concession, il ne pouvait en être autrement. Concernant les seuls voyageurs, ces tarifs avaient été fixés à 10 centimes par kilomètre en 1^{re} classe, à 7,5 en 2^e et à 5,5 en 3^e, ce qui mettait le voyage de Neuchâtel aux Verrières à, respectivement, 4 francs, 3 francs et



Travaux sur la ligne du Franco-Suisse, vers 1859. Au premier plan le tunnel du Champ-Rouge

2 fr. 20. Comparé aux prix pratiqués depuis l'an dernier par les C. F. F. qui sont de 14,7 centimes en 1^{re} classe (anciennes 1^{re} et 2^e) et 10,5 centimes en 2^e (ancienne 3^e), on peut juger que le nouveau mode de transport était très cher. Car si l'on doit tenir compte de la dévaluation du franc suisse en 1936, il faut mettre en parallèle l'enchérissement de la vie survenu depuis un siècle, où 2 fr. 20 représentaient le prix d'un repas bourgeois, et 4 francs, celui de cinq à six bouteilles de vin de Neuchâtel.

On se trouvait donc, dès le début, dans l'impasse. En fait, au bilan de 1863 déjà, nous trouvons bien 343.402 fr. 04 aux recettes contre 70.193 fr. 33 aux dépenses d'exploitation, mais les intérêts et amortissements du capital souscrit par les actionnaires et obligataires se chiffraient par 613.000 francs, faisant apparaître un déficit de 339.791 fr. 29. Si l'on persévérait dans cette voie, remarquait le rapport, la dette flottante du Franco-Suisse atteindrait 1,5 million au 1^{er} janvier 1865. Et le moyen, alors, de la consolider en recourant à l'emprunt ? La compagnie se tourna donc du côté de l'Etat qu'elle ne trouva pas inaccessible ; c'est ainsi que le 19 mars 1866, le Grand Conseil fut appelé à ratifier une convention intervenue entre l'autorité cantonale et la société, aux termes de laquelle cette dernière était autorisée à relever ses tarifs de 1 centime par kilomètre et par voyageur. Le législatif acquiesça sans opposition notable, mais les chiffres que nous venons de citer prouvent à eux tout seuls que cette augmentation selon les classes de 10, 13,3 et 18 % des billets-voyageurs, était parfaitement insuffisante pour résorber l'éventualité de nouveaux déficits ; à cet effet, il aurait fallu les doubler.

Mais encore, si, par miracle, le Franco-Suisse avait été capable de réaliser une recette annuelle de quelque 750.000 à 800.000 francs, tout juste suffisante pour équilibrer son budget, vu l'endettement supplémentaire survenu depuis la mise en service du réseau, on n'aurait pas atteint pour tout cela la moitié du « produit net » escompté par les vaillants promoteurs de l'entreprise ; c'est un fait que dans le numéro du 6 mars 1856 de l'*Indépendant*, l'ingénieur Mary, qui assurait rester dans des normes raisonnables, les évaluait à 1.720.460 francs.

Comme on voit, le Grand Conseil avait été bien inspiré, en refusant toute garantie d'intérêt aux obligations de chemins de fer neuchâtelois, fût-il de 3 %, et de ne pas donner suite au rapport de Fritz Lambelet qui concluait dans ce sens. Constatons également que la Commission d'Etat des chemins de fer ne se trompait pas, dans son rapport du 15 novembre 1853, quand elle alléguait que la liaison franco-suisse par les



TRAIN N° 1.

Départ de Neuchâtel	8 h.	Départ de Pontarlier	midi 05
Passage à Auvèrrier	Arr. { 8. 12 Dép. { 8. 17	Passage à Verrières	Arr. { midi 35 Dép. { 2. soir
" Noiraigue	Arr. { 8. 51 Dép. { 9. —	" Boveresse	Arr. { 2. 26 Dép. { 2. 31
" Travers	Arr. { 9. 12 Dép. { 9. 22	" Couvet	Arr. { 2. 41 Dép. { 2. 46
" Couvet	Arr. { 9. 32 Dép. { 9. 50	" Travers	Arr. { 2. 56 Dép. { 3. 01
" Boveresse	Arr. { 10. — Dép. { 10. 28	" Noiraigue	Arr. { 3. 13 Dép. { 3. 18
" Verrières	Arr. { 10. 54 Dép. { 11. 02	" Auvèrrier	Arr. { 3. 52 Dép. { 3. 58
Arrivée à Pontarlier	11. 35	Arrivée à Neuchâtel	4. 10

Les invités, munis de leur Carte, sont admis au Cercle du musée et à la galerie de tableaux, au Palais Rougemont.

Recto et verso d'une carte d'invitation à l'inauguration
de la ligne Neuchâtel-les Verrières

Verrières ne couvrirait pas ses frais. Il est vrai que le projet de liaison par les Montagnes qui retint ses préférences, donna lieu à des déconvenues financières du même ordre de grandeur, et que malgré le soutien financier du canton et de la Confédération, la Société du Jura-Industriel se vit contrainte de déposer son bilan le 24 décembre 1860.

Le Franco-Suisse ne connut pas une telle infortune. Mais il n'en perdit pas moins son autonomie en fusionnant en 1865 avec la compagnie de l'Ouest-Suisse et la société qui exploitait le tronçon fribourgeois de la ligne Berne-Lausanne. Ce contrat de simple association fit place, le 8 mai 1873, à l'acte constitutif de la compagnie des chemins de fer de la Suisse-Occidentale qui, outre les entreprises précitées, engloba encore la société du Genève-Versoix. Dès lors, l'œuvre des Fritz Lambelet, des Auguste Leuba et des Louis-Edouard Montandon échappe définitivement à l'histoire neuchâteloise et, partant, à notre appréciation. On voudrait seulement dédier à la mémoire des pionniers de cette liaison qui mit tant d'étudiants neuchâtelois à quelques heures des grandes écoles parisiennes, ces beaux vers de Mistral que nous citerons en langue d'oïl : « Sont morts les bâtisseurs, mais le temple est bâti. »

Eddy BAUER.

IMPORTANCE DES CHEMINS DE FER DANS L'ÉCONOMIE NEUCHATELOISE ¹

C'est relativement tard que le chemin de fer fit son apparition en Suisse. Alors que des centaines de kilomètres de lignes sillonnaient déjà l'Angleterre, la France et l'Allemagne, la Suisse en était encore au stade de la diligence et du roulage. Vers le milieu du XIX^e siècle, la nécessité d'un moyen de transport rapide permettant à la fois la conquête de nouveaux débouchés et l'approvisionnement des diverses régions du pays se faisait sentir, cela d'autant plus que la Suisse était fortement industrialisée pour l'époque.

A l'étranger, en Angleterre particulièrement, le chemin de fer fut introduit dès le début de la révolution industrielle ; on peut dire qu'il était le symbole même de la transformation du monde économique. Non seulement il représentait l'utilisation type de la machine à vapeur, mais encore il concrétisait la possibilité de faire sauter les structures économiques d'alors. Ce moyen de liaison entre villes, entre pays, en facilitant les rapports commerciaux, allait rapidement supprimer les monopoles de fait qui existaient. Le libéralisme intégral du début du XIX^e siècle trouvait en lui l'élément principal de la réalisation pratique de la libre concurrence qui, selon les théoriciens, devait conduire au bien-être de chacun, à la richesse sociale. Aussi, dès ses débuts, le chemin de fer connut-il une vogue considérable auprès des représentants du capitalisme naissant. Il devint l'objet de spéculations hardies. Certains économistes modernes ont même vu dans la construction effrénée de nouvelles voies ferrées la cause de crises économiques violentes.

La Suisse, au carrefour de l'Europe centrale, était-elle si peu accessible au progrès qu'elle attendit un quart de siècle pour commencer la construction de chemins de fer ? Non point ! D'une part, les cantons éprouvèrent beaucoup de difficultés à s'entendre sur le tracé des lignes à créer ; d'autre part, la configuration extrêmement tourmentée du sol helvétique encourageait peu les capitalistes à faire des investissements dont une grande partie serait absorbée par la construction de tunnels, ponts, etc.

¹ Sources : *Recensements fédéraux*, de 1888 à 1950. — *Statistiques des chemins de fer suisses*. — *Statistiques des chemins de fer fédéraux*. — *Les chemins de fer suisses après un siècle*. Neuchâtel, 1949. (3 vol.) — Manuel SAITZEW, *Mission et régime des chemins de fer dans l'économie nationale*. Berne, 1932. — Rapports de gestion des diverses compagnies neuchâtelaises de chemins de fer.

Structure économique du canton au milieu du siècle dernier

En 1850, l'économie suisse paraissait être assez avancée ; un publiciste anglais écrivait, après un séjour en Suisse, que l'industrie de notre pays était, proportionnellement, la plus puissante d'Europe. Cette industrie était déjà au début du XIX^e siècle orientée vers l'exportation ; aussi, la construction de voies de communications nouvelles devenait-elle une nécessité vitale pour un pays dont les possibilités de transports par bateau étaient extrêmement limitées.

Le canton de Neuchâtel, dans cette Suisse industrialisée, avait déjà une position enviable. On peut même dire qu'en 1850, si l'on en croit les statistiques et écrits de l'époque, les structures générales de notre économie actuelle étaient fortement esquissées. Une aisance appréciable régnait dans le canton, particulièrement à Neuchâtel ; le nombre des pauvres et des assistés ne représentait que 0,75 % de la population ; la caisse d'épargne comptait, en 1853, 9281 dépositaires (pour la plupart de la classe ouvrière), détenteurs d'une somme de 8 millions de francs environ.

Dans les hautes vallées, l'horlogerie occupait déjà 14.000 personnes ; plus de 300.000 boîtes de montres étaient poinçonnées chaque année. A l'exposition fédérale de Berne, en 1857, l'industrie neuchâteloise était représentée par 80 exposants. Les exportations d'horlogerie de la Chaux-de-Fonds et du Locle s'élevaient à plus de 220.000 pièces dont la valeur unitaire variait entre 7 et 4000 francs. Les pendules neuchâteloises se vendaient à l'étranger, puisque les archives d'alors signalent que 2000 pendules étaient exportées chaque année.

Le Val-de-Travers voyait également fleurir l'horlogerie ; à Fleurier, notamment, cette nouvelle industrie fut développée par Jean-Jacques-Henri Vaucher, élève des fils de Daniel JeanRichard, et, à Travers, une fabrique d'échappements et de mouvements terminés faisait vivre trois cents ouvriers. Mais l'industrie la plus florissante, celle qui durant un siècle fit la renommée du Val-de-Travers, était la fabrication de l'extract d'absinthe. Les distillateurs les plus connus habitaient Couvet et Môtiers ; l'exportation de ce produit atteignait le chiffre de 800.000 bouteilles en 1860. Enfin, on extrayait l'asphalte de la mine de la Presta dans une mesure assez importante pour l'époque.

Le Val-de-Ruz ne connaissait pour ainsi dire pas encore l'industrie, sauf à Fontainemelon où la fabrique d'ébauches livrait 200.000 pièces par an à sa clientèle chaux-de-fonnière ; la fabrication des tonneaux aux Hauts-Geneveys et Geneveys-sur-Coffrane, une imprimerie à Fontaines

étaient en outre les seules industries de la vallée. L'agriculture, par contre, occupait la plupart de ses habitants.

Dans les districts de Neuchâtel et de Boudry, l'industrie n'avait pas encore atteint un développement comparable à celui de l'horlogerie des Montagnes. Certes, la papeterie de Serrières existait depuis fort longtemps et la maison Suchard en était à ses débuts ; la fabrique d'impression sur étoffes de Cortaillod, considérée comme une des plus importantes de Suisse au commencement du siècle, fermait ses portes en 1854 et poursuivait partiellement son exploitation à Boudry. L'agriculture et la viticulture tenaient dans les campagnes riveraines la première place. Quant aux bourgeois de la ville de Neuchâtel, leurs occupations se limitaient aux activités intellectuelles et au commerce.

Voilà, sommairement résumé, le tableau de la structure économique du pays de Neuchâtel vers 1855 : une industrie dans les vallées montagnardes, un secteur agricole occupant une bonne partie de la population et une activité commerciale et intellectuelle très développée dans le chef-lieu. Considéré dans son ensemble, ce tableau n'a guère changé aujourd'hui : le Val-de-Ruz est resté une vallée agricole, de même que le Vignoble neuchâtelois ; les districts du Locle, de la Chaux-de-Fonds et du Val-de-Travers ont développé les industries qui les faisaient vivre il y a un siècle et Neuchâtel est resté un centre de culture, de commerce, dans lequel l'industrie a fait peu à peu son apparition.

Est-ce à dire que l'établissement des chemins de fer n'a rien apporté à notre canton, qu'il n'en a pas fait évoluer les diverses activités ? La question est mal posée ainsi ; il s'agit plutôt de savoir si la construction de chemins de fer a contribué, et dans quelle mesure, au maintien de ces activités.

*Le chemin de fer,
service indispensable au progrès économique du canton*

Les écrits concernant la naissance des chemins de fer en Suisse relatent que le financement de cette forme d'entreprise se fit, la plupart du temps, grâce aux capitaux étrangers. Le peuple suisse, quoique ouvert au progrès, restait indécis devant l'ampleur des travaux à exécuter. Il y a d'ailleurs lieu de remarquer à ce propos que la Suisse, vers 1850, ne possédait pas encore d'appareil bancaire assez puissant pour entreprendre la construction de lignes ferroviaires. La création de grandes banques, tel le Crédit Suisse, répondit au besoin de drainer d'énormes capitaux pour financer la grande industrie et les chemins de fer en particulier.

Pourtant, la ligne du Jura-Industriel est une exception des plus significatives. Le fait que la ligne le Locle-Neuchâtel ait été construite par le peuple neuchâtelois — avec un prêt assez élevé, il est vrai, du banquier Stockmayer — n'est pas dû au hasard. Pour la Chaux-de-Fonds et le Locle, un moyen de transport rapide les reliant au reste du pays et, si possible, aux pays voisins signifiait la possibilité d'étendre leurs marchés et de conquérir de nouveaux débouchés. Les horlogers des Montagnes n'avaient à craindre aucune concurrence ; ils jouissaient dans le monde d'un quasi-monopole de fait dont l'importance ne pouvait que se développer avec la création d'une ligne de chemin de fer. C'est pourquoi un certain enthousiasme entoura la construction du Jura-Industriel et, dès les débuts de son exploitation, un véritable engouement s'empara des habitants des hautes vallées pour ce nouveau moyen de locomotion : alors que les diligences transportaient annuellement 400.000 personnes en Suisse, vers 1850, le Jura-Industriel « trainballa » — selon l'expression chaux-de-fonnière — plus de 200.000 personnes durant les six premiers mois de son existence. Dès 1858, contre toute attente, le chemin de fer arrivait à faire concurrence au roulage sur le petit parcours du Locle à la Chaux-de-Fonds.

Dans les années qui suivirent, la construction du Franco-Suisse, puis des diverses lignes régionales, permit un développement harmonieux du canton, spécialement des Montagnes. Par exemple, en 1867, 140.000 Chaux-de-fonniers et 85.000 Loclois utilisèrent le Jura-Industriel ; en revanche, 31.000 Neuchâtelois seulement se transportèrent vers le haut du canton. En dépit de l'importance relative du trafic ferroviaire sur toutes les lignes créées, des déficits chroniques mirent souvent en péril l'existence de nos chemins de fer. D'entreprises commerciales à but lucratif, ces derniers sont rapidement devenus des services publics ou semi-publics, puis, quoi qu'on en dise, des services d'intérêt public. Depuis leurs premiers pas, les compagnies durent être soutenues par l'Etat et les communes ; rares furent les années où un dividende put être distribué aux actionnaires. Au départ, on espérait que l'augmentation du nombre des habitants du canton, partant des échanges, conduirait à un accroissement du trafic ferroviaire, ce qui raisonnablement permettait de croire à un avenir meilleur. Mais à la fin de la guerre 1914-1918 tous les espoirs s'évanouirent ; un terrible écueil fit échouer les calculs optimistes des actionnaires : un concurrent importun, l'automobile, fit rapidement comprendre aux compagnies de chemins de fer que leurs recettes resteraient limitées.

Mouvement des voyageurs sur les lignes régionales

(voyageurs par kilomètre de ligne)

	1910	1920	1930	1938	1947
Régional du Val-de-Travers	263	341	290	227	460
Régional du Val-de-Ruz	208	187	202	208	195
Ponts-Sagne-la Chaux-de-Fonds.	80	75	70	52	99
Les Brenets-le Locle.	121	134	150	93	225

Mouvement des marchandises sur les lignes régionales

(tonnes par kilomètre de ligne)

	1910	1920	1930	1946	1947
Régional du Val-de-Travers	57,5	56,0	65,0	44,0	47,0
Régional du Val-de-Ruz	2,8	3,3	1,6	1,7	0,4
Ponts-Sagne-la Chaux-de-Fonds.	5,4	13,5	4,9	6,4	4,6
Les Brenets-le Locle.	0,8	0,8	0,3	1,0	0,8

*Trafic de quelques stations C.F.F.**a) Voyageurs (en milliers)*

	1905	1915	1930	1950	1956
Neuchâtel	265	421	221	331	333
La Chaux-de-Fonds	214	719	334	424	383
Travers	42	44	20	26	24
Les Verrières	50	48	27	22	17
Auvernier	34	40	25	22	18
Les Hauts-Geneveys.	—	121	57	62	53

b) Marchandises (en milliers de tonnes)

	1905	1915	1930	1950	1956
Neuchâtel	81	82	73	63	70
La Chaux-de-Fonds	54	94	103	108	114
Travers	—	6	5	4	4
Les Verrières	27	52	41	11	7
Auvernier	9	4	4	2	1
Les Hauts-Geneveys.	—	9	13	8	9

Même si le nombre d'habitants du canton n'a guère varié depuis un demi-siècle, on aurait pu s'attendre néanmoins à une augmentation du trafic ferroviaire en fonction de l'augmentation du revenu de la population. Les statistiques ci-dessus montrent qu'il n'en a rien été, preuve de la concurrence routière. Dans ces conditions, la conservation d'un appareil ferroviaire et plus spécialement des lignes régionales demeure-t-elle nécessaire? Certains auteurs prétendent que les chemins de fer sont trop nombreux; alors qu'au début du siècle, quelques entreprises étaient encore rentables, elles sont devenues aujourd'hui de véritables charges pour la société. Si l'on se place à un point de vue purement commercial, ces auteurs ont certainement raison. Cependant, cette optique ne coïncide pas nécessairement avec le point de vue économique, voire politique. L'étude démographique ci-dessous va le démontrer.

Importance du chemin de fer au point de vue démographique

La création de voies ferrées semble avoir eu une influence décisive sur l'orientation démographique des diverses régions du canton, ce qui n'exclut pas d'autres causes secondaires aux migrations à l'intérieur du canton.

Villages non rattachés à une voie ferrée. — Un fait apparaît immédiatement à la lecture des statistiques de la population de résidence des années 1850 à 1950 : tous les villages du canton qui ne sont pas reliés à une voie ferrée, sauf le Cerneux-Péquignot et Coffrane, ont vu leur population diminuer¹. La corrélation entre les migrations et l'apparition du chemin de fer semble être certaine. Cependant, jusqu'aux environs de 1900, la population des vingt villages éloignés des voies ferrées a augmenté en valeur absolue, mais non en valeur relative; en d'autres termes, l'accroissement de la population de résidence de ces communes n'a pas été proportionnel à celui de la population globale du canton. Par contre, dès 1900, ces villages se sont constamment dépeuplés. Ces deux étapes (1850-1900 et 1900-1950) ont une signification précise : jusqu'aux environs de 1890, une grande partie de la population campagnarde, malgré l'attrait exercé par les villes, est encore occupée dans l'artisanat; chaque village possède son charron, son forgeron, son maréchal, son sellier. Les petits métiers qui peu à peu disparaîtront sous les coups du progrès technique sont encore nombreux : en 1900, on

¹ La commune d'Hauterive, quoique non reliée à une voie ferrée, est considérée, dans cette étude, comme faisant une unité économique avec Saint-Blaise.

comptait 470 maréchaux dans le canton, alors qu'aujourd'hui il n'en reste qu'une cinquantaine ; le nombre des charrons a passé de 350 à 90, celui des chaudronniers de 76 à 11, celui des tonneliers de 333 à 23. La disparition d'une grande partie de l'artisanat campagnard n'est évidemment pas due à l'influence immédiate du chemin de fer ; elle est simplement la conséquence du développement du machinisme. Par contre, le chemin de fer est indirectement responsable de l'abandon des villages par une partie relativement importante de la population. Quantités de villageois sont devenus citadins, n'ayant pas trouvé d'emploi là où ils étaient nés, car l'industrie ne s'est jamais implantée dans les villages éloignés des voies ferrées.

Enfin l'abandon de ces villages s'explique par la diminution du nombre de domaines et de la population agricole. En 1888, les familles vivant de l'agriculture représentaient 20% de la population du canton, alors qu'en 1950, ce pourcentage ne s'élevait plus qu'à 11,5. Il y a lieu de signaler que ce n'est pas le secteur industriel qui a bénéficié des transferts survenus dans les couches de la population active, mais le commerce, la banque, les assurances, les transports et le fonctionnariat ; depuis un demi-siècle, la proportion des personnes actives occupées dans le secteur industriel n'a varié que de 1%. Si le chemin de fer ne peut être rendu responsable des changements dans la structure des professions, il a par contre joué un rôle primordial en ce qui concerne le lieu de résidence choisi par ceux qui changent d'occupation ou qui ne s'engagent pas dans la voie traditionnellement suivie par leurs parents. Une telle évolution a naturellement conduit à une certaine diminution proportionnelle de la population campagnarde en âge d'exercer une profession ; le pourcentage des personnes âgées de 20 à 60 ans est de 57 dans le canton ; dans les villages non reliés à une ligne de chemin de fer, ce pourcentage descend à 48,5¹. Voici à titre d'exemples, les pourcentages des villages nettement éloignés des voies ferrées : Rochefort, 46 ; Savagnier, 52 ; Fenin-Vilars-Saules, 48 ; Brot-Dessous, 46 ; Lignièrès, 46 ; la Côte-aux-Fées, 50.

Il faut relever que la campagne reste le réservoir de la population des grandes agglomérations ; alors que les enfants jusqu'à 14 ans forment 18,9% de la population du canton, ce pourcentage s'élève, dans les villages précités à 27 ; Rochefort, 21,5 ; Savagnier, 26,5 ; Brot-Dessous, 25 ; Lignièrès, 25 ; la Côte-aux-Fées, 28 ; la Brévine, 30,2.

¹ Les chiffres qui concernent l'actualité se rapportent au recensement de 1950.

Enfin, s'agissant des personnes âgées de plus de 60 ans, le pourcentage moyen du canton se monte à 16,4 ; dans les villages, il n'est que de 15,1. Mais ces deux derniers chiffres ne signifient rien en eux-mêmes ; certes, le nombre des vieillards est peut-être légèrement moins élevé dans les campagnes, mais comparé aux couches de la population active, le pourcentage des vieillards se renverse totalement : canton, 28,9 ; campagne, 31,2.

Pour résumer ce que les chiffres expriment exactement peut-être, mais de manière très sèche, nous dirons que les villages éloignés des lignes de chemin de fer voient leur population constamment diminuer. On assiste en particulier à un exode des couches actives qui, ne pouvant trouver d'emploi, sont contraintes de s'établir, soit dans les bourgs industriels, soit dans les villages reliés à une voie de communication leur permettant de se rendre facilement dans les endroits industrialisés.

Nous venons ainsi de prouver, *a contrario*, que le chemin de fer (le trolleybus depuis 1948, au Val-de-Ruz) est une condition essentielle de l'établissement d'une industrie quelconque. A ce propos, la statistique des fabriques de 1949 montre que seule la Côte-aux-Fées, parmi les vingt villages dont il vient d'être question, possède une industrie assez importante. Au Cerneux-Péquignot et à la Brévine, deux petites usines occupent une quarantaine d'ouvriers. Partout ailleurs, on ne rencontre que de petits ateliers employant en moyenne 4 ou 5 personnes.

Communes reliées à une voie ferrée. — La situation économique et démographique des communes ayant accès à une ligne de chemin de fer est très différente. Ici, il n'est plus possible de procéder à un examen global, car les caractères de ces communes sont souvent dissemblables. Des différences de structure se manifestent nettement entre des villages qui, en apparence, auraient pu connaître un développement identique. D'emblée, nous nous trouvons devant ce phénomène qui n'a rien de particulier : le chemin de fer, s'il est indispensable à l'implantation de l'industrie, ne l'engendre pas automatiquement. Partout, ou presque, où l'industrie s'est fixée, le chemin de fer existe, mais l'industrie ne s'est pas établie partout où passe le chemin de fer. Pourquoi y a-t-il 22 exploitations industrielles à Fleurier et seulement 2 à Môtiers ? Une étude scientifique du lieu de production conduirait probablement à la conclusion que les deux bourgs ont des qualités et défauts communs ; mais cet examen déborde le cadre de ce travail.

On peut dire avec plus ou moins de certitude, en prenant pour base l'étude concernant les villages éloignés des voies ferrées que, sans les

lignes construites à la fin du siècle dernier, le canton de Neuchâtel, en particulier ses Montagnes, se serait peu à peu dépeuplé ; en tout cas, la population se serait massée dans les endroits reliés aux voies ferrées. Or, il n'en est rien ou presque rien aujourd'hui. Grâce aux nombreuses lignes qui sillonnent ses vallées, notre région a pu maintenir une décentralisation de sa population et de son industrie. Cette décentralisation ne signifie pas seulement que trois villes, dans le canton, forment des pôles d'attraction, mais encore que ces trois villes n'ont pas ravi, dans une forte mesure, leur population aux autres villages industriels ; à elles trois, en 1850, elles comptaient 42% de la population totale du canton et en 1950, ce pourcentage a passé à 56,5. Il n'y a donc pas lieu de parler d'un « rush » vers les villes. Certes, un mouvement semblable se dessine, mais ce sont surtout les villages insuffisamment pourvus de moyens de transport qui en font les frais, puisque leur population relative a diminué de plus de moitié en un siècle (13% à 6%). Par contre, les villages situés près des voies ferrées, qui accusaient en 1900 une assez forte régression proportionnelle par rapport à 1850 (de 45%, leur part de population passait à 37%), ont depuis maintenu leur stabilité démographique. Aujourd'hui, ils ont conservé 37% de la population du canton. Il faut signaler que si, à la fin du siècle dernier, ces communes sont en perte de vitesse, la cause doit en être recherchée dans le fait que les chemins de fer régionaux n'ont été créés qu'un quart de siècle après le Jura-Industriel. Or, les régionaux, quoique la plupart du temps en mauvaise position financière, ont eu une importance capitale pour le développement de nos vallées. Au moment de leur création, la population de la Chaux-de-Fonds et de Neuchâtel avait doublé par rapport à 1850 et l'on assistait dans le canton à une véritable centralisation de l'industrie et du commerce.

Cependant, tous les villages reliés aux voies ferrées n'ont pas joui également de cette stabilité. Le Val-de-Travers a subi avec une certaine violence le contre-coup de l'interdiction de distiller l'absinthe et beaucoup de ses villages ont gardé longtemps la marque de la suppression d'une industrie florissante, disparition à laquelle vinrent s'ajouter les effets des crises économiques. Le coquet village de Môtiers semble aujourd'hui n'avoir pas encore surmonté cette épreuve. Le cas des Verrières est tout différent ; quoique placée sur une ligne internationale et à deux pas de la France, cette commune a vu sa population constamment décroître. Ses habitants, excellents commerçants, n'ont jamais été attirés par l'industrie et la disparition de l'artisanat provoqua l'émigration d'une partie de la population.

D'un autre côté, le district de Boudry relié à Neuchâtel par le chemin de fer et le tramway s'est développé harmonieusement : l'industrie est venue peu à peu remplacer une partie de l'artisanat et occuper la main-d'œuvre libérée par le secteur agricole.

Un des aspects les plus intéressants de l'influence des chemins de fer sur la structure économique du canton se manifeste dans les migrations alternantes¹. Alors que les statistiques de la population de résidence reflètent la structure même de cette dernière et en même temps de l'économie d'une région déterminée, les statistiques des migrations alternantes permettent de saisir cette structure dans son devenir et sont une indication précieuse pour apprécier l'évolution future d'une économie donnée. Dans le canton de Neuchâtel, ces mouvements sont intimement liés à la présence de voies de communications. Ainsi, dans les centres ruraux, non reliés aux voies de chemin de fer, ces mouvements sont relativement faibles ; sur une population active de 3151 personnes, 442 d'entre elles (14%) vont travailler en dehors de leur lieu de résidence et 162 (5,1%) viennent y gagner leur vie. Dans certains de ces villages, les migrations sont quasi nulles (la Brévine, Enges, Engollon, le Pâquier, Fresens). Donc un solde égal à 9% de la population active travaille en dehors de ces villages, ce qui peut signifier que peu à peu ces personnes chercheront à s'établir là où elles ont leur occupation principale, étant donné les moyens de transport précaires dont elles disposent.

Dans les communes reliées aux voies ferrées, les migrations sont beaucoup plus élevées : 4198 personnes (27,7%) sur une population active de 15.223 quittent leur domicile chaque matin pour aller travailler dans une autre commune, alors que 3000 (19,7%) viennent occuper un emploi dans ces villages. Apparemment, ces derniers font un déficit de plus de 1000 personnes. Ceci pourrait sembler être le signe précurseur de migrations définitives vers les villes. Or, si les chiffres semblent avoir raison, les faits démontrent le contraire. Les habitants de la banlieue de la ville de Neuchâtel, en particulier, grâce à d'excellents moyens de communication, préfèrent, pour des raisons fiscales ou autres, vivre en dehors de la ville, tout en y travaillant ; par exemple, 520 personnes descendent chaque matin de Peseux à Neuchâtel pour y exercer leur profession, mais la plupart d'entre elles n'ont nullement l'intention de s'y installer.

¹ On désigne par migration alternante les mouvements des personnes habitant une commune, mais travaillant en dehors de cette dernière, ou les mouvements des personnes venant travailler dans une commune, sans y habiter.

En outre, les migrations alternantes reflètent clairement la structure économique d'une région, d'une commune. Ainsi, nous avons prétendu que Môtiers ne paraissait pas s'être accommodé de la suppression de ses alambics ; ce trait est vérifié par le fait que 163 personnes sur 418 personnes actives se rendent en dehors du village pour y travailler et 31 personnes seulement viennent gagner leur vie à Môtiers depuis les communes avoisinantes. D'un autre côté, Couvet, centre industriel, voit chaque jour sa population active augmenter de 516 personnes et diminuer d'autant chaque soir, ce qui montre l'intense activité de ce village.

Conclusions

En dépit de leur mauvaise situation financière, les chemins de fer neuchâtelois ont joué et jouent encore un rôle extrêmement important du point de vue économique et démographique. Ils ont permis à l'industrie de s'installer dans les endroits les plus mal situés et ont ainsi donné à bien des communes l'occasion de lier leur fortune à celle de l'industrie moderne. Les habitants ingénieux et énergiques des régions inhospitalières de nos Montagnes sont arrivés, grâce aux excellentes voies de communication construites au siècle dernier, à donner à notre économie neuchâteloise une place d'honneur dans l'industrie suisse. On pourrait peut-être imaginer ce qui serait arrivé si les chemins de fer n'avaient pas relié nos hautes vallées au reste du pays : un dépeuplement progressif, l'émigration de l'horlogerie vers Bienne, Soleure, et en définitive la disparition de la richesse économique et démographique du pays.

La structure du Val-de-Ruz eût-elle changé si le premier projet de construction d'un régional allant des Geneveys-sur-Coffrane à Dombresson, en passant par Boudevilliers et Fontaines se fût réalisé ? Nul ne peut l'affirmer ; cette construction eût peut-être empêché le dépeuplement relatif de cette vallée.

L'utilité des nombreuses lignes ferroviaires dans le canton est d'autant plus grande que les industries qui occupent la population sont pour la plupart des industries légères dans lesquelles la main-d'œuvre forme la plus grande part du prix de revient des objets fabriqués, le prix du transport de la matière première ne jouant qu'un rôle secondaire ; ainsi, l'industrie a pu se répartir dans le canton entier, évitant les dangers d'une trop grande centralisation. Ce n'est donc pas en fonction de la diminution du trafic ferroviaire qu'il faut juger nos chemins de fer, mais bien par rapport à l'équilibre qu'ils ont permis de réaliser dans notre économie cantonale.

Enfin, en période de plein emploi, telle celle que nous vivons depuis quelques années, le chemin de fer rend possible l'utilisation maximum de la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail. Actuellement, la réserve de main-d'œuvre inoccupée ne se rencontre que dans les villages éloignés des voies ferrées. Partout ailleurs, chacun peut trouver un emploi dans des limites géographiques très facilement accessibles, ce qui élève l'optimum de production du canton.

En définitive, le bénéfice social et économique engendré par la création de nombreuses lignes ferroviaires est supérieur, et de loin, au déficit commercial que doivent souvent combler les caisses publiques.

Jean-Louis JUVET.

MÉLANGES

En marge de l'établissement d'un réseau ferroviaire neuchâtelois

Les études si complètes et si intéressantes de MM. Girard et Bauer ne pouvaient naturellement s'étendre aux problèmes secondaires que soulevait la construction de voies ferrées. Elles ne pouvaient non plus insister sur certain projet grandiose envisagé pour opérer la soudure du réseau neuchâtelois des Montagnes avec celui de France. On nous permettra de le signaler ici, et si l'on s'étonne qu'une telle conception ait pu voir le jour, nous répondrons qu'elle correspondait bien à l'état d'esprit dominant, d'un côté et de l'autre de la frontière, chez les protagonistes des chemins de fer. Ne lit-on pas, dans le rapport du conseil d'administration de la Compagnie neuchâteloise du chemin de fer par le Jura-Industriel concernant le prolongement de la ligne sur Neuchâtel les lignes que voici :

... il est reconnu et avoué partout que de toute la Suisse la route la plus fréquentée est celle entre le Locle, la Chaux-de-Fonds et Neuchâtel¹.

L'on peut sourire aujourd'hui de ce témoignage que l'on se décernait aux Montagnes sur l'importance du trafic routier neuchâtelois, mais il aide à comprendre que l'on ait pu envisager de franchir le Doubs par un viaduc digne de relier deux capitales.

A l'autre extrémité de la ligne du Jura-Industriel, l'arrivée à Neuchâtel souleva des difficultés et provoqua des discussions auxquelles, certes, les dirigeants de l'entreprise ne s'attendaient pas. Nous avons pensé qu'il n'était pas sans intérêt d'en rapporter quelques échos, comme aussi de compléter ces brèves notes par divers renseignements sur les chemins de fer régionaux.

Le viaduc sur le Doubs. — L'idée maîtresse des promoteurs des chemins de fer neuchâtelois était de mettre en relation directe Paris avec Berne ou Olten, soit en passant par le Val-de-Travers, soit en franchissant les Montagnes. Les partisans du Jura-Industriel soulignaient que la distance de Paris aux Brenets via Besançon et Morteau était plus courte

¹ La Chaux-de-Fonds, 1855.

que celle de la même ville à Bâle ou à Genève. Mais comment, venant de France, franchir la frontière, le rocher du Col-des-Roches n'étant pas percé? Une seule solution s'imposait : tourner l'obstacle, gagner le territoire suisse à l'aide d'un pont sur le Doubs et aboutir au village des Brenets, qui devenait tête de ligne de la voie ferrée par les Montagnes neuchâteloises. On a envisagé très sérieusement dans certains milieux, en particulier du côté français, la construction d'un viaduc magnifique, sur lequel le *Résumé du mémoire sur l'établissement du chemin de fer de Paris à Berne par le Jura-Industriel*¹ apporte d'intéressantes précisions :

La ligne projetée en venant de Besançon arrive à la frontière en face du hameau de Vauladrey. En cet endroit, elle franchit le Doubs, dont les rives escarpées et très élevées facilitent l'établissement d'un pont à grande portée, puis elle tourne à droite, longe un instant la rive et se détourne à gauche, et après avoir laissé une station près des maisons les plus élevées du village des Brenets, elle traverse presque en ligne droite le mont Châtelard, le mamelon du Vieux-Tronc et la Combe Vorpet, pour arriver sur le plateau de Sous-les-Frêtes, où elle contourne jusqu'à son arrivée à la Combe de Monterban...

L'ouvrage d'art le plus considérable est le pont-viaduc sur le Doubs, faisant jonction des deux tronçons du chemin de fer français et suisse. Il sera fait d'une seule arche en tôle et fer, s'appuyant sur des culées en maçonnerie de pierre de taille, dont les carrières sont à proximité. Il pourra servir au passage des convois de chemin de fer, aux voitures ordinaires, en même temps que pour les piétons. Ce double but sera atteint facilement en construisant une double voie, l'une au-dessus de l'autre.

L'on envisageait de franchir le ravin par une seule travée de 150 mètres d'ouverture. Les seize piles des culées de maçonnerie seraient surmontées chacun d'une statue de 4 mètres de hauteur, coulées en fonte, représentant les principales villes de France et de Suisse. Les armes des villes seraient placées au-dessus de chaque statue.

Le devis sommaire de cette construction atteignait la somme de 1.600.000 francs, dont 900.000 francs pour la partie française et 700.000 francs pour la partie suisse.

Ce projet est heureusement resté sur le papier.

Le problème de la gare de Neuchâtel. — La compagnie du Franco-Suisse avait pris la décision d'installer sa gare de Neuchâtel aux Sablons, soit à quelque distance de la ville. Il n'en fallait pas davantage pour que le comité de la ligne concurrente tînt à avoir aussi sa propre gare, non pas au-dessus de la ville, mais à l'intérieur et plus précisément au bord du lac.

¹ Paris, 1854.

Dans une adresse à l'Administration provisoire de la Bourgeoisie de Neuchâtel, le comité directeur du Jura-Industriel expose les raisons qui ont déterminé son choix. Il déclare d'emblée que la compagnie ne peut admettre en aucune manière la gare des Sablons et que si elle persiste à placer la sienne au bord du lac, c'est dans l'intérêt des Montagnes, dans celui de la ville et dans celui de la compagnie.

Le comité rappelle qu'il a déposé, en février 1856, un plan de la gare « qu'il se proposait de construire en ville et au bord du lac, situé en uberre de la grande promenade, dans un endroit qui est encore en grande partie recouvert par les eaux ¹ ». Au mois de juillet, la Bourgeoisie opposa à ce projet un refus pur et simple, sans le motiver. Puis sont survenus les événements de septembre, si bien que dix-huit mois se sont écoulés sans qu'une décision soit intervenue. Le comité souhaite que l'on mette fin à cette incertitude et c'est dans l'espoir d'obtenir une décision favorable qu'il a rédigé le mémoire qu'il adresse à l'Administration provisoire de la Bourgeoisie. Il y justifie avant tout les raisons qui l'ont poussé à faire choix du bord du lac :

Il n'est pas douteux que la gare au bord du lac sera dans l'intérêt des Montagnes. En effet, c'est par le lac et par le port de Neuchâtel qu'arrive une grande partie des denrées alimentaires destinées au Locle, à la Chaux-de-Fonds et aux Montagnes en général. Si la gare est au bord du lac, le transbordement se fera depuis les bateaux sur les wagons sans camionnage, mais si la gare est au Sablon, il y aura nécessairement un camionnage coûteux qui renchéra le prix des denrées et détruira une partie des avantages que le chemin de fer est destiné à produire...

Si la gare devait s'éloigner de la ville même en demeurant au bord du lac, il est évident que toute l'activité commerciale se transporterait auprès de cette même gare. Là s'établiraient les hôtels, les ateliers, les maisons de commission et tout ce qui tient au commerce. En échange, la ville demeurerait sans mouvement commercial, sa population diminuerait et les propriétés seraient frappées d'une dépréciation considérable.

Et si la gare devait s'éloigner du lac, ce serait bien pis encore. Dans ce cas, il se trouverait toujours un point où le chemin de fer se rapprocherait de la rive du lac. Ce point serait peut-être Saint-Blaise, peut-être un endroit au bord de la Thièle, où l'on a déjà formé le projet d'établir des docks, mais s'il en était ainsi tout le trafic, surtout celui qui se fait par le lac, se transporterait à Saint-Blaise ou à la Thièle, et ce serait là que s'établirait le port principal, celui où se ferait le commerce.

¹ Il ne faut pas oublier qu'à cette époque le lac bordait la promenade, là où se trouve aujourd'hui l'avenue du 1^{er}-Mars. Le port arrivait à la hauteur de l'hôtel City.

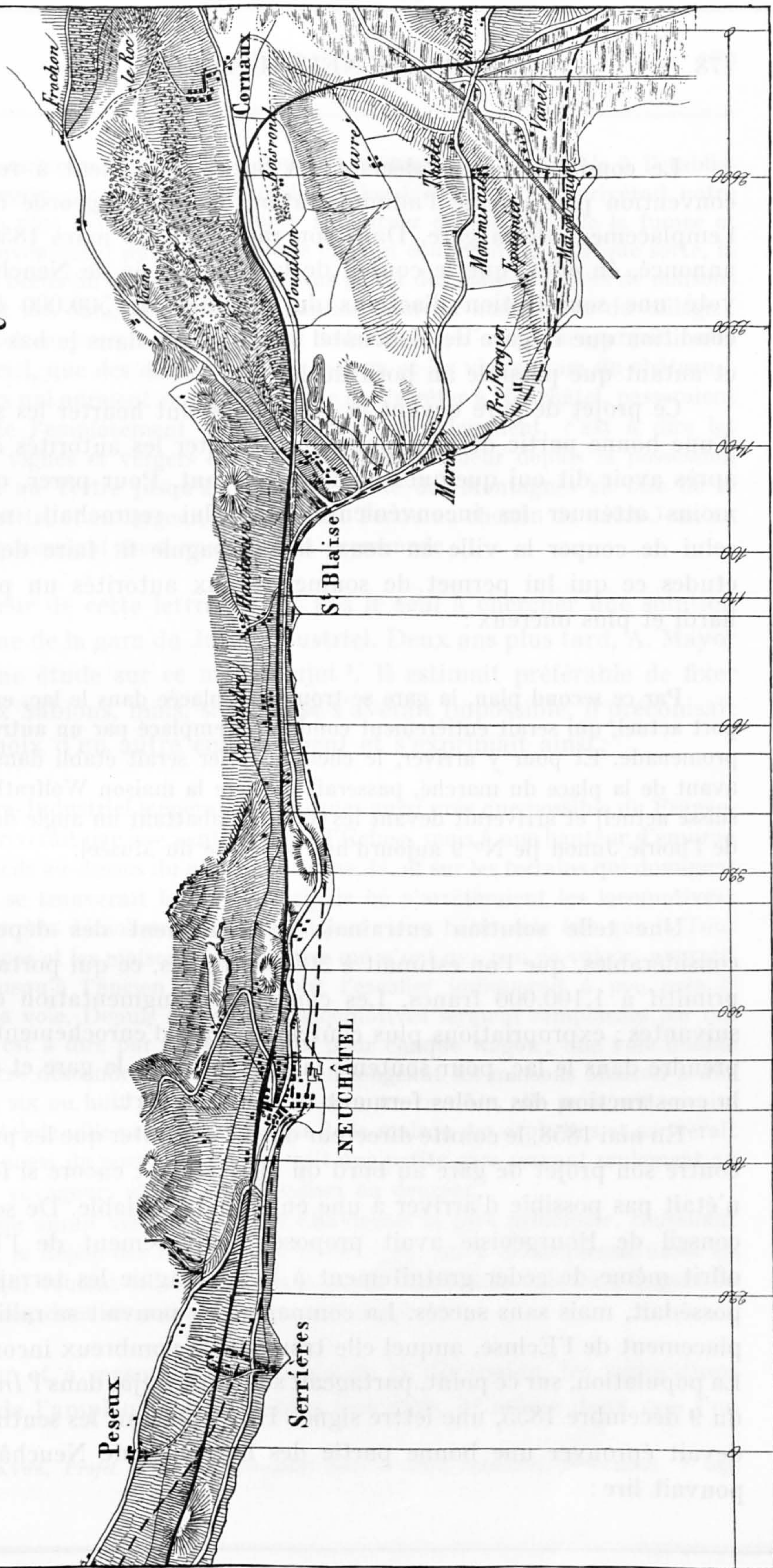
Echelle.



LÉGENDE.

Chemin de Fer Franco-Suisse

Chemin de Fer Jura-Industriel



Carte donnant des projets de tracés non exécutés pour le Franco-Suisse et le Jura-Industriel

Le comité directeur déclare, en outre, qu'il tient à respecter la convention passée avec l'administration de la Bourgeoisie concernant l'emplacement de la gare. Dans son rapport du 8 mars 1856, il avait annoncé, en effet, que le conseil de la Bourgeoisie de Neuchâtel avait voté une souscription d'actions du montant de 500.000 francs, « à condition que la gare de Neuchâtel serait placée dans le bas de la ville et autant que possible au bord du lac ».

Ce projet de gare devant la promenade dut heurter les sentiments d'une bonne partie de la population et inciter les autorités à dire non après avoir dit oui quelques mois auparavant. Pour parer, ou tout au moins atténuer les inconvénients qu'on lui reprochait, notamment celui de couper la ville en deux, la compagnie fit faire de nouvelles études ce qui lui permit de soumettre aux autorités un projet plus hardi et plus onéreux :

Par ce second plan, la gare se trouverait placée dans le lac, en avant du port actuel, qui serait entièrement comblé et remplacé par un autre devant la promenade. Et pour y arriver, le chemin de fer serait établi dans le lac, en avant de la place du marché, passerait derrière la maison Wolfrath [le Crédit suisse actuel] et arriverait devant les quais en abattant un angle de la maison de l'hoirie Junod [le N° 9 aujourd'hui de la rue du Musée].

Une telle solution entraînait naturellement des dépenses plus considérables, que l'on estimait à 300.000 francs, ce qui portait le devis primitif à 1.100.000 francs. Les causes de l'augmentation étaient les suivantes : expropriations plus coûteuses, frais d'enrochements à entreprendre dans le lac, pour soutenir la voie ferrée et la gare et enfin pour la construction des môles fermant le nouveau port.

En mai 1858, le comité directeur devait constater que les préventions contre son projet de gare au bord du lac restaient encore si fortes qu'il n'était pas possible d'arriver à une entente à l'amiable. De son côté, le conseil de Bourgeoisie avait proposé l'emplacement de l'Ecluse. Il offrit même de céder gratuitement à la compagnie les terrains qu'il y possédait, mais sans succès. La compagnie ne pouvait se rallier à l'emplacement de l'Ecluse, auquel elle trouvait de nombreux inconvénients. La population, sur ce point, partageait son avis. Déjà, dans l'*Indépendant* du 9 décembre 1855, une lettre signée R... y reflétait les sentiments que devait éprouver une bonne partie des habitants de Neuchâtel. On y pouvait lire :

... j'ai entendu combien peu l'opinion publique est favorable à l'établissement de cette gare sur la promenade, d'abord, en ce qu'elle priverait notre ville de son plus bel ornement pour y substituer des ateliers, de la fumée et autres inconvénients ; puis, en ce que le chemin couperait, en quelque sorte, la retraite des bords du lac aux citadins, sans parler des massifs entiers de maisons à abattre et des dangers que notre jeunesse courrait aux abords du collège... Quant à l'Ecluse, je crois qu'en arrivant dans ce trou, d'où l'on n'aperçoit, entre un peu de ciel, que des décombres, des rochers et les vieux murs du château... les étrangers qui auraient eu quelque envie de s'arrêter à Neuchâtel, passeraient outre. Reste l'emplacement dont je parlais précédemment, c'est à dire les terrains en vignes et vergers qui s'étendent en longueur depuis la possession Rougemont au Tertre jusqu'à l'ancienne route des Montagnes en bise de la petite Rochette, et en largeur, de la rue du Tertre au chemin de Saint-Jean ou Sablon, emplacement aussi vaste que la promenade.

L'auteur de cette lettre ne fut pas le seul à chercher une solution au problème de la gare du Jura-Industriel. Deux ans plus tard, A. Mayor publiait une étude sur ce même sujet¹. Il estimait préférable de fixer la gare aux Sablons, mais, si la chose s'avérait impossible, il préconisait de faire choix d'un autre emplacement et s'exprimait ainsi :

Le Jura-Industriel longerait les Parques aussi près que possible du Franco-Suisse et arriverait par une pente douce à l'Ecluse, mais à une hauteur d'environ quarante pieds au-dessus du niveau de la rue, là, et sur les terrains qui dominent les Bercles se trouverait la gare principale où s'arrêteraient les locomotives ; cette gare, après démolissement de quelques vieux bâtiments tels que la Tour des Chavannes et les maisons avoisinantes qui n'ont que peu de valeur, pourrait s'étendre jusqu'à l'ancien grenier, dont l'escalier indiquerait à peu près le niveau de la voie. Depuis ce point les locomotives seraient remplacées par des chevaux, c'est à dire par deux chevaux pour chaque wagon ; une voie double à ras de terre descendrait les Terreaux en longeant les maisons Meuron à une distance de six ou huit pieds, suffisante pour un trottoir, elle passerait ensuite devant l'hôtel de ville près du mur ouest de la maison des orphelins et arriverait sur le bord ouest du port, où se trouverait une petite gare servant seulement au service des voyageurs et des marchandises ou denrées.

Ainsi on aurait vers la Tour des Chavannes la gare principale, contenant les ateliers, le dépôt des locomotives et des bois, on y débarquerait aussi les personnes qui veulent se rendre dans la partie ouest de la ville ou à la gare du Franco-Suisse, dont on serait relativement rapproché...

Au fur et à mesure que se prolonge la discussion, les suggestions prennent de l'ampleur. Ce n'est plus une gare, ni même deux que l'on

¹ A. MAYOR, *Projet de gare à Neuchâtel pour le Jura-Industriel*. Neuchâtel, 7 septembre 1857.

désire installer à Neuchâtel, mais trois : une aux Sablons, une deuxième aux Terreaux et une troisième, plus petite, sur le côté ouest du port. Et, en définitive, à quel résultat a-t-on abouti ? Le bon sens des citoyens, les difficultés techniques et les dépenses considérables à envisager pour la construction d'une seconde gare à Neuchâtel ont eu raison de l'amour-propre de quelques dirigeants des Montagnes et des élucubrations de donneurs de conseils. On a adopté la solution la plus simple et la plus économique qui consistait à faire du Jura-Industriel le locataire du Franco-Suisse pour l'utilisation en commun de la gare des Sablons.

Les chemins de fer régionaux. — Il était inévitable qu'après la construction des deux principales voies ferrées — dont on attendait une prospérité accrue, sinon le pactole — les régions laissées à l'écart devaient souhaiter d'avoir aussi leur chemin de fer et d'être rattachées au réseau principal.

Et, chose curieuse, malgré les difficultés financières que durent surmonter les initiateurs des deux principales lignes, malgré le piteux résultat des premières années d'exploitation, on accueillit d'un œil bienveillant, en haut lieu, les initiatives régionales. Les autorités entrèrent dans le jeu et envisagèrent de subventionner d'emblée des entreprises vouées, à n'en pas douter, à l'insuccès.

C'est du Val-de-Travers que partit la première tentative de doter les villages du Vallon d'une voie ferrée locale. Un comité se constitua en 1871. Il s'empressa de solliciter une subvention du Conseil d'Etat. L'année suivante, les autorités des Brenets demandaient que l'on étudiât le raccordement du village au Locle par le moyen d'un tramway. Le gouvernement se rendit compte que ces deux requêtes ne seraient pas isolées, que le problème des voies ferrées régionales se poserait dans tout le canton. Il importait, en prévision d'ultérieures sollicitations, de déterminer le taux des engagements que pourrait assumer le canton. Il présenta au Grand Conseil un *Rapport sur la participation de l'Etat aux entreprises de chemin de fer d'intérêt local*¹. Renvoyé à une commission chargée d'étudier le problème, celle-ci estima que le réseau régional devait comprendre :

1. Un embranchement reliant au Franco-Suisse les villages de l'ouest du Val-de-Travers.
2. Un embranchement reliant au Jura-Industriel les villages de l'est du Val-de-Ruz.

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, séance du 20 mai 1873.

3. Le ou les embranchements nécessaires pour relier la vallée des Ponts et de la Sagne avec le réseau international neuchâtelois.

4. Un embranchement reliant au Franco-Suisse les villages et le plateau de Cortaillod, ainsi que la ville de Boudry.

Dans un rapport complémentaire¹, le Conseil d'Etat annonce qu'il a fait étudier les tracés suivants :

A. Une ligne reliant Buttes, Fleurier, Saint-Sulpice et Môtiers à la gare de Planessert [Boveresse]. Longueur : 11 km. 150. Coût : 858.700 francs.

B. Une ligne partant des Geneveys-sur-Coffrane et passant par Boudevilliers, Fontaines, les deux Chézard et Saint-Martin, pour aboutir à Dombresson. Longueur : 10 km. 195. Coût : 644.000 francs.

C. Une ligne reliant les Ponts et la Sagne à la Chaux-de-Fonds. Longueur : 16 km. 550. Coût : 1.037.600 francs.

D. Une autre ligne reliant les Ponts à Travers.

E. Un tracé allant du Bas de Sachet à la gare de Boudry.

F. Une variante, du Grand Cortaillod à la même gare, par le plateau. Longueur : 4 km. Coût : 247.500 francs.

G. Un embranchement du Col-des-Roches aux Brenets. Longueur : 2 km. 650. Coût : 522.000 francs.

Il a éliminé les projets D et E. Les cinq autres projets représentent une longueur de lignes de 44 km. 545, et le devis total des constructions atteint la somme de 3.309.800 francs.

Le Conseil d'Etat propose d'allouer aux chemins de fer d'intérêt local, tous à voie étroite, une subvention calculée au kilomètre de ligne : 20.000 francs au minimum, 30.000 francs au maximum.

Pour les chemins de fer à voie normale, il envisage de donner une subvention allant de 30.000 à 50.000 francs.

Le projet de loi qui accompagnait ces rapports fut accepté par le Grand Conseil unanime dans sa séance du 29 janvier 1874.

Cette prise de position, qui pouvait être grosse de conséquences pour les finances de la République, n'eut pas l'effet immédiat auquel on pouvait s'attendre. Les chemins de fer d'intérêt local furent construits au cours des années, mais avec plus de prudence et de circonspection, semble-t-il, que cela n'avait été le cas dans les années 1856-1860. Il faut dire qu'avec beaucoup de raison on avait introduit dans la loi une disposition stipulant que toute localité sollicitant une subvention devait

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, séance du 17 novembre 1873.

trouver d'abord la moitié de la somme nécessaire à la construction de la ligne, puis justifier des moyens financiers nécessaires à son exploitation.

Ce frein, destiné à écarter les requêtes téméraires, n'a pas nuit à la construction du réseau régional, qui comprend aujourd'hui : le régional du Val-de-Travers, la ligne du Ponts-Sagne-Chaux-de-Fonds, le régional des Brenets, celui de Neuchâtel à Cortaillod et Boudry (remplacé par le tramway), celui du Val-de-Ruz, des Hauts-Geneveys à Villiers (remplacé et complété par un service de trolleybus).

LÉON MONTANDON.

Exposition consacrée à deux centennaires : Chemins de fer neuchâtelois et Traité de Paris

Trois institutions, la Bibliothèque de la Ville, les Archives de l'Etat et la Société d'histoire, se sont associées pour organiser une exposition commémorant à la fois la signature du Traité de Paris, le 26 mai 1857, et la mise en circulation du premier chemin de fer neuchâtelois, en juillet de la même année. Le Musée d'art et d'histoire a bien voulu mettre à leur disposition une salle dans l'aile est du bâtiment. Un comité formé de l'archiviste d'Etat, M. Alfred Schnegg, du président de la Société d'histoire du canton de Neuchâtel, M. Louis-Edouard Roulet, du président de la section de Neuchâtel de cette même société, M. Henri Girard, et de la directrice de la Bibliothèque de la Ville, M^{lle} C. Rosselet, a travaillé en étroite collaboration.

Une annonce insérée dans la *Feuille d'avis de Neuchâtel*, si elle ne nous attira pas un très grand nombre de prêteurs, nous valut un collaborateur hors pair en M. Paul Perrin, archiviste du premier arrondissement des C. F. F. à Lausanne et ancien chef d'exploitation des C. F. F. Il connaît l'histoire des chemins de fer comme on peut la connaître quand on en est amoureux. Avec une générosité extrême, il mit à notre disposition des pièces très rares et parfois uniques parce que personne n'a pensé à les conserver. Il en est ainsi des règlements de service fixant la tenue des employés des gares et des trains, des plans des deux premières gares de Neuchâtel, des indicateurs où l'on voit le chemin de fer et le bateau se relayer sur le parcours de Bienne à Yverdon, des lettres de

voiture et même d'un ticket de troisième classe pour le trajet de Neuchâtel à Yverdon. Au milieu de ces documents historiques, des lithographies de Daumier et d'autres artistes contemporains traduisaient les réactions du public devant le nouveau moyen de transport. Le concours de M. Perrin nous fut d'un grand prix d'une autre manière. Il nous indiqua les sources où nous pouvions nous adresser et grâce à ses recommandations, nous trouvâmes au Musée des P. T. T. et à la Direction générale des C. F. F. à Berne, la plus large compréhension.

Le directeur du Musée des P. T. T. à Berne, M. Grass, se montra d'une obligeance sans limites. Allant au-devant de nos désirs, il mit à notre disposition du matériel d'exposition, vitrines, panneaux, dont nous avions grand besoin. Il nous prêta aussi des cartes et des plans d'extension du réseau ferroviaire dans la première moitié du XIX^e siècle, des lithographies, une bien jolie maquette de diligence à deux chevaux, avec son postillon, et quelques pièces d'uniforme. Le Musée des transports à Zurich nous fournit des documents techniques, et en particulier la médaille frappée à l'occasion de la mise en circulation du Jura-Industriel, reliant la Chaux-de-Fonds au Locle. Dans le canton, les bonnes volontés ne nous firent pas défaut. Le conservateur du Musée historique et du Musée d'horlogerie de la Chaux-de-Fonds, M. Maurice Favre, non moins complaisant que ses collègues, nous prêta un grand nombre de pièces imprimées, des vues du Locle et de la Chaux-de-Fonds, un portrait de Fritz Courvoisier, l'initiateur du projet de chemin de fer la Chaux-de-Fonds-le Locle, et un joli modèle de train construit par un horloger neuchâtelois. Des portraits prêtés par le Conseil d'Etat, par le Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel, la Bibliothèque nationale suisse, le cabinet des estampes de l'Ecole polytechnique fédérale, la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne, rappelaient la mémoire des hommes auxquels nous devons l'introduction du chemin de fer dans notre canton. Malheureusement, la place réservée à ces lignes ne nous permet pas de citer les noms de tous les prêteurs.

Provenant surtout des Archives de l'Etat, des documents manuscrits, lettres adressées à Fritz Courvoisier, télégramme du colonel Ochsenbein lui annonçant l'octroi de la concession ferroviaire au Jura-Industriel par le gouvernement bernois (12 décembre 1853), décret du Grand Conseil déclarant d'utilité publique les lignes combinées du Jura-Industriel et du Littoral (2 mars 1855), procès-verbaux du Jura-Industriel dès le 11 mai 1853, et, parmi les publications imprimées, *Rapports sur la question des chemins de fer présentés au Grand Conseil* (octobre 1852), *Acte de*

concession du chemin de fer dans le canton de Neuchâtel (29 janvier 1853), *Résumé du mémoire sur l'établissement du chemin de fer de Paris à Berne par le Jura-Industriel* (avril 1854), *Appels aux souscripteurs d'actions, Statuts de la Compagnie neuchâteloise du chemin de fer par le Jura-Industriel* (16 juin 1855), *Rapport du Conseil d'administration du Jura-Industriel concernant le prolongement de la ligne sur Neuchâtel* (1855), *Rapports relatifs à la ratification de la concession accordée le 23 novembre 1855 par le Grand Conseil à la Compagnie du chemin de fer par le Jura-Industriel* (1^{er} décembre 1855), toutes ces pièces racontaient l'histoire du Jura-Industriel, de sa naissance à sa mort et, après des controverses et des polémiques passionnées, sa résurrection dans le sein de la Confédération par la grâce du rachat.

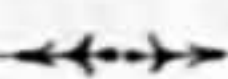
Ayant trait à l'histoire des chemins de fer neuchâtelois, cet article ne peut que rappeler en quelques mots la partie de l'exposition consacrée au Traité de Paris, et se borner à en citer les pièces principales : les portraits des signataires, la reine Victoria, le tsar Alexandre II, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV, Napoléon III, des documents originaux, messages confidentiels du Conseil fédéral, protocoles des conférences de Paris et les lettres d'Aimé Humbert et de Jean-Conrad Kern relatant les pourparlers qui se déroulaient à Paris.

Une exposition formée en grande partie de pièces officielles et de rapports administratifs devait éviter la monotonie. C'est pourquoi nous eûmes recours à des artistes-décorateurs qui surent, par un arrangement plein de goût, introduire de la couleur et de la fantaisie au milieu de ces documents un peu rébarbatifs.

Ouverte le 22 juin, l'exposition fut inaugurée quelques jours plus tard par une modeste cérémonie au cours de laquelle M. le conseiller communal Jean Liniger, directeur de la Bibliothèque et des Musées, et M. John Favre, directeur général des C. F. F., prirent la parole. La présentation de l'exposition incombait à l'auteur de ces lignes et à MM. Schnegg et Roulet, qui tracèrent à grands traits les événements illustrés par l'exposition.

Le 28 juillet, l'exposition fermait ses portes après avoir rappelé à un public, peut-être ébloui par les découvertes étonnantes de la science et enclin par là même à sous-estimer l'effort accompli par nos ancêtres, un passé rendu terriblement lointain par l'invention de nouveaux moyens de transport.

C. ROSSELET.



NOTES CONCERNANT L'ILLUSTRATION

Page 97. Diligence neuchâteloise avant 1848, ornée de l'écu aux chevrons. Au dos de ce dessin aquarellé, de 22 × 26 cm., obligeamment communiqué par M^{me} Francis Mauler, figurent des notes écrites par Pierre Godet, dont nous avons extrait le passage rédigé par Philippe Godet.

Page 110. Le quartier neuf du Locle, aux maisons bien alignées, venait d'être inauguré en 1856. La gare apparaît à gauche ; le clocher du temple est mal arrangé par le graveur L. Graf qui travaillait sur un dessin de F. Burkhard, pour l'éditeur Krüsi, à Bâle. Aquatinte déposée au Musée historique de la Chaux-de-Fonds.

Page 118. Dans cette série E 3/5 à tender couplé, système Engerth, figuraient les locomotives du Jura-Industriel, fabriquées dans les ateliers du S.C.B. (Schweizerische Centralbahn), à Olten, en 1859 (N^{os} 4, 5, 7) et en 1873 (N^{os} 6, 8), nommées *Père Vielle*, *Montagnarde*, *Vignoble*, *Chaux-de-Fonds* et *Locle*. D'après Alfred MOSER, *Der Dampfbetrieb der Schweizerischen Eisenbahnen* et le Musée suisse des chemins de fer.

Page 118. Cette photographie d'une locomotive portant le nom de *Genf*, a été communiquée par le Musée suisse des chemins de fer. Dans la même série E 2/5 à tender couplé, système Engerth, figuraient les locomotives du Jura-Industriel N^{os} 1 à 3, fabriquées en 1856 et 1858 à Esslingen, nommées *Père Fritz*, *Le Jura* et *Jean-Richard*.

Page 118. Locomotive-tender 3/4 *La Reuse*, quatrième d'une série de huit, fabriquées en 1886, 1897 et 1899 pour la compagnie du Jura-Neuchâtelois, par la fabrique de Winterthur. Type Mogul. Photographie prise à la Chaux-de-Fonds et déposée au Musée de cette ville.

Page 121. Horaire d'inauguration déposé aux Archives de l'Etat, avec les imprimés relatifs au Jura-Industriel. Légèrement réduit.

Page 126. Cette première gare de la Chaux-de-Fonds apparaît sur une lithographie consacrée au tir fédéral de 1863, qui eut lieu dans cette localité. La gare, incendiée, fut remplacée par un nouveau bâtiment dès 1878. Document du Musée historique de la Chaux-de-Fonds.

Page 135. Faire-part satirique, bien dans l'esprit neuchâtelois, témoignant des remous suscités par le rachat du Jura-Industriel. Archives de l'Etat. Légèrement réduit.

Page 138. La première gare de Neuchâtel, au milieu d'un vignoble encore très peu bâti, fut rebâtie en 1882 et une nouvelle fois en 1936. Photographie de 1859, environ, communiquée par M. Adler, libraire à Paris.

Pages 150-151. Cette caricature de 1853 est une lithographie anonyme, de 56 × 37,8 cm., déposée aux Archives de l'Etat. Elle vise peut-être Auguste Leuba, Henri DuPasquier et l'ingénieur Gustave de Pury, président, vice-président et secrétaire du Conseil d'administration du chemin de fer neuchâtelois qui avaient présenté, le 9 avril 1853, un rapport au Conseil d'Etat sur l'établissement d'une ligne les Verrières-Thielle-Yverdon.

Page 158. Chantier à l'entrée du tunnel du Champ-Rouge, à l'est du Champ-du-Moulin-Dessus. Au fond, les tunnels de Rochefort et de la Loge, au-dessous de la colline du château de Rochefort. Photographie de 1859, environ, obligeamment communiquée par M. Marcel Adler, libraire à Paris, figurant dans un recueil intitulé : *Album photographique du chemin de fer Franco-Suisse, de Pontarlier au lac de Bienne*.

Page 160. Carte d'invitation déposée aux Archives de l'Etat, avec les imprimés relatifs au Franco-Suisse. Légèrement agrandie.

Page 177. Carte, légèrement réduite, dont la partie ouest n'est pas reproduite ici, donnant un tracé du Jura-Industriel par le bord du lac, non réalisé. Vers 1855. Archives de l'Etat.



LOUIS DENZLER, COLONEL FÉDÉRAL
1806-1880

DENZLER ET NAPOLÉON III

Au matin du 3 septembre 1856, peu après huit heures, une dépêche télégraphique était remise au domicile du colonel Louis Denzler, à Fleurier. Expédiée des Ponts-de-Martel par le conseiller de préfecture du lieu, elle était ainsi conçue : « Le Locle et Neuchâtel en révolution, la ligne télégraphique interrompue du Locle à Neuchâtel. Peut-on compter sur votre appui ici, et plus loin ? ». Rentré la veille de Neuchâtel, où régnait le calme le plus complet, le colonel dut se demander de quelle révolution il pouvait bien s'agir et quel service on réclamait de lui.

Moins de deux heures plus tard, aucun doute n'était plus possible : le commandant David Perret, arrivé en toute hâte de Neuchâtel après avoir échappé à la vigilance des factionnaires, venait de révéler au colonel fédéral tout le sérieux de la situation : dans la nuit du 2 au 3, le château de Neuchâtel était tombé aux mains d'une bande d'insurgés royalistes. Leur chef, le colonel Frédéric de Pourtalès, ancien inspecteur des milices neuchâteloises de la principauté, venait de proclamer le rétablissement du régime tombé huit ans auparavant. Un mouvement de réaction monarchique triomphait au chef-lieu. On apprenait en même temps que plusieurs localités des Montagnes étaient occupées par les révoltés. Le Val-de-Travers, resté jusque ici à l'abri de leurs attaques, n'allait pas tarder à être atteint à son tour. Il s'agissait d'y parer rapidement. En l'absence d'ordres que le gouvernement cantonal, surpris par l'événement, ne pouvait donner, le préfet du Val-de-Travers, Henri Jeanrenaud, recourut à une mesure d'autorité : il convoqua à Fleurier les officiers et les députés au Grand Conseil domiciliés dans la région et fit confier par cette assemblée improvisée le commandement des milices du Val-de-Travers au colonel Denzler.

Après s'être constitué un petit état-major de deux adjudants d'opinion politique sûre, le capitaine d'artillerie Gustave Dubied et le premier sous-lieutenant d'infanterie Louis-Constant Lambelet, Denzler, selon les habitudes du temps, fit afficher une proclamation ordonnant une prise d'armes générale : « Citoyens, disait-elle, une insurrection venant d'éclater dans le canton, j'appelle tous les miliciens à se rendre de suite, avec armes et bagages, sur la Place du Marché. » Elle était signée : « Denzler, commandant des troupes du Val-de-Travers ». En même temps, il faisait réunir en hâte le conseil administratif de la

commune de Fleurier et le mettait en demeure, au moyen d'ordres transmis par le capitaine Dubied, « de prendre toutes les mesures pour repousser les ennemis de la République et de mettre sous les ordres de Monsieur Dubied tout citoyen requis par lui »¹. Des estafettes expédiées en hâte dans les communes voisines, non occupées encore par les insurgés : Saint-Sulpice, les Bayards, les Verrières et Buttes, mirent bientôt à la disposition du commandant une petite troupe armée qui quitta Fleurier à midi déjà. Elle s'augmenta, au cours de sa marche vers Neuchâtel, des effectifs fournis par les autres villages du Val-de-Travers, où partout, sur l'ordre du préfet, la générale était battue. Bientôt la colonne Denzler, grossie au passage de l'apport fourni par les miliciens de la Chaux-de-Fonds et du Val-de-Ruz, prit figure de gardienne de l'ordre constitutionnel neuchâtelois. Les chefs des contingents des Montagnes, les majors Girard et Tripet, se mirent spontanément sous ses ordres, reconnaissant au colonel fédéral une autorité que le Conseil d'Etat de la République ne légalisa que le lendemain, à sept heures, quand, après la victoire, il lui fut de nouveau possible de reprendre ses délibérations régulières. L'arrêté du 4 septembre, conférant au colonel fédéral Denzler les pouvoirs de commandant en chef des milices cantonales « avec les pleins pouvoirs nécessaires pour le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité dans la République », sanctionnait simplement les mesures déjà prises spontanément pour assurer le salut public.

Il est permis de se demander maintenant quelles raisons légitimaient, aux yeux des contemporains, le choix de cet officier d'origine zuricoise pour lui confier la mission essentielle d'assurer dans le canton de Neuchâtel la restauration de l'ordre légitime. La carrière militaire de Denzler et son activité d'homme politique étant bien oubliées aujourd'hui, il nous a paru utile d'en retracer les étapes principales. Cet aperçu montrera que la confiance du pouvoir, approuvée par l'opinion, n'était pas déplacée.

Louis Denzler appartenait à une ancienne famille de Zurich, bourgeoise de la ville dès le XVI^e siècle. Né le 13 septembre 1806, il se destina à la profession d'orfèvre qui était celle de son père. Il y renonça cependant vers 1840, pour se consacrer tout entier à une carrière militaire vers laquelle le portaient ses goûts et des aptitudes incontestables. Déjà, en 1828, il avait fréquenté, comme second sous-lieutenant des milices zuricoises, l'école militaire de Thoun placée sous les ordres du

¹ Archives communales de Fleurier. *Procès-verbaux du conseil administratif*, assemblée extraordinaire du 3 septembre 1856.

colonel Rodolphe de Büren, et pris part, sous l'uniforme d'artilleur, aux rassemblements fédéraux de 1831 et de 1834. Le colonel Salomon Hirzel, inspecteur de l'artillerie zuricoise et vice-président du conseil de guerre fédéral, réussit à l'intéresser si bien à la carrière des armes que Denzler, sur ses conseils, décida de s'y adonner complètement. Collaborateur du colonel Hirzel, tout d'abord, puis dès 1840 chef de l'artillerie cantonale, Denzler donna à son arme une vigoureuse impulsion, collaborant à la revision des règlements de service et publiant lui-même un traité de balistique. Un officier si doué devait bénéficier d'un avancement rapide : en 1833, pendant les troubles du canton de Schwytz, il commande une compagnie d'artillerie zuricoise et reçoit au cours même de la campagne son brevet de capitaine ; lors de la mobilisation de 1838, provoquée par la tension avec la France qui exigeait l'expulsion de Louis-Napoléon, il est major ; lieutenant-colonel en 1842 — à trente-six ans ! — le voici trois ans plus tard chargé du commandement de l'artillerie du général Donats, lors des troubles fomentés par les corps francs ; pendant la campagne du Sonderbund enfin, il est placé par le général Dufour à la tête de l'artillerie de réserve, et prend part, le 23 novembre 1847, au combat décisif de Gislikon. Sa conduite fut récompensée l'année suivante par sa nomination au grade de colonel d'artillerie.

La réorganisation de l'armée fédérale, conditionnée par la création de l'Etat fédéral de 1848, valut à Denzler de nouvelles tâches. Il est nommé en 1850 instructeur en chef de l'artillerie, poste qu'il conservera neuf ans. Dès lors, les fonctions civiles qu'il revêtit dans sa nouvelle patrie neuchâteloise allaient l'éloigner pour quelques années du service fédéral. Il y reviendra en acceptant, en 1867, le poste de commissaire des guerres de la Confédération, qu'il occupera jusqu'en 1876. Retiré à Genève et devenu aveugle, Louis Denzler devait terminer sa carrière le 18 juin 1880. « Nature franchement bonne, Denzler, malgré sa rudesse, était aimé par les officiers et les soldats. Sévère mais juste, il fut pour ses subordonnés un modèle de fidélité au devoir » : telle est l'appréciation élogieuse qu'exprimait après sa mort un contemporain du colonel¹.

Le mariage de Denzler devait donner à sa carrière une direction toute nouvelle. En effet, le 9 octobre 1851, âgé de quarante-cinq ans, il épousait à Fleurier la veuve de l'industriel neuchâtelois Edouard Bovet, née Constance Meunier. On connaît le rôle considérable joué par Bovet

¹ *Schweizerische Militärzeitung*, 1880, p. 267, et renseignements obligeamment communiqués par M. Hans Waser, archiviste de la ville de Zurich.

dans le développement de l'horlogerie neuchâteloise. La maison qu'avec ses frères il avait fondée en Chine en 1820, pour l'importation en Extrême-Orient des montres fabriquées au Val-de-Travers, fut à l'origine de l'essor industriel considérable que connut Fleurier au milieu du siècle. Décédé en 1849, un an après son retour au pays, Bovet laissait à sa femme une situation matérielle confortable, dont Denzler, lui-même sans fortune, bénéficia. Son mariage, en lui procurant l'aisance, lui ouvrit en même temps un champ d'activité nouveau. Quittant Zurich où il résidait jusque là, il s'établit à Fleurier pour quelques années. En 1853, il sollicite l'agrégation à sa commune de domicile. Cette faveur lui est accordée, le 19 avril 1853, à l'unanimité des votants de l'assemblée communale¹. Quant à la naturalisation neuchâteloise, elle lui fut acquise par un décret du Grand Conseil du 24 mai suivant.

La question des chemins de fer agitait alors les esprits. Comme on le sait, deux voies ferrées étaient en compétition : celle des Montagnes neuchâteloises, dite du Jura industriel, et celle qui devait relier Neuchâtel au réseau français par le Val-de-Travers, ou ligne franco-suisse. C'est à cette dernière que s'intéressa Denzler, avec plusieurs capitalistes du bas pays. Une entreprise franco-anglaise avait obtenu des autorités neuchâteloises la concession de cette ligne qu'elle s'engageait à construire en trois ans (1854). Mais des difficultés internes provoquèrent en peu de mois sa dissolution, alors que les travaux avaient à peine commencé. La concession fut alors transférée à une société d'actionnaires neuchâtelois² à laquelle l'ancien conseiller d'Etat Auguste Leuba donna son nom. Denzler en était un des administrateurs. Depuis deux ans d'ailleurs, par la parole et par la plume, le colonel poussait à la réalisation de ce plan qu'il jugeait essentiel à la prospérité du pays. Reconnaisant sa compétence, le Conseil d'Etat l'avait appelé³ à faire partie d'une commission chargée de présenter un programme d'ensemble pour l'implantation des chemins de fer neuchâtelois.

Le 23 mai 1856, la société anonyme dite Compagnie du chemin de fer franco-suisse était définitivement mise sur pied par un acte authentique de fondation que ratifia le Grand Conseil par décret du 9 juin suivant. Un conseil d'administration de onze membres, auquel appartenait de

¹ Moyennant le versement d'une somme globale de mille francs et de cinq cents pour chaque enfant à naître... Pour l'argent des pauvres, on s'en remettait à sa bonne volonté ! Archives communales de Fleurier. *Procès-verbaux du conseil administratif*, assemblée générale du 19 avril 1853.

² Fondée le 16 mai 1855.

³ Par arrêté du 8 juin 1853.

nouveau Louis Denzler, se mit alors sérieusement au travail. La ligne de Pontarlier devait être ouverte à la circulation le 25 juillet 1860.

Lancé ainsi dans les affaires, Denzler fut attiré également par la politique. Les entreprises ferroviaires à leur début dépendaient étroitement des pouvoirs publics : il le comprit. A peine devenu citoyen neuchâtelois, il se jeta avec fougue dans les luttes de parti. Opposé à la politique que pratiquait Piaget et ses amis, il fonde avec Auguste Leuba et Charles Jacot-Guillarmod le journal *L'Indépendant*, organe des républicains dissidents auxquels se joignent pas mal de royalistes modérés. Le but principal de cette nouvelle association, dont les adhérents se recrutaient surtout au Val-de-Travers et dans le Vignoble, était de promouvoir la réalisation rapide de la ligne franco-suisse (octobre 1853). Un échec aux élections d'octobre 1854, où sa candidature au Conseil national manque le but, ne le décourage nullement. La campagne menée par *L'Indépendant* contre la politique du Conseil d'Etat, jugée trop favorable aux intérêts du haut pays, se fait plus agressive encore, et porte ses fruits. Député au Grand Conseil neuchâtelois par le collège électoral des Verrières, à l'occasion d'élections partielles (8 janvier 1856), Louis Denzler ne tarde pas à se signaler par de vigoureuses interventions. Ainsi, au cours de la session de juin 1856, sous couvert de défendre le principe de la correction des eaux du Jura, il fait échouer le projet de l'ingénieur Rappard que soutenait le Conseil d'Etat. Ce plan prévoyait l'établissement sur le lac de Neuchâtel de « chemins de fer flottants », ce qui n'aurait pas manqué de paralyser à longue échéance l'extension du réseau ferroviaire. L'éclatement de l'insurrection royaliste, et les conséquences qu'elle entraîna pour la Suisse entière allaient éloigner Denzler pour quelque temps de l'arène politique neuchâteloise. Il devait y reparaître bientôt. Membre de l'assemblée constituante de 1858, il est réélu l'année suivante au Grand Conseil et porté immédiatement au Conseil d'Etat¹. Il dirigera pendant deux législatures (1859-1864) le département Militaire, tout en faisant partie de la délégation neuchâteloise au Conseil des Etats de 1860 à 1864².

Voici donc présenté l'homme auquel des circonstances favorables allaient fournir le moyen de mettre en pleine valeur des qualités éminentes de chef et d'organisateur. Revenons maintenant aux événements de septembre 1856. Les pouvoirs conférés par le Conseil d'Etat au

¹ A cette époque, rappelons-le, le Conseil d'Etat était encore élu par le Grand Conseil.

² En 1860, il s'établit à Neuchâtel, habitant la maison dite de Beaufort qu'il s'était fait construire au quartier de l'Evole.

colonel Denzler furent de courte durée. Le 6 septembre déjà, ce dernier passait le commandement des milices cantonales au major Ami Girard pour prendre celui de la brigade fédérale d'occupation dont le quartier général s'établit à Neuchâtel même. Une tâche délicate lui était confiée : celle d'assurer l'ordre dans un canton, où les passions politiques surexcitées menaçaient à chaque instant de provoquer une nouvelle catastrophe. Il fallait en même temps seconder les pouvoirs judiciaires de la Confédération en assurant la garde des prisonniers, tout en veillant sur la sécurité de ceux que menaçait l'esprit de vengeance. La distribution même des troupes d'occupation était un problème particulièrement délicat. L'opinion, et la sécurité également, exigeaient que les charges de l'occupation retombassent avant tout sur les communes et les familles réputées d'opinion royaliste ; toutes sortes d'abus et de mesures vexatoires étaient dès lors inévitables¹. Mais il est certain que le sens de l'équité et le réalisme du commandant fédéral contribuèrent dans une large mesure à adoucir les rigueurs de l'état d'exception et à ramener quelque calme dans les esprits échauffés. La mission de Denzler ne prit fin qu'en janvier 1857, une fois rendue exécutoire la décision des Chambres fédérales de mettre à néant la procédure engagée contre les insurgés de septembre et de conduire les détenus à la frontière française. Les forces d'occupation avaient été d'ailleurs fort réduites depuis le milieu de novembre, et ne comprenaient plus qu'un bataillon. La prolongation dans le canton du régime d'occupation militaire empêcha le colonel Denzler de participer activement à la levée de troupes qui atteignit son plus complet développement à la fin de décembre 1856. Dans le plan de bataille du général Dufour, Denzler était revêtu, de nouveau, du commandement de l'artillerie de réserve.

Une fois la victoire acquise, le chef des troupes d'occupation avait rédigé à l'intention de l'autorité fédérale un rapport d'ensemble sur les événements auxquels il avait pris part. Ce document, remis le 13 septembre aux commissaires Fornerod et Frey-Hérosée, est resté inédit. Cependant ses éléments essentiels furent largement utilisés dans le rapport que les commissaires fédéraux eux-mêmes établirent peu après à l'intention du Conseil fédéral, et qui fut publié dans la *Feuille fédérale*².

Entre temps, la position diplomatique de la Suisse était devenue sérieuse. Revenu de sa surprise, le gouvernement prussien s'efforçait de

¹ Comme il n'existait pas de caserne à Neuchâtel, les troupes devaient être hébergées chez les particuliers. Denzler avait attiré l'attention du Conseil fédéral sur cette lacune de l'organisation militaire qui lui paraissait hautement regrettable.

² *Feuille fédérale*, 1856, t. II, p. 489.

rallier à sa cause les cours européennes. Déjà on parlait ouvertement de mesures de force. On n'ignorait pas en Suisse que la diplomatie prussienne pressait l'empereur des Français de prendre sa cause en main, en réclamant en son nom l'élargissement des insurgés détenus aux prisons de Neuchâtel. Après avoir hésité quelque temps, Napoléon III chargea son ministre à Berne, le comte de Salignac-Fénelon, d'une démarche pressante auprès du Conseil fédéral. Dans une entrevue qu'il eut le 30 septembre avec le président de la Confédération, Jacob Stämpfli, le ministre exprima le vœu que les détenus fussent remis immédiatement en liberté. Dans le cas où ce désir de l'empereur ne serait pas satisfait, la Suisse devait s'attendre à de sérieuses complications, soit à l'intervention sur son territoire d'une armée de cent mille hommes¹. Devant cette mise en demeure à peine déguisée, le Conseil fédéral ne broncha pas. Il estimait très exagérées les menaces contenues dans la démarche du ministre impérial, et restait convaincu par ailleurs, que jamais la France ne tolérerait une intervention armée de la Prusse, la neutralité suisse protégeant une partie de ses frontières. Une seconde démarche de Salignac-Fénelon, à la date du 4 octobre, se heurta à un refus dignement motivé : au cas bien improbable d'une agression prussienne, répondit le Conseil fédéral, le peuple suisse, sûr de son bon droit, se défendrait par les armes avec une volonté unanime !

Sous cette fermeté apparente se cachait cependant pas mal de perplexité. Il devenait essentiel, pensait-on dans les milieux dirigeants, d'agir sur l'esprit de l'empereur dans un sens favorable à notre pays. L'intervention d'un particulier jouissant de la confiance de Napoléon pourrait peut-être l'amener à comprendre la légitimité du point de vue soutenu par le Conseil fédéral. Tel est le sens de la démarche tentée le 9 octobre 1856 par le colonel Louis Denzler. Elle ne nous est connue que par le double de la lettre envoyée ce jour-là à l'empereur des Français, et par la réponse de ce dernier. Cette démarche était-elle spontanée ? Le ton très mesuré du document que nous allons reproduire et l'habileté toute diplomatique du plaidoyer qu'elle contient nous incitent à croire qu'elle fut au moins « inspirée » en haut lieu. En l'absence de toute confirmation fournie par une pièce officielle², on peut admettre comme valable cette hypothèse que légitime la haute situation qu'occupait alors

¹ PHILIPPE DE VARGAS, *L'affaire de Neuchâtel, 1856-1857. Les négociations diplomatiques*, p. 38.

² Les procès-verbaux du Conseil fédéral ne contiennent aucune allusion à l'intervention de Denzler, non plus d'ailleurs que la correspondance diplomatique du ministre de la Confédération à Paris.

Denzler dans la hiérarchie militaire fédérale. Napoléon III, du reste, n'était pas un inconnu pour lui. Bourgeois d'honneur de la commune thurgovienne de Salenstein, le prince Louis-Napoléon Bonaparte avait fréquenté à plusieurs reprises les camps militaires de Thoun. En 1834, muni de son brevet de capitaine du régiment d'artillerie bernois, il y prend part comme officier régulier, après en avoir suivi les cours comme volontaire quatre ans auparavant¹. Les capitaines Bonaparte et Denzler étaient de la même promotion, bien qu'appartenant aux milices de cantons différents. Il n'est pas interdit de penser qu'en cette année 1834 des liens de camaraderie se nouèrent au camp de Thoun entre l'actif officier zuricois et le démocratique rejeton des Bonaparte, de deux ans plus jeune que lui. Ces liens, sur lesquels, avouons-le, toute précision fait défaut, durent se maintenir dans la suite et survivre, sous une forme peut-être atténuée, après que les événements politiques eurent élevé l'ancien officier des milices helvétiques au rang de prince-président, puis d'empereur. Ainsi, en 1853, Denzler avait été invité à assister au Te Deum célébré en l'église catholique de Berne pour la fête de Sa Majesté impériale².

En s'adressant directement à l'empereur, Denzler espérait éveiller en lui les souvenirs d'une ancienne fraternité d'armes.

Sire, disait sa lettre, les sentiments de haute bienveillance que de nobles souvenirs inspirent à Votre Majesté, en faveur de ma patrie, qui fut un instant la Sienne, me permettent d'espérer qu'Elle voudra bien agréer l'hommage respectueux que j'ai l'honneur de Lui faire, de mon rapport au Conseil fédéral suisse sur les faits militaires et la marche des troupes neuchâteloises, dont j'ai dirigé le mouvement comme Commandant en chef dans les journées des 3 et 4 septembre dernier.

Si Votre Majesté daigne jeter les yeux sur ce récit succinct de la victoire rapide des défenseurs de la constitution cantonale et de l'honneur de la Confédération, Elle pressentira tout ce que, chef militaire, j'ai dû laisser à d'autres le soin d'exposer.

Il ne m'appartient pas de décrire le tressaillement douloureux dont toute la population fut saisie à la nouvelle de la tentative insensée de quelques partisans de l'ancien régime. A part les auteurs du complot devenus pour la plupart étrangers au Canton depuis nombre d'années, et les hommes qu'ils avaient gagnés d'avance, il n'y eut pas un seul citoyen qui ne répudiât hautement l'attentat qui venait rallumer des haines et des discordes éteintes et précipiter le Canton et la Confédération dans les plus graves complications.

Le Canton s'est levé tout entier, d'un élan unanime, et a marché contre l'insurrection, mû par un sentiment plus puissant que la passion politique :

¹ *Berner Taschenbuch*, 1881, p. 221.

² Archives de l'Etat : *Evénements de 1856*, papiers du colonel Denzler.

c'est la vie du foyer, l'existence des familles, les relations d'intérêt et de société, menacées et mises en question par le coup de main du 3 septembre, que les fauteurs de la guerre civile ont vues se dresser, invincibles, devant leurs barricades ; ils sont tombés sous le poids de la réprobation publique.

Les citoyens attachés de cœur à l'ancien régime eux-mêmes n'ont point cherché à déguiser leur profonde affliction et leur désaveu de toute participation à l'attentat. Dès la chute de la Principauté, ils avaient compris que le Canton de Neuchâtel était devenu par l'effet d'une force naturelle, irrésistible, partie intégrante de la Confédération suisse, et que toute restauration de la Principauté serait l'occasion de désastres sans nombre pour leur patrie ; aussi, désertant à tout jamais le champ de l'agitation politique, s'étaient-ils voués à l'envi aux soins des affaires publiques et au développement de la puissante activité industrielle du pays, principalement au moyen des chemins de fer qui doivent relier, par notre Canton, la Suisse avec la France.

C'est au milieu de cet essor paisible et de cet accord de toutes les forces du pays que l'échauffourée du 3 septembre a surpris et consterné les citoyens. Ce sont toutes ces forces vives qui ont étouffé l'insurrection à sa naissance. La tentative de restauration a succombé sous cet effort spontané d'un peuple qui ne veut pas désertier les conditions de la vie : les exigences de la politique la plus implacable sauraient-elles jamais prévaloir contre cette sainte et légitime revendication !

Voilà, Sire, ce que le citoyen devait, s'adressant à Votre Majesté, ajouter au Rapport du chef militaire.

J'aurais cru faillir à mes devoirs envers ma patrie, et même envers Votre Majesté, si je n'eusse fait parvenir jusqu'à Vous, Sire, la voix patriotique de la Suisse et des Neuchâtelois mes braves compatriotes, et soumis respectueusement à Votre Majesté leur vœu qu'une parole de haute justice, tombée de Votre bouche, les rassure à tout jamais contre toute éventualité menaçante. La Confédération suisse saura par sa générosité et sa grandeur d'âme se montrer digne de l'appui qu'elle aura trouvé dans Votre Majesté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

avec le plus profond respect,

de Votre Majesté le très humble et très obéissant serviteur.

L. Denzler

Colonel fédéral d'artillerie

Commandant en chef

des troupes neuchâteloises.

Neuchâtel (Suisse)

le 9. octobre 1856¹.

La lettre et le rapport ne furent pas expédiés immédiatement. Ayant appris, en effet, que l'empereur, rentré depuis peu de Biarritz, venait de

¹ Archives de l'Etat. *Evénements de 1856*, papiers du colonel Denzler.

quitter à nouveau sa capitale, Denzler jugea prudent, et sans doute plus politique aussi, de les faire tenir au colonel Joseph Barman qui représentait depuis le mois de juin les intérêts de la Confédération à Paris :

Monsieur le Colonel Barman, envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire à Paris
de la Confédération suisse.

Neuchâtel 14. octobre 1856.

Monsieur le Colonel !

Voulez-vous avoir l'extrême obligeance d'envoyer le pli ci-joint à Sa Majesté l'Empereur, ayant appris qu'il est parti de Paris et ne connaissant pas le lieu de son séjour actuel.

Ce pli contient mon rapport au Conseil fédéral sur les événements dans le Canton de Neuchâtel des 3. et 4. septembre dernier et la prise du château à Neuchâtel par les troupes neuchâteloises dont j'étais Commandant en chef.

J'ai ajouté à ce rapport militaire une lettre de circonstances à Sa Majesté.

Veillez, Monsieur le Colonel, excuser la peine que je vous fais et agréer l'assurance de ma haute considération ¹.

L. D.

Barman s'acquitta aussitôt de sa mission et répondit en ces termes à Denzler :

LÉGATION SUISSE

A PARIS

Paris 19 8 bre 1856

Monsieur le Colonel

Je me suis empressé de transmettre votre pli à sa haute destination.

Permettez moi de profiter de cette circonstance pour vous présenter mes vives et cordiales félicitations pour votre attitude patriotique, ferme et généreuse, dans les journées des 3 et 4 7bre. Vous avez rendu un service signalé non seulement à Neuchâtel mais à la Suisse entière, et peut-être serez vous appelé à lui en rendre de plus importants encore, car la question n'est rien moins que terminée. Beaucoup plus coupables qu'insensés, les chefs insurgés avaient essentiellement pour but d'attirer l'intervention étrangère sur leur patrie.

Les fetes qu'on célèbre en ce moment dans votre Canton ² me paraissent, je vous l'avoue, manquer d'opportunité et n'être propres qu'à surexciter

¹ Archives de l'Etat. *Evénements de 1856*, papiers du colonel Denzler.

² Il s'agit de la fête dite des Drapeaux, au cours de laquelle des délégations genevoises, vaudoises et fribourgeoises remirent en grande pompe aux chefs des républicains neuchâtelois deux drapeaux et une coupe d'honneur, en souvenir des événements de septembre. Elle se déroula les 18 et 19 octobre à Neuchâtel, et le 20 à la Chaux-de-Fonds, non sans prendre la forme d'une bruyante manifestation.

l'exasperation de quelques uns de nos adversaires : mieux vaudrait employer le temps et l'argent perdus à préparer les éléments d'une bonne défense. J'espère qu'on n'en aura pas besoin, mais en pareille occurrence les précautions ne sont que de la prudence.

Veillez agréer, Monsieur le Colonel, l'assurance de mon entier dévouement et de ma considération très distinguée.

Barman

Je suis très peiné de l'ordre du jour du Colonel Ziegler : dans les circonstances actuelles il est imprudent ; il faut laver son linge sale en famille ¹.

La réponse de l'empereur devait se faire attendre trois semaines. Ce n'est que le 11 novembre que Napoléon III daigna accuser réception au moyen d'un bref message dont seule la signature est autographe :

St Cloud 11 n^{bre} 1856

Colonel, J'ai reçu avec plaisir et lu avec toute l'attention qu'il méritait le document dont vous avez bien voulu me faire l'envoi. Inutile de protester de mes sentiments particuliers pour la Suisse ; ils vous sont connus depuis longtemps. C'est donc avec un profond intérêt que je suis les diverses phases de l'événement qui l'agite aujourd'hui et mon désir le plus sincère, n'en doutez pas, est de détourner de votre patrie le danger qui la menace en m'efforçant autant qu'il dépend de moi d'atténuer le résultat des complications survenues. Recevez, Colonel, avec mes remerciements, l'assurance de tous mes sentiments.

Napoléon.

Mr Dentzler C^{el} fédéral d'artillerie, commandant en chef des troupes neuchâteloises ².

Réponse décevante pour Denzler qui attendait sans doute autre chose que de vagues protestations de bonne volonté ! Au point où en était alors la tension diplomatique, il était évident cependant que Napoléon, au risque de se désavouer lui-même, ne pouvait dire autre chose. Entre temps l'empereur des Français avait trouvé en Suisse un interlocuteur plus valable à ses yeux que Louis Denzler : c'était le général Dufour. On se rappelle que Napoléon, voyant la situation s'aggraver dangereusement, prit l'initiative d'écrire à son ancien chef militaire. Il proposait à Dufour « comme à un ancien ami » d'engager le Conseil fédéral à accepter la médiation française, promettant « d'arranger l'affaire d'une manière avantageuse pour la Suisse » ³. Au moment où l'empereur s'adressait en ces termes au général Dufour (24 octobre),

¹ Archives de l'Etat. *Evénements de 1856*, papiers du colonel Denzler.

² *Ibidem*.

³ VARGAS, *op. cit.*, p. 55-56.

cinq jours seulement s'étaient écoulés depuis qu'il avait reçu des mains du ministre Barman le rapport de Denzler et la lettre qui l'accompagnait. Dans ces conditions, il n'est pas invraisemblable d'admettre que le geste de Denzler aura au moins suggéré à Napoléon III l'idée de reprendre le dialogue entre militaires, puisque l'autorité civile restait sourde à ses suggestions ¹.

Le chapitre des relations de Denzler avec l'empereur des Français devait comporter un dernier et court épisode. Pendant l'été de 1865, Napoléon III avait fait au château d'Arenenberg un court séjour avec l'impératrice. Au retour, le couple impérial et sa suite s'arrêtèrent à Neuchâtel, après un crochet par Lucerne, Interlaken et Lausanne. Comme il voyageait incognito sous le nom de comte de Pierrefonds, il ne pouvait être question de ménager à Napoléon une réception officielle. Cependant, pour honorer l'illustre visiteur sans transgresser les règles du protocole, on convint que le couple impérial serait accueilli à sa descente de wagon par le colonel Louis Denzler, en tant qu'administrateur de la Compagnie franco-suisse, assisté du vice-consul de France et de l'abbé Berset, curé de Neuchâtel. C'est juste après cette modeste cérémonie, où seuls quelques mots de bienvenue furent prononcés sur le quai de la gare, qu'eut lieu, provoqué par le sifflet prolongé d'une locomotive, l'accident de voiture qui valut quelques contusions à la suite de l'impératrice. Le lendemain, 25 août, laissant à Neuchâtel l'impératrice et ses dames d'honneur, Napoléon regagna Paris. Le colonel Denzler l'accompagna à la gare et prit place dans le wagon impérial jusqu'à Pontarlier. A Couvet, un arrêt intempestif immobilisa le convoi pendant une demi-heure. Toujours accompagné du colonel, Napoléon quitta sa voiture pour se promener dans la modeste baraque qui servait de gare. Relatant cet incident, l'*Union libérale* ² émet l'ironique espoir que Denzler parvint alors à combattre l'impression fâcheuse qu'avaient dû faire sur l'esprit du visiteur le coup de sifflet de la veille et l'attente hors-programme à Couvet. Qui sait? Peut-être les deux voyageurs trouvèrent-ils alors l'occasion d'évoquer ensemble d'anciens souvenirs du camp de Thoun, ou ceux, plus récents, de l'affaire de Neuchâtel ³!

Alfred SCHNEGG.

¹ Le jour où Napoléon dictait à l'adresse de Denzler sa réponse si neutre du 11 novembre, il n'ignorait pas que le général Dufour, délégué par le Conseil fédéral pour conférer avec lui, venait précisément d'arriver à Paris.

² Numéro du 28 août 1865.

³ Le 2 septembre suivant, Denzler devait refaire le même voyage de Pontarlier avec l'impératrice et sa suite.

GENÈSE ET LIQUIDATION DU RÉGIME PRUSSIEN A NEUCHÂTEL¹

3 novembre 1707 - 26 mai 1857

Par une curieuse coïncidence, le millésime 1957 correspond à l'anniversaire de deux faits très importants du passé neuchâtelois : le 250^e de l'investiture de notre pays aux rois de Prusse et le centenaire de l'extinction de leurs droits.

La Société d'histoire et le *Musée neuchâtelois* ont jugé utile de rappeler brièvement les événements qui marquèrent si profondément le cours de notre histoire.

Déjà du vivant de Marie d'Orléans, duchesse de Nemours, non seulement on se préoccupait en Europe du sort de sa principauté de Neuchâtel et Valangin, mais encore on en convoitait ardemment la possession. Certains prétendants à cette souveraineté, par le moyen de leurs agents, ministres plénipotentiaires ou observateurs installés à Neuchâtel, intriguaient et s'agitaient, tandis que surgissait déjà alors l'idée de faire de notre pays un quatorzième canton suisse et une république aristo-démocratique. L'intérêt et les rivalités des familles et des individus dévoués à l'un ou à l'autre des prétendants, les revendications de certaines corporations et l'agitation qui régnait dans le pays empêchèrent de réaliser ce dernier projet.

Lorsqu'en 1694 mourut l'abbé d'Orléans, frère dément de Marie de Nemours, celle-ci vint aussitôt à Neuchâtel pour soutenir ses droits à la souveraineté contre le prince de Conti. Elle était accompagnée du chevalier de Soissons, qu'elle faisait appeler « Monsieur de Neuchâtel » parce qu'elle venait de lui donner notre pays pour en jouir dès qu'elle serait décédée.

Les Neuchâtelois, indignés qu'on disposât d'eux et de leur patrie comme d'un héritage, estimèrent que leurs princes ne pouvaient aliéner l'Etat sans le consentement populaire. Aussi le tribunal des Trois-Etats, assemblé le 8 mars 1694, déclara-t-il souveraine la duchesse de Nemours, d'après le principe que *le pays est inaliénable*. A l'ouïe de ce mot nouveau pour Neuchâtel, la nouvelle souveraine, surprise, protesta et chercha vainement à obtenir la suppression de ce mot fatal.

¹ Travail lu en séance de la section de Neuchâtel de la Société d'histoire, le 14 novembre 1957.

En cette fin du XVII^e siècle, des bruits couraient que le roi de France, Louis XIV, avait des vues sur notre pays pour contrebalancer l'influence bernoise à Neuchâtel. De plus, on y intriguait en faveur de Guillaume de Nassau, héritier de l'ancienne maison de Chalon-Orange. Devenu roi d'Angleterre, celui-ci déclara au congrès de Riswick qu'il avait des droits sur Neuchâtel et fit comprendre le comté et la ville de Neuchâtel dans le traité de paix de 1697.

La duchesse de Nemours mourut le 16 juin 1707, et le pays de Neuchâtel et Valangin se trouva quasiment maître de sa destinée.

Un procès d'investiture s'ouvrit au bout de six semaines, selon la coutume, et quinze prétendants s'y présentèrent. Six d'entre eux furent éliminés ou se désistèrent au début du procès ; neuf restèrent en ligne, mais la plupart s'égrènèrent petit à petit, au courant de la procédure ; ils se rangeaient en trois classes :

1^o Ceux qui invoquaient en leur faveur des dispositions testamentaires des derniers souverains.

2^o Ceux qui invoquaient leur parenté avec la maison de Longueville.

3^o Ceux qui venaient à la succession du chef de la maison de Chalon en vertu d'un droit de suzeraineté datant de 1288¹. Parmi ces derniers se trouvait le roi de Prusse, Frédéric I^{er}, auquel son oncle Guillaume III d'Angleterre, mort en 1702, avait laissé ses droits de la maison de Chalon.

Le plan des héritiers testamentaires et des héritiers du sang, soutenus par Louis XIV, eût été de faire échouer les fragiles prétentions des successeurs des Chalon dont le plus redoutable d'entre eux était le roi de Prusse. Mais le malheur des Français fut alors d'être trop nombreux à prétendre à la principauté de Neuchâtel : au lieu de s'unir, ils se démolirent les uns les autres.

Trois mois après l'ouverture de la succession de la duchesse de Nemours, soit au moment où le débat s'engageait sur le fond, le tribunal n'avait plus à prononcer qu'entre deux concurrents : Emmanuel-Philibert-Amédée de Savoie, prince de Carignan, et Frédéric I^{er}, roi de Prusse.

Ce résultat surprenant fut l'œuvre du comte Ernest de Metternich, l'habile diplomate du monarque allemand. L'on s'attendait même à voir les représentants du prince de Carignan se retirer à leur tour, laissant la Prusse maîtresse du champ de bataille. Ce dénouement ne plaisait guère à Metternich : il voulait que la sentence fût rendue contradictoirement ou du moins parût l'être.

¹ Paul JACOTTET, *Le procès de 1707*, dans *Musée neuchâtelois*, 1881, p. 125.

Par un traité secret du 16 octobre 1707¹, Metternich obtint la renonciation du prince de Carignan en faveur du roi de Prusse, moyennant 33.400 écus et 100 louis d'or à Charles Fortis, avocat du prince, qui rendit le service à Metternich de plaider contre lui et même de protester pour la forme lorsque fut rendue la sentence du 3 novembre 1707 par laquelle l'investiture de notre pays fut donnée à Frédéric I^{er} « pour être par lui possédé comme Etat indépendant, inaliénable et indivisible ».

Le procès que le tribunal des Trois-Etats venait de juger était au fond celui de la suprématie européenne entre la France et l'Allemagne. La même cause existait déjà en 1288 lorsque le jeune comte Raoul ou Rodolphe de Neuchâtel, feudataire immédiat de l'empire, devint vassal de la maison de Chalon-Arlay. Les historiens ne s'expliquaient pas pourquoi Rodolphe IV de Neuchâtel avait renoncé à être vassal direct du roi des Romains Rodolphe de Habsbourg et avait placé son comté au rang d'arrière-fief. « Afin de se donner un protecteur puissant », croyait-on généralement. Or, dans une récente et pertinente étude parue ici même², M. Hugues Jéquier donne les raisons qu'il a déduites d'un examen approfondi des actes et de la situation politique à la fin du XIII^e siècle. Rodolphe de Habsbourg, pour mener à bien une politique ambitieuse en Bourgogne et renforcer sa situation sur sa frontière occidentale, aurait, dans son intérêt et celui de l'empire, dépouillé le jeune comte de Neuchâtel de l'immédiateté au profit de son beau-frère et fidèle vassal, le puissant baron Jean II de Chalon-Arlay. Ce dernier devenait ainsi suzerain des comtes de Neuchâtel.

Quatre siècles plus tard, le roi de Prusse, héritier du droit de suzeraineté des Chalon, poursuivait la même politique et les mêmes desseins que Rodolphe de Habsbourg, c'est-à-dire la possession du pays de Neuchâtel et Valangin afin, de là, envahir la Franche-Comté et arracher cette province et la Bourgogne à la France.

Ce but belliqueux, qu'ignorèrent sans doute les Neuchâtelois de 1707 ou que certains d'entre eux, instruits par Berne, approuvèrent en secret, ne parvint que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle à la connaissance des protégés et fidèles sujets du roi de Prusse.

Il est assez piquant de constater que le colonel et conseiller d'Etat Abraham Pury, le trop célèbre pasticheur³, était au courant de la chose

¹ Charles ROBERT, *La renonciation du prince de Carignan en faveur du roi de Prusse*, dans *Musée neuchâtelois*, 1909, p. 37.

² Hugues JÉQUIER, *Neuchâtel en 1288*, dans *Musée neuchâtelois*, 1954, p. 18.

³ On peut lui attribuer trois œuvres apocryphes : la *Chronique des chanoines*, les *Mémoires du chancelier de Montmollin* et les *Mémoires de Samuel de Pury* (ces derniers inédits).

et qu'il a rédigé, en 1768, un projet qui ne visait à rien moins qu'à l'émancipation complète de Neuchâtel du joug du roi de Prusse et à l'incorporation de notre pays au Corps helvétique. Son mémoire, original et remarquable par une grande justesse de vues, contient cette phrase relative aux événements de 1707 : « On sait assés que dans leurs vues hostiles les ennemis de la France pensoient à faire du Païs de Neufchâtel *un atelier contre la Franche Comté* » (c'est nous qui soulignons) ¹.

Dans ces quelques lignes, on reconnaît la manière pittoresque de s'exprimer du spirituel colonel qui, dans ce cas, n'inventait ni ne pastichait.

Les intentions qu'avait eues le roi de Prusse en 1707, perdues de vue pendant longtemps, surgirent à nouveau par instant avant 1848, mais ne furent confirmées et mieux connues chez nous qu'à la fin du XIX^e siècle, par la publication d'une étude intitulée : *Neuchâtel et la politique prussienne en Franche-Comté (1702-1713)* ², due à Emile Bourgeois, alors chargé de cours à la Faculté des lettres de Lyon, plus tard professeur à la Sorbonne. Philippe Godet analysa cet ouvrage dans la réunion de la Société d'histoire à Cressier, le 19 juillet 1887 ³.

L'auteur, pour son travail, eut recours à des documents inédits des archives de Paris, Berlin et Neuchâtel dans lesquels il trouva la triple confirmation que le roi de Prusse, en obtenant la souveraineté de Neuchâtel, voulait profiter de la forte situation géographique de notre pays pour franchir le Jura et s'établir dans le bassin de la Saône et qu'il cherchait à entraîner les Suisses dans la coalition contre la France. Les Bernois secondaient les projets de Frédéric I^{er} en intrigant pour lui. Emer de Montmollin, un des principaux agents de la candidature du roi de Prusse, chargé de la direction de l'affaire en 1705, n'ignora rien des projets de la Prusse. S'ils avaient été exécutés, la Suisse et Neuchâtel en particulier eussent eu l'effroyable malheur d'être mêlés à une guerre européenne.

De son côté, Metternich, pour réaliser les vues de son maître et obtenir l'héritage neuchâtelois, ne ménagea ni l'argent ni les promesses pour se créer des partisans et stimuler leur zèle. Il « négocia », c'est-à-dire promit des récompenses et des pensions, en cas de succès, aux juges et aux nombreux personnages influents de la Ville et de l'Etat. L'usage

¹ *Un projet d'émancipation de Neuchâtel en 1768*. Mémoire publié par Jules JEANJAQUET dans le *Musée neuchâtelois*, 1902, p. 202.

² Paris, 1887.

³ Philippe GODET, *Les intentions de la Prusse en 1707*, dans *Musée neuchâtelois*, 1887, p. 240.

de distribuer des pots-de-vin, des « gants fourrés » ou des « oies farcies » existait déjà en politique.

Une seconde étude historique, intitulée *Siméon Bondeli*, parut à Berne en 1905. Son auteur, Alexandre Pfister, y fait voir également le dessous des cartes, car Bondeli fut, dans l'affaire de Neuchâtel notamment, l'agent actif et secret de la Prusse. Il ressort de cette publication que la Prusse commença patiemment et sourdement son travail diplomatique en 1685 déjà, soit dix-sept ans avant la mort de Guillaume de Nassau, roi d'Angleterre. Ce dernier, endoctriné et travaillé par les frères Bondeli, ne s'est intéressé à la succession de Marie de Nemours que poussé par la Prusse. La principauté de Neuchâtel, « clef du Jura français et de la plaine suisse », « forteresse de premier ordre pour un grand état qui voudrait dominer la Suisse et menacer la France », écrivait-on, était si nécessaire à Frédéric I^{er} pour la réalisation de ses plans de guerre et de conquête, qu'il fit distribuer, confirme Alexandre Pfister, d'énormes pots-de-vin à Neuchâtel et à Berne pour gagner des partisans¹.

En 1905, année de l'apparition de l'ouvrage d'Alexandre Pfister, Arthur Piaget commençait un cours libre d'histoire sur *La Révolution neuchâteloise, 1831-1848*, à l'usage des étudiants de l'Académie, et donné à l'instigation de la Société d'histoire et d'archéologie. Ces conférences eurent dès le début (27 novembre 1905) un très grand succès puisque trois cents auditeurs y assistèrent.

Le procès de 1707 fut un des sujets traités dans la deuxième conférence, celle du 4 décembre 1905. Piaget y analysa, entre autres sources consultées, les ouvrages d'Emile Bourgeois et d'Alexandre Pfister sur les véritables intentions de la Prusse ; il rappela, d'après des documents et des témoignages de l'époque, le rôle des pots-de-vin distribués par les prétendants ; il mit en doute que la sentence du 3 novembre 1707 ait été « libre, sincère, impartiale, selon le cours de la justice et de l'équité naturelle », et conclut son exposé en disant : « Ce n'est pas Neuchâtel qui a choisi le roi de Prusse, c'est le roi de Prusse qui a choisi Neuchâtel, et c'est Berne qui nous a conseillé et peut-être imposé ce choix². »

Il est opportun de rappeler ici, avant de poursuivre encore l'examen des matières traitées par Arthur Piaget, que ce dernier, en ouvrant son cours, avait sollicité de ses auditeurs la communication de documents qu'ils posséderaient dans leurs fonds de familles et qui pourraient être utiles à ses exposés hebdomadaires.

¹ Cf. Arthur PIAGET, *Histoire de la Révolution neuchâteloise. Introduction*, p. 52.

² Arthur PIAGET, *op. cit.*, p. 47 à 64.

Au lendemain de la deuxième leçon, dont nous venons de parler, un de ses collègues de la Faculté des sciences et habitué des archives de l'Etat, vint au château et communiqua à l'archiviste deux documents importants sortis de ses archives particulières¹.

Le premier, intitulé *Représentations ou considérations sur ce qui a été promis à ceux qui ont travaillé pour l'investiture des Comtés de Neuchâtel et Valangin en faveur de Sa Majesté le roi de Prusse*, est la copie d'un mémoire secret contenant la liste des personnes qui ont touché des sommes plus ou moins importantes, selon l'influence qu'elles pouvaient avoir sur l'heureuse issue du procès. Chaque individu y est « soupesé », pourrait-on dire, et le machiavélisme des agents du roi de Prusse s'y étale, allié à beaucoup de bonhomie et de connaissance du cœur humain. Le total des gratifications pour Neuchâtel-ville seulement, s'élevait à 560.000 livres. Il est certain que des membres de la Bourgeoisie de Valangin ne furent pas plus oubliés que les Bernois.

La seconde pièce soumise au conférencier est un mémoire très rare et très curieux, imprimé à Paris en 1708, sous le titre : *Manifeste ou motifs de la retraite des Français à Neuchâtel*, et dans lequel l'auteur, Jacques Tribolet, avocat de M^{lle} de Soissons, démasque publiquement les tripotages et les intrigues, énumère les magistrats vendus et cite des noms et des chiffres². Aussi Arthur Piaget, dans sa troisième leçon, du 11 décembre 1905, dut-il revenir sur le procès de 1707 et l'affaire des pots-de-vin et apporter, sans citer de noms, des précisions du plus haut intérêt³.

Ces révélations firent grand bruit à l'époque et enlevèrent les dernières illusions de ceux qui croyaient encore « au peuple neuchâtelois disposant de lui-même et se donnant librement à la Prusse ».

Pourtant, comme le reconnaît Emile Bourgeois, « toute cette comédie judiciaire, politique, religieuse, avait cependant un sens profondément sérieux et une portée considérable... » ; le peuple neuchâtelois « avait fait ses conditions : il n'avait pas subi celles d'un testament, d'un tribunal étranger. C'était là le véritable sens de l'échec qu'avait subi le prince de Conti, et avec lui l'influence française à Neuchâtel... »

¹ On peut révéler aujourd'hui qu'il s'agit des archives que détenait Maurice de Tribolet ; ce qu'on pouvait deviner, du reste, par le nom de l'auteur du second document communiqué.

² Arthur PIAGET, *Histoire de la Révolution neuchâteloise. Introduction*, p. 81.

³ Depuis lors, M. S. Stelling-Michaud a publié en 1935, d'après un brouillon de Saint-Saphorin, ce mémoire secret dit des pots-de-vin (29 novembre 1707) dont l'original chiffré se trouve à Berlin. Cf. son ouvrage sur *Saint-Saphorin et la politique de la Suisse pendant la guerre de succession d'Espagne (1700-1710)*, p. 423.

Trois semaines après la sentence, Frédéric I^{er} et Metternich étudiaient ensemble les moyens d'envahir la Franche-Comté, et l'habile diplomate cherchait à engager les Confédérés dans cette action. Il en fut pour sa peine : Louis XIV, renseigné, fit appel à la raison des Suisses et les détourna du dangereux parti où la Prusse voulait les entraîner, tout en dirigeant ses troupes sur la Franche-Comté et sur Neuchâtel. Le Conseil d'Etat neuchâtelois, voyant l'imminence du danger, déclara qu'il s'opposerait à toute invasion de la Bourgogne par notre territoire. Puis la Diète de Baden et le traité d'Aarau firent momentanément abandonner au roi de Prusse les desseins qu'il avait formés.

La porte de Suisse s'étant fermée, il restait à Frédéric I^{er} la trouée de Belfort. L'entreprise eut lieu au mois d'août 1709, mais les Allemands furent repoussés.

Dès ce moment la principauté de Neuchâtel cessa d'intéresser Frédéric I^{er}. Son successeur tenta de la vendre en 1726 déjà au duc de Bourbon¹. L'occasion de s'en défaire se présenta en 1806. Frédéric-Guillaume III échangea notre pays à Napoléon I^{er} contre le Hanovre, sans conditions², violant ainsi les promesses faites de garder toujours la souveraineté de Neuchâtel « dans toute son indépendance, inaliénabilité et indivisibilité ». Chose surprenante, les Neuchâtelois, toujours très sensibles lorsqu'on touchait à leurs droits et prérogatives, passèrent d'une domination à l'autre avec une extraordinaire soumission et sans qu'une voix se soit élevée pour rappeler les serments réciproques et les Articles généraux et particuliers de 1707 et constater la violation et la ruine de leurs libertés et franchises. Même lorsqu'on trafiquait d'eux, ils ne surent pas faire des remontrances à leur souverain, comme ils en avaient l'habitude !

Après la défaite de Napoléon, le roi de Prusse, en 1814, oublieux qu'il avait perdu ses droits en cédant Neuchâtel, résolut de replacer la principauté sous son sceptre, et les Neuchâtelois, ne lui ayant pas gardé rancune de la cession de 1806 qui les avait placés sous un régime portant atteinte à leurs franchises et privilèges, parurent heureux d'être à nouveau sous sa protection. Cependant, l'intention du roi fut alors de resserrer les anciennes relations helvétiques de notre pays et même de

¹ *Musée neuchâtelois*, 1902, p. 206.

² Cf. la polémique au sujet de *sous* ou de *sans contrainte*, entre Samuel de Chambrier et Arthur Piaget : Samuel DE CHAMBRIER, *A propos des années 1707, 1806, 1814*. Réponse à la conférence de M. Arthur Piaget du 22 janvier 1912. Neuchâtel, 1912. Arthur PIAGET, *La Cession de Neuchâtel en 1806, sa reprise en 1814*. Réponse à M. Samuel de Chambrier. Neuchâtel, 1912.

favoriser l'agrégation de Neuchâtel à la Confédération. Tout en restant principauté prussienne, Neuchâtel devint canton suisse ; mais cette situation hybride développa les sentiments républicains et le désir de beaucoup de Neuchâtelois d'être seulement Suisses.

Vers 1820 déjà, on supputait le prix d'une transaction pour le rachat des droits du roi de Prusse sur Neuchâtel et l'on arrivait à une somme énorme correspondant à la capitalisation de ce que recevait annuellement le roi de sa principauté, c'est-à-dire plus de 70.000 livres.

L'opposition entre républicains et royalistes devint de plus en plus vive. Les tentatives des patriotes, en 1831, échouèrent piteusement et la réaction qui s'ensuivit ne fit qu'accentuer davantage le malaise politique dans la principauté-canton. Pendant dix-sept sombres années, les partis prussien et suisse luttèrent avec acharnement et poussèrent à la séparation avec la Suisse ou avec la Prusse. L'ambiguïté de notre situation politique devint telle que l'aristocratie de Neuchâtel — avant le 1^{er} mars 1848 ! — envisagea même de demander au roi de Prusse l'émancipation complète de notre pays, c'est-à-dire d'être un Etat tout à fait indépendant !

Un congrès européen pour régler la position de la Suisse devait se tenir à Neuchâtel au début de 1848 ; mais la révolution de février en France et celle du 1^{er} mars à Neuchâtel vinrent bouleverser les plans des diplomates et hâter chez nous la fin du régime royaliste.

L'établissement du gouvernement républicain au château n'enleva pas l'espoir aux royalistes de rétablir le régime déchu. Ils demandèrent à Berlin d'intervenir et le roi de Prusse travailla les cabinets européens en faveur de ses revendications sur Neuchâtel. De son côté, le Conseil fédéral, par une note du 8 novembre 1849 au ministre de Prusse, exprimait le désir d'acheminer vers une solution amiable la question de Neuchâtel. Il essuya un insuccès diplomatique dont profitèrent les royalistes pour demander que l'armée prussienne, alors à proximité du Rhin, vienne délivrer l'ancienne principauté. On leur répondit que c'était impossible en ce moment, mais qu'on saisirait la première occasion pour rétablir la situation.

Les démarches de la Prusse pour reconquérir Neuchâtel se poursuivaient. Un protocole fut signé le 24 mai 1852 à Londres, par lequel l'Angleterre, l'Autriche, la France, la Prusse et la Russie s'engageaient à s'entendre pour amener la Confédération helvétique à tenir compte des stipulations internationales (traité de Vienne de 1815) en vertu desquelles la principauté de Neuchâtel a été admise, sous la garantie de l'Europe,

à devenir l'un des cantons suisses. Ce protocole, plus menaçant en apparence qu'en réalité, n'était qu'une politesse faite au roi de Prusse.

Le parti royaliste ne s'en servit pas moins comme d'un atout important lors d'une assemblée de la Bourgeoisie de Valangin, le 6 juillet 1852. Au défilé de 2500 à 3000 royalistes dans le pré de la Bourgeoisie, les républicains, au nombre de 6000 à 8000, opposèrent à proximité une contre-manifestation dans laquelle ils votèrent cette résolution : « Le peuple neuchâtelois déclare qu'il veut rester suisse, et rien que suisse ; qu'il veut la République neuchâteloise », etc.

C'était la réponse au protocole de Londres.

Les adversaires de la jeune république ne désarmèrent pas et crurent, au début de 1856, qu'un mouvement insurrectionnel aurait des chances d'aboutir. Ils se persuadèrent que rien ne vaudrait mieux qu'une prise d'armes pour obliger le roi de Prusse à s'occuper d'eux.

C'est ainsi que dans la nuit du 2 au 3 septembre 1856, le château fut pris et que les couleurs prussiennes y flottèrent de nouveau. Ce succès fut de courte durée. Chacun connaît les événements sur lesquels le *Musée neuchâtelois* jeta, l'an dernier, une clarté nouvelle au moyen de documents inédits.

La contre-révolution manquée des royalistes activa la solution de la question de Neuchâtel. Le fait que les républicains avaient réprimé l'insurrection par leurs propres forces fut d'une importance capitale.

Il ne pouvait plus être question de détacher Neuchâtel de la Suisse, ni de le replacer dans la situation de canton-principauté. Frédéric-Guillaume IV le sentit fort bien et demanda la médiation de Napoléon III.

Avant de consacrer, par un traité européen, le fait accompli à Neuchâtel en 1848 et d'accorder, peut-être, au roi de Prusse, des compensations raisonnables, une difficulté devait être écartée. Frédéric-Guillaume réclamait la mise en liberté de ses partisans prisonniers. L'Angleterre lui conseilla d'offrir en échange la renonciation à ses droits de souveraineté ; mais il refusa. De son côté, le Conseil fédéral ne voulut pas se dessaisir du gage que représentaient les prisonniers royalistes.

Napoléon III, voyant l'Angleterre associée à cette œuvre de médiation et froissé qu'on n'ait pas en lui une confiance absolue, se mit alors à jouer double jeu : il poussa la Prusse à déclarer la guerre à la Suisse afin de l'effrayer. Effectivement, le roi de Prusse menaça, en cas d'échec de la diplomatie européenne, d'envoyer ses troupes à la frontière helvétique ; elles devaient y être le 2 janvier 1857.

L'opinion suisse, fatiguée de la lenteur des pourparlers, accueillit avec frémissement la menace prussienne. Un enthousiasme indescriptible pour la cause de Neuchâtel s'empara de tout le pays. Deux divisions furent mises sur pied sous le commandement du général Dufour. C'est en ce moment d'angoisse nationale qu'Amiel composa *Roulez, tambours*, et que, par une saison rigoureuse, les troupes suisses s'échelonnèrent sur le Rhin, de Bâle à Romanshorn.

Cette attitude ferme impressionna les puissances. Napoléon III quitta son double jeu et, à titre confidentiel, informa le Conseil fédéral que, sous l'apparence d'une libération des prisonniers, sans condition, le roi de Prusse se désisterait. Leur procès fut donc arrêté et les quatorze principaux inculpés transférés à Pontarlier dans la nuit du 17 au 18 janvier 1857. Cette dernière solution permettait de reprendre le procès contre eux si la parole donnée n'était pas tenue.

Les troupes fédérales furent licenciées et la solution de l'affaire de Neuchâtel fut remise à une conférence des puissances qui s'ouvrit le 5 mars à Paris.

Le roi de Prusse réclamait une indemnité de deux millions de francs pour le rachat de sa liste civile ; la conférence la réduisit à un million et le roi déclara alors qu'il y renonçait. On lui accorda de ne pas mettre à la charge des royalistes des frais spéciaux pour leur insurrection, et, chose qui n'impliquait la reconnaissance d'aucun droit, il fut laissé libre de continuer à porter le titre de prince de Neuchâtel et comte de Valangin.

Le traité reconnaissant l'indépendance complète de Neuchâtel fut adopté par la conférence le 20 avril et ratifié le 28 par la Suisse. Le roi de Prusse y mit beaucoup moins d'empressement ; toutefois le traité fut signé le 26 mai et ratifié le 16 juin par toutes les parties contractantes. Deux jours plus tard les Neuchâtelois étaient déliés de leur serment de fidélité.

Ainsi furent liquidés les droits du roi de Prusse sur Neuchâtel.

* * *

Les Neuchâtelois, aussi longtemps et après que la dynastie des Hohenzollern eut régné sur leur pays, ont toujours déclaré qu'ils n'étaient pas devenus prussiens ; tandis qu'en désirant conserver son titre, le roi de Prusse — a-t-on dit plaisamment — a tenu, lui, en 1857, à rester « de Neuchâtel et de Valangin ! »

En terminant cet exposé, il nous paraît intéressant de faire remarquer deux autres coïncidences.

La domination des rois de Prusse à Neuchâtel a duré près d'un siècle et demi. Peut-on discerner, dans cet espace de temps, l'indice d'un mouvement cyclique de notre histoire, c'est-à-dire, comme nous l'avons relevé ailleurs¹, deux périodes, l'une ascendante et l'autre descendante, d'environ septante années chacune, comme on peut le constater, par exemple, dans l'industrie des toiles peintes qui a existé chez nous à peu près à la même époque?

Les prétentions de la Prusse sur Neuchâtel ont débuté vers 1685, lorsque notre prince était alors l'abbé d'Orléans-Longueville, un pauvre dément qui « ne vouloit jamais changer de linge », « se laissoit manger à la vermine » et « sautoit par dessus son ombre »²; elles ont pris fin, ces prétentions prussiennes, au moment où l'intempérant et velléitaire Frédéric-Guillaume IV sombrait dans la folie : on a dit que ses facultés mentales n'avaient pas résisté à la perte de sa principauté neuchâtoise. Faut-il voir dans ce dénouement un effet du *système des compensations* cher au philosophe français Azaïs?

Pourtant, nous venons de le voir, et comme l'a écrit Arthur Piaget : « Sauf en 1707, les rois de Prusse n'ont jamais tenu beaucoup à leur petite et lointaine principauté³. »

Louis THÉVENAZ.

¹ *L'histoire neuchâteloise est-elle rythmée?* dans *La Suisse horlogère*, 1948, p. 15.

² Dr Auguste CHATELAIN, *La folie de l'abbé d'Orléans*, dans *Musée neuchâtelois*, 1910, p. 211.

³ *Histoire de la Révolution neuchâteloise. Introduction*, p. 32.

RAPPORT SUR LE PRIX AUGUSTE BACHELIN DE PEINTURE 1957

Le comité de notre Société d'histoire et d'archéologie, ayant à décerner, pour la troisième fois, son Prix Auguste Bachelin de peinture en cette année 1957, a constitué un jury formé, comme précédemment, de trois de ses membres, de deux artistes et des conservateurs des Musées des Beaux-Arts de la Chaux-de-Fonds et de Neuchâtel, soit :

Le président de la société, M. Louis-Edouard Roulet, fonctionnant comme président du jury ;

M. Jean Courvoisier, fonctionnant comme secrétaire ;

M. Maurice Jeanneret, désigné à la fin des opérations comme rapporteur ;

M^{me} Janebé, peintre, à Boudry, et M. Léon Perrin, sculpteur, à la Chaux-de-Fonds ;

MM. Paul Seylaz et Daniel Vouga.

Ce jury a tenu une première séance le mercredi 8 mai, à 14 h. 30, dans le bureau du conservateur du Musée des Beaux-Arts de Neuchâtel.

Le président fit savoir qu'à la suite d'annonces et de communiqués parus dans nos journaux, onze personnes avaient manifesté de l'intérêt pour le prix, mais que trois d'entre elles s'étaient bornées à s'informer, sans pour autant faire acte de candidature. Des huit autres, sept s'étaient inscrites personnellement et une dernière avait été présentée par un membre du comité.

En voici la liste : M. Carlo Baratelli, à la Chaux-de-Fonds ; M. Jean-Pierre Schmied, dit Lermite, aux Bayards ; M. Fernand Vaucher, à Fleurier ; M. Ugo Crivelli, à Cortaillod ; M. Jean-François Diacon, à Neuchâtel ; M. Aloys Perregaux, à Cernier ; M. Raymond Perrenoud, à Coffrane ; M. Michel Pandel, à Colombier et Paris ; M. Jean-François Favre, à Auvernier.

Tous les huit, étant Neuchâtelois d'origine ou Confédérés établis dans le canton depuis dix ans au moins et âgés de moins de quarante ans, remplissaient les conditions voulues pour concourir. Tout en regrettant que certains autres jeunes artistes ne se fussent pas annoncés, le jury décida de s'en tenir à la liste établie, et le président donna sur la personne et les œuvres des candidats les renseignements qui lui étaient parvenus.

De premières éliminations subsistent les noms de MM. Baratelli, Crivelli, Lermite et Jean-François Favre. Au vu de ce résultat, le jury décide de prier, par une circulaire, ces quatre artistes, d'envoyer à l'examen, au Musée de Neuchâtel, trois œuvres de leur choix, de préférence postérieures au 1^{er} janvier 1954, et fixe une seconde séance au même endroit à la date du mercredi 29 mai.

Le jury au complet s'y rencontre sous la même présidence. Aux murs d'une salle de son Musée, M. Vouga a accroché les ouvrages envoyés par MM. Baratelli, Crivelli, Favre et Lermite. Le débat se circonscrit entre M. Baratelli et M. Lermite. Enfin un scrutin secret attribue cinq voix à M. Lermite et une à M. Baratelli.

Ce jugement sera confirmé par le comité de la société réuni le 15 juin à Valangin, tout en restant confidentiel jusqu'au jour de la Fête d'été à Bevaix.

Les deux excellents artistes restés en compétition jusqu'à la décision finale ont suivi des voies inverses. M. Baratelli, qui avait tant frappé par ses grands tableaux religieux, incline maintenant vers une peinture abstraite, tandis que M. Lermite, surréaliste à ses débuts, vers 1940, en est venu à l'objet, par des chemins successifs et divers.

Les membres de la Société d'histoire qui ont assisté à la Fête d'été de la Brévine, en août 1949, ont sûrement gardé le souvenir des grands paysages de la région que le peintre, qui y méditait depuis trois ans, leur avait présentés à notre demande. Puissamment réalistes et d'une sombre éloquence, ils évoquaient avec désespérance l'âpre « Sibérie neuchâtoise », les vertigineux abîmes du Doubs, les fanges inconsistantes laissées par le lac des Taillères que la sécheresse avait aspiré dans les profondeurs, mais ils étaient plus encore, comme on l'a dit, « le paysage intérieur de l'homme européen », accablé par la plus atroce des guerres. C'est sous cette hantise que Lermite peignait aussi, en ces années, un dramatique *Sermon sur la montagne*, l'immense et apocalyptique *Calvaire brévinien*, plus éprouvant qu'un Breughel, et une effarante *Sainte-Cène*.

Mais le démoniaque a eu son temps. Le monde se reprend à vivre, à espérer, à reconstruire. De plus en plus, on utilise des machines au profil coupant, on a recours à la mécanique de précision. Un graphisme s'impose à notre sensible artiste. Il peint un *Grand huit* que lui achète le Musée de Zurich, une *Maison triste*, des *Etagères*. Il s'astreint à de minuscules dessins, très fouillés, compose, en petites dimensions aussi, et au crayon bien taillé, les *Ponts à Florence* ou les ruines des *Baux*.

Vient une période, de 1953 à 1955, que la maladie rend stérile. Avec la santé recouvrée, Lermite répond à un appel des métiers, ceux, traditionnels, du pendulier et du luthier, dont il évoque non les hommes, mais les ateliers, en noir et blanc, vrais fouillis auxquels il confère, par la perfection de son graphisme, une admirable ordonnance. Puis c'est le grand *Horlogerie 55*, composition de 1 m. 25 sur 1 m. 15, de soixante sujets coordonnés, au riche coloris, qui déçoit certains, mais est acheté par le Kunstmuseum de Bâle ; c'est un projet de panneau pour le Technicum de la Chaux-de-Fonds, primé, mais non exécuté, et que retient le musée de cette ville ; ce sont encore deux volets d'orgue pour le temple de Saint-Sulpice, l'un aux instruments de musique, l'autre au tabernacle attelé à des bœufs, commandés par une stricte géométrie qui mène ces sujets aux confins de l'abstraction.

Et de même pour les grands paysages du Haut-Jura auxquels il est revenu. Mais ce n'est plus le réaliste de la Brévine. Il ordonne de vastes pages claires selon un canevas de géométrie où l'objet, peint à la cire, à la gouache ou à l'aquarelle, se résorbe en quelque sorte, tout en restant lisible ; mais toujours le pictural l'emporte sur le pittoresque et le tableau en acquiert une ferme unité. Celui qui est intitulé *Le Saint-Sauveur de Bois-d'Amont* a été aussitôt acheté par la Confédération, et tel autre, plus petit, et qui représente un triangle à neige, pour l'admirable fermeté de sa composition et de son coloris est, dans le plein sens du terme, une œuvre de maître¹.

Telle est, dans ses lignes essentielles et ses singuliers rebondissements, la fertile carrière de ce peintre de trente-sept ans, moins à l'écoute des modes esthétiques du temps qu'à ses voix intérieures. Il s'est fait connaître par des expositions particulières au Locle, à Neuchâtel, à Couvet, à Bienne, à Berne ; il a été reçu à deux Expositions nationales et certaines de ses œuvres ont figuré à Sao Paulo, à Montevideo et à Valence. La Société d'histoire et d'archéologie de notre canton, seule institution à distinguer et à encourager de jeunes peintres, se fait un honneur et un plaisir de décerner son Prix de peinture Auguste Bachelin à M. Jean-Pierre Schmied, qui a déjà conféré une célébrité au nom de Lermite.

Maurice JEANNERET.

¹ Ce tableau, exposé à Lausanne en octobre-novembre 1957, au Salon des peintres, sculpteurs et architectes suisses, a été acquis par la Confédération.

RAPPORT SUR L'ATTRIBUTION DU PRIX FRITZ KUNZ POUR 1956-1957

Pendant l'hiver 1956-1957, huit travaux ont été présentés en séance de la section de Neuchâtel de la Société d'histoire.

Selon les clauses du règlement, deux d'entre eux ne peuvent participer au prix. Comme toujours, il a été très difficile au jury de faire un choix parmi les autres travaux, qui présentent tous un intérêt incontestable au point de vue de l'histoire du pays.

En fin de compte, le jury s'est arrêté aux deux travaux présentés par M. Alfred Schnegg, archiviste de l'Etat, et le dévoué secrétaire de notre section.

Le premier de ces travaux : *Denzler et Napoléon III*, apporte des renseignements inédits sur les rapports du colonel fédéral Denzler avec Napoléon III pour solliciter la protection de ce dernier au moment où des menaces s'accumulaient contre la Suisse, après l'insurrection royaliste du 3 septembre 1856 à Neuchâtel. Le second : *Neuchâtel et Soleure*, constitue une synthèse des relations entre Neuchâtel et Soleure du moyen âge à nos jours.

En donnant sa préférence aux travaux présentés par M. Schnegg, le jury a voulu également honorer leur auteur pour l'importante contribution qu'il a apportée jusqu'ici à l'histoire neuchâteloise.

Neuchâtel, le 17 mai 1957.

Henri GIRARD,
président de la section.

CHRONIQUE

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DU CANTON DE NEUCHÂTEL

Séance administrative tenue au château de Valangin, le samedi 15 juin 1957.

M. Louis-Edouard Roulet, président, ouvre la séance en saluant les participants et en faisant excuser l'absence de M. et M^{me} Jacques Petitpierre, M. et M^{me} Louis Müller-Michaud, M^{lle} Gabrielle Berthoud, MM. François Fæssler, André Petitpierre, Robert Droz, Max Reinhardt, Philippe Favarger, Alfred Schnegg, Paul Leuba et Fritz Steudler.

Le *procès-verbal* de l'assemblée du 23 juin 1956 est lu par son rédacteur, M. Léon Montandon, qui fut un secrétaire avisé et dévoué pendant trente ans et qui présida pendant trois ans aux destinées de la Société d'histoire ; de chaleureux applaudissements soulignèrent le rappel d'une si fructueuse collaboration.

Dans son *Rapport présidentiel*, M. Roulet rappelle le but de la Société d'histoire qui est restée bien vivante malgré ses quatre-vingt-douze ans. Ce que nous avons reçu de nos prédécesseurs et que nous devons maintenir afin de pouvoir le remettre à ceux qui viendront après nous, c'est l'attachement à ce coin de terre qui est nôtre et l'intérêt que nous portons à son histoire. Ce que nous devons améliorer sans cesse, ce sont nos méthodes d'investigation historique et les moyens employés pour en informer nos contemporains. La Société d'histoire ne peut pas se contenter de vivre au rythme du siècle passé : elle doit rester jeune et dynamique au siècle de la radio, du cinéma et de la télévision.

Puis M. Roulet énumère tout ce qui se fit au cours de l'an dernier, dans le pays de Neuchâtel, au point de vue historique.

Le président de la Société d'histoire fait partie de droit du comité de rédaction du *Musée neuchâtelois* auquel tous les membres de la Société d'histoire devraient être abonnés.

Un pressant appel est adressé à chacun afin que soit bien recommandé et bien soutenu un vénérable ancêtre : *Le véritable Messager boiteux de Neuchâtel*, almanach populaire qui s'efforce de refléter la vie du pays, mais dont la publication — ces dernières années — a causé bien des soucis ; de nouvelles mesures ont été prises pour cette année : le contrôle de sa rédaction et de sa vente a été remis au comité du *Musée neuchâtelois* — qui se réunit chaque mois — et qui s'est adjoint un rédacteur pour le haut du canton.

Un bref résumé rappelle la magnifique Fête d'été de Coffrane dont le compte rendu figure dans la *Chronique de l'année 1956* que le comité de la Société d'histoire a jugé bon d'expédier gratuitement à tous les membres. Cette initiative a été très favorablement accueillie.

Le comité de la Société d'histoire s'est intéressé à l'organisation de l'exposition publique et gratuite, ouverte au Musée d'art et d'histoire, et consacrée au centenaire du Traité de Paris ainsi qu'au centenaire des chemins de fer dans notre canton.

Il a pris des mesures pour la sauvegarde des papiers peints de la Cibourg ; cette collection unique de onze panneaux — selon le vœu de la famille Robert qui en est propriétaire — sera transférée au château des Monts (sur le Locle), où les Musées d'histoire et d'horlogerie seront installés.

Il a confié à M. Maurice Jeanneret l'étude d'une nouvelle édition du *Guide du château de Valangin*.

Il a donné son accord pour l'organisation d'un cycle de conférences sur le pays de Neuchâtel, dans le cadre de l'Université populaire neuchâteloise. Il a approuvé l'idée de son président d'organiser une campagne de recrutement auprès du corps enseignant primaire et très spécialement auprès des anciens élèves de l'Ecole normale cantonale ; il a approuvé aussi l'idée que des relations suivies s'établissent avec la Société de géographie et la Société des sciences naturelles du canton de Neuchâtel.

Au terme de son rapport annuel, M. Roulet rappelle que le *Musée neuchâtelois* a édité un très volumineux et très intéressant cahier consacré aux événements de septembre 1856 puis il donne la liste des ouvrages publiés l'an dernier, relatifs à l'histoire neuchâteloise. Cette bibliographie démontre nettement que l'étude du passé offre un intérêt réjouissant.

Sections. — La section de Neuchâtel a tenu six séances au cours desquelles les travaux suivants ont été présentés :

Jean Courvoisier : *A propos d'un cent cinquantième anniversaire : comment le Prince Berthier gouvernait Neuchâtel.*

Ls-Ed. Roulet : *L'établissement de la mairie de la Chaux-de-Fonds, en 1656.*

Maurice Jeanneret : *Les papiers peints de la Cibourg.*

Alfred Schnegg : *Denzler et Napoléon III.*

Louis Thévenaz : *Daniel Humbert-Droz-Collet, lépreux à la Chaux-de-Fonds à la fin du XVII^e siècle.*

Alfred Schnegg : *Neuchâtel et Soleure.*

Georges Lobsiger : *Les communes genevoises (origine et statut actuel).*

Fernand Lœw : *Les échanges quotidiens à Neuchâtel au XV^e siècle.*

L'excursion de printemps conduisit les nombreux participants par la Chaux-de-Fonds et la Cibourg à Chasseral, puis à la Neuveville.

A la section du Locle, M. Jean Courvoisier a fait une conférence sur : *La lutte contre les incendies dans le pays de Neuchâtel du XVII^e au XIX^e siècle.* La section a entrepris une réorganisation complète du Musée historique, qui sera vraisemblablement transféré au château des Monts en complément du Musée d'horlogerie en voie de réalisation.

A la Chaux-de-Fonds, M. Ls-Ed. Roulet a donné une conférence intitulée : *Du document à l'histoire*. La section a eu le chagrin de perdre son ancien président, M. René Junod, grâce au dévouement duquel elle a été si bien animée de 1934 à 1954.

Le château de Valangin a reçu 5274 visiteurs en 1956, soit 396 de plus qu'en 1955 ; les entrées ont produit 1877 fr. 75.

Il n'y a pas eu d'achats nouveaux mais le château a reçu plusieurs dons ; le grand drapeau, dit de Villmergen, propriété de la commune de Fenin, menacé de destruction définitive, a vu sa conservation assurée par une enveloppe de matière plastique.

M. Maurice Jeanneret, le distingué et très compétent conservateur du château de Valangin, ancien président, a bien voulu assumer la direction de la Société d'histoire jusqu'en janvier 1957 en attendant que M. Roulet, empêché par d'autres obligations, puisse la prendre de manière effective.

Comptes 1956. — Présentés par M. Boris Clot, ils se résument comme suit :

Fonds Bachelin	Fr. 11.646,15
Fonds Berthier	» 233,50
Fonds Borel	» 10.000.—
Fonds Jaquet-Droz	» 12.163,20
Fonds Kunz	» 5.484,80
Fonds des publications : partie inaliénable	» 20.000.—
partie aliénable	» 20.285,25
Fonds ordinaire : Recettes	Fr. 6.525,65
Dépenses	» 6.536,55
Déficit	Fr. 10,90
Capital au 31 décembre 1956	Fr. 8.369,31

Les comptes ont été vérifiés le 17 mai 1957 par MM. J.-E. Aeschlimann et F. Steudler. Sur leur proposition, ils sont approuvés avec décharge et remerciements à M. B. Clot pour son excellent travail.

Tous les rapports présentés sont adoptés à l'unanimité.

Réception de nouveaux membres. — Après avoir rendu hommage à la mémoire d'une vingtaine de membres que la mort a repris l'an dernier et dont lecture des noms est faite par le président, l'assemblée en accueille vingt-quatre nouveaux :

M. et M^{me} Ch. Février-Béguin, Neuchâtel ; M^{mes} Arthur Kiepf, Malvilliers ; Ida Altire-De Florin, Bôle ; Madeleine Teuscher, Neuchâtel ; Gabrielle Streit-Roulet, Berne ; M^{lles} Emma Roulet, Coffrane ; Nelly Tripet, Neuchâtel ; MM. Roger Huguenin, Fleurier ; Philippe Gern, Neuchâtel ; Raymond Lauener, la Chaux-de-Fonds ; Robert Frochaux, Boudry ; Charles Ecabert, Neuchâtel ; René Perrin, Broc ; Philippe Favarger, Neuchâtel ; Samuel Rollier, pasteur, Saint-Aubin ; Adolphe Ischer, Neuchâtel ; Léopold Berner, Colombier ; Max Wenger, Boudry ; Christian-Constant Comtesse, Winterthour (membre à vie).

Nomination d'un membre correspondant. — Sur la proposition du comité, l'assemblée acclame Sir Gavin de Beer, naturaliste, directeur de la section scientifique du *British Museum* de Londres, en qualité de membre correspondant. A l'unanimité, elle approuve le texte de l'adresse qui sera envoyée à Sir Gavin de Beer, dont lecture est faite par le président.

Nomination des vérificateurs des comptes. — Pour remplacer M. Aeschlimann, dont la démission est acceptée avec remerciements pour cinq ans d'activité, l'assemblée désigne M. Fritz Steudler, actuellement suppléant ; un nouveau suppléant est nommé : M. René Favre-Grenier.

Fixation de la cotisation pour 1958 et budget. — M. Clot a préparé un projet de budget qui prévoit 6200 francs de recettes et 6100 francs de dépenses. L'assemblée adopte ce projet de budget et maintient la cotisation à 6 francs pour 1958.

Fête d'été. — Le comité propose de tenir la réunion annuelle, dite Fête d'été, à Bevaix le 31 août 1957. M. Ribaux, président du Conseil communal de Bevaix, qui assiste à la séance, se fait un plaisir d'apporter à l'assemblée le salut de la population et des autorités de la commune qu'il dirige ; il se déclare flatté du choix qui a été fait et invite officiellement la Société d'histoire à Bevaix qui n'a plus reçu les historiens neuchâtelois depuis 1885. Cette invitation est acceptée à l'unanimité.

Prix Fritz Kunz. — Le Prix Fritz Kunz doit récompenser l'auteur du meilleur travail présenté à la section de Neuchâtel. Le jury, dit M. Girard, président de la section, a décidé d'honorer M. Alfred Schnegg, auteur d'une étude sur *Denzler et Napoléon III* et d'une autre sur *Neuchâtel et Soleure*. Le jury a aussi tenu, en même temps, à remercier notre distingué archiviste d'Etat de l'importante contribution qu'il a apportée à l'histoire neuchâteloise.

Travail. — Après quelques minutes d'interruption de séance, M. Robert-Henri Blaser, Neuchâtelois domicilié à Bâle et privat-docent à notre Université, présente une très intéressante conférence sur *Les chansons d'amour du comte de Neuchâtel* (XII^e s.). Il s'agit de huit chansons en moyen haut-allemand — langue intermédiaire entre l'allemand primitif et celui de nos jours — qui nous ont été transmises par un célèbre manuscrit de Heidelberg datant du XIV^e siècle. L'auteur, le *Minnesinger*, en est Rodolphe II de Fenis, comte de Neuchâtel, dont l'existence est attestée par des documents datant de 1158 à 1192. Le château médiéval de Valangin permet aux auditeurs de M. Blaser d'oublier pendant quelques instants les huit siècles qui les séparent de Rodolphe, et de jouir de cette évocation de la poésie chevaleresque, de la courtoisie du moyen âge et de l'expression d'un idéal d'éducation et de savoir-vivre. Ce furent quelques instants d'intense émotion que ceux au cours desquels, dans l'antique Salle des chevaliers et grâce à l'enregistrement sur bande magnétique, on entendit — avec les explications nécessaires traduites en français — accompagnées de la viole antique, les trois chansons du comte Rodolphe dont la mélodie a été conservée. Succédant à un silence religieux, de vifs applaudissements témoignèrent au professeur Blaser la reconnaissance de tous ses auditeurs pour sa magistrale leçon.

Paul GRANDJEAN.

LXXXIV^e réunion annuelle tenue à Bevaix, samedi 31 août 1957.

La première visite de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel dans le joli village de Bevaix date de 1885 ; autant dire que l'histoire de ce coin de pays était bien peu connue d'un bon nombre des deux cents participants à la Fête d'été de 1957. Le lieu de la réunion était bien choisi. La journée entière a été réussie sous tous les points de vue et le passage à Bevaix des historiens neuchâtelois laissera bien d'autres souvenirs que ceux des accrochages et du bruit des tôles froissées dont on parle assez loin à la ronde !

C'est à l'abbaye, ce magnifique bâtiment que l'Etat de Neuchâtel a aménagé, pour ses réceptions, dans un site admirable sur les restes de l'antique monastère, qu'est offerte la collation d'arrivée ; les tables sont servies sur les terrasses, le vin d'honneur de l'Etat voisine avec les traditionnelles « sèches » offertes par la commune de Bevaix et, pendant qu'on renoue connaissance, la Société des accordéonistes fait entendre les plus beaux airs de son répertoire.

Mais le temps s'écoule rapidement et déjà la sonnerie des cloches appelle chacun.

La séance au temple, fleuri de grands dahlias, est présidée par M. Louis-Edouard Roulet qui souhaite la bienvenue à tous, salue les autorités et les délégués des sociétés amies, excuse les absents et remercie vivement la population qui a si bien décoré son village, la fanfare qui a bien voulu assurer son concours, ainsi que les écoliers dont le beau chant — dirigé avec élégance par un de leurs camarades — a procuré un instant d'intense émotion.

Dans son allocution bien charpentée et très spirituelle, le président de la Société d'histoire démontra de façon pertinente que dans ce petit coin de pays « toujours l'histoire a passé avec régularité et constance, mais toujours elle a passé avec pudeur. Point de monuments aux formes géantes, d'arcs de triomphe pesants, de bâtiments démesurés. Voici donc un pays où l'homme a façonné la terre sans trop l'injurier et où la terre a moulé l'homme sans trop l'alourdir. » Se basant sur la narration qu'en fit Philippe Godet, M. Roulet rappela la fête d'été du 17 juillet 1885, où fut déployé pour la première fois le drapeau aux chevrons, pour le rétablissement desquels la société n'a pas cessé et ne cessera pas de lutter, en dehors de tout préjugé politique et sentimental. C'est depuis ce jour aussi que la participation des dames devint une tradition aux fêtes de la Société d'histoire, dit M. Roulet, qui cita encore les vers qu'il y a 72 ans Philippe Godet écrivit à l'adresse des grands-parents des Bevaisans d'aujourd'hui. Puis il donna la parole à M. Jean-Claude Ribaux, président du conseil communal de Bevaix, qui intéressa vivement ses auditeurs en leur parlant d'un village placé devant un choix : tradition ou progrès, vie ancestrale ou vie moderne ; village dont l'économie est basée sur deux piliers : le blé et le vin. Malgré leurs préoccupations, les paysans et les vignerons de Bevaix sont fiers du pays qu'ils habitent et de leur village, qu'Alice de Chambrier a comparé à une perle dans un écrin. M. Ribaux termina son exposé en invitant d'ores et déjà la Société d'histoire à revenir à Bevaix en 1998 pour y commémorer le millénaire du vieux prieuré.

Attribution du Prix Bachelin de peinture. — M. Maurice Jeanneret, qui présenta le rapport du jury désigné par le comité de la Société d'histoire, rappela que ce prix était décerné pour la troisième fois, à un artiste de moins de 40 ans (Neuchâtelois ou Confédéré habitant le canton depuis plus de 10 ans) et que huit jeunes peintres étaient candidats en 1957. Après de très sérieux examens et lorsqu'il eut procédé par éliminations au cours de plusieurs votes successifs, le jury se fit un honneur et un plaisir d'accorder le prix à M. Jean-Pierre Schmied, des Bayards, connu sous le nom d'artiste de Lermite.

Réception de nouveaux membres. — Vingt-cinq candidats — dont treize de Bevaix, ce qui marque bien l'intérêt que suscite l'organisation itinérante des fêtes d'été de la Société d'histoire — ont été reçus de la société, ce qui porte l'effectif à plus de sept cents membres : M^{mes} Paul Vouga-Billeter, les Hauts-Geneveys ; Valentine Dubois, Bevaix ; Liliane Lœrtscher, Neuchâtel ; André Pierre-Humbert, Saint-Aubin ; M^{lles} Jeanne Vuillemin, Neuchâtel ; Antoinette Feissly, Neuchâtel ; MM. Jean-Michel Zaugg, Jean-Pierre Ribaux-Vuille, Charles Telper, Benjamin Fauguel, Gaston Monnier, Jean-Pierre Ribaux, James Péter-Comtesse, Jean-Claude Ribaux, Jean-Louis Lauber, Georges Roulet, Claude Dubois, Eugène Ribaux-Vaney, tous de Bevaix ; Jean-Pierre Schmied (dit Lermite), les Bayards ; Dr F. H. Simon, Fleurier ; Robert Jacot-Guillarmod, Saint-Aubin ; Jean-Pierre Jéquier, la Lance par Concise ; Dr Martial Roulet, Travers ; Jacques Piaget, Colombier ; Jean Labarre, Paris.

Bevaix, du prieuré clunisien à la seigneurie, tel est le titre du travail que présenta M. Alfred Schnegg, archiviste de l'Etat. On ne peut en donner ici qu'un très bref résumé. C'est à la fin du premier millénaire chrétien qu'il faut remonter pour assister à la fondation du prieuré de Bevaix : en 998, un seigneur du nom de Rodolphe donna à l'abbé Odilon de Cluny la maison religieuse qu'il venait d'ériger à Bevaix. L'acte de fondation du prieuré est exceptionnellement développé ; la dédicace est faite par l'évêque de Lausanne, Henri de Bourgogne, en la cinquième année du règne de Rodolphe III. L'acte de 998 offre une abondance de détails dont l'importance est toute particulière pour l'histoire du pays de Neuchâtel ; par la liste des dotations du monastère, nous connaissons l'existence à la fin du X^{me} siècle de trois localités neuchâteloises : Bevaix, Brot et Saint-Martin. La situation des serfs est la plus basse. Rodolphe et ses descendants assumeront la fonction d'avoué. Avec le changement de dynasties politiques, la place des avoués deviendra toujours plus grande : les prieurs partagent avec eux le bénéfice de leurs revenus seigneuriaux. Il semble que Bevaix ait mené une existence modeste et besogneuse tandis que les monastères royaux prospéraient ; en 1266, le prieuré se place sous l'autorité de Romainmôtier. Avec la Réforme, le dernier prieur de Bevaix remet ses titres à François d'Orléans ; la messe cesse d'être célébrée et un prédicant français inaugure le culte réformé. En 1541, le prieur remet définitivement ses droits au seigneur de Colombier ; à la mort de ce dernier, en 1564, ses fils vendirent Colombier et Bevaix au comte de Neuchâtel.

Le cortège et le banquet. — Il est plus de midi lorsque, derrière la fanfare, un cortège se forme pour parcourir le village pavoisé. Puis toute la cohorte se

rend à l'hostellerie des Platanes où a lieu le banquet de cent septante-cinq couverts. Au cours de celui-ci, M. Roulet, président, remit à MM. Thévenaz et Montandon de modestes souvenirs de reconnaissance pour leur longue et féconde activité au sein de la Société d'histoire, puis il lança un vibrant appel en faveur du *Musée neuchâtelois*. On entendit M. Georges Grosjean, au nom des sociétés sœurs de Berne et de Soleure ; M. Paul Richard, au nom de la Société neuchâteloise des sciences naturelles ; M. Charly Clerc, qui rappela le roman d'Alice de Chambrier : *Le Châtelard de Bevaix* dans une improvisation fort goûtée et très applaudie ; enfin le Chœur des femmes paysannes de Bevaix chanta pour la plus grande joie de tous de belles mélodies vraiment de circonstance, mélodies acclamées avec gratitude.

Le programme de l'après-midi permet aux membres de la Société d'histoire de visiter le village de Bevaix, sous la direction de M. Jean Courvoisier, et d'y admirer la cure, l'ancienne maison d'école, de vieilles demeures paysannes et vigneronnes ainsi que le château appartenant à la famille Chambrier. Enfin, un film très intéressant sur le Bevaix actuel, avec ses vignes, ses champs de blé, ses chemins ombragés et ses pâturages, film réalisé par M. Thiébaud, maître au Technicum neuchâtelois, fut admiré au collège et mit le point final à une splendide journée.

Paul GRANDJEAN.

Denzler et Napoléon III.

Le portrait qui figure en tête de ce fascicule appartient jusqu'en 1933 à la Société neuchâteloise de Genève, et se trouve actuellement aux Archives de l'Etat. C'est une photographie d'atelier représentant le colonel Louis Denzler à la fin de sa vie. Il porte le sabre d'honneur que lui accorda un décret du Grand Conseil neuchâtelois du 30 septembre 1856 : récompense des services rendus par Denzler en réprimant l'insurrection royaliste. Le major Ami Girard fut l'objet de la même distinction.

TABLE DES MATIÈRES DE L'ANNÉE 1957

NOUVELLE SÉRIE — QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE

	Pages
<i>Bauer, Eddy.</i> Les origines du Franco-Suisse	139
Centenaire des chemins de fer neuchâtelois	97-186
<i>Chapuis, Alfred.</i> L'identification d'un automate Jaquet-Droz	54
<i>Courvoisier, Jean.</i> La lutte contre les incendies du XVII ^e au XIX ^e siècle	3
— Neuchâtel, vu des Saars, en 1791	33
— Les routes neuchâteloises au XIX ^e siècle, avant les chemins de fer	97
<i>Favarger, Pierre.</i> Réhabilitation du procureur général David Favarger. [Avec une <i>Note liminaire</i> , de Louis-Edouard Roulet]	80
<i>Genevoy, Robert.</i> Philippe de Hochberg et sa fille Jeanne, seigneur et dame d'Usier et Ouhans en Franche-Comté (1481-1518)	12
<i>Girard, Henri.</i> Le Jura-Industriel	105
— Rapport sur l'attribution du Prix Fritz Kunz pour 1956-1957	215
<i>von Gunten, Fritz.</i> Les premiers pas de notre revue	41
<i>Jeanneret, Maurice.</i> Les papiers peints de la Cibourg	65
— Rapport sur le Prix Auguste Bachelin de peinture 1957	212
<i>Juvet, Jean-Louis.</i> Importance des chemins de fer dans l'économie neuchâ- teloise	162
<i>Montandon, Léon.</i> En marge de l'établissement d'un réseau ferroviaire neuchâtelois	174
<i>Pettavel, Jean.</i> Le pasteur Henry de Merveilleux (1662-1749). (La période troublée de 1699 à 1704)	71
<i>Rosselet, Claire.</i> Exposition consacrée à deux centenaires : Chemins de fer neuchâtelois et Traité de Paris	182
<i>Roulet, Louis-Edouard.</i> Onze ou douze justiciers à la Chaux-de-Fonds en 1656 ?	92
— Voir : <i>Favarger, Pierre.</i>	
<i>Schnegg, Alfred.</i> Denzler et Napoléon III	189
<i>Thévenaz, Louis.</i> Pierre Favarger (21 juin 1875-11 septembre 1956) [Avec une Bibliographie des travaux de Pierre Favarger]	27
— Genèse et liquidation du régime prussien à Neuchâtel, 3 novembre 1707-26 mai 1857	201

BIBLIOGRAPHIE

Jacques Petitpierre, <i>Patrie neuchâteloise</i> , recueil illustré de chroniques d'histoire régionale, 4 ^e volume. (Louis THÉVENAZ)	30
Louis-Edouard Roulet, <i>L'établissement de la mairie de la Chaux-de-Fonds en 1656. Visage et vertus d'une communauté naissante du haut Jura.</i> Etude et documents publiés sous les auspices du Conseil communal de la Chaux-de-Fonds à l'occasion de la commémoration du troisième centenaire de cet événement en 1956 (Léon MONTANDON)	59
Joseph Gantner, <i>Histoire de l'art en Suisse. L'époque gothique.</i> Traduction française par Augustin Genoud, Pierre Bouffard et Luc Boissonnas (J. C.)	95
<i>Bulletin bibliographique : Saint-Blaise</i> , par le D ^r Olivier CLOTTU, <i>Savagnier</i> , par Maurice JEANNERET, <i>La Chaux-de-Fonds</i> , par Edouard URECH (Léon MONTANDON)	62



CHRONIQUE

Commémoration du tricentenaire de l'établissement de la mairie de la Chaux-de-Fonds, 1^{er} décembre 1956 (F.), p. 58. — Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel. Séance administrative tenue au château de Valangin, le samedi 15 juin 1957 (Paul GRANDJEAN), p. 216. — LXXXIV^e réunion annuelle tenue à Bevaix, samedi 31 août 1957 (Paul GRANDJEAN), p. 220.

Notes concernant l'illustration [du numéro consacré au Centenaire des chemins de fer neuchâtelois], p. 185. — Denzler et Napoléon III [renseignements concernant le portrait Denzler], p. 222.

PLANCHES HORS TEXTE

	Pages
Pompe à incendie aux armes de Fleurier 1764	3
Caspar-Leontius Wyss : Neuchâtel en 1781, vu de la route des Saars [en couleurs]	33
L'automate écrivain-dessinateur Jaquet-Droz-H. Maillardet contenu dans une pendule de Williamson, Londres, retrouvée à Pékin par H. S. Harcourt-Smith	54
L'automate Jaquet-Droz-H. Maillardet de Pékin et l'inscription qu'il trace	55
[au-dessous :] Les caractères retrouvés par F. Louis Perrot, identiques à ceux que trace l'automate du Musée de Pékin.	
Les papiers peints de la Cibourg. A gauche : Orphée ou la Muse de la Musique ; à droite : Scylla repoussée par Minos	65
Diligence des postes neuchâteloises avant 1848	97
Vue du Locle montrant le quartier neuf et le chemin de fer, vers 1860	110
Locomotive du type <i>Père Fritz</i> , fabriquée en 1856	118
Locomotive <i>La Reuse</i> , mise en service en 1886	118
La gare de la Chaux-de-Fonds en 1863	126
La gare de Neuchâtel vers 1859. A droite une maison transformée en buffet	138
Travaux sur la ligne du Franco-Suisse, vers 1859. Au premier plan le tunnel du Champ-Rouge	158
Louis Denzler, colonel fédéral, 1806-1880	189

ILLUSTRATIONS DANS LE TEXTE

Lettre de L. Favre à H. Wolfrath, du 24 septembre 1874	47
Signatures de James Cox, d'H. L. Jaquet-Droz et d'Henry Maillardet, à Londres, au bas d'un contrat, en 1783	57
Locomotive du type <i>Père Vielle</i> , fabriquée en 1859	118
Chemin de fer du Jura-Industriel. Horaire du samedi 14 juillet 1860, jour de l'inauguration de la section du tunnel des Loges	121
Faire-part satirique rédigé après le rachat du Jura-Industriel	135
Caricature de 1853, environ, témoignant des craintes suscitées à la Chaux-de-Fonds par la création de la ligne du Franco-Suisse	150,151
Recto et verso d'une carte d'invitation à l'inauguration de la ligne Neuchâtel-les Verrières	160
Carte donnant des projets de tracés non exécutés pour le Franco-Suisse et le Jura-Industriel	177

